



LA PROMENADE
Samuel-De Champlain

Ma promenade, mon fleuve

www.promenade2008.qc.ca



Un briquet !?!



Le batte-feu est « l'ancêtre » du briquet. Vers 1750, on le frappait sur un silex et des étincelles en jaillissaient pour allumer un feu de cuisson, voire une pipe, à l'aide d'une pièce d'amadou.

Cet objet étonnant – ainsi que des centaines d'autres – sera exposé aux regards du public dans le nouveau Centre d'archéologie et d'histoire de Québec. Cet édifice municipal sera construit dans la foulée des grands chantiers entourant le 400^e anniversaire de notre ville.

5 cm

Origine de l'artéfact

Les magasins du Roi (entre 1716 et 1760), fouilles archéologiques de 1988 sur le site du palais de l'Intendant à Québec



L'Ancêtre

NUMÉRO 278, VOLUME 33, PRINTEMPS 2007

NUMÉRO 278, VOLUME 33, PRINTEMPS 2007

L'Ancêtre

Société de généalogie de Québec

Envoi de publication canadienne. Numéro de convention 40037597. Port de retour garanti, L'Ancêtre, C.P. 9066, Succ. Sainte-Foy, Québec (Québec) G1V 4A8

7,00 \$



*Sillery, Gaudarville et Sainte-Foy racontées
Robitaille, vieille famille de Gaudarville
Rivard dit Loranger, à Batiscan*

Revue de la Société de généalogie de Québec
www.sgq.qc.ca



SOCIÉTÉ DE GÉNÉALOGIE DE QUÉBEC

Adresse postale : C. P. 9066, Succ. Sainte-Foy, Québec (Québec) G1V 4A8
Téléphone : 418 651-9127 Télécopieur : 418 651-2643
Courriel : sgq@total.net Site : www.sgq.qc.ca

SOMMAIRE

ARTICLES DE FOND

- La famille de Claude Salois aux XVII^e et XVIII^e siècles**..... 201
Johanne Salois
- Briser le mur de pierres**..... 213
Marielle A. Bourgeois (5065)
- Les Robitaille en la Seigneurie de Gaudarville**..... 225
Lorraine Robitaille-Samson (1149)
- Sillery, lieu chargé d'histoire**..... 233
Cora Fortin-Houdet (0191)

CONFÉRENCE

- Les seigneuries de Sillery et de Gaudarville, et la paroisse de Sainte-Foy** 241
Jean-Marie Lebel (2284)

CHRONIQUES

- Entretien** 187
- Nouvelles de la Société**..... 191
- L'héraldique et vous** 255
- Le généalogiste juriste** 257
- Les Archives vous parlent de** 261

Page couverture :

Vue de l'église de Sillery et de l'anse depuis les plaines d'Abraham. Référence BAC C-150432. Œuvre de Ava A. Capel, collection Peter Winkworth de Archives Canada. Aquarelle sur graphite et papier vélin, juillet 1891.

La SGQ est une société sans but lucratif fondée le 27 octobre 1961. Elle favorise l'entraide des membres, la recherche en généalogie et en histoire des ancêtres ou des familles, la diffusion de connaissances généalogiques par des conférences, et la publication de travaux de recherche. La Société est membre de la Fédération québécoise des sociétés de généalogie et de la Fédération canadienne des sociétés de généalogie et d'histoire de famille. La Société est aussi un organisme de charité enregistré.

ÉTUDE

- Robert Rivard dit Loranger, pionnier de Batiscau** 221
Monique Loranger-Tessier (5015)

AUTRES SUJETS

- Le 6000^e membre découvre la généalogie**..... 194
- Le 45^e en mots** 195
- Le 45^e en images** 210 et 218
- Généalogie insolite** 240
- Assemblée générale annuelle** 249
- Bibliothèque virtuelle**..... 251
Françoise Dorais (4412)
- NORMANDIE-QUÉBEC** 253

- À livres ouverts** 263
- Service d'entraide**..... 265
- Regard sur les revues** 269
- Échos de la bibliothèque**..... 275

BÉNÉFICIEZ DES AVANTAGES AUXQUELS VOUS AVEZ DROIT.

ENTENTE EXCLUSIVE AVEC LA SOCIÉTÉ DE GÉNÉALOGIE DE QUÉBEC. La Banque Laurentienne vous offre les programmes Privilège* et Privilèges Plus* pour vous faire réaliser d'importantes économies sur vos frais bancaires et bénéficier de nombreux avantages financiers.

CONTACTEZ-NOUS OU PASSEZ NOUS VOIR EN SUCCURSALE
2700 boul Laurier, Ste-Foy 418.659-4955 poste 293

*Marque de commerce de la Banque Laurentienne. Les avantages des programmes Privilège et Privilèges Plus ne peuvent être combinés à aucune autre offre de la Banque Laurentienne. Tous les avantages offerts dans le cadre de ce programme sont soumis à certaines conditions.

L'histoire est au bout de vos
doigts

www.capauxdiamants.org

Tél. : (418) 656-5040 • Téléc. : (418) 656-7282
revue.cap-aux-diamants@hst.ulaval.ca

LA REVUE D'HISTOIRE DU QUÉBEC
CAP-AUX-DIAMANTS



1961-2007

SOCIÉTÉ DE GÉNÉALOGIE DE QUÉBEC

Adresse postale : C. P. 9066, succ. Sainte-Foy, Québec (Québec) G1V 4A8

Téléphone : 418 651-9127

Télécopieur : 418 651-2643

Courriel : sgq@total.net

Site : www.sgq.qc.ca

SOMMAIRE

ARTICLES DE FOND

**La famille de Claude Salois aux XVII^e
et XVIII^e siècles.....** 201
Johanne Salois

Briser le mur de pierres..... 213
Marielle A. Bourgeois (5065)

**Les Robitaille en la Seigneurie
de Gaudarville.....** 225
Lorraine Robitaille-Samson (1149)

Sillery, lieu chargé d'histoire..... 233
Cora Fortin-Houdet (0191)

CONFÉRENCE

**Les seigneuries de Sillery et de Gaudarville,
et la paroisse de Sainte-Foy.....** 241
Jean-Marie Lebel (2284)

CHRONIQUES

Entretien..... 187

Nouvelles de la Société..... 191

L'héraldique et vous..... 255

Le généalogiste juriste..... 257

Les Archives vous parlent de..... 261

ÉTUDE

**Robert Rivard dit Loranger,
pionnier de Batiscan.....** 221
Monique Loranger-Tessier (5015)

AUTRES SUJETS

Le 6000^e membre découvre la généalogie..... 194

Le 45^e en mots..... 195

Le 45^e en images..... 210 et 218

Généalogie insolite..... 240

Assemblée générale annuelle..... 249

Bibliothèque virtuelle..... 251
Françoise Dorais (4412)

NORMANDIE-QUÉBEC..... 253

À livres ouverts..... 263

Service d'entraide..... 265

Regard sur les revues..... 269

Échos de la bibliothèque..... 275

Page couverture :

Vue de l'église de Sillery et de l'anse depuis les plaines d'Abraham. Référence BAC C-150432. Œuvre de Ava A. Capel, collection Peter Winkworth de Archives Canada. Aquarelle sur graphite et papier vélin, juillet 1891.

La SGQ est une société sans but lucratif fondée le 27 octobre 1961. Elle favorise l'entraide des membres, la recherche en généalogie et en histoire des ancêtres ou des familles, la diffusion de connaissances généalogiques par des conférences, et la publication de travaux de recherche. La Société est membre de la Fédération québécoise des sociétés de généalogie et de la Fédération canadienne des sociétés de généalogie et d'histoire de famille. La Société est aussi un organisme de charité enregistré.

Comité de l'ancêtre 2006 - 2007

Direction : Jacques Fortin (0334)

Coordination : Diane Gaudet (4868)

Rédacteur : Jacques Olivier (4046)

Membres : Alain Cardou (1609)
France Desroches (5595)
Jean-François Grenier (5020)
Claire Guay (4281)
Claire Lacombe (5892)
Claude Le May (1491)
Rodrigue Leclerc (4069)
Denis Martel (4822)
Jocelyne Mathieu (5918)
Nicole Robitaille (4199)

Collaboration : Claire Boudreau
Raymond Deraspe (1735)
André G. Dionne (3208)
Michel Lamoureux (4705)
Rénéald Lessard (1791)
Jean-Yves Lévesque (3723)
Bibiane Ménard-Poirier (3897)
Jacques Morin (BAnQ)
Louis Richer (4140)
Fernand Saintonge (2828)

L'Ancêtre, revue officielle de la Société de généalogie de Québec, est publié quatre fois par année.

COTISATION DES MEMBRES

*Membre individuel (Canada)	35,00 \$
*Membre individuel (autres pays)	35,00 \$ US
Membre associé	17,50 \$

*Ces membres reçoivent *L'Ancêtre*.

Note :

Les cotisations des membres sont renouvelables avant le 31 décembre de chaque année.

Dépôt légal :

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0316-0513

© 2007 SGQ

Les textes publiés dans *L'Ancêtre* sont sous la responsabilité de leur auteur. Ils ne peuvent être reproduits sans le consentement de la Société et de l'auteur.

Imprimé par Première Impression
Centre numérique
Québec

LES CHAPELLES DE PROCESSION

Qui n'a pas remarqué, au cours de ses déplacements, un de ces bâtiments de bois ou de pierre, de dimensions réduites, de forme rectangulaire, souvent surmonté d'un clocheton tenant sur l'angle du toit, et dont l'intérieur est aménagé de façon très sobre? Généralement dotées d'une porte centrale à double battant, sans transept et ne comptant que quelques bancs, ces chapelles servaient autrefois aux processions tenues lors de certaines fêtes (Fête-Dieu, Saint-Sacrement, Sacré-Coeur - cette dernière, à compter des années 1870), d'où le nom qui leur est attribué.

Cette tradition nous serait venue d'Europe d'après les extraits suivants : « La plus fastueuse... était la Fête-Dieu, qui s'était établie un peu partout à la fin du XIII^e siècle, grâce au zèle des confréries du Saint-Sacrement, dont Urbain IV établit la première en 1264 »¹. « Aux deux derniers siècles de la monarchie, la procession du Saint-Sacrement connut le plus de splendeur. Louis XIV la suivait en apparat de cour et prêtait les plus riches pièces de son cabinet pour orner le reposoir... »². Elle fut poursuivie ici assez tôt par nos ancêtres. À preuve, cette cession de terrain faite par Jeanne Garnier le 25 février 1697, à L'Ange-Gardien : « Cet arpent est à prendre moyennant 20 sols de rente... par année sur le bord du chemin... le long du premier coteau d'au dessus de la chapelle qui est bastie sur la dite terre pour servir aux fêtes de Dieu de reposoir au Saint-Sacrement »³ - ce qui en fait remonter la construction à 1696, si ce n'est pas plus loin. Cette même coutume connut un essor important entre les années 1830 et 1845, particulièrement dans la région de Québec et au sud de Montréal.

Initiées par la religion catholique, consacrées en l'honneur d'un saint ou d'une sainte, les chapelles de procession étaient situées à l'est et à l'ouest de l'église paroissiale, et aux extrémités du village, au moment où elles furent construites par paires semblables.

Sur les 31 chapelles répertoriées en 1979 selon l'inventaire* mentionné au bas de cet article, 25 étaient protégées par la *Loi sur les biens culturels* et 20 d'entre elles ont été déclarées monuments historiques. Pour rapporter avec exactitude les informations techniques qui les concernent, nous avons puisé dans la documentation rapportée par cet inventaire. Nous indiquons entre parenthèses la page de référence de ces informations. Cependant, l'ensemble des informations contextuelles a généralement été puisé dans les monographies paroissiales ou dans des écrits concernant les paroisses retenues.

RÉGION DE QUÉBEC

Deschambault

. Les livres de comptes de la fabrique (1810-1813) font état de *travaux pour clorre le terrain de la chapelle et autres...* Voilà confirmation de l'existence d'une première chapelle de procession en ce lieu, et de son année probable de construction vers 1809. On sait aussi, de source sûre, que la construction de la chapelle actuelle fut *confiée à Philippe Bélisle*

¹ Maurice Vlobert, *Les Fêtes de France* - coutumes religieuses et populaires, Paris, B. Arthaud, 1942, p. 143.

² *Ibid.*, p. 145.

³ Michel Langlois, *Dictionnaire biographique des ancêtres québécois (1608-1700)*, tome I, Sillery, La Maison des Ancêtres inc., 1998, p. 177.

pour 311,37 \$, et qu'elle remonte aux années 1907-1908. En effet, placée sous le vocable Saint-Antoine-de-Padoue et située sur un terrain donné en 1906 par Émile Hamelin (curé de Buttes-à-Mirand, Yarmouth, Nouvelle-Écosse), elle fut bénite le 14 juin 1908 par le vicaire du lieu, Albert Lemay (1895-1914) (d'après Luc Delisle, *La Petite Histoire de Deschambault 1640-1963*, Québec..., 1963, p. 168).

L'Isle-aux-Coudres

. Joyaux du patrimoine religieux, les deux chapelles de procession de l'île, bâties par corvées en 1836, sont situées dans la paroisse de Saint-Louis. La plus ancienne, dite Saint-Isidore, est située au nord-est (237, chemin des Coudriers), et a été consacrée à la Vierge. Elle a été érigée le 13 novembre 1836 dans l'anse de l'Attente (où, autrefois, les bateaux attendaient le bon vent ou la bonne marée avant d'aller sur le fleuve). Le tabernacle qu'on y retrouvait serait un produit des ateliers des Levasseur; il fait maintenant partie des objets sacrés de l'église. Cette chapelle fut restaurée en 1953, puis en 1972.

. Du côté sud-ouest (chemin des Coudriers), l'autre chapelle a été dédiée à saint Pierre. Elle fut bénite le 25 mai 1837. Tout comme la précédente, elle est surmontée d'un clocheton et construite en pierre des champs dont les joints ont été comblés au mortier (pages 350-351).



Chapelle de procession à Saint-Louis de L'Isle-aux-Coudres.
BAnQ E6S7SS1P24462

L'Ange-Gardien

. Deux chapelles furent construites en cette paroisse, vraisemblablement en 1751. Ce fait repose sur les écrits de l'abbé Louis-Gaspard Dufournel (1662-1757), curé de L'Ange-Gardien de 1694 jusqu'à son décès. Il *donne 100 livres pour la construction de deux chapelles et l'ornement des chapelles de la Sainte Vierge et de Saint Roch*.

. Toutes deux situées sur l'avenue Royale, ces chapelles sont les plus anciennes structures de ce genre, d'inspiration néogothique. Toutes deux restaurées en 1821, elles sont maintenant connues sous les patronymes Laberge (chapelle sise à l'est de l'église, *dédiée à la Sainte Vierge et érigée sur la terre des Maroist sous le titre de Notre-Dame de Grâce*) et Brisson (sise à l'ouest sur un terrain offert jadis par la famille Leroux, *dédiée à Saint-Roch*), d'après les noms des familles qui en ont assuré l'entretien au fil des ans. La chapelle de procession Notre-Dame-de-Grâce (Laberge) présente une tour et un clocheton

recherchés, et contient une statue et un autel qui autrefois prenaient place dans le couvent du lieu, aujourd'hui disparu. Quant à la chapelle de procession Saint-Roch (Brisson), elle servit un temps de charnier (d'après Lionel Laberge, *Messire Gaspard Dufournel et l'histoire véritable de L'Ange-Gardien*, L'Ange-Gardien, Éd. Bois-Lotinville, 1992). Ces chapelles furent déclarées monuments historiques en 1981 (page 332).

Lévis, secteur de Lauzon

. On y aurait construit la chapelle Sainte-Anne vers 1789, d'après la plaque portant son millésime, sur un terrain donné par Joseph Samson le 7 juin 1789. Elle est située à l'ouest de l'église, au 220, rue Saint-Joseph (Lauzon), sur le territoire de la plus ancienne paroisse de la rive sud,

fondée en 1694 et appelée autrefois Saint-Joseph-de-la-Pointe-Lévy. Dans un décor intérieur sobre figure l'autel construit par le menuisier Clément Giguère. L'extérieur affiche une porte à double vantail et des murs de maçonnerie recouverts de crépi et chaulés. Cette chapelle fut réparée et repeinte une première fois en 1892, et ornée de gravures cette même année. Cette chapelle de procession est unique, au Québec, en ce sens qu'elle possède une sacristie. Classée monument historique le 5 octobre 1977, elle a subi une restauration complète entre 1986 et 1988.

. L'autre chapelle, dédiée à saint François-Xavier et sise au 340, rue Saint-Joseph, fut construite vers 1810 sur un terrain offert par Madeleine Duclos (m. 19 avril 1790, Saint-Joseph-de-la-Pointe-Lévy), veuve de Jean-Baptiste Bourassa. Autrefois, elle servait de charnier durant l'hiver, pour les personnes défuntées dont la résidence était située loin de l'église. Puis, en alternance avec sa soeur jumelle, cette chapelle était utilisée aux deux ans comme reposoir. Elle a subi des réparations majeures en 1940. Vers 1970, elle devint le local attitré des scouts de Lauzon, puis fut mise à la disposition des artistes. Elle est de construction semblable à la précédente, sauf que ses dimensions sont plus importantes (une des plus grandes au Québec) et que son décor intérieur est beaucoup plus recherché. Une niche pare le pignon triangulaire de la façade où une plaque porte le millésime 1822. Cette chapelle a aussi été classée monument historique le 5 octobre 1977. Elles sont toutes deux propriété de la ville de Lauzon (maintenant Lévis) depuis 1986; cette ville y a fait effectuer des travaux majeurs de 1986 à 1988 (pages 83 à 88).

L'Islet-sur-Mer

Dénommée officiellement *Chapelle des marins* parce qu'elle fut construite par des marins de L'Islet rescapés d'un naufrage; cette dernière fut consacrée à saint Joseph. Elle date de 1835, comme en attestent une plaque figurant sur la façade du petit édifice de planches et cette mention (datée de 1836) dans les archives paroissiales : *Payé pour la chapelle destinée aux processions du saint Sacrement... 20 (livres)*. Elle aurait été restaurée à deux reprises. Sa longueur est deux fois plus grande que sa largeur (page 92) (*Livre de compte III*, année 1836).

Neuville

. Il est probable que la première chapelle de procession remonterait à l'année 1679, peut-être plus tôt si on s'appuie sur un rapport du curé Auclair Desnoyers (Saint-Augustin) à M^{gr} de Saint-Vallier, concernant le testament de Basset, premier curé de Neuville, où on peut lire : *Pour ce qui est du pavillon qui est au bout de la maison des sœurs, ...messire Thierry Hazure, ...desservant Neuville ...l'a fait bâtir...* La chapelle actuelle, située sur le même emplacement, soit un coteau près de l'église (ce terrain aurait été donné par le curé Charles-Joseph Brassard Deschenaux qui hérita de la seigneurie de Neuville à la mort, en 1793, de son père qui avait été secrétaire de l'intendant François Bigot), fut bâtie avant 1815 après que, le 13 avril 1803, *...Deschenaux concède à François Angers, devant le notaire F.X. Larue (m. Marie-Madeleine Luce Hains, 4 octobre 1790, Saint-Augustin), une lisière de terrain de 18 pieds de largeur, allant du Chemin du Roy ... jusqu'au terrain où est construite la chapelle Sainte-Anne*. Le 8 mars 1815, Deschenaux, devant le même notaire, cède à Thomas Everell, navigateur, un terrain à perpétuité pour et profit de la chapelle Sainte-Anne qui se trouve actuellement construite sur icelui... Refaite vers 1851, la chapelle fut l'objet de plusieurs réparations, dont une rénovation majeure financée en 1871 par le dernier seigneur de l'endroit, Eugène Larue, à la condition qu'il soit inhumé sous cette chapelle avec son épouse Lucile Grenier (m. 24 avril 1854, Pointe-aux-Trembles/Neuville). De fait, le couple et deux autres personnes y reposent, comme l'indiquent des plaques commémoratives affichées à l'intérieur.

. Dédiée à sainte Anne, une autre chapelle est sise au 666, rue des Érables. Jusqu'à tout récemment, cette chapelle, de forme rectangulaire, avec des ouvertures en pierre de taille et une niche au fronton, était utilisée lors de la procession dite *Petite Fête-Dieu*, tenue pour commémorer l'intervention divine qui aurait épargné l'église lors d'un incendie au début des années 1700. À l'extérieur, sur un socle de pierres des champs, on peut voir *L'Éducation de la Vierge*, statue restaurée en 2004 par Fabien Pagé de Donnacona, mais attribuée au sculpteur Louis Jobin qui passa son enfance à Neuville (pages 96 à 98) (d'après le site www.ville.neuville.qc.ca/index.php?id=172).

. Cette chapelle fut classée monument historique le 6 octobre 1965.

Saint-Antoine-de-Tilly

. Sur le chemin de Tilly, à l'ouest de l'église, se dresse une chapelle dédiée à sainte Anne. Elle remplace une première chapelle érigée en 1767. Les extrémités de la façade sont surmontées de deux tours carrées à pignon conique. Elle était utilisée lors de la Fête-Dieu et de la fête de Sainte-Anne.

. Du côté est de l'église se dresse aussi une chapelle, conçue sur le même modèle que la précédente, mais dédiée à saint Joseph. Sise sur l'emplacement d'une ancienne chapelle construite en 1797, celle-ci aurait été érigée en 1855 avec des planches qui imitent la pierre de taille - ce qui représente un élément architectural plutôt rare, tout comme les amortissements carrés placés chaque côté du couronnement (pignon triangulaire).

. La municipalité a déclaré *monuments historiques* ces deux chapelles dont la construction remonterait autour de l'année 1900. Elles furent toutes deux réparées en 1964 (pages 99 à 101) (d'après Corporation du tricentenaire de Saint-Antoine-de-Tilly, *Saint-Antoine-de-Tilly, circuits du patrimoine bâti*, 2002).

Saint-Charles de Bellechasse

. Deux chapelles ont été érigées dans cette paroisse avant 1880. La première, située du côté sud-ouest de l'église, est dédiée à la sainte Vierge. À ce sujet, la fabrique décide que « en date du 4 juin 1880, la chapelle... au sud-ouest de l'église (sera) reconstruite en bois, cet été...; que cet ouvrage (sera) confié à... Alexis Boudreau... de cette paroisse ». Plus loin, on apprend l'année exacte de construction car, le 30 mars 1884, les marguilliers décident « de faire peindre la chapelle... construite l'été dernier; de faire faire au prix de 100 piastres, par sieur Louis Jobin, statuaire de Québec, une statue en bois d'environ 7 pieds pour couronner le clocher de la petite chapelle... ».

. Quant à l'autre chapelle, elle est située du côté nord-est et porte le vocable de Sainte-Anne. On peut croire qu'elle fut construite à peu près en même temps que la première car, après une décision entérinée le 19 avril 1885, les marguilliers réunis choisissent de la faire reconstruire et « que les matériaux soient fournis par Gervais Audet dit Lapointe, maître-ouvrier de cette paroisse, moyennant 400 piastres ».

. Ces deux chapelles, classées monuments historiques le 16 décembre 1981, ne sont pas des bâtisses exceptionnelles, mais elles constituent des additions importantes au patrimoine religieux local (pages 105 à 110) (d'après le Comité organisateur des Fêtes du 250^e de Saint-Charles de Bellechasse inc., *Saint-Charles de Bellechasse 1749-1999*, s.l., Imprimerie Le Laurentien inc., 1999, pages 76-77).

Saint-Étienne de Beaumont

- Prenant place à l'ouest du village, au 34, chemin du Domaine, la première chapelle originellement dédiée à sainte Apolline et maintenant à la sainte Vierge, aurait été

bâtie avant 1719, probablement sous la cure du chanoine Charles Plante (1703-1711), d'après un acte du notaire Dubreuil daté du 6 novembre 1719 et des documents paroissiaux qui évoquent la présence d'une chapelle « dans l'étendue de la paroisse de Beaumont du côté d'en bas » de la paroisse. Cette chapelle, originellement construite en bois, fut refaite en pierre lorsqu'elle fut transportée vers 1740, selon l'ordre de l'abbé Jean-Pierre de Miniac, vicaire général, « du bas vers un lieu plus près de l'église ». Pourtant, une plaque, placée au-dessus de l'hémicycle de la porte centrale, donne l'année 1733. Cette chapelle aurait subi des réparations majeures en 1841 et 1852, puis elle fut restaurée en 1949.

. À l'ouest, au 79, chemin du Domaine, on retrouve une autre chapelle, à peu près identique à la première, également construite en bois à l'origine. Cette chapelle, dédiée à sainte Anne, aurait aussi été refaite en pierre vers l'année 1800. Toutefois, d'après une plaque placée bien en vue au-dessus de la porte, elle daterait plutôt de 1738. On acheva de payer cette chapelle vers 1876, après des réparations effectuées en 1874. Par la suite, elle aurait subi des transformations majeures au début du XX^e siècle. Ces deux chapelles ont été classées monuments historiques en 1981 (page 66; pages 369-370) (d'après Pierre-Georges Roy, *À travers l'histoire de Beaumont*, Lévis, 1943, page 121 à 126. Comité des Fêtes du tricentenaire, *Beaumont 1672-1972*, Saint-Romuald, Les Éditions Etchemin, 1972, p. 104).

Sainte-Famille, île d'Orléans

. Des neuf chapelles présentes sur l'île à la fin du XIX^e siècle, il n'en resterait plus que cinq dont celle de Sainte-Famille (la plus ancienne des six paroisses de l'île, fondée en 1666), de Saint-Jean, de Saint-Pierre et de Saint-Laurent (qui en compte deux). Maintenant propriété de la fabrique, la chapelle est située au 3662, chemin Royal (cadastre n^o 136), à l'ouest de l'église.

. Des documents démontrent qu'il y en avait deux avant 1873, la chapelle du haut et celle du bas, l'une étant dédiée à sainte Thècle, l'autre au Sacré-Coeur (à la sainte Vierge à partir du 7 janvier 1869). La chapelle du bas fut démolie en 1890 à cause de son état vétuste. Celle du haut, qui a subsisté, est de dimensions restreintes, peu ornementée, avec des murs intérieurs revêtus de plâtre et une seule fenêtre latérale à contrevents. Elle est coiffée d'un toit en bardeau et son clocher est une réplique miniature de celui de l'église. Placée dans un cadre champêtre merveilleux, elle se trouve à faible distance du temple paroissial. Comme son style se rattache à celles de Beaumont et de L'Isle-aux-Coudres, on estime sa date de construction avant 1840 (pages 113 et 271). Elle est classée bien culturel depuis le 16 décembre 1981.

Saints-Gervais-et-Protais

. Cette paroisse, qui porte le nom de deux frères martyrs, fut créée en 1780, à même les terres de deux paroisses

voisines. Mais depuis 1845, pour des raisons de communication (bureau de poste), elle n'est plus connue que sous le nom de Saint-Gervais. Toutefois, la municipalité n'adoptera cette dénomination qu'en 1991. La paroisse a conservé les documents où, le 28 juin 1817, les citoyens écrivent à l'évêque de Québec *pour demander la permission de construire deux chapelles pour les processions...* où ils pourraient y déposer les morts la veille de leur enterrement, le service funèbre étant souvent célébré plus tard. On y rapporte que *monsieur (Laurent) Ruelle, marchand, verra à l'érection de celle du nord...* et que *Louis Roberge, marguillier en charge, verra à l'érection de celle du sud.*

. De fait, les deux chapelles de pierres furent bâties nord et sud sur une ligne parallèle à la route de chaque côté de l'église. Toutefois, la chapelle du sud, située près de la propriété de Protais Labbé, fut démolie vers 1890. Celle du nord, qui a subsisté, a nécessité plusieurs réparations et restaurations dont celles de 1970 et 1977. Elle fut classée monument historique en 1981 (page 371).

Claude Le May (1491)

Note : L'ensemble des informations techniques ajoutées à cet article est tiré du livre ci-dessous, marqué d'un astérisque. Nous désirons remercier le MCC pour son aimable collaboration.

* ROBERT, Jacques, *Les chapelles de procession du Québec*, ministère des Affaires culturelles, Direction du Patrimoine, Québec, 1979.

Autres sources :

- www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/RPCQ
Sous ce site, aller à Régions (la choisir), puis Patrimoine religieux.
- SIMARD, Jean. *L'art religieux des routes du Québec*, Sainte-Foy, Les Publications du Québec (MCC), 1995.



Vielle chapelle de procession à l'île d'Orléans.
BAnQ E6S7SS1P5343

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité de direction 2006-2007

Présidente : Mariette Parent (3914)*
Vice-président : Michel G. Banville (3967)*
Secrétaire : Guy Parent (1255)*
Trésorier : François Turcot (4249)

Administrateurs : Gaby Carrier (3100)
Françoise Dorais (4412)
Yvon Hamel (5275)
J.-Claude Marchand (5659)
André Normand (3076)*

* fin de mandat

Conseiller juridique :
M^e Serge Bouchard

Autres comités

Bibliothèque :
Mariette Parent (3914) (Gestion)

Entraide généalogique :
André G. Dionne (3208)

Formation et Conférences :
Gilles Cayouette (2371) (Direction)

Informatique :
Michel Dubois (4618) (Direction)
Yvon Hamel (5275) (C.A.)
Jean-Claude Marchand (5659) (C.A.)

Internet :
Françoise Dorais (4412) (C.A.)
Georges Gadbois (3534)

Publications :
Roland Grenier (1061) (Direction)
Gaby Carrier (3100) (C.A.)

Relations publiques CISGH – 2008 :
Michel G. Banville (3967)

Communications :
Nicole Robitaille (4199)

Revue L'Ancêtre :
Jacques Fortin (0334) (Direction)
Diane Gaudet (4868) (Coordination)

Services à la clientèle :
André-G. Bélanger (5136) (Direction)

Service de recherche :
Louis Richer (4140) (Direction)

NOUVELLES DE LA SOCIÉTÉ

par Mariette Parent (3914)

LES FÊTES DU 45^e : UN SUCCÈS

Les Fêtes du 45^e anniversaire ont été couronnées de succès, tant pour le choix du thème, la sélection de conférenciers et d'animateurs compétents, que par le brio logistique. L'excellent compte rendu du rédacteur de *Mémoires Vives*, Gilles Durand, nous le confirme. Pour plus d'information, consulter www.cfqlmc.org. Beaucoup de commentaires élogieux ont été émis sur cette journée d'étude et le bilan financier est positif.

Tout le monde sait que les Fêtes du 45^e, qui ont débuté le 18 novembre, vont se poursuivre durant toute l'année 2007. À venir, de nombreuses publications, de nouveaux partenariats et de nouvelles acquisitions.



M. Gilles Durand, Mme F. Dorais
Collection : A. Belleau

HISTORIQUE DE LA SOCIÉTÉ

La Société a profité de son 45^e anniversaire pour faire la mise à jour de son histoire qui remonte à 1961. Cette description des faits marquants se trouve maintenant dans le site Web de la Société. Ce portrait bref a pu nous faire oublier certains événements; le cas échéant, veuillez nous les signaler.

NUMÉRISATION DES DONNÉES

La numérisation des données étant au cœur des préoccupations de la Société, le C. A. a décidé de valoriser d'abord le parc informatique, afin d'améliorer les services directs à la clientèle et aussi de donner des outils plus performants aux équipes de la recherche et du développement. Les objectifs du projet de numérisation des données se définissent comme suit :

a) Rendre immédiatement accessible aux utilisateurs la collection numérisée du Fonds Drouin dès le début de l'année 2007. La disponibilité des 2 366 microfilms numérisés permettra à plusieurs utilisateurs d'accéder simultanément au même microfilm, ce qui n'est pas le cas présentement avec une bobine à la fois par personne. D'après Bertrand Desjardins, du PRDH, le Fond Drouin contient 11 695 000 actes d'état civil, allant des débuts de la Nouvelle-France jusqu'en 1940, ce qui en fait une banque incomparable pour les chercheurs.

b) Poursuivre la numérisation des répertoires dans le cadre du BMS2000, cette base de données étant évolutive. La Société peut compter sur une dizaine de bénévoles formés pour faire la saisie des données à la maison.

Lors du 45^e anniversaire de fondation, il y a eu plus de 450 inscriptions aux cinq ateliers, dont les présentations étaient pour la plupart numérisées. Cela a créé un fort impact et depuis, les demandes d'outils numérisés ne cessent d'augmenter.

VISITES DE LISE BISSONNETTE ET DE CAROL COUTURE



Mme Lise Bissonnette, M. Carol Couture à leur arrivée au centre J.-Roland-Auger, Mmes Mariette Parent et Nicole Robitaille. Collection : A. Belleau

De passage au Centre des archives de Québec, le 20 décembre dernier, la présidente et directrice générale de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, M^{me} Lise Bissonnette, et le directeur général des Archives, M. Carol Couture, sont venus visiter notre Centre de documentation et rencontrer un groupe de bénévoles de la Société.



Mme Mariette Parent, M. Carol Couture, Mme Lise Bissonnette après la signature du Livre d'or de la Société. Collection : J. Olivier

CONFÉRENCE CONJOINTE AVEC LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE QUÉBEC

Pour la troisième année consécutive, les membres de la SGQ et de la SHQ ont assisté, le 13 décembre dernier, à une conférence conjointe donnée par M. Henri Dorion, assisté de M. Pierre Lahoud. À cette occasion, le conservateur des Archives nationales du Québec était représenté par le directeur du CAQ, M. Marc-André Leclerc, qui a traité brièvement des rôles de la BAnQ et des partenaires du milieu.

ÉCHANGES AVEC LA SOCIÉTÉ DE GÉNÉALOGIE DE LÉVIS

La Société a pu offrir une formation portant sur le logiciel BK6, grâce à la disponibilité de M. Jacques Plante de la Société de généalogie de Lévis. Il est important de souligner les échanges fructueux entre les deux sociétés depuis la fondation de celle de Lévis, comme certains cédéroms sur les licences de mariage, le cadastre du District de Québec, etc.

TROISIÈME SÉMINAIRE DES LIEUX DE MÉMOIRE COMMUNS FRANCO-QUÉBÉCOIS

Les 26, 27 et 28 octobre 2006 se tenait à Paris un séminaire organisé par la Commission franco-québécoise des lieux de mémoire communs et l'Association Yvelines-Hauts-de-Seine - Québec. Une importante délégation du Québec participait à ce séminaire, dont deux gouverneurs de la Société : M. Jacques Fortin, qui a fait un exposé sur *Les Récollets au Québec* lors de l'ouverture, et M. Denis Racine, qui a parlé du « *Congrès international des sciences généalogique et héraldique, en juin 2008* ». À ce sujet, voir www.cfqlmc.org/parution/trappes.htm

ACCÈS À DEUX NOUVEAUX FICHIERS DE LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES SOCIÉTÉS DE GÉNÉALOGIE

Bottin des chercheurs

Cette base de données est la continuité électronique du bottin *Nos chercheurs en généalogie*, publié en 2000. Les membres pourront y accéder pour connaître les chercheurs et leur domaine respectif de recherche.

Base de données nécrologiques

La FQSG offre aussi aux généalogistes membres de la SGQ l'accès en ligne à la base de données nécrologiques. Cette dernière comprend plus de 289 600 fiches nécrologiques, dont un grand nombre comportent même la photo du disparu. On peut y faire des recherches par le patronyme du décédé ou par la date de son décès.

ATTENTION : seuls les membres en règle d'une société de généalogie accréditée auprès de la FQSG peuvent s'inscrire.

Pour avoir accès à ces bases de données, les membres doivent se rendre sur le site de la Fédération www.portailgenealogie.qc.ca et remplir la fiche d'inscription. Sur réception de la fiche, la Société de généalogie de Québec validera votre demande et vous retournera par courriel le code d'entrée et votre mot de passe.

Note : La Société de généalogie de Québec fera la mise à jour de l'effectif des membres pour l'accès à ces bases de données, une fois par année. De plus, les membres qui ne veulent plus être inscrits dans le bottin des chercheurs devront nous en aviser directement.



La Société de généalogie de Québec assume, depuis 1961, un rôle important dans la reconnaissance de notre patrimoine familial. Sa réputation dépasse largement la région de Québec et a atteint, ces dernières années, une renommée nationale et internationale.

C'est avec plaisir que je souligne le travail exceptionnel accompli par les membres de la Société pendant ces 45 années. Je les félicite pour leur passion, pour leur dynamisme et pour leur engagement envers la cause de la généalogie, qui nous permet de renouer plus facilement avec nos racines.

Je souhaite une longue vie à la Société de généalogie de Québec et un franc succès dans la réalisation de ses nombreux projets.

Margaret F. Delisle
Députée de Jean-Talon
Ministre déléguée à la Protection de la jeunesse
et à la Réadaptation



La Société de généalogie de Québec célébrait récemment ses 45 ans d'existence. À cet âge, les organisations, à l'image des individus, possèdent toujours beaucoup de vitalité et d'enthousiasme, qualités auxquelles elles peuvent prétendre joindre l'expérience et la maturité.

C'est sur l'ensemble de ces avantages que la Société de généalogie pourra et devra compter pour organiser le XXVIII^e Congrès international des sciences généalogique et héraldique qui aura lieu à Québec en juin 2008.

Face à une organisation d'une telle envergure, je tiens à souhaiter à la Société de généalogie la meilleure des chances, et à lui témoigner toute la reconnaissance de la population. Pour définir où l'on va, il est important de savoir d'où l'on vient. Nul doute que le travail soutenu des membres de la Société, pendant autant d'années, aura contribué à faire connaître le passé et à orienter l'avenir d'une multitude de citoyens.



Andrée P. Boucher
Mairesse de Québec



QUAND LE 6 000^e MEMBRE HONORAIRE DÉCOUVRAIT LA GÉNÉALOGIE

Louis-Guy Lemieux (6000), journaliste au quotidien *Le Soleil* de Québec

Recevoir la grande distinction de devenir le 6000^e membre de la Société de généalogie de Québec donne un choc.

Je suis un journaliste qui s'intéresse, passionnément, il est vrai, à l'histoire et à sa sœur la généalogie, mais je ne serai jamais historien patenté, ni généalogiste, ni héraldiste distingué. Il faut une longue vie pour pouvoir prétendre à ces titres professionnels.

J'ai accepté cet honneur par amitié et respect pour Mme la présidente Parent et reconnaissance également à l'endroit de l'équipe des bénévoles de cette société qui m'ont aidé dans la correction des épreuves du livre *Grandes Familles du Québec*. Leur aide a été précieuse. Je pense aussi à ce cadeau somptueux que des bénévoles de la SGQ m'ont offert en guise d'appréciation pour mes séries sur les Grandes Familles dans *Le Soleil* : les quatre tomes du *Dictionnaire biographique des ancêtres québécois*, de Michel Langlois. Ce dictionnaire est ma bible généalogique depuis le début. J'y reviens constamment.

Durant cette soirée inoubliable du 18 novembre 2006, à l'Université Laval, le professeur émérite Jacques Mathieu a remarqué mon émotion, suite aux témoignages à mon endroit, dont celui de l'historien Jacques Lacoursière. Mais cela allait plus loin encore. Ce sont mes premières recherches généalogiques, avec mon père, Gérard Lemieux, dans les cimetières de la Côte-du-Sud qui me revenaient en mémoire, avec nostalgie.

LA TOURNÉE DES CIMETIÈRES

Mon père faisait de la généalogie à sa façon, cherchant ses ancêtres immédiats dans les cimetières compris entre Saint-Michel de Bellechasse et Saint-Jean-Port-Joli. Pour lui, l'exactitude des dates de naissance et de décès, de même que l'orthographe de leurs nom et prénom était de première importance. Le plus grand plaisir que je pouvais lui faire était de l'accompagner dans sa tournée annuelle des cimetières. Ah! le bon goût des fraises sauvages cueillies sur les tombes des ancêtres. Nulle part ailleurs sont-elles si grosses et sucrées. Les cimetières de Saint-Michel et de Saint-Vallier étaient pour moi lieux de pèlerinage.

À Saint-Michel reposent le père et la mère de mon père, Cyrille Lemieux et Césarie Verrault. Le grand père, Cyrille, chef de gare de Saint-Jean-Port-Joli durant 20 ans, de 1916 à 1934, était habité par une sorte de bonté foncière. Je ne l'ai jamais entendu élever la voix. Mon père non plus. Dans sa superbe monographie de paroisse consacrée à Saint-Jean-Port-Joli, le journaliste Gérard Ouellet a pu écrire à son sujet (p. 165) : « Il était le plus brave homme que je connaisse ».

L'autre cimetière sacré, celui de Saint-Vallier, abrite les restes de deux des hommes que mon père admire le plus après son propre père : ses deux grands-oncles, Ludger et

Léonidas Lemieux, capitaines de bateaux et, attention! deux membres du *Club des Cap-Horniers* de Saint-Malo. Cela veut dire qu'ils avaient réussi l'exploit de doubler le cap Horn à la voile. Mon père avait rêvé de naviguer dans sa jeunesse et réalisait ses rêves à travers ses grands-oncles.

Ses ancêtres proches l'intéressaient plus, à vrai dire, que les grands ancêtres Lemieux, Pierre et Gabriel, tonneliers originaires de Rouen, en Normandie, arrivés au milieu du XVII^e. Il reprochait surtout à Gabriel d'avoir laissé sa seconde épouse transformer la maison ancestrale des Lemieux, place Royale, en « auberge malfamée », selon le *Dictionnaire biographique du Canada*. Mon père avait carrément fait sauter Gabriel de l'arbre généalogique de la famille, ne gardant que l'ancêtre Pierre. Cela pose un problème car je crois que ma famille descend de la branche de Gabriel. Morale et généalogie ne font pas bon ménage.

LES SECRETS DE FAMILLE

Pour ma part, j'ai aimé écrire la généalogie des sept grands ancêtres Fortin, en particulier de Julien, le géniteur de 90 pour cent des Fortin d'Amérique, ancêtres de ma famille maternelle. Ma mère, Colette Fortin, et ma grand-mère maternelle, Rosanne (Le) Royer, sont nées à Sainte-Claire de Dorchester, une belle région.

Si j'ai le temps un jour, c'est de l'histoire d'un grand-oncle que j'aimerais m'occuper. Mon grand-père maternel, Alphonse Fortin, a été le propriétaire du Castel des Falaises, à Saint-Jean-Port-Joli, un hôtel bien fréquenté au milieu du siècle dernier. Le plus intéressant, à mes yeux, n'est pas Alphonse, père de ma mère, mais son frère, Maxime, prêtre qui a eu une vie hors de l'ordinaire et pas toujours facile.

Je n'ai jamais compris pourquoi dans la famille de ma mère, on ne parlait jamais de cet homme qui avait été, successivement et pour de longues périodes, éditorialiste au quotidien *L'Action Catholique* et premier aumônier des premiers syndicats catholiques au Québec. Il a fini sa vie comme curé de Saint-Michel de Bellechasse. On dit que c'est lui qui a fait agrandir le superbe presbytère qui regarde le fleuve, derrière l'église. Cela ressemble à une vie réussie. Mais que s'est-il passé pour que la famille Fortin décide de faire le silence sur cet homme supérieur intellectuellement? La réponse dans une seule phrase : les secrets de familles.

La généalogie chez nous vivra longtemps et fort tant qu'il y aura des gens, comme Michel Langlois, généalogiste et héraldiste, pour dire, en entrevue, des phrases aussi lumineuses que : « Les Québécois ont le culte de leur origine française; ils vénèrent leurs ancêtres; cela donne un phénomène unique au monde : les associations de famille ».

Ou comme Mariette Parent : « La pratique de la généalogie est un enrichissement collectif considérable qui n'a pas de prix et qui ne coûte rien à l'État. Il s'agit en outre d'une fenêtre ouverte sur les autres sciences ».

LE 45^e, UN LIEU DE COMMÉMORATION

par Mariette Parent (3914)

La Société de généalogie de Québec a souligné, le 18 novembre dernier, son 45^e anniversaire par une journée d'études sous le thème « *Espaces et Familles* », programme dont le concept sort de l'ordinaire. Il s'agissait d'intéresser à la fois les récents comme les anciens généalogistes, et d'approfondir les outils disponibles à la SGQ, au Centre d'archives de Québec de BAnQ, et à l'Université Laval.

Le thème situait les outils du chercheur en généalogie dans le temps. Après ce démarrage traditionnel, les outils disponibles progressent vers d'autres ressources plus diversifiées que sont les archives notariales, religieuses et administratives.

On a ainsi survolé la structuration des seigneuries, des paroisses, des cantons à deux époques distinctes, soit l'avant et l'après 1850. Deux séances d'ateliers dirigés complétaient l'aspect théorique donné précédemment, en donnant accès à des manuscrits et à des fichiers nous permettant de rédiger une histoire de famille avec une méthodologie pertinente.

Ces assises ont permis à plus de 150 personnes des quatre coins du Québec de renforcer leurs connaissances sur les outils de recherche, avec plus de 450 présences dans les ateliers.

Des spécialistes dans les domaines : histoire, géographie, archives et documentation, cartographie, architecture et arpentage ont fourni beaucoup d'informations permettant de retrouver la mouvance de nos ancêtres dans le temps. Les historiens et conférenciers Alain Laberge, Marc Saint-Hilaire et Régnald Lessard étaient assistés d'animateurs chevronnés dans des domaines très spécialisés. La description de chaque intervention est faite plus loin. Cependant, dans la revue virtuelle *Mémoires vives*, le rédacteur Gilles Durand fait aussi un portrait intéressant de cette journée d'étude.

Le concept de cette journée a ouvert de nouvelles voies à la recherche traditionnelle et témoigne d'un partenariat majeur entre Bibliothèque et Archives nationales du Québec, l'Université Laval, le gouvernement du Québec et la Société de généalogie de Québec.

LES PRÉSIDENTS D'HONNEUR ET INVITÉS

M. Jacques Mathieu, coprésident d'honneur du 45^e, représentant du recteur de l'Université Laval;

M. Normand Charbonneau, coprésident d'honneur du 45^e, représentant du Conservateur et directeur général des Archives nationales du Québec;

M. Denis Racine, président de la Fédération québécoise des sociétés de généalogie.

LE COMITÉ ORGANISATEUR

Avec fierté et un engagement exceptionnel, le comité organisateur s'est acquitté avec brio du déroulement de la journée. Coordination par André G. Bélanger, assisté de : André Belleau, André Dauphin, Françoise Dorais, Paul Gagnon, Diane Gaudet, Michel Lamoureux, André Normand, Nicole Robitaille et Georges Roy.



OUVERTURE - CONFÉRENCE D'ALAIN LABERGE ESPACE ET FAMILLES AVANT 1850

Jusqu'en 1850, la seigneurie est la structure qui influence le paysage et dans laquelle s'inscrit l'évolution de la société. La famille fait face à l'émigration, à l'établissement et à l'enracinement, dans son itinéraire de vie. La mobilité fait partie d'une stratégie en vue de rechercher la *mieux-vivre* pour soi et pour ses enfants.

Dans ce contexte de mobilité, les espaces sont multiples. Pour l'immigrant, le terroir laurentien n'est pas limité : les gens se déplacent pour la traite des fourrures, vont en Acadie, en Louisiane, dans la région des Grands Lacs, dans les Antilles, ou même retournent en France. On migre de la ville à la campagne, moins souvent l'inverse, à l'époque. L'espace laurentien est structuré selon le régime seigneurial : le seigneur concède une terre à un censitaire. La concession de la seigneurie, puis des terres, devance le peuplement et la colonisation. L'espace peut être nommé, mais son identification

n'est pas toujours aussi claire qu'on le voudrait, et change aussi dans le temps. Il est souvent difficile de bien situer et de démêler les lieux. Il faut donc apprivoiser l'espace dans ses contours et sa toponymie.

Chacune des familles établies en Nouvelle-France a son itinéraire dans le temps et dans l'espace. Les familles produisent rarement leurs traces (écrits). On les recompose à partir de sources qu'il faut recouper. On retrouve des traces dans les registres paroissiaux des baptêmes, mariages et sépultures (BMS), mais cela ne garantit pas que la personne réside dans la paroisse où l'acte est inscrit. Il faut aussi chercher dans les actes des seigneuries, mais les seigneurs ne sont pas de vaillants producteurs de traces. Il se passe parfois plusieurs années avant qu'on trouve la trace de la concession de terre, pratique qui a existé longtemps avant tout recensement. Les seigneuries appartenant à des ecclésiastiques ou à des communautés sont plus productives de documents, compte tenu de l'importance de ceux-ci pour assurer leurs revenus. Par contre, dans les seigneuries relevant de laïcs, les documents n'ont pas toujours été conservés. Les instruments de gestion ont mis du temps à s'implanter : les billets de

concession ne sont pas toujours retrouvés et l'acte de concession est souvent produit plusieurs années après l'établissement du colon. Quant aux terriers seigneuriaux, ils sont souvent produits 50, 60 ou 70 ans après la concession, et surtout après 1720 quand le besoin se fera sentir, particulièrement pour enregistrer les mutations de propriété.

On retrouve aussi des traces des familles dans les documents produits par l'État, surtout après 1663, quand le peuplement devient une préoccupation première. L'État génère des recensements nominatifs donnant lieu et noms de personnes, mais qu'il faut savoir interpréter et lire avec prudence pour s'assurer de la validité des données : en 1681, le recensement regroupe le territoire de Bellechasse jusqu'à La Pocatière. Un certain Renaud, fermier du seigneur de Rivière-du-Loup, est recensé à Rivière-Ouelle. La carte de Gédéon de Catalogne pose le problème de la validité des noms et ne couvre pas la région du gouvernement de Montréal. Les Aveux et Dénombrements de 1723 à 1745 révèlent les noms des personnes qui possèdent la terre, mais celles-ci n'en sont pas nécessairement les occupants. Ces Aveux et Dénombrements sont liés aux intérêts de l'État, surtout après la Conquête (s'assurer la loyauté des seigneurs). Les procès-verbaux des Grands Voyers servent à identifier les gens en les situant sur le tracé d'un grand chemin. L'enquête du procureur général Collet en 1721 permet d'entendre les doléances des habitants sur les limites paroissiales. Enfin, les actes notariés font état des mutations foncières (concession, vente, échange de terres, etc.).

En conclusion, M. Laberge souligne que c'est en rassemblant toutes ces traces que l'on peut reconstituer certains itinéraires. Ces itinéraires peuvent être très contrastés selon les familles. De plus, certaines zones sont naturellement obscures : la vie des jeunes adultes, et cela, même durant les premières années du mariage, est généralement mal documentée.

Rapporteur : Paul-André Dubé



L'ÉTAT ET LE RÉGIME SEIGNEURIAL
Atelier A, 18 novembre 2006
par Rénaud Lessard et Christian Drolet,
historiens et archivistes (BANQ)

Deux modes principaux de concessions des terres caractérisent l'histoire du Québec : les seigneuries et les cantons. Implanté au XVII^e siècle en Nouvelle-France, le régime seigneurial touche la vallée du Saint-Laurent et ses principaux tributaires. Selon l'historien Marcel Trudel, le régime seigneurial consiste à accorder à des entrepreneurs, qu'on appellera seigneurs, une portion plus ou moins grande de terre pour y établir des habitants, en fixant d'avance et d'une façon précise les droits et devoirs réciproques dont l'État se réserve la surveillance minutieuse. Obtenir une seigneurie du roi ou de la compagnie qui gère la Nouvelle-France est un objet de prestige, mais cela peut également

servir à récompenser les services fournis au roi par un individu ou à fournir à une communauté religieuse des moyens facilitant la réalisation de sa mission. La concession de seigneuries est également un outil devant servir à favoriser le peuplement de la Colonie.

On compte 225 seigneuries de dimensions variables sous le Régime français et huit sous le Régime anglais. Des arrière-fiefs, soit des seigneuries dans les seigneuries, ont également été établis.

Les seigneurs ont des devoirs et obligations, dont des terres à concéder, des moulins à ériger, des routes à entretenir, et des rapports à produire (Aveux et Dénombrements décrivant les censives terre par terre) et des droits à acquitter. Les censitaires quant à eux doivent tenir feu et lieu, acquitter cens et rentes et payer des droits de mutation (lods et vente).

Les seigneurs ont été laïcs (militaires, notables, bourgeois) ou ecclésiastiques (Jésuites, Sulpiciens, Ursulines, Congrégation Notre-Dame, Hospitalières de Saint-Joseph, Augustines). Des terres relevaient directement du roi telle la Censive du roi qui couvrait une partie de la ville de Québec. Les seigneuries des Jésuites après 1800 et celle de Lauzon après 1836 seront aussi propriétés du roi.

Les titres des seigneuries, aujourd'hui conservés dans les Registres d'intendance et les Cahiers d'intendance : les deux mis ensemble couvrent près de 100 % des titres, et sont disponibles en ligne sur le site de BANQ dans le Fonds Intendants.

Pour étudier le système seigneurial et retracer les gens qui y habitent, de multiples sources sont disponibles. En plus des arrêts royaux et des ordonnances des intendants, on peut se référer aux divers rapports et plans demandés par l'administration : carte de Gédéon de Catalogne de 1709, cartes diverses des seigneuries, carte de Joseph Bouchette de 1832, enquêtes du XIX^e siècle sur le régime seigneurial, recensements des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles.

De plus, les papiers terriers de Nouvelle-France, fort utiles pour la recherche généalogique, sont de qualité et de contenu divers : Compagnie des Indes occidentales (1667-1668), par l'intendant Duchesneau (parcellaire, de 1675 à 1678), par l'intendant Bégon (1722 à 1745). Il existe aussi un papier terrier produit à l'époque du gouverneur Haldimand (1777-1782).

L'abolition du régime seigneurial en 1854 met fin à certains droits mais n'élimine pas les cens et rentes. Une indemnité fut versée en plus aux seigneurs par le gouvernement pour les droits perdus.

En 1935, on met en place un Syndicat national de rachat des rentes seigneuriales. Les censitaires ont 40 ans pour racheter leurs rentes seigneuriales – les rentes étant assimilées à de l'intérêt sur un capital. Dans le fonds d'archives du Syndicat (E39), on peut consulter les titres de propriétés des seigneurs pour la période allant de 1854 à 1935, les terriers indiquant les terres sujettes à des redevances seigneuriales, la comptabilité ainsi que les autres documents administratifs.

Enfin, les seigneurs du Régime français avaient à leur disposition divers outils de gestion mais ces documents sont dispersés. BANQ possède les archives des seigneuries de Lauzon, des Jésuites, du Domaine du roi et de plusieurs seigneuries privées. Les archives des seigneuries ecclésiastiques

sont généralement entre les mains de la communauté qui les possédait, comme celles de la Seigneurie Sainte-Croix chez les Ursulines. Beaucoup d'archives ont été détruites.

L'historien Drolet nous parle des 33 fonds d'archives seigneuriales privées accessibles au Centre d'archives de Québec de BANQ. On y retrouve des papiers terriers seigneuriaux, des actes notariés de concessions à des censitaires, des relevés d'arpentage, des censives et des livres de comptes. Il existe aussi d'autres fonds d'archives seigneuriales, comme celui du Fonds du ministère des Terres et Forêts (cote E21 à BANQ) portant sur le Domaine du roi, et la série imposante des biens des Jésuites (8 000 documents faisant 40 000 pages accessibles sur le portail de BANQ).

SUJETS ÉVOQUÉS EN Q ET R :

- Papiers terriers retracés : région de Québec à 80 %, Montréal à 50 %. Un instrument est disponible en salle.
- Titres nouveaux : nouveau titre avec reconnaissance des droits et devoirs ainsi que des arrérages; facilitent le recours aux tribunaux. Généralement notariés.
- Compagnie des Indes occidentales : publié par Pierre-Georges Roy et disponible sous forme numérique chez Archiv-Histo. Mis en ligne par le projet Champlain de BANQ.
- Archives du Séminaire de Québec : relèvent du Musée de l'Amérique française et gérées par le Musée de la civilisation de Québec. Les archives des seigneuries de la Côte-de-Beaupré et de l'Isle-aux-Coudres de même que le fief du Sault-au-Matlot.
- Seigneurie Saint-Gabriel : accès dans les biens des Jésuites, en ligne sur Pistard (BANQ).

Rapporteur : Jacques Olivier

DÉCOUPER L'ESPACE : LES PROCÈS-VERBAUX DES ARPENTEURS ET LE SERVICE DES ARPENTAGES Atelier B, 18 novembre 2006 par Jean Thibault, arpenteur-géomètre

L'arpentage des terres au Québec peut être étudié en se référant au Régime français ou au Régime anglais.

Sous le Régime français, il faut voir l'arpentage dans le contexte du régime seigneurial. Pendant cette période, environ 220 seigneuries sont concédées par les vice-rois (peu de concessions), par les dirigeants des compagnies (Cent-Associés de 1627 à 1663 ou Compagnie des Indes occidentales de 1664 à 1674), puis par les gouverneurs de la Nouvelle-France. L'arpentage dans les seigneuries est effectué par les **arpenteurs royaux** qui, suivant les instructions reçues du gouverneur général, ont la responsabilité de délimiter le périmètre des seigneuries selon la description contenue au titre de concession, et sont également chargés de dresser la cartographie du pays; par les **arpenteurs seigneuriaux** qui reçoivent leurs instructions du seigneur et voient à subdiviser la seigneurie en concessions et en lots et dressent rapports et procès-verbaux de leurs travaux; par les **arpenteurs libres** qui

répondent aux besoins des particuliers en cas de litige. En 1854, avec l'abolition de la tenure seigneuriale, pour déterminer les modalités d'indemnisation des seigneurs pour la perte des revenus liés aux charges imposées aux censitaires (sauf les cens et rentes), une commission dresse un cadastre seigneurial purement documentaire (sans arpentage) à partir des plans, cartes et terriers fournis par les seigneurs.

Sous le Régime anglais, huit seigneuries sont concédées même si, à partir de 1763, la règle est de faire des concessions selon la tenure en franc et commun *socage* (libres de droits). En 1791, cette règle devient obligatoire au Haut-Canada mais demeure facultative au Bas-Canada, où elle deviendra obligatoire à partir de 1854. Sous ce régime, l'octroi de terres aux colons se fait en deux étapes : l'émission d'un billet de location (titre préliminaire) et celle de la lettre patente lorsque les conditions attachées au billet de location sont remplies et le titre est inscrit au registre terrier. Dans le contexte des concessions en franc et commun *socage*, les terres sont découpées en cantons ou « townships » : un canton mesure environ 10 milles sur 10 milles (16 km sur 16 km), comportant à l'origine 11 rangs de 28 lots, puis 10 rangs de 62 lots. Ayant une forme généralement carrée, les cantons situés à la limite des seigneuries sont par contre irréguliers. L'arpenteur doit tracer les lignes extérieures et la ligne centrale du canton, établir les lignes de rang et planter, pour chaque lot, un poteau dans la ligne de rang et un autre dans la ligne latérale du lot. L'arpenteur note dans son carnet ses observations (mesures, localisation des poteaux, chaînage des accidents de terrain, nature des sols, couvert forestier, etc.). Après cet arpentage primitif, on spécifie les lots à concéder et on les inscrit au registre terrier.

Pour ceux qui désirent en savoir plus, M. Thibault indique les références suivantes :

- On peut consulter la liste de tous les arpenteurs-géomètres du Québec ainsi que le détenteur de leur greffe, sur le site de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec (OAGQ), à www.oagq.qc.ca/
- On retrouve une description de la plupart des seigneuries dans le *Traité du domaine* de Jean Bouffard.

Rapporteur : Paul-André Dubé

REPRÉSENTER L'ESPACE ET DÉCOUPER LE TERRITOIRE : LES CARTES ET PLANS Atelier B, 18 novembre 2006 par Monique Lord

Mme Lord mentionne que Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ - Centre de Québec) possède plus de documents cartographiques provenant du ministère des Ressources naturelles et de la Faune que de tout autre ministère ou organisme gouvernemental. On peut y consulter plus de 3 000 plans versés par le Bureau de l'arpenteur

général, dont 50 % touchent les seigneuries et les cantons, le plus ancien étant le plan de la Seigneurie de Sillery (1667).

Les procès-verbaux de plusieurs arpenteurs ont été numérisés et décrits dans le cadre du projet Champlain. Ces documents présentent un intérêt indéniable pour les généalogistes : on y trouve généralement le nom des personnes propriétaires concernées et celui de leurs voisins.

Mme Lord précise en quoi consiste la fonction d'arpenteur (nomination et émission de commissions), et comment se fait l'encadrement de la pratique de l'arpentage aux XVII^e et XVIII^e siècles (ajustement des boussoles et instruments d'arpentage, modèles de procès-verbaux, conservation de ceux-ci, etc.).

Au total, 92 greffes d'arpenteurs sont conservées au Centre d'archives de Québec (districts judiciaires de Québec, de Montmagny, du Saguenay et de la Beauce), et le chercheur peut consulter en ligne les documents (environ 4 000 pièces) de huit arpenteurs ayant exercé leurs fonctions sous le Régime français. Pour ce faire, Mme Lord précise la démarche à effectuer sur le portail de Bibliothèque et Archives nationales du Québec à l'adresse suivante : www.banq.qc.ca : il faut cliquer sur l'onglet « Pistard – Archives » et procéder avec « Recherche avancée », etc.

Mme Lord fait remarquer que la mesure officielle sous le Régime français était l'arpent de Paris (instauré par Jean Bourdon) et indique qu'il existe un logiciel de transformation des mesures utilisées au Québec que l'on peut consulter sur le site Internet du ministère des Ressources naturelles et de la Faune : foncier.mrnf.gouv.qc.ca/conversion/

Rapporteur : Paul-André Dubé

NOMMER LE TERRITOIRE : LA TOPONYMIE

Atelier C, 18 novembre 2006
par Jacques Fortin, historien

Le conférencier nous rappelle que, depuis 1862, le terme « toponymie » exprime les noms de lieux. La toponymie est une façon de nommer le territoire. Cet exercice découle d'un besoin de reconnaissance et de repères dans le paysage. La Commission de toponymie du Québec, qui existe depuis 1912, se base sur quatre principales sources d'inspiration pour nommer les lieux : langue, géographie, histoire et ethnographie. Il existe également quatre grandes catégories de lieux : naturelles, artificielles, administratives (seigneuries et cantons) et voies de communication.

Sur le plan historique, le Québec comprend deux aires : l'aire seigneuriale, principalement le long du fleuve Saint-Laurent et de ses principaux affluents, et l'aire cantonale située à l'arrière de ce premier espace.

Dans le premier espace, certains noms dont Stadacona, nom d'origine amérindienne, ou encore l'île d'Orléans, nous ont été légués par de grands personnages, dont Jacques Cartier et Samuel de Champlain. Certains rappellent des personnes illustres et perdurent, tel Lauzon qui dénomme la seigneurie, la ville, puis le secteur de Lauzon, maintenant intégré à la ville de

Lévis. Seul le cégep Lévis-Lauzon perpétue concrètement le toponyme « Lauzon ». D'autres noms ont été empruntés de la géographie, dont les seigneuries de Grande-Rivière ou de Grande-Vallée en Gaspésie, qui ont disparu comme entités mais dont les noms ont été conservés pour identifier des lieux environnants.

Certains noms constituent des témoignages de reconnaissance : le toponyme « Rivière Saint-Charles » à Québec, rend hommage à Charles de Boves, bienfaiteur qui a contribué à la venue des Récollets en Nouvelle-France. D'autres témoignent d'un passé révolu : rue du Cul-de-Sac, côte de la Canoterie. On peut aussi mentionner les noms de Girondines et de Deschambault, deux anciennes seigneuries disparues, repris par la suite par deux municipalités distinctes et qui récemment ont décidé de fusionner sous le vocable de Grondines-Deschambault. Devoir de mémoire ...

Les cantons, legs britannique, existent depuis 1792. On en compte plus de 1 500 dont environ 50 noms de cantons demeurent pour désigner des municipalités de canton. Leurs noms reflètent les grandes catégories suivantes : la religion (Garnier, Dolbeau); l'économie (Provost, Laliberté, Bowman); le secteur culturel et social (Albany, Lavallée); le milieu professionnel (Routhier); le monde politique (Mézy, La Barre); les militaires (Dollard, les Patriotes, les héros de guerre) et la géographie (Picardie, Limousin...).

Les noms de cantons témoignent à leur façon de l'évolution culturelle de l'histoire du Québec. De 1792 à 1839, on en nomme 95 avec des noms anglais, un nom français, puis deux noms amérindiens. De 1840 à 1899, 153 ont des noms français; 116 des noms anglais, puis 39 des noms amérindiens. De 1900 à 1919, période de grande effervescence du nationalisme, 188 reçoivent des noms français, 26 des noms anglais et huit en d'autres langues. De 1920 à 1939, 95 noms français, 12 noms anglais, deux noms amérindiens et deux d'origines autres. Enfin, de 1940 à 1968, 666 noms français, 45 noms anglais, 3 noms amérindiens et 28 d'origines autres. Enfin, il existe actuellement 66 cantons non proclamés, mais qui sont nommés et cartographiés.

Bref, la toponymie demeure un reflet des valeurs culturelles d'une société à une période de son histoire, tout en assurant une continuité d'un âge à un autre. Enfin, le conférencier rappelle la réédition du dictionnaire illustré *Noms et lieux du Québec*, qu'on peut aussi consulter en ligne, à www.toponymie.gouv.qc.ca/topos.htm

Rapporteur : Louis Richer



GÉRER ET AMÉNAGER LE TERRITOIRE :
MUNICIPALITÉS ET
MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ
Atelier C, 18 novembre 2006
par Andrée Héroux, géographe

La conférencière, Andrée Héroux, rappelle d'abord que gérer et aménager un espace sont des gestes politiques et socio-économiques. Il s'agit de jeter les structures de base du territoire.

Jacques Cartier en parlait déjà, et Champlain avait son plan qu'il présenta au roi dès 1618. Il voulait créer une ville, Ludovica, avec un port et un fort, sorte de porte d'entrée vers la Chine. Du rêve à la réalité, il y a un pas qu'il n'est pas toujours facile de franchir.

Quatre institutions sont à la base de l'aménagement du territoire québécois : les fiefs et seigneuries; les paroisses; les cantons et les comtés. Dès 1627, la Compagnie des Cent-Associés divise le territoire en seigneuries. Par la suite, environ 250 fiefs seront octroyés dans la vallée du Saint-Laurent. On suit une logique géographique : tous orientés dans l'axe du grand fleuve, puis vers la droite, autre logique issue de la Renaissance : la droite, car il s'agit de « dompter » la nature. Par la suite, les actions posées tant par les seigneurs que par les censitaires en accentueront les contours. Cette trame dans le paysage est toujours perceptible.

La première paroisse institutionnalisée date de 1664 : il s'agit de Notre-Dame-de-Québec. La paroisse joue un rôle capital dans l'aménagement du territoire. Elle détermine l'emplacement de l'église, premier lieu d'appartenance. Le choix de l'emplacement de l'église de Saint-Louis de Lotbinière en est un exemple. Le seigneur et les censitaires auront gain de cause sur l'évêque qui aurait voulu placer l'église dans un rang, au milieu de la seigneurie, plus commode pour les paroissiens. L'église sera construite le long du fleuve, en façade de la seigneurie - prestige oblige.

Les premiers comtés, au nombre de 25, datent de 1790. Ils répondent à un besoin politique. On doit élire les premiers représentants à la nouvelle chambre d'Assemblée du Bas-Canada. Les cantons découlent d'une même réorganisation, à la fois politique et territoriale. Le premier canton, Dunham, situé en Estrie, date de 1790. En gros, un canton compte dix rangs, chacun comprenant 28 lots.

Après quelques ratés, la loi du Bas-Canada sur les municipalités et chemins de 1855 est l'acte fondateur de l'organisation municipale au Québec. Les municipalités de comté s'occupent de préoccupations régionales, des prisons et des bureaux d'enregistrement; les administrations locales, qui reprennent en gros les divisions paroissiales, s'intéressent aux problèmes locaux : la voirie, l'assistance publique et l'approvisionnement en eau.

La Confédération de 1867 confie l'organisation des municipalités aux provinces. Au Québec, diverses lois viennent compléter la législation de 1855 : le code municipal en 1870, la création de nouvelles villes; la mise sur pied d'un ministère des Affaires municipales en 1918. Par la suite, plusieurs municipalités sont scindées entre paroisses et villages. Dans les années 1960, les municipalités se voient enlever certaines responsabilités, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux. Puis, le gouvernement du Québec met sur pied des organismes de planification, dont l'OPDQ. En 1979, on vote la *Loi sur l'aménagement du territoire*. Les municipalités régionales de comté ou MRC, nouvelles entités régionales, sont responsables de la confection des schémas d'aménagement.

Enfin, le Québec compte de nos jours 1 116 municipalités et 88 MRC.

Rapporteur : Louis Richer

RÉOUVERTURE PM - CONFÉRENCE DE MARC SAINT-HILAIRE ESPACE ET FAMILLES APRÈS 1850



L'espace québécois après 1850 est caractérisé par le système cantonal, l'enregistrement foncier et le système municipal. Vers 1900, toutes les régions du Québec étaient occupées sauf l'Abitibi, et 25 % de la population habitait cet espace rural divisé en cantons.

Le système des cantons était le complément du système seigneurial. Sa mise en place s'est faite à la suite de mandats et des travaux d'arpentage, générant carnets d'arpentage, journaux des travaux et plans. Des exemples de plans cantonaux et de concession des terres : les cantons Bagot, Chicoutimi, Harvey, Tremblay, Roberval, Albanel et Normandin.

La concession d'une terre se faisait par droit de location reconnu par un « billet ». Le titre définitif ou « lettre patente » ne suivait que si les conditions d'occupation étaient assumées et le prix de vente acquitté. Une documentation était ainsi créée dans le livre des ventes du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation (aujourd'hui MAPAQ), seule source donnant tous les concessionnaires. Un terrier était rédigé (concessionnaire final) et des dossiers des lots existaient (biographie de chaque lot).

L'enregistrement des droits fonciers s'est mis en place parallèlement à partir de 1841. Il existait au moins un bureau dans chaque comté municipal consignait la création et le transfert de propriété de tout lot foncier. La documentation ainsi créée portait sur les :

- plans cadastraux;
- livres de renvoi;
- index aux immeubles;
- index aux noms;
- copies d'actes notariés (ventes, obligations, donations, partages, contrats de mariage, testaments, avis juridiques, actes sous seing privé).

Le système municipal, quant à lui, remonte au milieu du XIX^e siècle, entre 1845 et 1870 (Code municipal pour le monde rural), et de 1876 à 1992 pour les villes (Loi des cités et villes). Les délimitations étaient fondées sur le cadastre. Une documentation était ainsi créée :

- rôles d'évaluation (adresses cadastrales et municipales);
- rôles de perception des taxes.

M. Saint-Hilaire souligne que des initiatives privées, sous forme d'annuaires municipaux, ont donné lieu à la parution dans plusieurs villes et durant de nombreuses années, de listes de citoyens donnant adresses municipales et professions.

Rapporteur : Jacques Olivier



CADASTRE ET PUBLICITÉ DES DROITS

Atelier D, 18 novembre 2006

par Jean Thibault, arpenteur-géomètre,
et Rénaud Lessard, historien

Cet exposé de Jean Thibault fait suite à celui de l'atelier B offert en avant-midi. Sous le Régime français, le domaine privé procédait par transcription et insinuation. Sous le Régime anglais, peu d'enregistrements ont lieu avant 1841. C'est en cette année qu'il y a adoption de la première véritable loi d'enregistrement et création des bureaux d'enregistrement, base du système actuel, afin de protéger les droits attachés à la propriété foncière en permettant leur publicité. Mais le système devient vite insuffisant et en 1860, est institué le cadastre originel, encore utilisé aujourd'hui dans les territoires où le cadastre n'a pas été rénové.

Le cadastre qui est en fait un registre des propriétés est donc devenu dès lors une référence obligatoire dans les actes notariés. Composé d'un plan et du livre de renvoi, on retrouve dans le cadastre originaire l'illustration du lot, son ou ses numéros, la description du lot, ses mesures et sa contenance ainsi que le nom du propriétaire. De plus, pour l'enregistrement des actes, des hypothèques et pour l'inscription des modifications apportées à un lot, on a créé l'index des immeubles qui contient une page pour chaque lot officialisé.

Ce système d'origine vient de vivre deux grandes réformes foncières :

- réforme du cadastre québécois ;
- réforme de la publicité foncière.

Il est possible de consulter en ligne les spécifications de ces nouveaux régimes fonciers, moyennant abonnement des utilisateurs à :

registrefoncier.gouv.qc.ca/Sirf/
infolot.mrnf.gouv.qc.ca

Rénaud Lessard situe ensuite l'évolution de la notion de terrier au Québec, incluant les formules des billets de location et de la lettre patente. Le développement du Québec sous le Régime anglais, surtout au-delà de la vallée du Saint-Laurent, s'est fait par la désignation et l'arpentage de cantons. Un canton mesurait 10 milles sur 10 milles, et était divisé en lots. Une carte d'époque, de Samuel Holland, illustre le quadrillage régulier en damier des cantons, sauf en partie irrégulière lorsqu'un canton touche à la limite antérieure d'une seigneurie.

Au départ, en 1822, les terres étaient distribuées gratuitement. Mais dès 1826, on instaura des ventes de lots aux enchères. Les agences locales d'attribution des terres étaient gérées par des agents des terres. À la fin du XIX^e siècle, on procéda à une division en Branches est et ouest du terrier de la province. Ce terrier peut être consulté à BAnQ.

M. Lessard nous a ensuite démontré le fonctionnement détaillé du terrier, avec une recherche pratique concernant des lots de Saint-Anaclet-de-Lessard, canton Neigette, comté Rimouski.

Rapporteur : Jacques Olivier

MESURER L'OCCUPATION ET L'EXPLOITATION DU TERRITOIRE : LES RECENSEMENTS

Atelier Bloc E, 18 novembre 2006

par Andrée Héroux, géographe

D'entrée de jeu, Mme Héroux précise l'approche qu'elle préconise pour le thème de l'atelier. Prenant l'exemple du dernier recensement (juin 2006), elle mentionne que la méfiance à divulguer certaines informations lors des recensements ne date pas d'hier. Elle rappelle qu'il y a eu une quarantaine de recensements depuis 1608, sous forme de recensements généraux, dénombremens seigneuriaux ou paroissiaux.

Un recensement est une opération coûteuse qui répond généralement à une certaine volonté politique : le besoin d'obtenir des réponses à certaines questions d'actualité telles l'état du peuplement à telle époque, la représentation équitable de la population selon le découpage de la carte électorale, etc.

Les recensements d'autrefois ont été effectués par des curés ou par des agents recenseurs, et la façon de les effectuer sera encadrée par une législation à partir de 1825. Des lois fixent ainsi le but, le comment, le moment, les questions posées, etc. À partir de 1870, un certain nombre d'officiers seront mandatés pour préparer l'opération et assurer la formation des agents qui réaliseront le recensement à l'échelle du pays.

La qualité des résultats obtenus sera fonction de la simplicité de la procédure (clarté et concision des questions), de la perception de la population à l'endroit des recenseurs, de la qualification de ces derniers par rapport à la réalisation d'un dénombrement. Les résultats peuvent parfois être faussés si certains recenseurs font preuve de paresse ou de zèle, ou si la méfiance des gens entraîne une sous-estimation de la population, des revenus ou de la production. Le contenu des recensements est surtout patriarcal, le chef de famille étant considéré la base de la communauté; le questionnaire qui sert à effectuer le recensement prend de plus en plus d'ampleur, en fonction des variables exprimées.

Les recensements sont disponibles à BAnQ (microfilms). Un catalogue des recensements est disponible sur Internet (Archivianet). Certains recensements ont aussi fait l'objet de publications. www.collectionscanada.ca/archivianet/index-f.html

Enfin, Mme Héroux illustre son propos en expliquant l'utilisation des recensements de la Seigneurie de Lotbinière, les problèmes qu'elle a rencontrés, les lacunes qu'elle a observées et les recoupements de données avec celles puisées dans des documents connexes, pour combler ces lacunes.

En conclusion, selon Mme Héroux, « pour bien comprendre un recensement, il faut le replacer dans les différentes facettes de l'histoire de l'époque où il a été tenu ».

Rapporteur : Paul-André Dubé

Bravo!

1. CLAUDE SALOIS¹: SES ORIGINES

Claude Salois, un homme de Normandie, le premier de ce nom à s'établir en Nouvelle-France au XVII^e siècle, serait originaire de la paroisse de Saint-Rémy, à Dieppe, ville normande située près de la Manche, mer séparant la France et l'Angleterre². Il aurait également vécu dans la paroisse de Saint-Paul de la ville de Lille, en Flandre, près du Pas-de-Calais, département français situé près de l'actuelle Belgique, non loin de la pointe sud-est de l'Angleterre, où le commerce et l'agriculture ont connu un certain essor au XVIII^e siècle³. Ces deux villes d'origine étant tournées vers la mer, on peut se demander si le passé de cet homme dans un milieu maritime a pu guider le choix de son établissement à l'île d'Orléans, plutôt qu'ailleurs en Nouvelle-France. Pour peu qu'il ait été à l'origine du choix de son lot à l'île d'Orléans, Claude Salois se sera tout de même établi pour longtemps dans ce milieu insulaire, une fois marié avec Anne Mabilie⁴ vers 1666 en Nouvelle-France, car il vivra là toute sa vie, avec les 13 enfants qu'il a eus avec son épouse, jusqu'à son décès en 1709.

C'est en fait comme soldat issu de la compagnie de Prouville de Tracy, et une fois les troupes

licenciées après la guerre contre les Iroquois⁵, que Claude Salois s'est établi à l'île d'Orléans pour s'y faire cultivateur, vers 1666, dans la paroisse de Saint-Laurent⁶. Dès 1668, il possède là une terre de trois arpents de front allant jusqu'au milieu de l'île, dans l'arrière-fief de Mesnu, qui appartenait à Jean-Baptiste Peuvret. De plus, ce notaire de Québec, présent au Conseil souverain, fut seigneur de Gaudarville, près de Cap-Rouge⁷.

Tout près du lot de Claude Salois se trouvait un voisinage foncier d'une quinzaine de terres, toutes situées près de l'église et du domaine seigneurial de l'arrière-fief de Mesnu, sur lesquelles étaient établis une douzaine d'habitants dont la plupart provenaient du Poitou et de la Normandie⁸. Parmi eux, cinq venaient du Poitou, cette région de France marquée par des luttes entre catholiques et protestants, et où ces derniers étaient d'ailleurs implantés⁹; côtoyant les premiers, quatre autres provenaient de l'archevêché de Rouen, en Normandie, une région maritime qui a fourni un fort contingent d'immigrants au Canada¹⁰, et deux provenaient de Paris¹¹. Parmi eux tous, vivaient trois Poitevins et trois Normands qui ont été confirmés



La première église, St-Laurent. (St-Paul) I. O.

La première église, Saint-Laurent, (St-Paul), I. O.

Source : J.-Camille Pouliot, *L'île d'Orléans*, 1927, sans éditeur.

¹ On trouve plusieurs variantes graphiques du patronyme Salois dans les archives des XVII^e et XVIII^e siècles, dont : *Salloy, Saloy, Sallouer, Salloüer, Salloué, Saloué, Saloir, Salois* et même, *Lallory*.

² D'après les travaux issus du *Programme de recherche en démographie historique* (PRDH), sous la direction d'Hubert Charbonneau, qui a donné lieu à l'édition du *Répertoire des actes de baptême, mariage, sépulture et des recensements du Québec ancien*, aux Presses de l'Université de Montréal entre 1980 et 1988 et plus. Claude Salois serait de Saint-Rémy de Dieppe, en Normandie, et de la paroisse de Saint-Paul de Lille, en Flandre. D'après les travaux de Normand Robert, *Nos origines en France des débuts à 1825*, qui précisent les lieux du mariage de nos ancêtres, Claude Salois était originaire de la ville de Lille, en Flandre, lors de son mariage, et Anne Mabilie était de la paroisse Saint-Pierre, fort probablement de la ville de Tourouvre.

³ Normand Robert, *Nos origines en France...*, n° 12.

⁴ On trouve aussi les variantes graphiques *Mabilie* et *Mobile*.

⁵ D'après Michel Langlois, *Dictionnaire biographique des ancêtres québécois 1608-1700*, Les éditions du Miton, Sillery, 2001.

⁶ On suppose que Claude Salois est établi à l'île d'Orléans en ces années, car il signe un bail à ferme avec Étienne Brunet devant le notaire Gilles Rageot dès le 6 février 1667; de plus, l'aînée des enfants Salois, née en mai 1667, a été baptisée dans la paroisse de Sainte-Famille, à l'île d'Orléans, qui a desservi les habitants de Saint-Laurent pendant un certain temps.

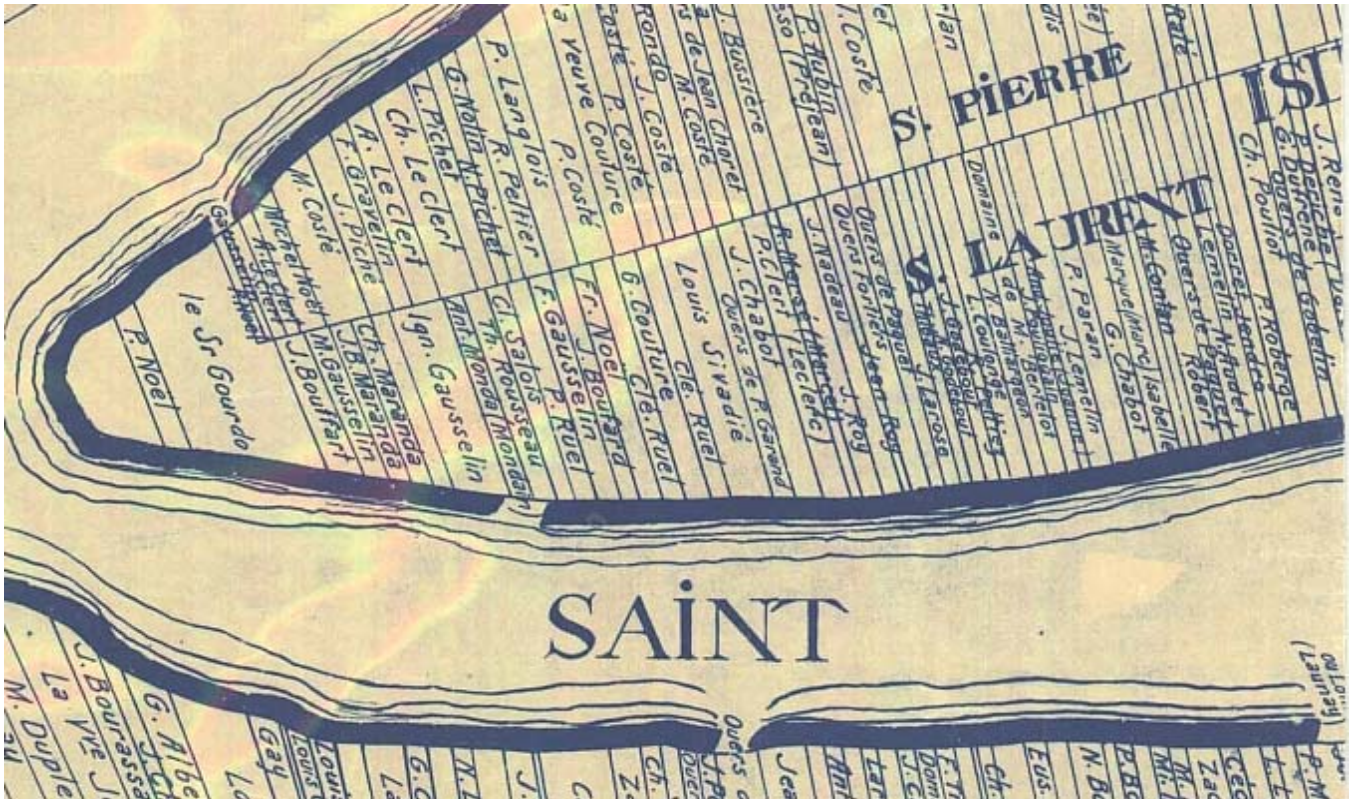
⁷ Claude Salois figure à l'Aveu et Dénombrement de Jean-Baptiste Peuvret, le 9 juin 1668; au sujet de Jean-Baptiste Peuvret, voir le *Dictionnaire biographique du Canada*, et le *Dictionnaire biographique des ancêtres* de Michel Langlois.

⁸ Marcel Trudel, *Le terrier du Saint-Laurent en 1674, Tome I : de la Côte nord au Lac Saint-Louis* (1998); les provenances des censitaires sont issues du *Dictionnaire généalogique des familles du Québec, des origines à 1730*, de René Jetté, dans le cadre du PRDH, 1983.

⁹ Normand Robert, *Nos origines...*, n° 5 (Poitou).

¹⁰ Normand Robert, *Nos origines...*, n° 7 (Normandie).

¹¹ René Jetté, *Dictionnaire généalogique*.



Portion de la carte de Saint-Laurent I.O. de 1709 dessinée par Gédéon de Catalogne, où on peut situer la terre de *Cl. Salois* (au-dessus du S de Saint).
Source : BAnQ

à Québec¹², la plupart dans les années 1665.

Un peu plus loin de là se trouvaient également des gens de l'élite coloniale, tous présents au Conseil souverain, comme les Juchereau, ou encore, l'Hôtel-Dieu et les Hospitalières de Québec, qui étaient en fait des propriétaires de vastes fiefs situés à l'île d'Orléans, localisés à proximité de l'arrière-fief de Jean-Baptiste Peuvret¹³.

2. LES ENFANTS DE CLAUDE SALOIS ET ANNE MABILLE, SELON LES REGISTRES PAROISSIAUX¹⁴

LES NAISSANCES

Au total, 13 enfants sont nés du mariage de Claude Salois et Anne Mabilille, à Saint-Laurent de l'île d'Orléans, entre 1667 et 1687. On compte, entre 1667 et 1671, quatre naissances : Anne-Antoinette en 1667, Claude en 1668, Jean-Baptiste en 1670 et Pierre en 1671. Ces naissances ont eu

lieu à des intervalles variant entre 17 et 18 mois¹⁵. On note par contre environ 24 mois pour que la cinquième naissance, celle de Jean, survienne en 1673. Par la suite, Marguerite naît en 1675, 20 mois après Jean; puis 18 mois s'écoulent avant que Marie ne vienne au monde, en 1677. Ensuite, on compte 22 mois avant que naissent les jumelles Marguerite et Geneviève, en 1678, et la naissance de Nicole arrive en 1681, soit 31 mois après la naissance des jumelles. Pour Ignace (1683), Marie-Madeleine (1685) et Jeanne (1687), les intervalles entre les naissances sont de 21, 25 et 27 mois. De ces 13 enfants, dix survivront au moins jusqu'à l'âge de leur mariage et certains d'entre eux vivront même très longtemps. Parmi ces dix survivants ayant cette longévité, on retient Jean, marié à Jeanne-Angélique Mérienne, qui vivra jusque vers 80 ans; Marie, mariée à trois reprises, soit à Pierre

¹² René Jetté, *Dictionnaire généalogique*.

¹³ Marcel Trudel, *Le terrier...*

¹⁴ Les informations relatives aux naissances et aux sépultures sont issues du *Dictionnaire généalogique des familles du Québec, des origines à 1730*, de René Jetté, et des données des registres paroissiaux colligées dans le *Répertoire des actes...* réalisé dans le cadre du PRDH; les informations relatives aux mariages sont extraites des contrats de mariage notariés cités dans les présentes notes en bas de page, lesquelles s'ajoutent aux informations provenant des deux autres sources précitées.

¹⁵ Ces intervalles tendent vers des valeurs de mois complets écoulés entre les naissances des enfants, et ont été estimés à partir du nombre de mois écoulés entre deux naissances successives, ou entre deux baptêmes ou encore, entre un baptême et une naissance, selon les dates indiquées dans le *Dictionnaire généalogique* de René Jetté. Les intervalles entre les naissances des enfants sont présentés tels quels dans le présent article, et interprétés, le cas échéant, en référence à la présence ou non du chef de famille dans son foyer, qui constitue l'un des facteurs de fréquence des naissances (nous ne possédons en fait aucune donnée pertinente sur la durée des allaitements naturels, qui a un effet significatif sur la fécondité des femmes et sur la fréquence de ces naissances dans les familles).

Lefebvre, à Pierre Millet et à Philippe Gasse, qui vivra jusqu'après ses 59 ans; Marguerite, mariée à Gilles Boissel, vivra quant à elle jusqu'à 40 ans; Ignace, marié à Marie-Louise Prévost, atteindra 54 ans; et finalement, Jeanne, mariée à Thomas Jeffrey, un Anglais, vivra jusqu'après ses 42 ans.

Les deux premiers enfants de la famille Salois ont reçu, lors de leur baptême, le prénom ou un amalgame du prénom de leurs parents, tandis que le troisième et le quatrième ont eu un prénom associé au seigneur Peuvret; peut-être faisait-on de cette manière une sorte d'éloge à des gens pouvant guider la vie des enfants? C'est le cas d'Anne-Antoinette¹⁶ et de Claude Salois fils, nés en 1667 et 1668, qui ont reçu le prénom des parents Salois, tandis que le troisième, Jean-Baptiste, né en 1670, aurait eu le prénom de Jean-Baptiste Peuvret, propriétaire des terres où ils habitaient tous. Quant à Pierre, né en 1671, il a reçu le prénom de Pierre Noël Le Gardeur, son parrain, qui prenait place à côté de la marraine Marie-Catherine Nau. Cette dernière était en fait la première épouse de Jean-Baptiste Peuvret, et la veuve de Louis de Lauson, un seigneur et un fils du gouverneur¹⁷; Jean-Baptiste Peuvret était aussi présent au baptême de Pierre. À partir de 1673 jusqu'en 1687, les enfants ont reçu, à leur baptême, le prénom du parrain ou de la marraine qui provenait, en bonne partie, du voisinage de Saint-Laurent de l'île d'Orléans.¹⁸ Ce sont : Jean (1673), Marguerite (1675), Marie (1677), les jumelles Geneviève et Marguerite (1678), Nicole (1681), Ignace (1683), Marie-Madeleine (1685) et Jeanne (1687).

LES MARIAGES

Parmi ces 13 enfants nés à partir de 1667, dix vivront, comme on l'a dit déjà, au moins jusqu'à l'âge de trouver un conjoint et de se marier, lequel conjoint, dans la plupart des cas, provenait de l'extérieur de l'île d'Orléans. Il faut dire qu'en ces débuts de la colonie, le nombre d'habitants de la paroisse ou des environs immédiats pouvait être insuffisant pour combler les besoins en nuptialité; il fallait donc puiser ailleurs, à même les relations sociales des parents, des élites cléricales ou d'autres gens de la colonie. Si bien que les trois garçons ont convolé, après l'âge de 30 ans, de la manière suivante : Jean a épousé Jeanne-Angélique Mérienne, de Québec, en 1703, la fille de Jean Mérienne dit Lasaloye, un soldat¹⁹, époux de Barbe Lebaron en 1672. Claude fils a

épousé, à Cap-Saint-Ignace, en 1705, Marie Galbrun, la veuve de Jean Compairon et la fille de Simon Galbrun et Marie-Françoise Duverger, de Montréal²⁰. Ignace a épousé, en 1715, Marie-Louise Prévost, de Québec, la fille de Jean-Baptiste Prévost et Marie-Anne Giroux; le père de Marie-Louise Prévost était un charpentier qui avait acheté le fief Saint-François de Québec,²¹ et était aussi le fils de Martin Prévost qui fut jadis embauché par les Cent-Associés et avait épousé une Algonquine, Marie Olivier Sylvestre Manitabéouiche. Ces trois garçons ont tous résidé, après leur mariage, à l'extérieur de l'île d'Orléans : Claude à Cap-Saint-Ignace, si l'on s'en tient au fait que son épouse vivait à cet endroit lors de son premier mariage; Jean²² vivait à L'Ancienne-Lorette; Ignace²³ résidait tout près de cet endroit, dans la côte Saint-Ange du fief De Maur, un rang situé à la limite est de ce fief, aussi dans la paroisse de L'Ancienne-Lorette²⁴, avant de se déplacer vers Saint-François-du-Lac dans les années 1720.

Les sept filles de Claude Salois trouveront un mari provenant de l'île d'Orléans, de la région de Québec ou encore, de la France et ce, dès leur vingtaine. Anne-Antoinette épouse, en 1683, René Lemerle, un soldat²⁵ établi à l'île d'Orléans après le licenciement des troupes en 1665; ils s'établissent à l'île, puis René Lemerle s'établit dans le fief De Maur²⁶. Marguerite, mariée en 1697 à Jean Lamy, de La Rochelle, avait déjà épousé, en 1693, Pierre Sallouer, un soldat de Dieppe, la

1703 et le *Dictionnaire biographique*, (tome 3), de Michel Langlois.

²⁰ Voir l'acte de mariage de Claude Salois et Marie Galbrun de 1705 et le *Dictionnaire biographique*, (tome 3), de Michel Langlois.

²¹ Voir le contrat de mariage d'Ignace Salois et Marie-Louise Prévost ratifié devant le notaire Jean-Étienne Dubreuil le 24 novembre 1715, le *Dictionnaire généalogique* de René Jetté et le *Dictionnaire biographique* de Michel Langlois; Jean-Baptiste Prévost était maître-charpentier lors d'un marché de construction avec François Comeau, devant le notaire Jean-Étienne Dubreuil, le 9 janvier 1716.

²² D'après les données du *PRDH*.

²³ D'après un procès-verbal d'arpentage d'Hilaire Bernard Delarivière (sic le procès-verbal), le 18 juillet 1710, dans le rang Saint-Ange de Saint-Augustin-de-Desmaures (manuscrit disponible à BAnQ, à Québec).

²⁴ En ces années 1710, le rang Saint-Ange faisait partie de la paroisse de L'Ancienne-Lorette. Voir à ce sujet : A. Béchard, *Histoire de la paroisse de Saint-Augustin, Portneuf*, Québec, Imprimerie Léger Brousseau, 1885.

²⁵ Michel Langlois, *Dictionnaire biographique*, (tome 3); notons qu'il y a de fortes chances que René Lemerle, comme soldat et comme résident de Saint-Laurent à l'île d'Orléans, ait fait partie des relations sociales de Claude Salois.

²⁶ D'après le procès-verbal d'arpentage d'Hilaire Bernard Delarivière du 18 juillet 1710 cité plus haut, Ignace Salois possédait une terre adjacente à celle de Claude Lemerle dans le fief de Maur, où ce dernier aurait pris la charge de son père René Lemerle dans les années suivant le décès de sa mère Anne-Antoinette Salois.

¹⁶ En fait, Anne-Antoinette Salois a reçu un prénom combinant les prénoms de sa mère et de sa marraine.

¹⁷ *Dictionnaire biographique du Canada*, volume 1, Québec, PUL, 1966, article sur Jean-Baptiste Peuvret.

¹⁸ D'après *Le terrier de 1674* de Marcel Trudel (1998), dans lequel on trouve le nom des censitaires localisés dans l'arrière-fief de Mesnu en cette année, on peut constater que le nom des parrain et marraine des enfants Salois correspond dans plusieurs cas à celui de gens habitant le voisinage foncier de Claude Salois, ou à l'un de leurs descendants.

¹⁹ Voir le contrat de mariage de Jean Salois et Jeanne-Angélique Mérienne ratifié devant le notaire Louis Chambalon le 19 août

ville d'origine de son père, mais ce mariage, autorisé par Anne Mabile en l'absence de son mari, a été annulé²⁷. Marie épouse quant à elle Pierre Lefebvre, en 1692, un matelot de Québec qui était le fils de Jean Lefebvre, un charpentier de navire; elle épouse en secondes nocces, en 1702, Pierre Millet, un Poitevin demeurant à Québec, dont le père était chapelier, et avec qui elle vivra à l'île d'Orléans; puis on la retrouve à Saint-Augustin-de-Desmaures²⁸ et elle épouse, plus tard en 1720, Philippe Gasse²⁹. Le mariage de Geneviève en 1698 avec François Olivier, dit Printemps, un Breton établi à Saint-Laurent après leur union³⁰, sera de courte durée. Sa jumelle Marguerite a convolé en 1697 avec Gilles Boissel, un voyageur de Québec engagé dans la traite des fourrures³¹ et qui était le fils de Jacques Boissel, un marchand-boucher de la Haute-ville; le couple a vécu à Cap-Saint-Ignace, à Saint-Laurent, à La Durantaye et à Beaumont, où leurs enfants sont nés³². Quant à Nicole, elle s'est unie, en 1699, à Hilaire Girardy dit Sansoucy, un homme de Châteauguay, près de Kahnawake, dont les parents avaient vécu dans la région de Montréal, à Lachine, et dans Bellechasse³³; les Girardy-Sansoucy ont peut-être été une famille liée aux expéditions³⁴. Enfin, Jeanne, la cadette, se marie à Charlesbourg, en 1712, avec Thomas Jeffrey, un Anglais qui aurait pu être fait prisonnier par la France;

leurs enfants sont nés à Charlesbourg, à Sainte-Foy et à Québec³⁵.

a) Les enfants nés des filles de Claude Salois et Anne Mabile

À partir des années 1680, soit après le début de la vie maritale des enfants de Claude Salois, de nombreux enfants sont nés des mariages des filles Salois, établies à l'île d'Orléans ou ailleurs, dans la région de Québec. D'abord, on sait que six filles de Claude Salois ont eu une postérité, et que seule Nicole n'en a pas eu : Anne-Antoinette a eu 13 enfants, Marguerite Lamy en a eu un seul, Marie Millet a eu huit enfants, Marguerite Boissel, dix, Geneviève, trois, et Jeanne, sept. On sait aussi que ces filles ont fourni à la colonie plusieurs couples de jumeaux. Hormis les jumelles Geneviève et Marguerite qu'avait eues Anne Mabile en 1678, Geneviève donna naissance à deux jumeaux Olivier dit Printemps, en 1700. Ces derniers sont morts quelques jours avant le décès de leur propre mère. Marguerite, la jumelle de Geneviève, a donné naissance à deux couples jumelés Boissel, soit un premier couple en 1701, un garçon et une fille; le garçon vivra au moins jusqu'à son mariage en 1723 et la jumelle, jusqu'à son décès en 1725, à l'âge de 24 ans. Puis un second couple Boissel est né en 1703, des jumelles cette fois qui ne vivront qu'un peu plus d'un an. Quant à Marie, elle a eu un couple de jumeaux Millet en 1714; le garçon mourra la vie dès sa naissance et la fille vivra jusqu'en 1728, un peu après l'âge de 14 ans.

Ces naissances chez les filles de Claude Salois ne se font toutefois pas sans heurts au cours des deux dernières décennies du XVII^e siècle et au début des années 1700, en raison des nombreux décès chez les nouveau-nés, autant que chez leurs mères. En effet, leur destin a été des plus sombres : quatre de ces six filles ayant enfanté (Anne-Antoinette, Geneviève et les deux Marguerite) ont perdu plusieurs enfants, dès la naissance ou en bas âge, quand ce ne sont pas elles-mêmes qui sont mortes en couches ou autrement. Par exemple, l'aînée, Anne-Antoinette perdit dix de ses 13 enfants, pour mourir à son tour en 1700. Marguerite (Lamy) subissait le décès de son fils unique en 1697. Geneviève (Olivier dit Printemps) a perdu trois enfants sur quatre en 1700, soit avant son propre décès, et son mari, une fois veuf, a perdu leur aîné qui approchait de ses cinq ans, en 1703. Jeanne, la cadette, a perdu l'enfant naturel qu'elle avait eu en 1702, quelques mois à peine après sa naissance, sans compter qu'en 1729, elle aura perdu cinq de ses sept enfants nés de son mariage avec Thomas Jeffrey, quatre de ces cinq enfants mourant très bas âge. Finalement, Marguerite (Boissel) a perdu deux jumelles en 1705 et une autre fille en 1725. Bref, si

²⁷ Notaire Louis Chambalon, mariage de Marguerite Salois et Pierre Sallouer, 26 janvier 1693.

²⁸ D'après deux actes de donation à Pierre et Jean Millet en 1727 et 1730 devant le notaire Jean-Étienne Dubreuil, on constate que Marie Salois résidait en ces années dans le deuxième rang de la Seigneurie de Maur, dans la paroisse de Saint-Augustin, soit en un lieu situé assez près de son frère Ignace et de son neveu Claude Lemerle qui vivaient dans la côte Saint-Ange de cette seigneurie en 1710. À noter que le premier époux de Marie Salois, Pierre Lefebvre, comme matelot et fils d'un charpentier de navire, et que son deuxième époux, Pierre Millet, comme fils d'un chapelier, font croire que la famille de Claude Salois avait quelque intérêt dans le commerce colonial des fourrures par voie navale.

²⁹ René Jetté, *Dictionnaire généalogique*; notaire Louis Chambalon, contrats de mariage de Marie Salois et Pierre Lefebvre, 17 avril 1692 et de Marie Salois et Pierre Millet, 6 novembre 1702.

³⁰ René Jetté, *Dictionnaire généalogique*.

³¹ Gilles Boissel apparaît aussi comme marchand-voyageur dans certaines sources; voir aussi la note mentionnée plus bas concernant des contrats liés à la traite que Boissel a ratifiés avec les marchands-équipiers René Fézeret et Paul Bouchard, de Montréal.

³² Notaire Guillaume Roger, mariage de Marguerite Salois et Gilles Boissel, 23 juin 1697; *Dictionnaire généalogique* de René Jetté.

³³ Voir le contrat de mariage de Nicole Salois et Hilaire Girardy-Sansoucy ratifié devant le notaire Guillaume Roger le 19 janvier 1699, le *Dictionnaire généalogique* de René Jetté et le *Dictionnaire biographique* de Michel Langlois.

³⁴ D'après le *Dictionnaire généalogique* de René Jetté, l'un des frères d'Hilaire Girardy dit Sansoucy, soit Joseph, a été engagé pour l'Ouest en 1708.

³⁵ Voir le contrat de mariage de Jeanne Salois et Thomas Jeffrey ratifié devant le notaire Guillaume Roger le 22 septembre 1712 et le *Dictionnaire généalogique* de René Jetté.

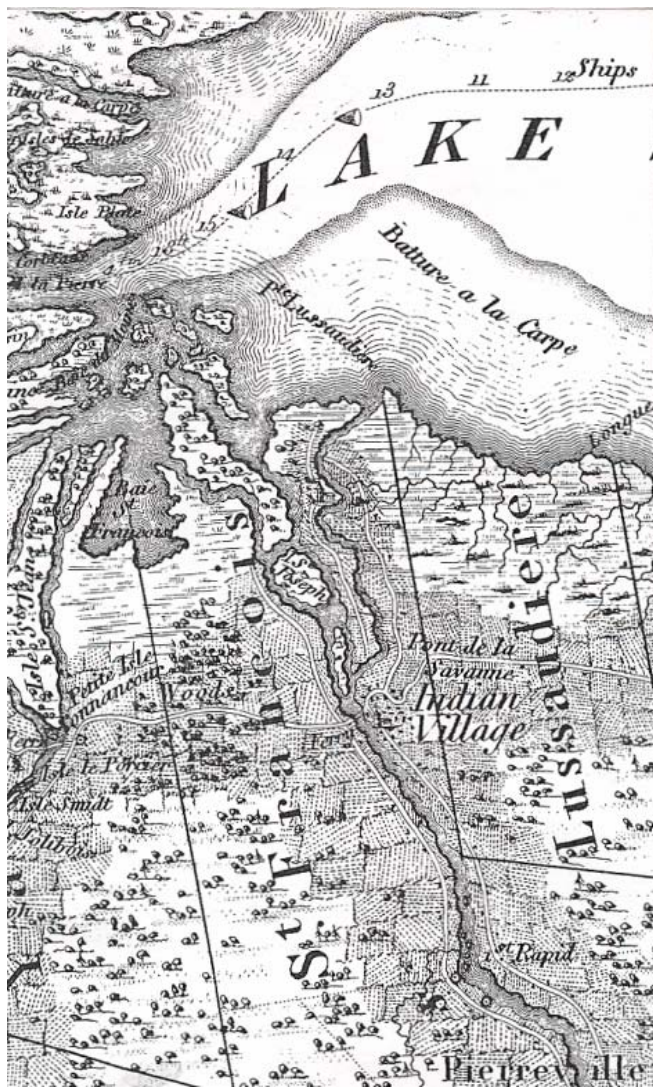
on effectue un calcul rapide pour résumer, la famille Salois a vu mourir près d'une vingtaine d'enfants dans les dernières années du XVII^e siècle et les débuts du XVIII^e, en plus d'Anne-Antoinette et de Geneviève en 1700 et d'Anne Mabile, en 1702.

b) Les intervalles entre les naissances des enfants nés des filles de Claude Salois et Anne Mabile

Parmi les filles de Claude Salois, seule Anne-Antoinette a eu des enfants à des intervalles variant entre 14 et 17 mois et exceptionnellement à des intervalles de 18 et 20 mois³⁶. En ce qui concerne ses soeurs dont on connaît les intervalles entre les naissances, soit Marguerite (Boissel), Geneviève (Olivier dit Printemps), Jeanne (Jeffrey) et Marie (Millet), on compte ceci : Marguerite, dont le conjoint fut voyageur, donnait naissance à des intervalles la plupart du temps très longs, soit de 18, 26, 27, 26, 30, 32 et 29 mois. Ces naissances ont eu lieu dans quatre paroisses de la région de l'île d'Orléans, où peut-être des gens l'hébergeaient, le temps pour elle d'accoucher de ses enfants en l'absence de son mari. La courte vie de Geneviève à Saint-Laurent fut quant à elle marquée par la venue au monde d'enfants à des intervalles de 20 et de 11 mois. Marie, dont on sait qu'elle eut tous ses enfants sur la terre paternelle, donnait naissance aux 17, 24, 25, 31 et 24 mois entre les années 1704 et 1712. Puis ses deux derniers enfants sont nés à des intervalles de 13 et de 10 mois. Jeanne donnait naissance, quant à elle, à partir de 1713, à des intervalles de 36, 27, 30, 28, 12 et 31 mois, sans que l'on ne sache si son conjoint, d'origine anglaise, fut des voyages d'expédition dans la colonie.

LES GARÇONS DE CLAUDE SALOIS ET ANNE MABILLE

Pour les garçons de Claude Salois, la vie en était tout autrement. Deux des trois garçons n'ont laissé aucune postérité, soit Jean, marié en 1703, vers ses 30 ans, à Jeanne-Angélique Mérienne, et Claude, marié vers 37 ans à Marie Galbrun, en 1705. Quant à Ignace Salois, marié vers 32 ans, en 1715, à Marie-Louise Prévost³⁷, il a été le père de 12 enfants, dont les fils transmettront à leur tour le patronyme de leur père à d'autres générations. Les cinq premiers enfants, soit quatre garçons nés dans la région de Québec et un cinquième né à Saint-François-du-Lac, entre 1716 et 1724, ont vécu jusqu'à l'âge adulte et se sont mariés dans le comté de Yamaska, pour la plupart. Deux autres, seulement, ont survécu parmi les sept autres enfants à naître à Saint-François-du-Lac, une fois la famille établie à cet endroit après 1724, où la vie pouvait être moins facile qu'à Québec. En effet, l'histoire locale



Carte de Saint-François-du-Lac sur la rivière Saint-François et le lac Saint-Pierre, telle que dessinée par Joseph Bouchette en 1815.

Source : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, centre du Québec.

de Saint-François-du-Lac rapporte qu'une épidémie de petite vérole avait sévi chez les Abénaquis d'Odanak en 1733, justement dans les années où deux enfants de ce couple ont été inhumés, âgés de 6 et 18 mois, le même jour, le 16 février 1734. Le couple a ainsi perdu, au total, cinq enfants qui sont décédés en bas âge. Par ailleurs, si on veut comparer les intervalles entre les naissances des enfants de Marie-Louise Prévost avec ceux des filles de Claude Salois, les naissances ont eu lieu aux 22, 24, 20, 24, 17, 25, 19, 34, 15, 23 et 16 mois, soit une tendance qui ressemble beaucoup aux intervalles des naissances chez Marguerite Salois, l'épouse de Gilles Boissel, et chez Jeanne Salois, l'épouse de Thomas Jeffrey.

LES SÉPULTURES

On sait aussi de cette première génération, née en Nouvelle-France, que certains d'entre eux sont décédés en bas âge, au cours de la décennie débutant en 1680 : Jean-

³⁶ On note une erreur dans l'année de naissance de la septième enfant d'Anne-Antoinette Salois dans le *Dictionnaire généalogique* de René Jetté (ce serait probablement 1692 au lieu de 1691).

³⁷ Notaire Jean-Étienne Dubreuil, mariage d'Ignace Salois et Marie-Louise Prévost, 24 novembre 1715.

Baptiste, né en 1670, était absent du recensement de 1681 et serait donc décédé très jeune; quant à Pierre, né en 1671, il est mort à l'âge de quinze ans, en 1687, tué par la chute d'un arbre³⁸; Marie-Madeleine, née en 1685, mourait quelque onze jours après sa naissance. Hormis ces sépultures, on sait également que plusieurs membres de cette famille ont figuré, dans les années 1690, au registre hospitalier de l'Hôtel-Dieu de Québec, sans toutefois savoir si leur état était grave ou non. On trouve ainsi Claude Salois sur la liste des malades de l'Hôtel-Dieu durant une quinzaine de jours en 1689, en plus de ses enfants Anne-Antoinette, Claude, Marguerite, Marie, Jean et Geneviève Salois. Dans un contexte où la plupart d'entre eux n'ont séjourné que quelques jours à l'hôpital, il est surprenant de constater que Claude Salois fils y a séjourné durant trois mois, de mai à juillet 1691, soit plusieurs mois, en fait, après l'offensive échouée de Phipps sur Québec. Le conflit armé, ou d'autres facteurs comme une épidémie, a pu s'avérer un événement d'envergure assez important pour entraîner des problèmes à plus d'un malade inscrit dans le registre de l'Hôtel-Dieu.

On a un aperçu de la longévité de cette génération pour huit des enfants de Claude Salois, après la date de leur mariage : Anne-Antoinette, l'aînée, est morte à 33 ans, le 5 décembre 1700, soit six mois après la naissance de son treizième enfant; Geneviève est décédée à 22 ans, le 16 décembre de cette même année 1700, soit quatre jours après la naissance de ses jumeaux mort-nés. Les deux sœurs sont décédées à Saint-Laurent. Marguerite (Lamy), a vécu jusque vers 33 ans, et s'est aussi éteinte à Saint-Laurent, quelques mois avant son père, en 1709. Quant à Marie (Millet), elle signe son testament en 1736, comme étant la veuve de Philippe Gasse, alors âgée de 59 ans. À cette époque, elle avait quitté la terre familiale de Saint-Laurent pour s'établir à Saint-Augustin-de-Desmaures, où son frère Ignace et son neveu Claude Lemerle avaient vécu dans les années 1710 dans le rang Saint-Ange du fief de Maur. Ce fief faisait partie en cette année de la paroisse de L'Ancienne-Lorette, tandis que Jean Salois vivait quant à lui à L'Ancienne-Lorette en cette année 1736. Jeanne, que Marie avait prise à sa charge lors de son mariage avec Pierre Millet en 1702, était encore vivante en 1729, âgée d'environ 42 ans, car elle était présente au baptême d'un enfant né de père inconnu et de Madeleine Laroche, à Notre-Dame-de-Québec. Marguerite (Boissel) est décédée à l'Hôtel-Dieu de Québec vers l'âge de 40 ans, en 1718. Parmi les garçons, on retrouve Jean dans les registres, à l'âge de 81 ans, soit en 1746, l'année où il est décédé à L'Ancienne-Lorette; quant au plus jeune, Ignace, il a vécu jusqu'en 1737, soit jusque vers l'âge de 54 ans; pourtant, dans l'acte de sépulture enregistré à Notre-Dame-de-Québec, il est écrit qu'il était « ...âgé d'environ

48 ans... » et qu'il provenait de «... Saint-François-dans-le-Lac... » (sic)³⁹.

3. LES ACTIVITÉS DE CLAUDE SALOIS À L'ÎLE D'ORLÉANS

Quelles ont été les activités de Claude Salois sur sa terre de l'île d'Orléans, pour assurer la subsistance des siens ? On sait d'abord que dès son arrivée, il a loué des terres à ferme à Jean-Baptiste Peuvret et à quelques voisins, à l'île d'Orléans. Entre 1667 et 1671, en effet, il louait les terres du domaine de Jean-Baptiste Peuvret⁴⁰, en plus des terres d'Étienne Brunet⁴¹, un tanneur⁴², et de Marin Gervais⁴³, un charbonnier⁴⁴, tous deux des habitants du fief de la Chevalerie; les baux à ferme étaient conclus à la condition de payer cet usage de la terre en nature, soit en minots de blé et en minots de pois. On le retrouve en 1681 sur une ferme relativement exploitée qui comptait quatre bêtes à cornes et dix arpents de terre en valeur⁴⁵.

Un peu plus tard au XVII^e siècle, les clauses des contrats de mariage⁴⁶ des filles de Claude Salois nous renseignent sur l'évolution de sa ferme, notamment sur les bestiaux qu'il possède au moment de ces contrats. En 1683, Anne-Antoinette a obtenu de son père, en avancement d'hoirie, un porc et une génisse lors de son mariage⁴⁷. Dix ans plus tard, en 1693, Marguerite a reçu de sa mère, en plus d'un an de subsistance avec son époux, une vache laitière et deux cochons⁴⁸. Marie, lors de son premier mariage, en 1692, a reçu un taureau, deux porcs, des habits nuptiaux et une vache de deux ans (qui provenait de sa sœur aînée), le tout valant 350 livres; le

³⁹ D'après l'acte de sépulture d'Ignace Salois, daté du 28 mars ou du 28 mai 1737, dans les registres paroissiaux de Notre-Dame-de-Québec.

⁴⁰ D'après le bail à ferme du 31 octobre 1667 de Jean-Baptiste Peuvret à Claude Salois devant le notaire Gilles Rageot, annulé un peu plus tard en 1668.

⁴¹ D'après le bail à ferme du 6 février 1667 d'Étienne Brunet à Claude Salois pour trois ans, devant le notaire Gilles Rageot.

⁴² René Jetté, *Dictionnaire généalogique*; Étienne Brunet a aussi participé aux expéditions de l'un des membres de la famille Morel du fief de La Durantaye, un endroit localisé près de chez lui sur la rive sud du fleuve, au sud de l'île d'Orléans (contrat du 31 août 1693, devant le notaire Claude Mauge, concernant un engagement pour aller chercher des castors à Michillimakinac d'Étienne Brunet pour Morel, tel que rapporté dans l'inventaire des minutes du notaire Claude Mauge).

⁴³ D'après le bail à ferme du 21 février 1671 de Marin Gervais à Louis Sivadier et Claude Salois pour dix ans, devant le notaire Pierre Duquet.

⁴⁴ Michel Langlois, *Dictionnaire biographique*.

⁴⁵ Idem.

⁴⁶ Du moins, les contrats les plus facilement lisibles ont été retenus pour cet article.

⁴⁷ Notaire Pierre Duquet, mariage d'Anne-Antoinette Salois et René Lemerle, 23 mai 1683.

⁴⁸ Notaire Louis Chambalon, mariage de Marguerite Salois et Pierre Sallouer, 26 janvier 1693.

³⁸ Tel que mentionné dans le *Dictionnaire généalogique* de René Jetté.

contrat prévoyait aussi un an de subsistance pour les futurs conjoints⁴⁹. Son deuxième mariage, en 1702, lui a valu cette fois de recevoir un arpent et demi de terre, une *cavale* de six ans à poil gris, un cheval noir, deux boeufs de cinq ans, deux autres boeufs de deux ans, deux vaches de six et dix ans, un veau de deux ans et quatre cochons nourris, en plus des grains, des meubles et divers articles d'agriculture. Le tout se faisait en échange de trois conditions : tout d'abord, la prise en charge de la terre ainsi que de Jeanne Salois; ensuite, la reproduction de la *cavale* pour ses deux frères Ignace et Jean, et son beau-frère Boissel; enfin, le paiement de 40 livres, ce qui correspondait à la part de cette donation revenant à ses frères Claude, Jean et Ignace, et à sa soeur Jeanne Salois, qui n'étaient pas encore mariés⁵⁰.

En 1702, on note aussi que la ferme de Claude Salois pouvait subvenir aux besoins d'une famille nombreuse et que même, sa production pouvait trouver un certain créneau sur le marché de la ville de Québec. Après le décès d'Anne Mabile, dans l'inventaire des biens de la communauté, on constate en effet que Claude Salois possédait de nombreux bestiaux⁵¹ : une *cavale* et un jeune cheval de travail, incluant leur attelage, valant 200 livres; deux boeufs de travail valant 140 livres; un vieux boeuf vendu au nommé Cadet⁵², valant 96 livres (on peut supposer qu'il s'agit du boucher de la ville de Québec, qui se nommait Michel Cadet); trois vaches laitières se chiffant quant à elles à 120 livres et deux taureaux et une taure valant 80 livres; un veau de l'année valant huit livres; enfin, une vingtaine de volailles pour une somme de 28 livres. S'ajoutaient le blé, les pois et l'avoine qu'il cultivait, en plus des 50 arpents de terre mis en valeur. Bref, sa ferme avait pris une expansion certaine au fil du temps, notamment avec la venue de ses 13 enfants.

Une chose est sûre, Claude Salois cultivait la terre et pratiquait un certain élevage à l'île d'Orléans pour combler les besoins de sa famille. Mais il aurait également exercé son métier pour satisfaire le marché de la ville et de la région de Québec, notamment pour des tanneurs et des cordonniers, puisque les gens de ces métiers furent

fort présents dans son entourage⁵³. Ou encore, pour des bouchers, comme en fait état la vente, en 1702, d'un boeuf au prix de 96 livres au boucher Michel Cadet. Cela dit, on peut aussi prévoir des provisions que Claude Salois a pu fournir à ses gendres, Gilles Boissel et Hilaire Girard dit Sansoucy, notamment lors d'expéditions auxquelles ces derniers ont participé. On trouve des traces de ces voyages dans certains contrats notariés, comme ceux de Gilles Boissel avec des marchands-équipiers de Montréal ou encore, dans les relations de ce dernier avec la famille Morel, du fief de La Durantaye.

Si Claude Salois a donc été un cultivateur et un éleveur de bestiaux à l'île d'Orléans, puis peut-être fournisseur de denrées ou de provisions sur le marché de Québec, peut-on penser, par ailleurs, qu'il l'est devenu parce que Jean-Baptiste Peuvret lui aurait un peu balisé la voie? Car on le sait, cet homme était d'origine percheronne, ce qui veut dire qu'il était issu d'un milieu réputé pour la pratique de l'élevage, du moins des chevaux⁵⁴. Et comme ce seigneur a été le signataire, au Conseil souverain, d'une ordonnance visant à protéger les bestiaux de toute saisie⁵⁵, Claude Salois aurait été encore mieux avisé par cet homme que par quiconque d'autre dans son entourage, sur le fait que son travail était protégé par l'État. Puis une fois Peuvret décédé, en 1696, l'histoire de Claude Salois comme agriculteur pouvait-elle continuer avec Gilles Boissel, son gendre, à partir du mariage de ce dernier en 1697; cependant, sa vie serait-elle guidée, cette fois, vers le seigneur Morel, impliqué lui aussi dans les expéditions? Morel possédait le fief de La Durantaye, situé juste au sud de l'île d'Orléans d'où Boissel provenait.

⁴⁹ Notaire Louis Chambalon, mariage de Marie Salois et Pierre Lefebvre, 17 avril 1692.

⁵⁰ Notaire Louis Chambalon, mariage de Marie Salois et Pierre Millet, 6 novembre 1702.

⁵¹ Notaire Étienne Jacob, inventaire des biens de la communauté entre Claude Salois et Anne Mabile, 26 août 1702.

⁵² Michel Cadet était le boucher accrédité de la ville de Québec, lequel aurait fourni des peaux aux deux frères Charest, Jean et Étienne. Ces deux tanneurs de la Pointe-de-Lévy ont déjà engagé trois cordonniers, dont l'un d'eux était Jean-Étienne Dubreuil, avant qu'il ne devienne notaire en 1707 et signataire en 1715 du contrat de mariage d'Ignace Salois et Marie-Louise Prévost. D'après Bluteau, Marc-André et autres, *Les cordonniers, artisans du cuir* (1968), et le *Dictionnaire biographique du Canada* concernant Jean-Étienne Dubreuil; voir aussi, sur Michel Cadet, le *Dictionnaire biographique* de Michel Langlois.

⁵³ On sait en effet que les tanneurs et les cordonniers ont été fort présents dans l'entourage de Claude Salois et de sa famille. En premier lieu, Étienne Brunet, un tanneur, avait signé un bail à ferme avec lui et ce, dès son arrivée en 1667; puis, Michel Cadet, un boucher de Québec, lui avait acheté un boeuf de 96 livres. Ce Cadet fournissait en peaux les tanneurs Charest de la Pointe-de-Lévy, qui engageaient aussi d'autres cordonniers dont Jean-Étienne Dubreuil. Un peu plus loin dans le temps, vers 1715, Jean Chandelier, un aubergiste, et Jean Bouffard, un autre cordonnier, faisaient partie des relations sociales d'Ignace Salois, agissant comme témoins lors de son mariage avec Marie-Louise Prévost, le 24 novembre 1715, passé devant le notaire Jean-Étienne Dubreuil, lui-même un ancien cordonnier de la région de Québec. À noter que Jacques Mathieu, dans *La construction navale royale à Québec 1739-1759* (1971), associe ces trois métiers (tanneur, cordonnier et aubergiste) aux expéditions de la colonie.

⁵⁴ D'après Normand Robert, *Nos origines...*, n° 7 (Le Perche).

⁵⁵ *Édits, Ordonnances royales, Déclarations et Arrêts du Conseil d'État du Roi, etc.*, 1684, Ordonnance du roi portant défense de saisir les bestiaux, 1^{er} novembre 1683, signée par Jean-Baptiste Peuvret le 12 novembre 1686.

AUTRES RÉFÉRENCES

1. Dictionnaires et ouvrages généraux :

- *Dictionnaire Beauchemin*, Montréal, 1968.
- *Dictionnaire biographique du Canada*, articles concernant entre autres Jean-Baptiste Peuvret, Paul-Augustin Juchereau, François et Charles Aubert de La Chesnaye, Pierre Haimard, Jean-Étienne Dubreuil, Martin Prévost, Jacques Boissel, Étienne Bouchard.
- BLUTEAU, Marc-André et autres. *Les cordonniers artisans du cuir*. Montréal, Éditions du Boréal Express/Musée national de l'Homme, 1980. 154 pages.
- FOURNIER, Marcel. *Les Européens au Canada des origines à 1765 (hors France)*. Montréal, Les éditions du fleuve, 1989. 352 pages.
- HAMELIN, Jean. *Économie et société en Nouvelle-France*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1968. 436 pages.
- HAMELIN, Jean et Jean PROVENCHER. *Brève histoire du Québec*, Montréal, Éditions du Boréal, 1987. 126 pages.
- HAMELIN, Jean, sous la direction de... *Histoire du Québec*. Montréal, Éditions France-Amérique, 1977. 538 pages.
- JETTÉ, René, avec la coll. du PRDH. *Dictionnaire généalogique des familles du Québec des origines à 1730*. Montréal, Université de Montréal, 1983. 1176 pages.
- LANGLOIS, Michel. *Dictionnaire biographique des ancêtres québécois 1608-1700*. Sillery, Les éditions du Miton, 1998-2001. 4 volumes.
- MATHIEU, Jacques. *La construction navale royale à Québec 1739-1759*. Québec, Société historique de Québec, 1971. 110 pages. Cahiers d'histoire n° 23.
- OUELLET, Fernand et autres. *Canada, unité et diversité*, Holt, Rinehart et Winston ltée, c1968. 578 pages.
- PROVENCHER, Jean, *Les quatre saisons dans la vallée du Saint-Laurent*, Montréal, Éditions du Boréal, 1988. 605 pages.
- ROBERT, Normand, *Nos origines en France des débuts à 1825*, Montréal, Société de recherche historique Archiv-histo, 1984 à 1998. 13 volumes.

- VACHON, André, *Histoire du notariat Canadien 1621-1960*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1962. 209 pages.

2. Sources imprimées :

- *Édits, Ordonnances royaux, Déclarations et Arrêts du Conseil d'État du Roi, etc., 1684*, Ordonnance du roi portant défense de saisir les bestiaux, 1^{er} novembre 1683, signée par Jean-Baptiste Peuvret le 12 novembre, 1686. Québec, E.R. Fréchette éd., 1854.
- Greffes des notaires Louis Chambalon, Jean-Étienne Dubreuil, Pierre Duquet, Claude Maugue, Gilles Rageot et Guillaume Roger, disponibles aux Archives nationales du Québec, à Québec.
- CHARBONNEAU, Hubert, sous la dir. de... *Répertoire des actes de baptême, mariage, sépulture et des recensements du Québec ancien*, dans le cadre du Programme de recherche en démographie historique (PRDH). En ligne.
- CHARLAND, Thomas-Marie. *Les Abénaquis d'Odanak*, Montréal, Éditions du Lévrier, 1964. 368 pages.
- CHARLAND, Thomas-Marie. *Histoire de Saint-François-du-Lac*, Ottawa, Collège dominicain, 1942. 364 pages.
- LAPALICE, Ovide-M. H. *Histoire de la seigneurie Massue et de la paroisse Saint-Aimé*. S. l., s.é., 1930. 432 pages.
- PONTBRIAND, Benoît et autres. *Mariages de Saint-François-du-Lac 1687-1965*, Québec, 1966.
- PONTBRIAND, Benoît et autres. *Mariages de Saint-Michel-de-Yamaska 1727-1965*. Québec, 1966.
- Société de généalogie de Québec. *Mariages de l'île d'Orléans 1666-1966*. Québec, 1966.
- ROY, Pierre-Georges. *Bulletin des recherches historiques*, volume 27, 1922.
- SULTE, Benjamin. *Histoire de Saint-François-du-Lac*. Montréal. Imprimerie de L'Étendard, 1886. 120 pages.
- TRUDEL, Marcel. *Le terrier du Saint-Laurent en 1674 tome 1 : de la Côte nord au Lac Saint-Louis*. 1998. Montréal, Édition du Méridien. 2 volumes.

Pour des TROUVAILLES qui vous distinguent

La Boîte à Bijoux

Bijoux de succession



Bijoux d'OCCASION
anciens et contemporains
à prix VRAIMENT coup de cœur



565\$
Bague avec enjoliveur amovible, or blanc 18K, dia. 0,28 ct. vers 1960



85\$
Broche et boucles d'oreilles de fantaisie, sterling et pierres du rhin bleues, signé STAR ART, vers 1935



655\$
Bracelet victorien, anglais, or jaune 9K et rubis, signé BIRKS, vers 1890



Jocelyne Rouleau
Gemmologiste - Diamantaire
Évaluatrice certifiée MV

Téléphone : 418.687.9393 www.laboitebijoux.ca 1323 avenue Maguire, bureau 101 Sillery, Québec

45^e EN IMAGES

OUVERTURE



Sous le thème
ESPACES ET FAMILLES

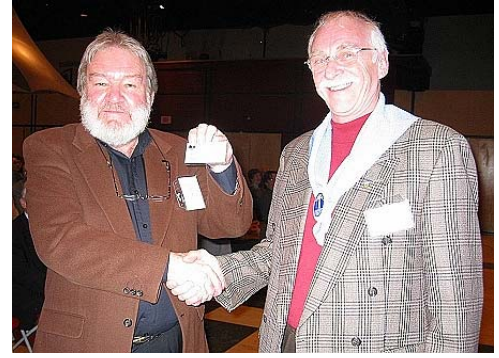
Présidents d'honneur,
MM. Normand Charbonneau
et Jacques Mathieu.



Les photographes de la journée :
André Belleau, Robert Provencher, Bernard Lebeuf.



6000^e membre
de la Société :
M. Louis-Guy Lemieux.



Membre 0001,
M. René Bureau
et le 6000^e.



MM. Jacques
Lacoursière, et
Pierre-Paul Noreau
lui ont rendu
hommage.



Remise du Prix de *L'Ancêtre*.



Mme Claire Boudreau, héraut d'armes adjoint du Canada et garde de l'armorial, a présenté et expliqué le symbolisme des **armoiries et du drapeau** de la Société de généalogie de Québec.



Conférenciers et animateurs des ateliers ont su capter l'intérêt des gens tout au long de cette journée.





BRISER LE MUR DE PIERRES

par Marielle A. Bourgeois (5065)

Native de Montréal, de souches canadienne-française, acadienne et allemande, Marielle A. Bourgeois est diplômée universitaire, à Montréal et en Virginie, aux États-Unis. Comme conseillère financière, elle a voyagé partout dans le monde. Grâce à son cousin, le père Georges-Henri Courmoyer, généalogiste au service du gouvernement du Québec, elle s'est intéressée jeune à la recherche généalogique au Canada, aux États-Unis, et par la suite en Europe et ailleurs. En tant qu'écrivaine, conférencière et généalogiste-recherchiste, elle communique ses connaissances en histoire et en généalogie et offre ses services dans plusieurs pays. Ses articles ont paru dans diverses revues d'histoire et de généalogie, en français et en anglais. Ses trois conférences présentées à Paris, France, lors du Colloque international de généalogie de 2005, seront prochainement publiées en Europe.

Courriel : amarielle@yahoo.com Téléphone : 805 683-7768 Site Web : www.ancetres-ancestry.com

Résumé

De nombreux descendants de Canadiens installés aux États-Unis communiquent à l'occasion avec l'auteure, car ils ont de la difficulté à retrouver leurs souches françaises, au Québec ou ailleurs, du fait souvent que les prénoms et les noms de famille ont été changés ou anglicisés, pour de multiples raisons, soit à leur entrée aux États-Unis ou au cours des ans. *Briser le mur de pierres* fournit un exemple de ce problème. L'auteure peut aussi aider les Canadiens qui désirent retracer leurs cousins américains.

Pour plusieurs personnes, retrouver leurs ancêtres n'est pas évident. Les francophones de l'extérieur du Québec ont souvent de la difficulté à localiser leurs ancêtres au Canada, ou en Europe, car leurs noms ont été changés, ou transformés et parfois anglicisés.

Malgré une recherche de plus de sept ans pour trouver ses ancêtres maternels nommés **Bushway**, Elmo Cloutier, de Keene, New Hampshire, n'avait pas réussi à « briser le mur de pierres » (une expression en recherche généalogique qui signifie trouver ce qui empêche un chercheur de retracer ses ancêtres). Suivant les conseils d'un cousin, Elmo m'avait contactée pour que je lui suggère des pistes. Je lui ai donc demandé de me fournir tous les renseignements qu'il avait accumulés.

CE QUE NOUS CONNAISSONS DE L'ÉNIGME

Nous connaissons trois générations de Bushway aux États-Unis. Les deux dernières générations étaient celles de ses parents Rose Bushway et Elmo J. Cloutier Sr., et de ses grands-parents, George Bushway et Emma Weiber. Nous savions également que l'arrière-grand-père d'Elmo se nommait **Thomas Bushway**, et qu'il avait vécu vers 1850, il y a quelque 150 ans.

Une copie du certificat de mariage de ses arrière-grands-parents, enregistré dans l'État du New Hampshire, indique que **Thomas Bushway** s'était marié à Canaan, New Hampshire, avec **Dilima Aubertin**, de West Thetford, Vermont, le 5 mai 1865, âgés respectivement de 19 et 18 ans¹. Ce document précise que les parents de l'époux étaient **Charles Bushway** et **Julia Miller** et ceux de l'épouse, **Martin Aubertin**, du Canada, et **Margret** (aucun nom de famille indiqué).

Nous savions donc que les ancêtres d'Elmo avaient une ascendance canadienne, ce qui est souvent le cas pour les habitants de la Nouvelle-Angleterre.

ERREURS D'INSCRIPTION GÉOGRAPHIQUE ET PHOTOS DES PIERRES TOMBALES

Le certificat de mariage indique que le lieu de naissance du marié est Three Rivers, P.E. et celui de la mariée, Bushville, P.E. (les initiales étaient difficiles à lire). Elmo avait supposé que les initiales signifiaient Prince Edward Island (l'Île-du-Prince-Édouard). Il n'avait cependant pas trouvé de Bushway dans cette province canadienne. Je doutais qu'il s'agisse de l'Île-du-Prince-Édouard, car je ne trouvais pas d'endroit nommé Three Rivers (Trois-Rivières) dans cette île.

En revanche, une ville importante nommée Trois-Rivières (ou *Three Rivers* en anglais) se trouve au Québec et j'ai pensé que le ministre du culte s'était trompé en inscrivant le nom de la province sur le certificat de mariage, ou que nous avions mal interprété ces initiales. J'ai donc cherché des Bushway au Québec, mais sans succès.

Sachant que des renseignements importants se trouvent souvent sur les pierres tombales, j'ai demandé à Elmo de se rendre au cimetière où ses arrière-grands-parents avaient été enterrés et de photographier les pierres tombales de Thomas et de son épouse Dilima. Les photos furent bien utiles. Elles confirmaient que le nom de l'ancêtre d'Elmo était **Thomas Bushway** et nous indiquaient sa date de naissance – **le 21 avril 1846** – un renseignement important que nous ne connaissions pas encore².

Le nom de l'épouse de Thomas qui y figurait était **Delema Hobert**, et non pas Dilima, et encore plus important,

¹ Mariage, *Thomas Bushway et Dilima Aubertin*, 5 mai 1865, Canaan, N. H.

² Pierre tombale indiquant la naissance de *Thomas Bushway*, 21 avril 1846, cimetière de Canaan, N. H.

le nom de famille était **Hobert**, et non **Aubertin**, comme nous l'avions vu sur leur certificat de mariage. Sa date de naissance était le **27 décembre 1847**³. J'en conclus que le nom français Aubertin avait été anglicisé en Hobert à un moment donné, sans doute aux États-Unis.

Par chance ou par coïncidence, il y a quelques années, j'ai fait un voyage aux États-Unis d'ouest en est et j'en ai profité pour m'arrêter à Manchester, New Hampshire, et passer quelque temps à la bibliothèque de l'*American-Canadian Genealogical Society* pour vérifier des documents. Je voulais faire tomber le mur de pierres auquel Elmo faisait face, afin de lui permettre de retrouver ses ancêtres et ses racines canadiennes.

Un ancien président de la société de généalogie, Roger Lawrence, a pris le temps de vérifier avec moi à l'écran plusieurs microfilms de certificats de mariage de la Nouvelle-Angleterre. Après de nombreuses heures de recherche, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il n'y avait là aucune trace des parents de Thomas Bushway.

ET SI ON JOUAIT AU DÉTECTIVE

Dans pareil cas, je mets le chapeau de Sherlock Holmes, ou du détective Hercule Poirot, et j'explore d'autres possibilités, comme supposer un changement de nom et le répéter à haute voix.

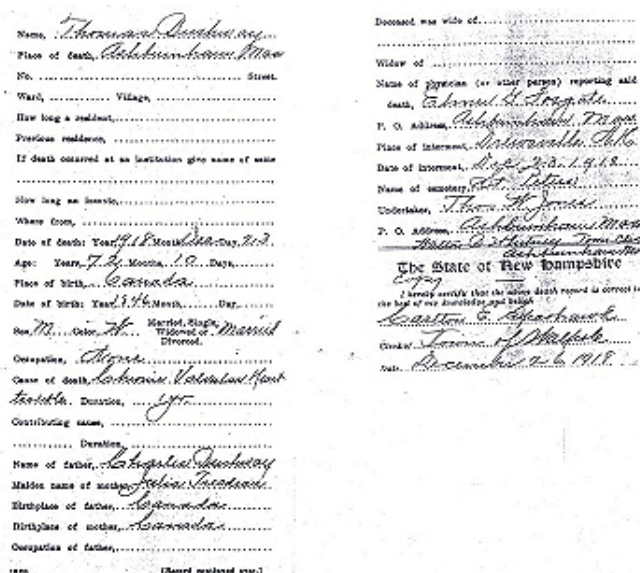
M. Lawrence m'apprit que Thomas Bushway, et aussi son père Charles, ne portaient probablement pas le nom de famille originel de leurs ancêtres lorsque ceux-ci sont arrivés aux États-Unis. Il pensait que le nom Bushway était une anglicisation d'un nom français, en supposant que leurs ancêtres venaient de la province de Québec.

Comme il n'y avait aucun **Bushway** dans la région de Trois-Rivières, ou dans la province de Québec, ni dans les sources que j'avais vérifiées – les dictionnaires Tanguay et Jetté, ainsi que les mariages compilés dans les volumes de la collection Drouin ou dans les dossiers PRDH –, la question importante devenait « **Quel était le nom français avant qu'il devienne Bushway?** »

J'ai donc répété le nom **Bushway**, à haute voix, à multiples reprises, une technique qui aide souvent à figurer le nom originel. J'ai finalement entendu le nom **Bourgeois**, mon propre nom de famille. Puisque le père de Thomas se nommait Charles, j'ai décidé de chercher, au Québec, un Charles Bourgeois qui se serait marié à une Julia (ou Julie) Miller (ou Maillet ou Millet). Malheureusement, je n'ai trouvé aucun Charles Bourgeois marié à une personne ayant eu un prénom semblable à Julia ou Julie Miller. Je ne pouvais donc toujours pas retrouver le mariage du père de Thomas ou déterminer à quel endroit et dans quelle paroisse Thomas avait été baptisé. Alors, que faire?

LES DOCUMENTS CONTIENNENT PARFOIS DES ERREURS

J'ai décidé d'aller vérifier le certificat de décès de Thomas Bushway. Je me suis rendue aux archives de Concord, au New Hampshire, pour voir ce document. Sur une pile de dossiers, qui n'étaient pas classés par ordre alphabétique, parmi les noms qui commençaient par la lettre B, le premier était précisément celui de Thomas Bushway. C'était comme si le document attendait d'être découvert ...



Acte de décès de Thomas Bushway. Source : l'auteure

Le certificat de décès confirmait que le nom était bien celui de Thomas Bushway, décédé le 23 décembre 1918, à Ashburnham, Massachusetts. Les noms des parents de Thomas étaient indiqués ainsi : **Charles Bushway** et **Julia Trudeau**, tous deux du Canada⁴. **Trudeau n'est pas Miller**. Le détective en moi était aux oiseaux! Nous avons aussi trouvé un autre document sur le décès d'un frère de Thomas Bushway, nommé Charles Bushway fils. Ce document confirmait que les noms des parents étaient Charles Bushway père et Julia Trudeau. J'étais alors certaine que la mère de Thomas se nommait **Julia (ou Julie) Trudeau** et non pas Miller.

Une fois cette pièce importante de notre casse-tête connue, nous sommes retournés à l'*American-Canadian Genealogical Society*, à Manchester. Connaissant la date de naissance de Thomas – 21 avril 1846 – renseignement trouvé sur sa pierre tombale, j'ai vérifié, dans les répertoires de la province de Québec, les mariages des paroisses dans un rayon de 60 milles de Trois-Rivières, espérant y trouver un bébé Bourgeois, prénommé **Thomas**, né le **21 avril 1846**. J'ai soudain découvert l'extrait de baptême d'un garçon nommé **Damase Bourgeois**, né le

³ Pierre tombale indiquant la naissance de *Delima Hobert*, 27 décembre 1847, cimetière de Canaan, N. H.

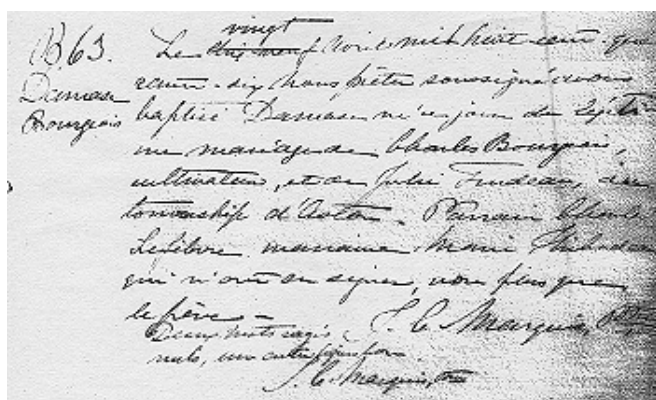
⁴ Décès, *Thomas Bushway*, 23 décembre 1918, Ashburnham, Massachusetts, archives de Concord, N. H.

20 avril 1846. Le prénom Damase sonne phonétiquement comme **Thomas**. Le baptême avait eu lieu à l'église de Saint-Grégoire, située sur la rive sud du Saint-Laurent, face à Trois-Rivières. Les parents de cet enfant étaient **Charles Bourgeois et Julie Trudeau**. C'est avec un large sourire que j'ai alors crié « Bingo! ».

DAMASE BOURGEOIS, ALIAS THOMAS BUSHWAY

Les gens changent plus que leur adresse lorsqu'ils émigrent dans un nouveau pays. Comme les saisons et le firmament qui changent au fil du temps, les gens laissent peu de traces de leur identité antérieure.

Je n'arrive pas à m'expliquer comment quelqu'un a pu inscrire Julia Miller comme nom de la mère de Thomas Bushway, alors qu'en fait elle s'appelait Julie Trudeau. Cette erreur avait conduit Elmo sur une bien mauvaise piste pendant plusieurs années.



Acte de baptême de Damase Bourgeois. Source : l'auteur.

RETRACER LES RACINES ANCESTRALES

Une fois le nom de famille originel découvert comme étant **Bourgeois**, j'ai pu retrouver au Québec les ancêtres Bourgeois d'Elmo sur de nombreuses générations, jusqu'à Jacques Bourgeois, chirurgien, parti de La Rochelle en France, en mai 1641, sur *Le Saint-François* pour l'Acadie⁵. Comme nous le savons, l'Acadie d'autrefois englobait des régions aujourd'hui connues sous les noms de Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard et une partie de l'État du Maine.

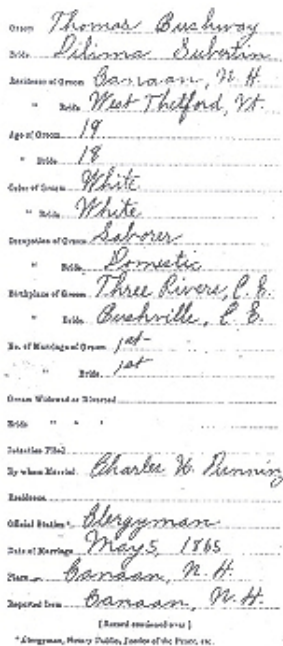
Thomas Bushway, alias Damase Bourgeois, faisant partie de la 7^e génération de Bourgeois en Amérique, Elmo Cloutier est de la 10^e génération et ses trois enfants, Jeremy, Trevor et Nicole, forment la 11^e génération.

De ce côté-ci de l'Atlantique, le nom Bourgeois est devenu un nom acadien. Les mots Acadie ou Acadien nous rappellent le célèbre poème d'Henry Wadsworth Longfellow « Évangéline », qui décrit bien le désespoir de cette jeune femme, séparée de son fiancé Gabriel durant la

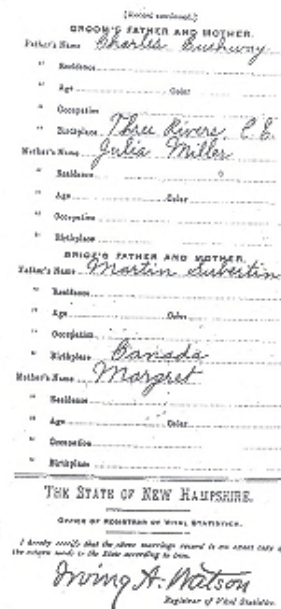
déportation des Acadiens de 1755, par les Britanniques. On estime entre 16 000 et 18 000 le nombre de personnes qui ont perdu la vie quand les Acadiens furent dispersés un peu partout dans le monde⁶. Selon la légende, Évangéline tenta toute sa vie de retrouver son fiancé. Elle découvrit finalement son Gabriel en Louisiane, au moment où il s'appretait à quitter ce monde.

Je décris la lignée ancestrale d'Elmo pour donner une idée à quel point ces personnes ont été déplacées dans différents endroits au cours des époques :

- Jacques Bourgeois, chirurgien, marié à Jeanne Trahan, à Port-Royal, Acadie.
- Germain Bourgeois, fils de Jacques, épouse Madeleine Dugas, à Port-Royal, Acadie; c'était le 2^e mariage de Germain.
- Claude Bourgeois, fils de Germain, épouse Marie Leblanc, à Port-Royal, Acadie. Ils furent déportés. Leur mariage a eu lieu durant ou immédiatement après la déportation.
- Germain Bourgeois, fils de Claude, épouse Ludivine Élisabeth Belliveau pendant leur exil. Leur mariage fut reconnu en 1776 au Québec.



Acte de mariage de Thomas Bushway. Source : l'auteur



MARIAGES CÉLÈBRÉS AU QUÉBEC

- Joseph-Hoséa Bourgeois, fils de Germain, de Saint-Jacques-de-l'Acadian, marié à Marguerite Gertrude Thibodeau. C'était le 2^e mariage de Joseph-Hoséa. Le couple viendra s'établir aux États-Unis avec plusieurs de leurs enfants.

⁵ Liste des passagers, navire *Le St-François*, 8 mai 1641, partant de La Rochelle pour l'Acadie.

⁶ Pierre-Maurice Hébert, *Les Acadiens du Québec*, Éditions de l'Écho, Montréal, 1994.

- Charles Bourgeois (Bushway), fils de Joseph-Hoséa, épouse Julie Trudeau. La paroisse où eut lieu le mariage n'a pas encore été trouvée.

MARIAGES CÉLÉBRÉS AU NEW HAMPSHIRE

- Damase Bourgeois, alias Thomas Bushway, fils de Charles, épouse Délima Aubertin (Hobert), à Canaan, N. H.
- George Bushway (Bourgeois), fils de Damase alias Thomas, épouse Emma Weiber, à Walpole, N. H.
- Rose Bushway (Bourgeois), fille de George, épouse Elmo J. Cloutier père, à Walpole, N. H.
- Elmo J. Cloutier fils épouse Kimberley A. Wyman, à Walpole, N. H.

LA DISPERSION DES ACADIENS

À la 3^e génération de Bourgeois en Acadie, Claude Bourgeois, le père, son épouse Marie Leblanc, et sept de leurs onze enfants, furent déportés au Massachusetts⁷. Les enfants de Claude et de Marie, qui furent déportés, étaient : Germain, Joseph-Abel, Amand, Amable, Anastasie, Nathalie et Marguerite. Leurs autres enfants, Marie-Madeleine, Élisabeth, Gertrude et Pierre-Benjamin, furent séparés durant la déportation, de leurs parents et des membres de leur famille. Pierre-Benjamin, qui évita la déportation en se cachant dans les bois, est l'ancêtre d'un grand nombre de Bourgeois du Nouveau-Brunswick⁸.

Germain, fils de Claude, et ancêtre d'Elmo J. Cloutier, était jeune au moment de la déportation. Il se maria plus tard à Ludivine Belliveau, en exil et en l'absence de prêtre pour bénir leur union. En 1763, le traité de Paris entre l'Angleterre et la France marquait la fin de la Guerre de Sept Ans. Le traité permettait enfin aux Acadiens de vivre dans un endroit où ils pourraient parler le français et pratiquer la religion catholique.

Germain, trois de ses frères et sa sœur se sont joints à une grande caravane qui marcha, du Massachusetts, plus de 900 milles (1 500 km), en traversant la Nouvelle-Angleterre et la région du lac Champlain, pour finalement arriver au Québec. Ils se sont établis dans la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, comté L'Assomption, paroisse créée par les Acadiens pour les Acadiens⁹.

La Louisiane a accueilli de nombreux Acadiens en 1765 et par la suite. Plusieurs d'entre eux, qui avaient été déportés dans les colonies britanniques et en Europe, vinrent aussi en Louisiane, là où les Acadiens sont connus sous le nom de Cajuns, un dérivé du mot A-ca-diens.

Pendant que je faisais cette recherche, j'ai réalisé que je suis apparentée de loin à Elmo. Nous avons un important

ancêtre en commun, Jacques Bourgeois, le chirurgien venu de France en mai 1641, sur le navire *Le Saint-François*. Jacques épousa Jeanne Trahan en Acadie. Dans les générations suivantes, Elmo descend de Germain, le fils cadet de Jacques, tandis que mon ancêtre est Charles, le fils aîné de Jacques.

Tous les Bourgeois d'Amérique ne descendent pas de Jacques, le chirurgien; mais, un fort pourcentage d'entre eux tirent leur origine de cet aïeul à la nombreuse postérité. Entre autres choses, il a découvert et fondé la région de Beaubassin (aujourd'hui nommée Amherst), à la frontière du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse. Certains descendants de Jacques Bourgeois ne portent pas le nom Bourgeois, car il a été transformé en **Bercas, Blaise, Bushway, Burgess**, et en d'autres noms et formes anglicisés du nom de famille originel.

À LA RECHERCHE DE VOTRE ANCÊTRE

Si vous faites des recherches de noms acadiens datant d'avant 1755, je vous suggère de chercher dans les provinces maritimes et dans l'État du Maine. Par contre, si vous cherchez dans la période suivant la déportation des Acadiens de 1755, vous pouvez vérifier dans les cinq « Cadies » du Québec - L'Acadie, Saint-Jacques-de-l'Achigan, Saint-Gervais, Bonaventure et Carleton - qui furent fondées par les Acadiens pour les Acadiens. Si vos recherches touchent la Louisiane, étudier les travaux du révérend père Donald Hébert serait fort utile¹⁰.

Si vous avez dans votre ascendance un ou plusieurs des noms indiqués ci-dessous, du sang acadien circule probablement dans vos veines. Les noms acadiens qui remontent au début de l'Acadie sont :

Allain, Amirault, Arsenault, Aucoin, Babin, Bastarache, Belliveau, Benoît, Bergeron, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourg, Bourgeois, Bourque, Brault, Brosseau, Broussard, Brun, Bujold, Caissie, Chiasson, Comeau, Cormier, Corporon, Cyr, Daigle, Deveau, deForet, d'Entremont, Douaron, Doucet, Dugas, Dupuis, Gaudet, Gautreau, Girouard, Guédry/Guidry, Hébert, Kessy, Landry, Langlois, LeBasque, LeBlanc, Lebrun, Léger, Maillet, Martin, Melanson, Mius (d'Entremont), Mouton, Olivier, Pellerin, Petitpas, Pitre, Poirier, Préjean, Quessy, Richard, Robichaud, Thériault, Thibodeau, Trahan et Vincent.

Le Congrès mondial acadien s'est tenu en Nouvelle-Écosse en 2004, du 31 juillet au 15 août. Ces célébrations donnèrent aux Acadiens de tous les coins du monde la possibilité de se retrouver, de chanter, manger, danser et fêter ensemble. J'ai eu l'occasion de donner sept conférences dans

⁷ Marielle A. Bourgeois, *Qu'arriva-t-il aux Acadiens durant la Déportation ?* Pièce de théâtre présentée au Congrès mondial acadien, Louisiane, 1999; Marielle A. Bourgeois, B. P. 31172, Santa Barbara, Californie 93130, États-Unis, 1999.

⁸ Paul-Pierre Bourgeois, *À la Recherche des Bourgeois d'Acadie*, Tribune Press Ltd, Sackville, Nouveau-Brunswick, Canada, 1994.

⁹ Pierre-Maurice Hébert, *op. cit.*

¹⁰ Révérend Donald Hébert, *Southwest Louisiana Records, 31 volumes*, Avril 1974, Hébert Publications, Rayne, Louisiane, États-Unis.



Église Sainte-Famille de Boucherville.
Collection de l'auteur.

des familles durant ce congrès. Ce fut une expérience inoubliable.

J'espère que cet article rendra l'espoir aux gens qui ont des difficultés à retrouver leurs ancêtres.

LA LIGNÉE MATERNELLE – AUBERTIN

Comme nous avons vu, du côté maternel, l'épouse de Damase Bourgeois (Thomas Bushway) était Rose-Délina **Aubertin**, de Boucherville, Québec. Les parents de Rose-Délina étaient Martin Aubertin et Marguerite Bernard-Carignan (ce nom composé avait été omis sur le certificat de mariage de Rose-Délina et Thomas, le 5 mai 1865, à Canaan, N. H.). Martin Aubertin et Marguerite s'étaient mariés dans la paroisse Sainte-Famille de Boucherville, au Québec, le 21 octobre 1844.

Nous avons remonté la lignée Aubertin jusqu'à Jean Aubertin, sergent de la compagnie de Mui, qui arrive au

Québec vers 1692. Il épouse Claire Françoise Gauthier, le 19 mars 1698, à Boucherville, à l'âge de 32 ans. Jean était né dans le Nord de la France, vers 1666, dans la paroisse Saint-Michel de Grand-Fayt, arrondissement Avesnes-sur-Helpe, archevêché de Cambrai, Pas-de-Calais. Ses parents étaient Nicolas Aubertin et Claire Joannette¹¹.

MAISON HISTORIQUE AUBERTIN

Elmo et moi avons célébré nos découvertes en allant voir l'église Sainte-Famille et en visitant la maison familiale Aubertin, reconnue comme un site historique de Boucherville. Elle est située près du fleuve Saint-Laurent, avec au loin une vue de la ville de Montréal et de l'emplacement de l'Exposition universelle de 1967, sur l'île Sainte-Hélène.

Avec l'aide du bedeau de l'église Sainte-Famille, Elmo, qui a dû se mettre à genoux pour y arriver, a pu aller sous l'église toucher le tombeau de son ancêtre Jean Aubertin, le premier de ce nom venu au Québec. Il ne pouvait se rendre plus près de ses ancêtres. ◀

¹¹ René Jetté, *Dictionnaire généalogique des familles du Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1983, p. 27.



Intérieur de l'église Sainte-Famille de Boucherville.
Source : www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/RPCQ/ photo 1645

ÉCHANGES DE REVUES

Tout organisme intéressé à échanger son bulletin ou sa revue portant sur la généalogie, l'histoire ou le patrimoine, en retour de la revue *L'Ancêtre*, peut contacter la Société au sgq@total.net

Merci de votre solidarité envers la généalogie.

45^e

EN IMAGES

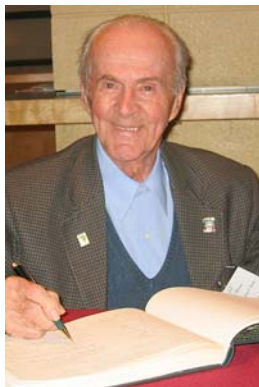
LUNCH ET LIVRE D'OR



Lors du dîner, la Société récompense les participants en attribuant, au sort, des DVD de la revue *L'Ancêtre*, et un forfait brunch, gracieuseté du Château Frontenac.



Au cours de la journée, auteurs, bénévoles, fondateur et gouverneurs ont accepté de signer le Livre d'or de la Société (ici un échantillon des signataires).

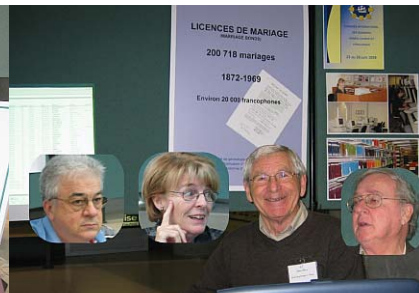




Des bénévoles de la Société et d'autres, en herbe, sont nécessaires pour la réussite d'un tel événement.



Le salon des exposants a été apprécié et très visité.



L'équipe du Congrès international des sciences généalogique et héraldique de 2008 a été présentée.



Mariette Parent, Denis Racine, Michel Banville, André G. Bélanger, Claire Boudreau, Régnald Lessard

Le banquet de clôture





ROBERT RIVARD DIT LORANGER (1638-1699) – PIONNIER DE BATISCAN

par Monique Loranger-Tessier (5015)

Née à Loretteville, Québec, en 1926, Monique Loranger-Tessier a fait son cours classique chez les Ursulines à Québec. Elle a fait des études en musique, puis obtenu un baccalauréat es arts, et un baccalauréat et une maîtrise en bibliothéconomie et bibliographie. Elle s'est engagée auprès des bibliothèques de Montréal, des associations de bibliothécaires, et est membre de la Corporation des bibliothécaires professionnels. Depuis sa retraite, elle fait des recherches en histoire, généalogie et musique. Elle a reçu le prix Montel en 1960.

Note : Cet article est dérivé d'une conférence donnée à la Société historique de Batiscan sous le titre *Batiscan et son histoire*, le 18 mai 2004, par Mme Monique Loranger-Tessier.

Résumé

Pionnier de Batiscan, Robert Rivard dit Loranger a occupé des terres dont la localisation pose problème. Ses descendants ont déserté les terres d'origine, mais dans l'impossibilité de rétablir la chaîne des titres de propriété, l'auteure a su poser, à l'aide de cartes anciennes et de recensements, des repères utiles à qui désire honorer le lieu du premier établissement.

J'ai demandé à mon brave premier aïeul, Robert Rivard dit Loranger, qui vit maintenant sous un ciel meilleur, de bien vouloir m'aider à trouver sa terre, s'il voulait que je la fasse connaître à sa nombreuse postérité. Or, il faut croire qu'il a bien intercédé auprès du Seigneur, puisque je l'ai trouvée! Je l'ai trouvée grâce à des années passées dans le milieu du livre et de la recherche, et aussi grâce à un certain acharnement. Michel Langlois, l'historien, dans son *Dictionnaire biographique des ancêtres québécois*, consacre deux pages à Robert Rivard. Jacques Saintonge, dans *Nos Ancêtres*, cinq petites pages, demi-format; Robert Prévost, dans son volume trois de *Les anciennes familles du Québec*, cinq pages sur les deux frères Rivard à la fois. Tous disent à peu près la même chose et se bornent aux premiers contrats. Il fallait donc trouver du neuf.

Le bon Robert est venu, au milieu du XVII^e siècle; il a défriché sa terre et fondé une famille. Batiscan le compte parmi ses premiers colons fondateurs... mais, pour localiser l'emplacement de la terre de cet ancêtre dans une seigneurie de 10 km de longueur, parmi celles de 30 colons qui reçoivent une censive le même mois, il fallait des points de repère, des indices sûrs! Ma curiosité respectueuse ne pouvait se limiter à des imprécisions! Il ne logeait pas à côté du presbytère, comme son frère aîné Nicolas, sur un lot facile à identifier; il était plus jeune, moins connu et avait une terre quelque part entre deux rivières. Il s'agissait de trouver une longueur de quatre arpents le long du fleuve, qui identifierait sans équivoque l'emplacement de la terre ainsi que le personnage, après 350 ans.

J'ai donc pris les premières cartes, les premiers plans, les premières listes d'arpenteurs, les premiers recensements : Guyon-Dubuisson en 1669, l'intendant Jacques Duchesneau

de la Doussinière et d'Ambault (1675-1682) en 1677 (je délaisse ici les recensements contestés; je ne prends que ceux qui ont été refaits et acceptés par les colons), Gédéon de Catalogne en 1709, De Lanaudière et Dupuys en 1725. Tous donnaient son nom en 8^e, ou 9^e, ou 10^e place, au sud-ouest de la rivière Batiscan. Plus tard, en 1733, le dénombrement très bien fait par les Jésuites, confirmera les 9^e et 10^e places comme emplacement du lot Rivard-Loranger. On y précise « *étant la dite terre, en la censive des Rév. Pères Jésuites, et envers eux, chargée des cens et rentes* ». Donc, la terre reçue des Jésuites, par Robert Rivard dit Loranger, le 22 mars 1666, était toujours occupée par les mêmes censitaires depuis 76 ans, en 1733; j'ajoute qu'elle le demeura jusqu'en 1770, c'est-à-dire durant plus d'un siècle.

Deux ans après son départ de Tourouvre, au Perche, soit en 1664 (contrat de mariage du 28 octobre 1664, greffe La Touche, Cap-de-la-Madeleine), Robert épouse une jeune fille de 14 ans, Madeleine Guillet; il en avait 26. Ils ont eu 12 enfants, dont sept garçons et cinq filles. Après 15 ans de défrichement, il a mis 30 arpents en valeur. Cependant, les Batiscanais parlent beaucoup de la traite des fourrures; Robert s'y intéresse et décide de partir. Nous sommes alors en 1689; il signe un contrat de trois ans et court les bois de l'Abitibi et du Témiscamingue, avec beaucoup de succès. Il revient, fonde sa propre compagnie (qu'on appela Compagnie royale) avec le notaire Roy-de-Chatellereault, et repart. Il est marié depuis 30 ans; sa famille est maintenant complète. Il entraîne ses fils dans les voyages; de nombreux voisins et villageois d'alentour font de même.

Quand j'étais jeune, et que j'étudiais l'histoire du Canada, je croyais que les coureurs de bois, ces errants, étaient tous des hors-la-loi, des mal famés, des impies... J'ai repris plus tard l'étude de l'Histoire et j'ai appris

avec étonnement que mon aïeul était de ces gens-là, que tout le village et les environs fournissaient des voyageurs à la traite des fourrures et que ces braves gens contribuaient énergiquement à l'essor économique du pays. Alors, j'ai révisé mes positions et j'ai admiré leur courage. Ils défiaient tous les obstacles, ils affrontaient la mort – j'en ai fait des héros!

Robert est mort relativement jeune, en 1699, à l'âge de 61 ans. C'est vraiment à ce moment-là que l'histoire de la terre des Loranger commence. Madeleine Guillet, son épouse, lui survit pendant 37 ans. Elle négocie, achète et vend selon les besoins. Dans les années 1720, elle occupe la terre avec son fils Nicolas, mais sans la vendre¹. Celui-ci vient de se marier et demeure sédentaire, sans faire de voyages, durant une dizaine d'années. D'ailleurs, Nicolas possède lui-même une terre de cinq arpents à Sainte-Geneviève de Batiscan; il est le deuxième voisin de son frère Claude, qui possède une terre de huit arpents le long de la rivière. Sur la première carte de Lanaudière, en 1721, le nom de Nicolas est inscrit à côté de celui de sa mère : ils occupent chacun une moitié de la terre; sur la deuxième carte, quand la chicane de clôture est enfin réglée entre les Lemoyne et les Gatineau, en 1725 (c'est pour cette raison que ces deux cartes, qui avaient été commandées, prirent quatre ans avant d'être finalisées), René-Alexis a remplacé sa mère et est devenu voisin de Nicolas sur le bord du fleuve². La mère avait déjà 75 ans. On sait par le notaire Normandin qu'il y eut vente et donation d'une moitié de terre et des bâtiments par Madeleine Guillet à son fils René-Alexis, le 9 mai 1723.

René-Alexis, le cadet des enfants de Robert, a maintenant 36 ans; il se marie en 1727. Madeleine, sa mère, lui fait don des terres paternelles en 1734³ (elle mourra en 1736, deux ans plus tard, à l'âge de 86 ans). Tout est maintenant entre les mains de René-Alexis, qui fonde sa propre famille et apprend vite à ses enfants le chemin des États-Unis. Il allait et venait entre Détroit et Batiscan, en trois mois. Après la mort de la mère, la terre a été négligée : René-Alexis la rachète aux enchères, en mars 1753⁴. Sur les huit enfants nés de René-Alexis Loranger dit Maisonville (dans l'Ouest aussi, on prenait

des surnoms) et de son épouse, Marie-Charlotte Lafond, quatre ont survécu et sont devenus les héritiers directs du vieux bien de Batiscan. C'est entre eux que la terre sera partagée, à parts égales, en 1763⁵, après la vente d'une pleine moitié à Antoine Trottier⁶, le 15 mars 1756. Cet Antoine Trottier, honorable marchand, eut un fils : Noël Trottier dit Labissonnière. De cette famille sera issu, deux siècles plus tard, le jeune Éric Labissonnière, marchand à son tour, qui vient de prêter sa terre à l'érection d'une pierre commémorative, que nous avons dévoilée le 18 mai 2004. Donc, la terre se morcelle et s'amenuise mais tout cela semble bien avoir été prévu par le père un an avant sa mort, qui survint en 1757. Il savait que ses enfants prendraient le chemin de l'Ouest, il leur en avait donné le goût. Les baptêmes de ses trois fils survivants sont enregistrés à Batiscan, mais on n'y trouve aucun mariage ni aucune sépulture. Leurs oncles, Claude Rivard dit Loranger et Mathurin Rivard dit Feuilleverte, font partie du convoi d'Antoine de Lamothe-Cadillac qui a fondé Détroit en juillet 1701. Claude connaissait la langue des Indiens et servait de truchement (interprète).



Maison de François Labissonnière à Batiscan
Source : BAnQ- E6, P-20145

Donc, vers 1770, trois des petits-fils du pionnier décédé ont quitté la terre natale pour l'Ouest américain, région de Détroit. Ils commencent là un autre défrichage, s'y établissent, font fortune dans le commerce et ne reviennent pas au Québec. Alexis y mourra en 1814, François sera fait prisonnier durant la Guerre de l'Indépendance américaine, avec le général Henry

¹ Nulle part, je n'ai trouvé de contrat stipulant cette vente. Il se peut que cette terre ait appartenu à Nicolas (1698-1760), fils de Claude.

² En date du 9 (ou du 29) mai 1723, le greffe D. Normandin mentionne une vente et donation d'une moitié de terre et bâtiments situés à Batiscan, par Madeleine Guillet, à René, son fils (voir aussi Banque Parchemin).

³ 24 février 1734 (contrat Pollet) : abandon de droits successifs et immobiliers par François Rivard et Madeleine Guillet (veuve de Robert Rivard dit Loranger) à René Rivard dit Lorengé, leur frère et beau-frère

⁴ Greffe Jean-Baptiste Decharny.

⁵ Greffe Duclos, 14 juillet 1763.

⁶ Greffe Jean-Baptiste Decharny. Pièces judiciaires et notariales; actes notariés détachés de leur greffe (1638-1759).

Hamilton, gouverneur de la ville, et sera condamné à mort⁷. Alexis, son frère, d'un caractère doux et conciliant, plaide sa cause et obtient sa grâce, mais François, découragé, se suicide dans sa prison (il avait marié une Indienne et aurait été partiellement scalpé). Le général fut simplement muté; cela se passait en 1778. Que devint alors la part de François à Batiscan? Pourquoi ce déplacement des petits-fils de Robert, vers l'Ouest? L'exemple du père et du grand-père y est pour quelque chose. Les nombreux voyages de traite les y avaient préparés. Leurs enfants obtenaient alors de grands terrains dans un pays encore vierge où les rivières étaient poissonneuses⁸, le climat plus chaud et les Indiens, avec qui ils faisaient le troc des fourrures, généralement alliés. Quand je dis « poissonneuses », on rapporte alors jusqu'à 50 000 prises en une seule nuit, que l'on vendait entre 3 \$ et 4 \$ le cent. Durant ce temps à Batiscan, la terre passait en d'autres mains, par les ventes, les alliances et donations parentales. Il n'y a plus aucun Loranger sur le recensement de 1781. Je dis cela avec un peu de tristesse. Que devenait alors la fidélité au sol natal, à la terre des aïeux, à la langue de chez nous?⁹

Cent ans de possession, ce n'est pas beaucoup! Je prends ici l'exemple de mes grands-parents maternels qui sont des Grandmont, de Champlain (ils occupent la deuxième maison, passé la rivière), dont les descendants vivent encore, après 350 ans d'occupation, sur la terre des aïeux maintenant retirés sur une parcelle de celle-ci. Comme il est facile d'établir la chaîne des titres de leur propriété! Et quelle fidélité! Ils font partie, à juste titre, de ce qu'on appelle « la noblesse rurale du Québec »¹⁰.

Robert Rivard a pris le surnom de Loranger, quand il arriva en Nouvelle-France. Son frère a pris celui de Lavigne. Je dis souvent que tous les Loranger d'Amérique descendent de Robert. Mais que de contractions dans les noms de familles et que de massacres dans leur orthographe! Je dis contractions et massacres, parce qu'on trouve parfois des La Rangée, Laurarée, Laurence (Laurance), La Jaunege, etc.

Deux Lorange (L'Orange) bien identifiés (Louis Dauvernier dit Lorange, de Normandie¹¹ et Noël Laurence dit Lorange¹²), sont arrivés en Nouvelle-France, en 1665,

avec le régiment Carignan-Salière, et sont demeurés en Amérique par la suite. La rue Lorange, à Repentigny, porte leur nom.

Lorange, comme nom de famille, fut attribué probablement d'après un lieu, la ville d'Orange dans le Vaucluse, dans le sud de la France, près d'Avignon¹³. Certains immigrants changeaient leur nom en arrivant au Canada, parce qu'ils étaient des Huguenots pourchassés par le roi de France, ou pour d'autres raisons. Il y a même un navire de 250 tonneaux, nommé *L'Oranger*, qui arrive à Québec en 1666, avec le capitaine Raymond¹⁴.

On rapporte qu'en 1759, un Suisse venu de la ville de Genève, dénommé Gey (Geay) G E Y comme nom de famille et prénommé Laurent (donc, Laurent Gey), s'est marié à Québec¹⁵ : il aurait eu pour descendants des Loranger dont le nom s'écrit comme le nôtre. Le fait a été relaté sur Internet par un membre de la lignée¹⁶. Impliqué dans un conflit avec un officier britannique, Laurent Gey s'est affublé du nom commode de Joseph Loranger pour échapper à la justice, et ses descendants ont gardé le nom. Il y a donc des Gey dit Loranger et même des Gey Rivard-Loranger (en quête d'identité). Inutile de dire que ces Gey ne sont pas d'authentiques Loranger, ni ceux de la vallée du Richelieu qui changèrent leur nom durant les Troubles de 1837-1838, pour ne pas être reconnus.

Ce n'est pas tout de déterminer l'emplacement d'une terre en l'année X, en mémoire de nos aïeux. Il faut aussi savoir à quel endroit se situe cette terre aujourd'hui. Les documents officiels du XIX^e siècle ne donnent pas beaucoup de Rivard ni de Loranger à Batiscan; un peu plus dans la Mauricie, dans les comtés de Champlain et de Portneuf. Les ancêtres Loranger se sont éparpillés un peu partout dans la belle Province. Le fait que j'aie inséré tant de recensements et de listes de tous genres dans mon livre prouve bien leur absence dans ces comtés. Voyez vous-même, ils n'y sont pas. D'après la recherche téléphonique 411, en 2004 au Québec, il y a 460 familles Loranger¹⁷. Comparez avec les Tremblay, 41 000 familles; les Gagné, 17 000; et les Lévesque, 16 000. Pourtant, Tanguay donne 238 Percherons arrivés en Nouvelle-France au XVII^e siècle... Le Perche n'est pas grand. Plus du quart de ces immigrants venaient de Tourouvre et de Mortagne.

⁷ *The John Askin papers*. Ed. by Milo M. Quaife. Detroit Library Commission, c1928-31. 2v. (The Burton Historical Records, 1-2) Detroit Public Library.

⁸ Coupure de presse reçue avec autres références de la Burton Historical Collection, Detroit Public Library.

⁹ Yves Duteil, chansonnier français et poète.

¹⁰ Comité des anciennes familles. *Le livre d'or de la noblesse rurale, canadienne-française*. 1909. 131 pages. (sans éditeur) page 95.

¹¹ Régis Roy et Gérard Malchelosse. *Le Régiment de Carignan*, G. Ducharme 1925, p. 89.

¹² Michel Langlois. *Dictionnaire biographique des ancêtres québécois*,

tome III, p. 147.

¹³ Marie-Thérèse Morlet. *Dictionnaire étymologique des noms de famille*, Perrin, Paris, p. 636.

¹⁴ J.F. Bosher. *Négociants et navires du commerce avec le Canada*, renseignements du notaire Teuleron - 8/12/1675) 5.

¹⁵ Cyprien Tanguay. *Dictionnaire généalogique des Familles canadiennes*, E. Senécal, Montréal, 1871-1890, vol I, p. 352.

¹⁶ Forum des Rivard, http://groups.yahoo.com/group/rivard_forum

¹⁷ Bottin du 411.

J'aurais bien voulu trouver un recensement des Jésuites, qui aurait été fait dans les années 1825-30, avant l'abolition du Régime seigneurial. Aux Archives nationales du Québec, à Québec, les archives des biens des Jésuites sont conservées dans leurs copies originales, très bien classées, avec un savant index. On trouve quelques listes de censitaires, mais pas de cadastres, pas de plans. Les 16 bobines du notaire Louis Guillet n'ont rien donné non plus. Peut-être qu'un certain notaire paléographe, épluchant tous les contrats Rivard, et Rivard-Loranger, en reculant patiemment de 2004 à 1664, trouverait quelque chose. J'ai tenté l'expérience seulement pour le lot 109 de Batiscan. Et j'ai trouvé, au XX^e siècle, 213 ventes de terrains, sans compter les cessions, obligations, hypothèques, donations, testaments, etc. Bon succès à qui voudra s'y aventurer!

La terre de Robert Rivard-Loranger n'a pas bougé, bien sûr. Tout au plus, le fleuve a-t-il rongé ses bords et l'automobile amené le redressement de son chemin. Cette terre se trouve maintenant aux lots numéros 105-109 et 116, situés côte à côte, sur le chemin du Roy, à 1,2 kilomètre du pont de Batiscan.

Comment ai-je fait pour localiser sa terre sans pouvoir établir une chaîne de titres sur plus d'un siècle? Les échelles d'équivalences, qui apparaissent sur les plans des ingénieurs et des arpenteurs, sont très précises (surtout si on utilise une règle de métal). Sur le cadastre toujours en vigueur depuis 1879, on suit une échelle de cinq arpents au pouce. La terre de Robert Rivard dit Loranger est située à 39 arpents, en partant du nord-est de la terre de l'ancienne église (lot n° 209), et à 20 arpents au sud-ouest de la rivière Batiscan, en

partant de la pointe de la rive droite de la rivière qui s'avance le plus profondément dans le fleuve, le bord ayant été grugé par les eaux au cours des années 18. Cela nous mène aux lots 105-109 et 116, soit un espace de 768 pieds en mesures anglaises, 9^e et 10^e places à partir du bord de la rivière.

« Honneur aux pionniers », dit la stèle. On a célébré récemment le 340^e anniversaire du mariage de Robert Rivard dit Loranger avec Madeleine Guillet, et on a dévoilé officiellement la pierre commémorative récemment posée sur leur terre, en souvenir de leur courage et de leur labeur. Pour nous toutes et tous, leurs descendants, je demande au père de famille et au défricheur ainsi honoré, la bénédiction qu'il donnait autrefois à ses enfants. ◀



Dévoilement de la pierre commémorative de Robert Rivard-Loranger, le 26 septembre 2004, sur le terrain d'Éric Labissonnière, route 138, Batiscan. Collection de l'auteure.



Construction du pont permanent sur la rivière Batiscan (construction terminée vers 1924).

Source : BAnQ- E6, P-5643

¹⁸ Ce fait du travail de l'eau sur les bords de la rivière est mentionné dans le document de D. Plamondon, 1720, intitulé *Raisons qu'on a eues pour déplacer les bornes qui nous séparaient du Sieur Gatineau*.



LES ROBITAILLE EN LA SEIGNEURIE DE GAUDARVILLE

par Lorraine Robitaille-Samson (1149)

Lorraine Robitaille-Samson est l'instigatrice de l'Association des familles Robitaille, car c'est elle qui a pris les informations auprès de la Fédération des familles souches et a convoqué un noyau de Robitaille à la réunion de fondation. Elle a été secrétaire de l'Association durant les deux premières années, de 1989 à 1991. Auparavant, elle avait écrit un livre, *La famille de Pierre Robitaille de père en fils en la Seigneurie de Gaudarville*.

Résumé

Tous les Robitaille d'Amérique descendent de deux frères qui se sont établis sur des terres de la Seigneurie de Gaudarville, en 1670. Pierre Robitaille, marié à Marie Maufait, a eu une descendance nombreuse, tandis que Jean Robitaille, marié à Marguerite Buletez, a eu une descendance plus restreinte, les premières générations ne comptant qu'un seul enfant mâle. Un troisième frère, Nicolas, s'établit aussi sur une terre voisine à la même période, dans la Seigneurie de Gaudarville, mais n'eut aucune descendance et retourna éventuellement en France. Quant au quatrième frère, Philippe, il émigra en Nouvelle-France en 1693. Il séjourna sûrement quelque temps chez ses frères à L'Ancienne-Lorette, puis s'établit dans la région de Montréal. Il eut quatre garçons et une fille qui ne laissèrent aucun descendant. Les quatre frères avaient comme parents Jean Robitaille et Martine Cormont, et leur père était laboureur en Artois, une région du Nord-Est de la France. Voici donc l'histoire de ces quatre frères en Amérique et leurs liens avec la Seigneurie de Gaudarville.

PIERRE ROBITAILLE ET MARIE MAUFAIT

Des quatre frères Robitaille venus s'établir en Nouvelle-France, Pierre est l'ancêtre de la plupart d'entre nous. Peu après son arrivée, le 24 novembre 1670, à l'âge de 18 ans, il signe devant le notaire Gilles Rageot un contrat de concession de terre pour un lot situé en la paroisse Notre-Dame-de-l'Annonciation de L'Ancienne-Lorette, dans la Seigneurie de Gaudarville. Cette seigneurie avait été concédée à Jean de Lauson, gouverneur, qui l'a ensuite léguée à son fils Louis, et son nom lui vient de la mère de Louis, Marie Gaudart. Deux ans plus tard, le 20 mars 1672, devant le même notaire, Pierre signe un autre contrat de concession de terre avec les

pères Jésuites, cette fois pour un lot dans la seigneurie voisine de Saint-Gabriel. Il avait peut-être vu trop grand car en octobre 1674, il se départit de quelques arpents, diminuant ainsi les cens et rentes qu'il devait payer annuellement.

Enfin, cinq ans après son arrivée, Pierre épouse Marie Maufait. Marie est née à Québec le 13 octobre 1661, et est âgée de 14 ans à son mariage. Son père, Pierre Maufay, habitant de la côte Saint-Michel, est le fils de Toussaint et Jacqueline Bénard, de Saint-Côme-de-Vair, arrondissement Mamers, évêché Le Mans, en Maine (aujourd'hui Sarthe). Les futurs époux signent un contrat de mariage devant le notaire Pierre Duquet le 5 mai 1675. Marie est accompagnée de son père, de sa mère, Marie Duval, de sa soeur Jeanne et de son mari, Simon Allain, qui demeuraient sur une terre non loin de celle des Robitaille. Les parents de Marie promettent de fournir à leur fille : « la veille des espousailles une vache à laict et un cochon nourritureau, habiller leur dite fille le jour de ses noces suivant sa condition luy donner six chemises, six mouchoirs, six coiffes, une couverture, une chaudière, une paire de draps et six serviettes le tout neuf... »



Maison du domaine des Robitaille photographiée par Livernois vers 1900. Collection de l'auteure.

Signature de Pierre Robitaille (1651-1715) telle qu'elle apparaît au bas de son contrat de mariage établi par le notaire Pierre Duquet. Collection de l'auteure.

Malheureusement, on ne trouve pas trace du mariage Robitaille-Maufait dans les registres de L'Ancienne-

Lorette débutant en 1676; peut-être ce couple s'est-il marié à la mission de Sillery, où un incendie a détruit tous les documents vers 1680.

Marie Maufait assure la postérité des Robitaille en donnant une belle famille de 13 enfants à son mari, 10 garçons et 3 filles. Trois fils décèdent en bas âge : Romain 2 mois, Louis 5 ans et Claude 3 ans. Le deuil le plus cruel est sans doute celui de Charles, décédé à 26 ans. Nous n'avons aucune trace de Charlotte-Catherine.

Voici quel fut le destin de leurs autres enfants ayant convolé, cinq garçons et deux filles :

André, l'aîné, né le 16 et baptisé le 17 juillet 1678 par le père Pierre-Joseph-Marie Chaumonot, missionnaire, curé fondateur de la paroisse de L'Ancienne-Lorette. Il épouse Marguerite Hamel, fille de Jean et de Félicité Levasseur, le 19 janvier 1706 à L'Ancienne-Lorette. Ils auront trois fils, mais l'épouse décède le 31 mars 1711 à l'âge de 26 ans. Il se remarie deux ans plus tard, le 11 septembre 1713 à Notre-Dame-de-Foy, avec Françoise Catherine Chevalier, veuve de Denis Masse, et mère de deux enfants de 1 et 3 ans. Ils ont sept enfants dont deux décéderont en bas âge. André est inhumé à L'Ancienne-Lorette le 16 janvier 1736, l'âge de 58 ans.

Marie-Suzanne, baptisée le 16 août 1680. Elle épouse Guillaume Belot, fils de Blaise et de Hélène Calais, le 14 novembre 1707 à L'Ancienne-Lorette. Ils auront huit enfants. Elle est inhumée à Notre-Dame-de-Foy le 6 novembre 1760, à l'âge de 80 ans.

Pierre né le 11 et baptisé le 12 octobre 1682. D'après le registre paroissial de Notre-Dame-de-Foy, il épouse Madeleine Berthiaume le 27 novembre 1721. Née à Sillery en 1686, fille de Jacques et de Catherine Bonhomme, la mariée avait d'abord épousé Charles Danet (Danais), veuf de Catherine Brassard, père de deux enfants. Ils en auront cinq autres. La veuve Danet avait donc sept enfants lorsqu'elle se remarie en 1721. Cependant, les registres mentionnent que le père des six enfants de Madeleine Berthiaume, nés après 1721, est François Robitaille. Il y a probablement eu erreur dans l'acte de mariage, mais en serons-nous jamais certains?... Nous n'avons aucune trace de Pierre (devenu François?) après sa naissance, sauf ce mariage de 1721, à moins que ce soit François (voir plus bas) (par erreur appelé Pierre) qui ait épousé Madeleine Berthiaume, veuve Danet?

Jean, né en 1687. Il épouse Marguerite Meunier, fille de Mathurin et de Marie-Madeleine Meneux, le 26 janvier 1717 à L'Ancienne-Lorette. Ils auront 11 enfants, dont 3 fils et 3 filles qui se sont mariés. C'est lui qui est demeuré dans la maison paternelle. Jean est inhumé à L'Ancienne-Lorette le 13 novembre 1748, à l'âge de 71 ans. Marguerite Meunier se marie en secondes noces avec

Antoine Ouvrard, veuf d'Angélique Vézina, le 19 juillet 1751 à L'Ancienne-Lorette. Inhumée à L'Ancienne-Lorette le 18 avril 1774, à l'âge de 89 ans.

Marie-Agnès, née en 1689. Elle épouse Eustache Liénard Mondor dit Durbois, fils de Sébastien et de Françoise Pelletier, veuf de Marie-Madeleine Maufay, le 4 novembre 1715 à L'Ancienne-Lorette. Ils auront six enfants. Eustache Durbois est inhumé le 26 septembre 1749, à l'âge de 60 ans, et Marie-Agnès est inhumée le 28 décembre 1759, à l'âge de 70 ans, tous deux à L'Ancienne-Lorette.

François, né le 9 et baptisé le 11 octobre 1691 à Notre-Dame-de-Québec (voir Pierre). Il est décédé le 30 mars 1733, à l'âge de 40 ans. Madeleine Berthiaume est décédée le 27 décembre 1755 à l'âge de 69 ans.

Joseph, né le 25 et baptisé le 27 octobre 1693. Il épouse Catherine Drolet, fille de Pierre et de Catherine Routier, le 21 janvier 1722 à L'Ancienne-Lorette. Ils ont 12 enfants. Joseph est inhumé le 3 mars 1756 à l'âge de 63 ans et Catherine le 17 décembre 1782 à l'âge de 86 ans, tous deux à L'Ancienne-Lorette.

Romain, né et baptisé le 26 juillet 1696. Il épouse Marie-Françoise Lemarié, fille de Charles et de Françoise Sédilot, le 10 octobre 1723 à Notre-Dame-de-Foy. Ils auront sept enfants. Romain est inhumé le 3 décembre 1749, à l'âge de 53 ans, et Marie-Françoise le 8 avril 1774, à l'âge de 75 ans, tous deux à L'Ancienne-Lorette.

LA VAILLANCE DE L'ANCÊTRE

On reconnaît en l'ancêtre Pierre Robitaille un homme vaillant et entreprenant. Lors du recensement de 1681, il avait 30 ans et Marie 18, et étaient parents de deux enfants : André 4 ans et Marie 1 an. Ils possédaient « un fusil, 6 bêtes à cornes et 16 arpents en valeur ». En avril 1683, Pierre s'engage à nettoyer un arpent de terre et à « *enlever toutes les fredoches et les brûler, et autres bois ne laissant au plus 12 souche* » sur un lot appartenant à son beau-frère, Pierre Maufay, ceci pour la somme de 60 livres.

En 1693, après plus de vingt ans de travail, lorsque la famille compte déjà sept enfants, Pierre acquiert les concessions de ses deux frères, Jean et Nicolas. La ferme de Jean comporte alors, en plus de la terre, une maison « *de pièces de bois les unes sur les autres* » et un hangar « *entouré de pieux et couvert de paille* ». Nicolas avait donné verbalement sa concession à ses frères avant de retourner en France.

Pierre a affaire à la justice seulement une fois, lorsqu'il est poursuivi par Pierre Soullard, époux de Louise Prou. On ne saura jamais ce qui s'est vraiment passé, parce que le document de la Prévôté de Québec est abîmé et qu'on peut seulement y voir que Pierre

Robitaille est condamné à payer la moitié du prix d'une vache. Il s'exécute devant le notaire François Genaple le 7 mars 1702, en versant 24 livres en monnaie de cartes.

Le 18 janvier 1710, l'intendant Jacques Raudot ordonne l'arpentage officiel des terres de Pierre Robitaille et de Pierre Drolet, son voisin. Le 20 janvier de la même année, le seigneur Dustiné concède 19 arpents en superficie à Pierre Robitaille dans la Seigneurie de Saint-Gabriel. Notre ancêtre possède donc trois concessions dans la Seigneurie de Gaudarville, et deux dans la Seigneurie de Saint-Gabriel. De ce fait, il détient la plus grande superficie de terre à L'Ancienne-Lorette.

En 1715, notre ancêtre, maintenant âgé de 60 ans, est probablement très malade, puisqu'il signe un contrat de vente d'une partie de sa terre en faveur de son fils Jean et qu'il décède huit jours plus tard. Il lègue « une terre en habitation pour le prix de 800 livres ». Dans le contrat, il est aussi stipulé que pour trois ans de pension non payée, Jean donne 75 minots de blé à ses parents. Pierre Robitaille est inhumé le 8 mai. Les obsèques sont présidées par l'abbé François Dupré. À ce moment-là, seulement André et Marie-Suzanne étaient mariés. Six enfants adultes vivaient donc sous le toit paternel.

Le 29 avril 1716, comme le veut la loi, le notaire Bernard de la Rivière procède à l'inventaire des biens de Pierre. Il est très intéressant de constater, à partir de ce document, tout le travail accompli par ce jeune Français arrivé 46 ans plus tôt et par sa femme : avoir élevé une famille de neuf enfants vivants et mis en valeur pour l'agriculture 10 arpents de terre. De plus, Marie devait confectionner tous les vêtements de la famille puisqu'elle possédait « un métier garni de ses lames, un ros à une poignée, un rouet ». Les Robitaille élevaient leurs propres moutons qui leur fournissaient la laine nécessaire. Ils possédaient « 3 vaches, 5 brebis, 4 petits agneaux, 4 taureaux, 2 cavales (juments) et 3 cochons ». Ils ont toutefois quelques dettes : « 20 livres au chirurgien Gaspard Emery dit la Sonde; 40 livres aux dames de l'Hôtel-Dieu de Québec (probablement pour l'hospitalisation de Marie-

Suzanne le 6 avril 1699 durant une période de 16 jours); 133 livres au marchand Pierre Haimard; 40 livres au sieur Pelletier de la côte Saint-Michel; 20 livres pour 20 messes commandées par les enfants pour le repos de l'âme de leur père ».

ANCÊTRES GÉNÉREUX DE LEUR PERSONNE

Pierre Robitaille participait beaucoup à la vie paroissiale. Il a souvent signé le registre paroissial : 13 fois parrain, 6 fois témoin de baptême, 8 fois à un mariage et 2 fois à une sépulture.

Marie a survécu 15 ans à son époux. Elle décède le 21 décembre 1730, à l'âge de 73 ans. Le registre de

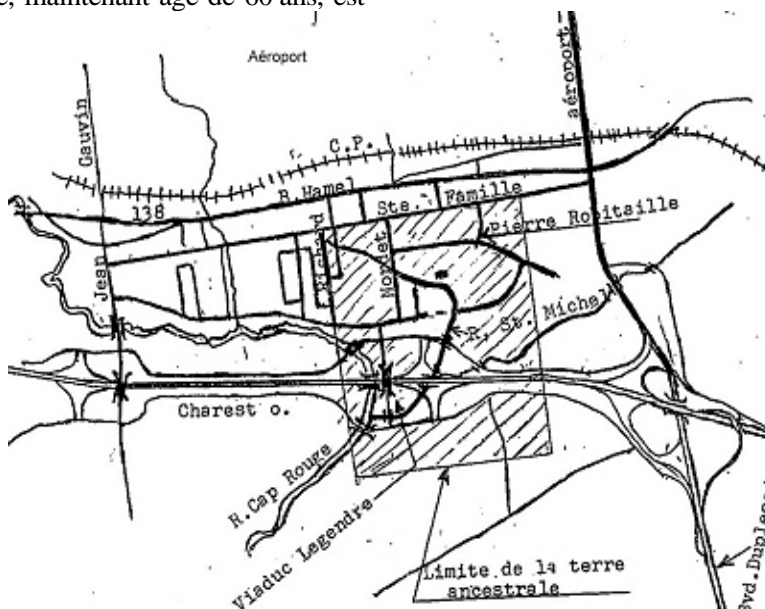
L'Ancienne-Lorette mentionne qu'elle est « morte d'une attaque d'apoplexie ». Elle a eu la joie de voir sept de ses enfants se marier, et avait plusieurs petits-enfants. Seul François est resté célibataire et est décédé trois ans après sa mère.

Je crois qu'il importe ici de rendre un hommage tout à fait spécial à notre ancêtre Marie Maufait. Peut-on s'imaginer une toute jeune fille de 14 ans se marier et aller demeurer dans une maison en

bois, sur le bord d'un ruisseau? Cette petite Marie devait jouir d'une excellente santé pour arriver à élever sa famille dans des conditions de vie aussi difficiles. Elle nous donne un exemple de courage peu ordinaire et mérite toute notre admiration.

JEAN ROBITAILLE ET MARGUERITE BULETEZ

Jean est l'aîné des quatre frères Robitaille venus s'établir en Nouvelle-France. Il y arrive à l'âge de 27 ans. Le 16 novembre 1670, devant le notaire Romain Becquet, il signe un contrat de mariage avec Marguerite Buletez. Deux jours plus tard, devant le notaire Gilles Rageot et en présence de Jean-Baptiste Peuvret, seigneur de Mesnu, il signe un contrat de concession de terre située en la Seigneurie de Gaudarville, à L'Ancienne-Lorette. Son lot comprend « trois arpents de terre de front entre la route de Champigny d'une part et le ruisseau dict Saint Michel d'autre part joignant d'un Costé à Pierre Robitaille et d'autre costé à Nicolas Robitaille ». Le 21 novembre 1670, Jean



Carte des limites de la terre ancestrale de Pierre Robitaille
Collection : Association des Robitaille

épouse Marguerite Buletez, fille de Pierre (Isidore) et de défunte Louise Pépin, de Champigny.

La première chapelle de L'Ancienne-Lorette n'ayant été inaugurée que le 4 novembre 1674, Jean et Marguerite se marient à la paroisse de Notre-Dame-de-Québec. Marguerite est alors âgée de 23-ans. Elle faisait partie du groupe des Filles du roi, arrivées en Nouvelle-France cette année-là. Jean et Marguerite se connaissaient probablement de longue date, puisqu'ils étaient tous deux du bourg d'Auchy, en Artois. Arrivés en Nouvelle-France la même année, il est aussi possible qu'ils aient fait la traversée de l'Atlantique à bord du même bateau.

Le père de Marguerite, qui résidait dans la Seigneurie de Gaudarville, est présent lors de la signature du contrat de mariage. Il avait émigré en Nouvelle-France vers 1668 avec sa deuxième femme, Jeanne Charron, et leur fille Marie-Anne. Marguerite n'avait pas accompagné sa famille en 1668. Elle est venue rejoindre les siens en 1670, en profitant des avantages accordés aux Filles du roi. Elle apporta des biens estimés à 200 livres et avait droit à un don ordinaire de 50 livres du roi. L'intendant Jean Talon est présent lors de la signature du contrat de mariage et c'est à cette occasion qu'il verse ce don à Marguerite. Nous pouvons supposer que c'est grâce à cette somme que Jean et Marguerite ont pu construire leur maison à L'Ancienne-Lorette. Ils y accueillent probablement Pierre et Nicolas, les frères de Jean, pendant quelques années.

Le 19 février 1672, devant le notaire Gilles Rageot, Jean Robitaille signe un autre contrat de concession de terre située dans la Seigneurie de Gaudarville, avec Jean-Baptiste Peuvret de Mesnu. Ce contrat concerne un lot « aboutissant aux habitations de la route de Gaudarville d'un côté et d'autre côté les Pères Jésuites ».

LES ENFANTS DE JEAN ET MARGUERITE

Jean et Marguerite ont une famille de six enfants. Deux garçons et une fille décèdent en bas âge. Les deux garçons décèdent avant le recensement de 1716, la fille, avant même celui de 1681 :

Jean-François, né à L'Ancienne-Lorette et baptisé le 6 avril 1672 à la mission de Sillery.

Joseph-Martin, né et baptisé le 3 août 1676 à L'Ancienne-Lorette, avait été confirmé le 4 avril 1684 à Québec.

Marie-Marguerite, baptisée le 9 mars 1680 à L'Ancienne-Lorette.

Deux filles et un fils parviennent à l'âge adulte.

Marie-Madeleine, née à L'Ancienne-Lorette et baptisée à la mission de Sillery le 19 novembre 1673. Elle est témoin au mariage de son frère Charles-François en 1705 et apparaît au recensement de Québec en 1716

comme demeurant avec ses parents. Elle décède à l'Hôtel-Dieu de Québec le 20 décembre 1740 et elle est inhumée au cimetière des Pauvres le lendemain. Le registre de l'Hôtel-Dieu mentionne « fille âgée de 70 ans ».

Marie-Thérèse baptisée le 22 mars 1678 à L'Ancienne-Lorette. Elle se marie le 19 décembre 1717 à Notre-Dame-de-Québec, à l'âge de 39 ans, avec Joseph Fauconnet, perruquier, fils de P. et Marie Marisi. Il était de Notre-Dame de Saint-Disier, diocèse de Châlons, en Champagne. Ils ont un fils, Joseph-François, né le 18 juin 1721, qui décède deux jours plus tard. Marie-Thérèse décède à son tour le surlendemain, soit le 22 juin 1721, à l'âge de 42 ans, à Notre-Dame-de-Québec.

Charles-François né et baptisé le 21 mars 1681 à L'Ancienne-Lorette. Il signe un contrat de mariage chez le notaire François Genaple le 19 octobre 1705 avec Marie-Louise Delisle, jumelle et fille de Louis et Louise Desgranges, de Neuville. Charles-François a 24 ans et Marie-Louise 21. En plus de ses parents, ses deux « soeurs germaines » Marie-Madeleine et Marie-Thérèse agissent comme témoins. Le mariage est célébré à l'église de Neuville la semaine suivante, le 26 octobre 1705.

Charles-François et Marie-Louise ont cinq filles et un fils, Charles-François, tous baptisés à Neuville. Ces Robitaille ont vraiment pris souche dans cette paroisse, puisque le fils de Charles-François ainsi que trois de ses filles s'y sont mariés. Pendant plusieurs générations, tous leurs descendants se sont mariés à Neuville.

Charles-François a signé un contrat de concession de terre à Neuville avec Nicolas Dupont devant le notaire Bernard de la Rivière, le 7 août 1711. Il a aussi passé plusieurs contrats devant le notaire Louis Chambalon, pour des baux à rente foncière lui permettant d'utiliser les moulins à eau et à vent de la Seigneurie de Neuville. Il décède à Neuville le 11 mars 1727, à l'âge de 46 ans.

En 1693, année de l'arrivée de son frère Philippe, le 23 mars, Jean Robitaille signe un contrat de vente devant le notaire François Genaple. Il cède sa concession de terre à son frère Pierre et va demeurer dans la ville de Québec. Le contrat de vente stipule, en plus de la terre, une « maison de pièces de bois les uns sur les autres à un étage seulement de vingt-sept pieds de longueur et dix-sept de largeur, garnie de son plancher, et couverte de paille, avec un angrad entouré de pieux et couverte aussi de paille ». Jean cède également à son frère Pierre sa part de la concession que Nicolas avait laissée par « un simple accord entre eux, en s'en allant en France ».

JEAN, AUBERGISTE, ET MARGUERITE (MARIE), CABARETIÈRE

Sur le contrat de mariage de son fils Charles-François, on peut lire « en présence de Sieur Jean Robitaille,

aubergiste en cette ville rue du sault au matelot et Marguerite Bulté sa femme ». En 1693, Jean avait alors 50 ans et trois de ses enfants demeuraient encore à la maison : Marie-Madeleine 20 ans, Marie-Thérèse 15 ans et Charles-François 12 ans. Lorsque ce dernier atteint l'âge de 13 ans, le 31 octobre 1694, son père signe un contrat chez le notaire Louis Chambalon, concernant son engagement comme apprenti chez Louis Mercier, serrurier, pour une période de trois ans. Plus tard, sur son contrat de mariage, Charles-François se dit « taillandier ». Ces artisans fabriquaient des outils et des fers tranchants, tels que haches et bûches, utilisés par les cultivateurs. Ils exerçaient aussi le métier de forgeron.

Jean Robitaille décède le 22 mars 1715, à l'âge de 73 ans. Il est inhumé le lendemain à Notre-Dame-de-Québec. Les funérailles sont présidées par l'abbé Goulven/Calvarin, vicaire chanoine de la cathédrale, en présence de l'abbé Lepicart, chanoine de la cathédrale et Desmaizerets, grand chantre. À cette occasion, dans le registre de la paroisse, il apparaît sous le nom de Jean-Baptiste, qui est probablement son prénom de baptême.

Dans le cahier de la Confrérie de Sainte-Anne de 1657 à 1723, on peut lire « Marie Bulté, femme de Jean Robitaille, s'est enrôlée dans la Confrérie de Ste-Anne le 4 avril 1710 ». Dans le recensement de Québec en 1716, elle est citée comme « cabaretière âgée de 66 ans ». Elle décède le 25 juin 1732 et est inhumée le lendemain à Notre-Dame-de-Québec à l'âge respectable de 85 ans. Le registre de la paroisse la désigne comme « épouse de Jean-Baptiste Robitaille, âgée de 95 ans ». Il y a sûrement erreur, puisqu'elle est née en 1647. Les funérailles sont présidées par le curé Boullard, et les ecclésiastiques Desgly et Noël ont signé comme témoins. Marguerite a survécu 17 ans à son mari. Elle laisse dans le deuil sa fille Marie-Madeleine, qui décédera huit ans plus tard, et son fils Charles-François, établi à Neuville.

Marguerite Buletez et Jean Robitaille ont vraiment posé la pierre angulaire de l'établissement des frères Robitaille à L'Ancienne-Lorette. Leur descendance n'est pas très nombreuse. Ils n'ont eu qu'un seul fils, qui lui-même n'a eu qu'un fils. Dans les générations suivantes, on compte plusieurs filles mais seulement un fils ou deux. Il faut attendre aux quatrième et cinquième générations pour vraiment voir les descendants de Jean Robitaille.

NICOLAS ROBITAILLE, LE TROISIÈME DES FRÈRES À VENIR EN NOUVELLE-FRANCE

Le premier document où est inscrit le nom de Nicolas est le placet conservé à la Bibliothèque nationale de France, Département des Manuscrits, Collection Clairambault. Il y est écrit que Jean, Nicolas, Marc et Noël Robitaille ont demandé qu'on leur accorde le passage sur des vaisseaux pour l'Amérique. On sait que

Jean et Nicolas ont traversé l'Atlantique, mais Marc et Noël ne sont sûrement pas venus, car leurs noms n'apparaissent nulle part dans nos registres.

Nicolas Robitaille a signé un contrat de concession de terre pour un lot situé à L'Ancienne-Lorette, dans la Seigneurie de Gaudarville, devant le notaire Gilles Rageot le 24 novembre 1670, en même temps que ses frères Jean et Pierre.

Nous n'avons plus aucune trace de Nicolas, sauf sur le contrat de vente d'habitation de Jean à son frère Pierre, le 23 novembre 1693, devant le notaire François Genaple : « Et au moyen de la Cession abandonner et Transport qui luy a été fait de pareille quantité de terre atenant par Nicolas Robitaille leur frère, en s'en allant en France, par un simple accord entre Eux... ».

Nous retrouvons la même information en lisant l'ordonnance rendue par l'intendant Jacques Raudot, le 18 janvier 1710, à Pierre Robitaille : « led. Robitaille fera arpenter toutes lesd. terres et les trois autres qu'il possède Sçavoir une a luy accordée le 24e novembre 1670 et les deux autres qu'il a acquises de nicolas et jean robitaille ses frères... ».

Nicolas n'est donc pas resté en Amérique. Il est retourné en France en laissant sa concession à ses frères Jean et Pierre.

PHILIPPE ROBITAILLE ET MARIE-MADELEINE WARREN

La famille de Jean Robitaille et de Martine Cormont devait être nombreuse, en France, puisqu'il y a vingt ans d'écart entre leurs fils Jean et Philippe. Lorsque les trois frères Jean, Pierre et Nicolas partirent pour la Nouvelle-France en 1670, Philippe n'avait que sept ans. Nicolas étant retourné en France après un séjour de quelques années en Amérique, c'est probablement le récit de ses aventures qui décida Philippe à venir rejoindre ses deux autres frères en Nouvelle-France, quelque vingt-trois ans plus tard. Autant les Robitaille établis à L'Ancienne-Lorette sont sédentaires, autant la famille de Philippe qui s'établit à Montréal a le goût de l'aventure.

C'est le 14 octobre 1693, devant le notaire Bénigne Basset à Montréal, que Philippe signe un contrat de mariage avec Madeleine Houarine (Warren). Il a 30 ans et se dit « tonnelier ». Ces artisans fabriquaient et réparaient les tonneaux et les récipients en bois. Le 15 octobre 1693, à Notre-Dame de Montréal, il épouse donc Madeleine, veuve de Richard Labosse (Othys), « anglaise vivant habitant du village d'Annord proche de Boston, en la Nouvelle-Angleterre, et demeurant à Ville-Marie ».

Madeleine Warren dite « Grizel » a 31 ans. Elle est née le 24 février 1662 à Berwick, en Nouvelle-Angleterre, du mariage de Jacques Warren, Écossais protestant et de Margaret Irlandaise catholique. Elle était la troisième épouse de Richard Otis, forgeron. Il avait déjà une famille nombreuse et elle lui a donné

deux filles, Hanna et Christine. Richard Otis, très âgé, a probablement été tué par les Indiens, ainsi que Hanna âgée de deux ans. Grizel a été enlevée par les Indiens avec Christine, âgée de trois mois, et trois autres enfants de Richard : John, Stephen et Nathaniel. Le reste de la famille, parmi lesquels il y avait trois filles de Richard, fut rescapé par un groupe qui poursuivait les ravisseurs près de la ville de Conway. Probablement que Grizel et sa fille Christine ont été rachetées aux Indiens par quelques braves Français qui les ramenèrent à Montréal.

Grizel apprend le français et est baptisée à Montréal dans la foi catholique, le 9 mai 1693. Elle est nommée Marie-Madeleine, du nom de sa marraine, dame Marie-Madeleine Dupont, épouse de Paul Lemoyne, sieur de Maricour, capitaine d'un détachement de la Marine. Son parrain est Jacques Leber, marchand. Elle est confirmée quatre mois plus tard, le 8 septembre 1693 et c'est le 15 octobre de la même année qu'elle épouse Philippe Robitaille. Ses parrain et marraine sont présents au mariage. Dans le contrat de mariage passé le jour précédent, le futur époux consent à prendre Christine comme son propre enfant. Marie-Madeleine Warren reçoit sa citoyenneté en mai 1710. Dans le « registre des captifs rachetés » elle est appelée madame « Grizalem ». Elle semble avoir aidé ses amis captifs et avoir aussi assisté le père Mériel dans son ministère auprès d'eux.

DES ENFANTS VOYAGEURS VERS L'OUEST

Philippe et Marie-Madeleine ont eu cinq enfants :

Georges, né le 18 et baptisé le 19 avril 1701 à Notre-Dame de Montréal, décède le 19 février 1703 à l'âge de 2 ans.

Trois autres fils, Philippe, Jacques et Jean, mènent la vie d'engagés pour voyager dans l'Ouest, puisqu'ils signent des contrats d'engagement chez le notaire Antoine Adhémar « pour aller dans les bois d'En hault jusqu'au Lac Erié et en Dessendre lannée prochaine Et d'ayder En montant amenés un Canot Chargés de marchandises Et En dessendan amener un Canot Chargés de pelteries ». Il y avait alors deux catégories de voyageurs :

- A. Les « mangeurs de lard » ainsi nommés parce que le lard constituait leur ration quotidienne. Ils expédiaient la marchandise de traite à Fort Williams et rapportaient à Montréal les fourrures recueillies dans le Nord par les « hivernants ».
- B. Les « hivernants »; ces hommes du Nord, s'engageaient pour au moins une année, ordinairement trois, parfois cinq. Hommes à tout faire ils étaient aussi canotiers, interprètes, commis, guides, artisans, explorateurs, chasseurs, pêcheurs, constructeurs, et bien sûr traiteurs. Plusieurs d'entre eux prenaient femme en pays de traite. Ces « mariages à la mode du pays » sont à l'origine de la nation métisse.

Nous pouvons supposer que les fils de Philippe Robitaille appartenaient à cette dernière catégorie de voyageurs.

Philippe, baptisé le 5 février 1695 à Notre-Dame de Montréal. Il s'engage le 29 août 1715. Il décède le 17 septembre 1720 à Notre-Dame de Montréal, à l'âge de 26 ans. Il était célibataire.

Jacques baptisé le 29 janvier 1697 à Notre-Dame de Montréal. Il s'engage comme « voyageur Engagé Ouest », du 9 septembre 1715 au 9 septembre 1728. Il signe un billet, le 26 août 1719, pour une valeur de 1 953 livres à Michillimakinac, en faveur de Paul Marin qui dépose ce document à Montréal chez le notaire Gaudron de Chèvremont le 11 août 1736. Le fort français de Michillimakinac était situé au nord du lac Michigan.

Jean baptisé le 10 mars 1699 à Notre-Dame de Montréal. Il s'engage comme « voyageur Engagé Ouest » le 28 mai 1718, pour une période allant du 11 juin 1720 au 9 septembre 1728.

Quelle fut la destinée de Jacques et de Jean? Malheureusement, nous n'avons aucune autre trace de ces deux fils de Philippe et Marie-Madeleine.

Finalement, les Robitaille ont une fille :

Marguerite née le 1^{er} et baptisée le 2 avril 1703 à Notre-Dame de Montréal. Elle se marie le 13 avril 1722 à Notre-Dame de Montréal, à l'âge de 19 ans, avec Jean-Baptiste Biron, 20 ans, fils de Pierre et de Marie Jeanne Dumouchel. Jean-Baptiste Biron est marchand et le couple s'installe dans le quartier Sainte-Marie, à Ville-Marie. Quelques années plus tard, ils vont demeurer le long du Richelieu, à Saint-Ours et à Chambly. Ils n'ont pas eu de descendants.

On ne connaît aucun descendant de Philippe Robitaille et de Marie-Madeleine Warren.

CHRISTINE, FILLE « ADOPTIVE »

Christine, fille de Marie-Madeleine Warren et Richard Othys, adoptée par Philippe Robitaille, est baptisée le 15 mars 1689 et est probablement éduquée par les religieuses. Elle devient à l'âge de 18 ans la seconde femme de Louis LeBeau. Le mariage est célébré à Ville-Marie le 14 juin 1707. LeBeau est âgé de 29 ans et est menuisier. De ce mariage naissent deux filles, Marie-Anne et Madeleine. Christine reçoit sa citoyenneté en même temps que sa mère en 1710. Son mari décède en février 1713.

En 1714, le capitaine Thomas Baker arrive au Canada comme interprète pour la compagnie Stoddard & Williams. Il tombe amoureux de Christine et essaie de persuader la jeune veuve de retourner en Nouvelle-Angleterre. L'Église, l'État et sa mère s'opposent à son départ. L'Église menace de garder ses enfants et le gouverneur dit que la fille aînée de Christine devrait être envoyée chez les Ursulines. Stoddard, qui représente

la veuve LeBeau, répond que cette dernière pouvait placer son enfant où elle le désirait « et aussi longtemps qu'elle en prendrait soin, aucun Prince avec la justice, ne pouvait lui enlever de force ». L'intendant ordonne la vente des biens de son défunt mari et exige que « l'argent soit mis entre les mains d'un gardien ». Stoddard, qui représente Christine, demande que cet argent lui soit remis à elle, car elle est dans le besoin. On lui répond cependant que, par ordre du roi, toute personne prête à quitter le pays devait voir son argent lui être retiré et que, parce que Christine était une prisonnière de la précédente guerre, elle ne pouvait profiter des termes du traité d'Utrecht.

Ni l'Église, ni l'État, ni sa mère ne peuvent la retenir. Avec le consentement du gouverneur, donné à contrecœur, Christine part en bateau, laissant ses filles Marie-Anne, quatre ans et Madeleine, deux ans, aux bons soins de sieur Philippe Robitaille et de Madeleine Warren, son beau-père et sa mère. Christine se marie avec Thomas Baker et s'installe à Brookfield, où les enfants du couple sont baptisés. Son beau-père Philippe Robitaille vint la visiter en Nouvelle-Angleterre. Christine s'ennuyait de ses deux filles laissées au Canada. Le 2 mars 1721, Thomas et Christine adressent un mémoire à la Cour générale demandant la permission d'aller en Nouvelle-France les chercher. La permission leur est accordée à condition que Thomas Baker accompagne sa femme au Canada. Mais Christine revint de ce voyage sans ses enfants, pour qui elle était devenue une étrangère. Philippe Robitaille et Marie-Madeleine Warren ont donc élevé les deux filles de Christine, issues de son premier mariage avec LeBeau. Christine est décédée le 23 février 1773, vingt ans après son deuxième mari. Elle est enterrée dans le cimetière de Pine Hill, à Dover.

Philippe Robitaille est décédé à l'âge de 77 ans, le 3 octobre 1740 à 10 h 30 du soir. Il est inhumé le 5 dans le cimetière situé non loin de l'église Notre-Dame de Montréal.

Marie-Madeleine Warren est décédée le 26 octobre 1750, « âgée d'environ 89 ans, après avoir été alitée 9 ou 10 ans ». Elle est inhumée le 27 à Notre-Dame de Montréal.

RÉALISATIONS DE L'ASSOCIATION DES FAMILLES ROBITAILLE INC.

Le 7 août 1989, la Ville de Sainte-Foy, propriétaire de terrains situés dans l'aire n° 3 de la Seigneurie de Gaudarville, passe une résolution pour que ces terrains portent le nom de Parc Robitaille. La ville aménage ce parc et y ajoute un terrain de jeux pour enfants. Cet endroit est devenu le parc Robitaille, à la suggestion de

l'Association, puisqu'il était situé sur la terre ancestrale des Robitaille.

En 1993, l'Association érige un monument pour commémorer l'établissement des ancêtres Robitaille à cet endroit. Il ne s'agit pas d'une épitaphe, mais d'une sculpture qui a été conçue pour être vue de tous les côtés et dont chaque angle présente une apparence différente. Ce monument moderne est formé de quatre blocs de granit de différentes couleurs offerts par l'entreprise Granicor, dont le président était un Robitaille.



Collection : Association des familles Robitaille

Le rose, en forme de trapèze, provient de la région du Lac-Saint-Jean, au nord d'Alma. Le gris pâle en forme de triangle, vient des Cantons de l'Est. Le noir, constituant un cube déformé, vient aussi de la région du Lac-Saint-Jean. Et la base, de couleur verdâtre, a été extraite de la carrière de Rivière-à-Pierre, municipalité de comté de Portneuf.

L'Association a ses armoiries et a défini une devise *Travail et Fierté*, à la suite d'un concours parmi ses membres.

Officiellement, les armes se définissent ainsi : D'azur au chevron d'or accompagné à dextre, de trois fleurs de lys chargées d'un lambel à quatre pendants le tout d'or, à senestre, d'une charrue et de quatre tiges de blé, du même; et, en jointe, d'une colombe tenant dans son bec un rameau d'olivier dominant trois ondes, le tout d'or.

L'Association des familles Robitaille inc. a été fondée en 1988 et elle est toujours très active. Elle publie, trois fois par année, un bulletin intitulé *Les Robitalleries* et organise régulièrement des rencontres et des retrouvailles.

Elle a des membres un peu partout dans le monde, mais surtout au Canada, aux États-Unis et en France. ◀

Article inspiré de : ROBITAILE-SAMSON, Lorraine, *La famille de Pierre Robitaille de père en fils en la Seigneurie de Gaudarville*, éd. Lorraine Robitaille, 1987 rév. 1989.

RASSEMBLEMENT DES FAMILLES ROBITAILE

LES 9 ET 10 JUIN 2007



L'Association des familles Robitaille vous invite aux *Jardins de Ville*, à Sherbrooke, dans les Cantons de l'Est, pour leur rassemblement.

Outre l'assemblée générale annuelle, des activités tant sociales que touristiques, sous le thème de la généalogie, seront offertes aux participantes et participants. Elles permettront d'échanger, de fraterniser, d'élargir la famille et d'en savoir davantage sur les ancêtres communs.

Pour vous inscrire à ce rassemblement, bien vouloir consulter le site Web de l'Association (www.robitaille.org), ou communiquer avec Nicole Robitaille au 418 660-3002 ou par courriel à nicole.robitaille@videotron.ca ou communiquer avec Florent Robitaille soit au (418) 657-6569 soit par courriel à florentrobitaille@gmail.com

Au plaisir d'accueillir et de rencontrer les descendants de Pierre et Jean Robitaille et de vous rencontrer en grand nombre les 9 et 10 juin 2007. N'hésitez pas à inviter tous les membres de votre famille, qu'ils portent ou non le patronyme Robitaille.

MÉMOIRES VIVES

NOUVEAU MÉDIA DE SENSIBILISATION ET DE DIFFUSION



La *Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs* a retenu le bulletin électronique comme moyen de diffusion pour sensibiliser un vaste public à la mémoire commune à la France et au Québec, et, par extension à l'Amérique du Nord.

PAR CE MÉDIA, ELLE VISE ÉGALEMENT À SOULIGNER LA RICHESSE ET LA VARIÉTÉ DES ACTIONS CONDUITES PAR SES MEMBRES ET PARTENAIRES DES DEUX CÔTÉS DE L'ATLANTIQUE, QUI INVESTISSENT TEMPS ET ÉNERGIE DANS DES PROJETS D'INVENTAIRE, DE RECHERCHE, DE DIFFUSION, DE COMMÉMORATION OU DE MISE EN VALEUR DES LIEUX DE MÉMOIRE TÉMOIGNANT DE L'EMPREINTE FRANÇAISE.

Nous vous invitons à vous abonner à notre bulletin trimestriel, en vous rendant sur le site de la Commission, à l'adresse suivante : www.cfqlmc.org/memoires_vives/

Bonne lecture!



SILLERY, LIEU CHARGÉ D'HISTOIRE

par Cora Fortin-Houdet (0191)

Membre de la Société depuis 1970, Cora Fortin a été reporter puis responsable de bureau à *L'Écho d'Abitibi-Ouest*, à La Sarre, où elle est née. À Québec depuis 1967, elle poursuit des recherches en généalogie, en histoire, pour mieux apprécier les éléments de l'arbre généalogique de ses enfants et de ses petits-enfants. Elle souhaite aux lectrices et lecteurs de partager avec elle cette vision.

Résumé

L'auteure évoque l'arrivée à Québec des premiers arrivants du Perche, et leur installation en la « banlieue » de Québec qui deviendra Sillery. Par les domaines et résidences de ces Français, puis des notables parmi les conquérants anglais, elle sait nous faire vivre ce patrimoine chargé d'histoire. Ce haut lieu de Sillery, sur le promontoire, a vu défiler des troupes, et se succéder des manoirs dont les propriétaires appréciaient particulièrement la vue pittoresque. Un témoignage de son fils, alors qu'il fréquentait le cégep, clôt l'article.

Le 15 janvier 1635, Noël Juchereau, sieur des Chatelets, et son frère Jean Juchereau de Maur reçoivent une concession entre « le Cap aux Diamants et le Vallon du Cap Rouge »¹. Cependant, dès le 19 mars 1636, le gouverneur Charles Huault de Montmagny fit savoir par lettre à Juchereau que les Cent-Associés avaient résolu de conserver une banlieue autour de la ville et qu'en cette banlieue il ne devait y avoir de seigneurie. Comme celle accordée en 1635 « bornerait de trop près la ville », on songea d'abord à la repousser à la limite de la banlieue, mais on y avait réservé des terres aux Sauvages chrétiens, soit la Seigneurie de Sillery. Il fallut reporter cette seigneurie des Juchereau jusqu'à la rivière du Cap-Rouge². Conséquemment, en 1637, Noël Juchereau, sieur des Chatelets, se verra accorder 70 arpents en banlieue de Québec. Ce sera la terre de Saint-Denys³ à laquelle s'ajouteront les 50 arpents concédés en 1647 à son frère Jean Juchereau. Ce dernier deviendra, en 1648, suite au décès de Noël, propriétaire des cent vingt arpents, entre la terre de Denis Duquet, du côté de Québec, jusqu'au ruisseau Saint-Denis à l'ouest. En 1651, de Maur a acquis d'Olivier Letardif l'anse qui jouxte le ruisseau Saint-Denis, au bas de la terre de Belleborne.⁴

Jean Juchereau habite les deux concessions de 1651 à 1656, avec moulin à farine au bas du ruisseau Saint-Denis comme en fait foi un acte notarié du 16 juin 1656, fait à Québec par le notaire Guillaume Audouart, bail qui afferme à Guillaume Le Lièvre, Jacques Houry et Jacques Murette, pour une période de six ans « la terre, pêche et moulin⁵ du lieu appelé Saint-Denys ». Les fermiers s'engageaient à payer « cent dix minots de blé bon et loyal, soixante minots de pois, dix barriques d'anguilles, quatre chapons et six poulets, à charroyer à Québec vingt-cinq cordes de bois, à fournir huit journées de harnais de quatre bœufs en hiver, à moudre gratis les grains du bailleur et à lui laisser choisir deux porcs parmi ceux qu'ils engraisseraient [...] »⁶



www.perche-canada.com/versionfr/sommairefr.htm

Page d'accueil du site de l'Association Perche-Canada – Vitrail de l'église de Montagne-au-Perche et dessin de ce qui pourrait être Sillery, en Canada.

¹. Mme Pierre Montagne. *Tourouvre et les Juchereau*, p. 165 (cf. P.-G. Roy, *La famille Juchereau Duchesnay*, Lévis, 1903).

². Marcel Trudel. *Le Québec de 1663*, p. 15-16. Cette seigneurie est aujourd'hui Saint-Augustin-de-Desmaures. Elle occupe la rive gauche de la rivière du Cap-Rouge.

³. Mme Pierre Montagne. *op. cit.*, p. 153-169. Leur père Jehan Juchereau, sieur de Maur, greffier au bailliage du Perche, au lieu seigneurial du Blavou, paroisse de Saint-Denys-sur-Huisne; de là, le toponyme Saint-Denys. De lui descendent tous les Juchereau du Canada dits du Chesnay, de Saint-Denys, etc. Nicolas Juchereau de Saint-Denys, était le deuxième fils de Jehan.

⁴. André Bernier. *Le vieux Sillery*, p. 9, Cahier n° 7 du patrimoine, 1977, 162 pages.

⁵. En 1666, après presque 50 ans de colonisation et une population d'environ 1 000 habitants, seulement neuf moulins avaient été construits. (Carol Priamo, *Mills of Canada*, Mc Graw Hill, 1976)

⁶. J. Ed. Roy. *Nicolas LeRoy et ses descendants*, p. 49 (bail en date du 16 juin 1656, fait dans la maison du sieur de Tilly).

Lors du recensement de 1666, Jean Juchereau de La Ferté, fils de Jean Juchereau de Maur, est propriétaire de la terre de Saint-Denys « presque entièrement défrichée ». Il y a « maison, grange, étable ». Il y est dit « veuf ⁷ âgé de 43 ans ». Tous ses enfants sont en pension. Parmi eux, Marie-Louise, 13 ans, qui épousera, le 10 janvier 1668, Charles Aubert de La Chesnaye. En 1685, la Terre de Saint-Denys passa du petit-fils de Jean Juchereau de Maur, Pierre-Noël Legardeur de Tilly, à Charles Aubert de La Chesnaye. Le Séminaire de Québec deviendra propriétaire de ce domaine en 1700⁸.

XIX^e SIÈCLE - LA VILLA WOLFESFIELD

Propriétaire depuis 1700, le Séminaire de Québec vend à James Murray, le 13 novembre 1762⁹, les terres de Saint-Denys lesquelles, par la suite, seront divisées en deux parties dont la ligne de démarcation correspondrait à l'actuelle avenue De Laune, limite de l'arrondissement Sillery d'aujourd'hui. Du côté est de cette ligne de démarcation, ce sera le domaine Marchmont et plus tard, le Collège Mérici, le complexe domiciliaire les Jardins Mérici inc. et le parc Mérici. Du côté ouest, on connaîtra cette partie de la terre de Saint-Denys sous le nom de Wolfesfield, devenue en 1828 propriété de William Price, le fondateur de la maison William Price & Sons, « père du Saguenay ». Le domaine sera loti juste avant la Seconde Guerre mondiale et c'est là que fut bâtie en 1941 la maison que la famille HOUDET habitera à partir de septembre 1967.

LE 1004 DE LA RUE MONT-SAINT-DENIS

William Price a acheté ce domaine du capitaine Kenelm Chandler¹⁰, commissaire au règlement des propriétés des Jésuites qui en avait fait l'acquisition de John Munro, membre du gouvernement du Haut-Canada. La fille de Munro, Anne Charlotte, était l'épouse de Gaspard-Michel

Chartier de Lotbinière, fils du Marquis¹¹ Michel Chartier de Lotbinière et de Louise-Madeleine Chaussegros de Léry.

Price habita Wolfesfield jusqu'à sa mort en 1867. Lady Price, Jane Stewart, fille de C. G. Stewart contrôleur des Douanes, était décédée en 1861. Trois fils Price y vivront aussi leurs derniers jours. L'aîné des fils, David Edward, sénateur, y décède en 1883, son frère William Evan, membre de l'Assemblée législative de Québec, en 1880, et Evan John, célibataire, sénateur, en 1899. Sir William Price, nommé légataire universel du domaine Wolfesfield, décède le 2 octobre 1924. Son testament disposant de ses biens, et les usufruits créés en faveur des demoiselles Price étant éteints, la succession hérite du domaine Wolfesfield. La mise en vigueur du cadastre de la paroisse Saint-Colomb de Sillery, en avril 1874, identifie le domaine par le lot n° 214. La subdivision de ce lot, après vente d'une partie à la Commission du parc des Champs de bataille nationaux (moins les villas Wolfesfield et Carroll¹², particulièrement léguées à John Hurbert Price¹³), sera enregistrée le 20 décembre 1937 par la Wolfesfield Limited, suivant vente faite par l'honorable Georges Parent qui, lui, avait fait l'acquisition de ce terrain le 20 novembre 1937. Devenu le lot n° 365 du cadastre de Saint-Colomb de Sillery, cette partie du domaine Wolfesfield est aujourd'hui le parc Chaumont. La première villa Wolfesfield, détruite par le feu vers 1960, fut reconstruite sur le même emplacement. Cette reconstruction de Wolfesfield a été démolie par son propriétaire, John Hurbert Price, en 1977 et ce qui restait du domaine Price a été livré « aux constructeurs ».¹⁴



BACanada – R9266-233 – Aquarelle de Charles Remus Forrest – ca 1821 - Wolfesfield

⁷. Il avait épousé, le 21 novembre 1645, Marie, fille de Robert Giffard, seigneur de Beauport. Elle était décédée le 11 août 1665.

⁸. André Bernier, *op. cit.*, p. 9.

⁹. *Idem*, p. 10. Murray se porta acquéreur également de la terre de la Noraye et du fief Saint-Jean. Il céda la terre de Samos à Thomas Ainslie et vendit à Thomas Olry et John Maher presque toute la châtellenie de Coulonge ne gardant qu'une partie de la terre de Belleborne (réf. : Michelle Côté, *Sillery banlieue résidentielle de Québec*, p. 35).

¹⁰. Le 14 février 1810, devant le notaire Roger Lelièvre, Chandler signa un contrat avec Joseph Lépine, maître-maçon, pour construire « le solage et autres murs en pierres noires d'une maison de 43 pieds de long sur 30 pieds d'épais, mesure française ». Le bâtiment est d'un étage avec mansardes et un toit en bardeaux percé de quatre cheminées. En 1867, la villa échoit à John Evan Price et à ses sœurs. Elle sera propriété des Price jusqu'à sa disparition lors d'un incendie, autour des années 1960 (réf. : France Gagnon-Pratte, *L'architecture et la nature à Québec - au dix-neuvième siècle : les villas*).

¹¹. Le marquisat de Lotbinière a été créé en 1784 et est le seul à avoir été érigé au pays.

¹². Villa également consumée par le feu quelques années avant la villa Wolfesfield.

¹³. D'après des papiers personnels.

¹⁴. La famille Price est l'une des premières familles à s'être établie à Sillery, car aucun colon français n'a fait souche ici.

XVIII^e SIÈCLE - TERRE DE SAMOS

La châtelainie de Coulonge comprenait une concession qui a eu une histoire étonnante : « terre de Samos »¹⁵, sur une partie de laquelle est bâti la copropriété Le Samos, dans laquelle nous demeurons.

En date du 29 mars 1649, le gouverneur Huault de Montmagny confirma à Jean Bonnart dit Lafortune¹⁶ la concession qui lui avait été accordée par les Cent-Associés trois ans plus tôt, d'une terre de cinquante arpents, en forme de triangle, tout comme la terre de Coulonge qui la borde. Lorsqu'on prend connaissance du contrat d'achat de la « terre de Samos » par M^e Lanoullier, on prend par le fait même connaissance de l'enchaînement de tous les titres de propriété du fonds, depuis l'acte de concession primordial jusqu'à celui de sa propre acquisition en 1724.

Ainsi, on apprend que Jacques Pagé, orfèvre, marchand et bourgeois de Québec, par contrat du 15 janvier 1724, devant M^e Barbel, notaire, vend à M^e Nicolas Lanoullier de Boisclerc, avocat du parlement de Paris, conseiller du roi au Conseil supérieur et agent des trésoriers généraux de la Marine en la ville de Québec¹⁷ « cinquante arpents en superficie de terres (prix 600 lbs, payé d'avance) située proche des terres de la maison de Saint-Michel, appartenant à Messieurs du Séminaire des Missions-Etrangères, sise au lieu appelé Coulonge, joignant du côté du sud-ouest aux terres des dits Sieurs du Séminaire, un chemin de douze toises entre d'eux, d'un bout au fleuve St-Laurent et par l'autre bout au grand chemin comme l'on va de Quebeck au Cap-Rouge à main gauche, aussi douze toises de large réservées pour le dit grand chemin entre d'eux, les dits 50 arpents tels et ainsi qu'ils ont été concédés à Jean Bonnart dit Lafortune par Monsieur de Montmagny, alors gouverneur en ce pays, suivant titre de concession du 15 novembre 1646 et brevet de confirmation de Messieurs de l'ancienne et première compagnie en ce pays, en date du 29 mars 1649; appartenant au vendeur comme héritier de défunt Sieur Guillaume Pagé Carcy et Elizabeth LeTarte, ses père et mère; et au dit feu Sr Pagé Carcy appartenant par acquisition qu'il en a faite de Geneviève Gaudin, épouse en premières noces de Antoine Boutin, et de Marguerite Gaudin, femme de Robert Pagé, par contrat passé devant M^{re} Louis Chambalon, notaire royal, en cette prévosté, le 27 mai 1702; ensuite duquel contrat est une ratification et une quittance des dix et vingt-neuf juin 1702; et aux dits Gaudin appartenant comme héritiers de défunt Barthélemy Gaudin¹⁸, leur

père, qui les avait acquis dudit Bouvard, par contrat passé devant M^{re} Laurent Bermen, notaire, en date du 21 mars 1649, confirmé le 29 du même mois - relevant de Messieurs du Séminaire comme seigneurs de la châtelainie de Coulonge ».

Nommé coadjuteur de Québec en 1728, M^{gr} Pierre-Herman Dosquet, évêque de Samos in partibus, arrive à Québec en 1729. Choissant de s'installer à la campagne, il acquiert par contrat devant M^e Dubreuil, en date du 17 octobre 1731, la propriété de M^e Lanoullier, « ensemble tous les bâtiments construits sur iceux et meubles qui y sont, sans aucune retenue ». La maison de pierre qu'il y fait bâtir en 1732 ne semble pas avoir eu des proportions compatibles avec les besoins de sa suite épiscopale, une dizaine de séminaristes qu'il avait amenés avec lui pour les former à la prêtrise et sept domestiques. Trois ans à peine ont passé, le coadjuteur de l'évêché de Québec fait un séjour d'une année en France. Puis, il s'en retourne définitivement le 17 octobre 1735.

En 1744¹⁹, soit quelque neuf années plus tard, par acte notarié passé devant M^e Boucault, notaire, M^e Lanoullier donnait quittance à messieurs du Séminaire de la somme de 2 800 livres (prix d'achat non acquitté par M^{gr} Dosquet) et de tous les arrrages de la rente. Ce fonds de terre se trouva ainsi réuni au domaine de la seigneurie dont le Séminaire était propriétaire en tant que seigneur de la châtelainie de Coulonge. Cette « terre de Samos » contenait, en réalité, tout près de 70 arpents en superficie dont la très grande partie était en forêt primitive de beaux bois de chêne et de pin.

Lorsque ce domaine est vendu le 14 décembre 1762, au lendemain de la Conquête, au receveur des douanes à Québec, M. Thomas Ainslie, l'acte de vente stipule :

« laquelle présente vente cependant n'aura lieu qu'au cas que cette colonie demeure à l'Angleterre et ne sera le dit Sieur Ainslie tenu de payer le prix de la vente qu'à la paix qui décidera du pays; et dans la supposition contraire que le pays retournât à la France, soit par le sort des armes, soit par le prochain traité de paix, la

inhumé 19 mars 1697 à Neuville ».

¹⁹ L'évêque de Québec d'alors, M^{gr} du Breil de Pontbriand, avait choisi de continuer la restauration du palais épiscopal (occupant l'emplacement connu aujourd'hui sous le nom de parc Montmorency) tout en l'habitant. Son successeur M^{gr} Briand, en 1766, consentit de fortes sommes pour sortir l'édifice de ses décombres, suite aux bombardements de la flotte anglaise lors du siège de Québec de 1759. Peu de temps après l'achèvement des travaux de restauration, le palais épiscopal était loué au gouvernement. C'est dans la chapelle qu'en 1792 siégeront les députés de la Chambre basse, pour se choisir un « orateur ». Ce sera Jean-Antoine Panet, avocat de Québec, à qui les députés anglais vont reprocher son peu de connaissance de la « langue de l'empire ». Et ce fut la première session du premier Parlement de la province du Bas-Canada. Les sessions du Conseil législatif se tenaient à l'étage supérieur, le Conseil exécutif, lui, logeait au Château Saint-Louis. (réf. : Denis Vaugeois, Québec 1792 *Les acteurs, les institutions et les frontières*, Montréal, Les éditions Fides, 1992, 172 p., p. 134-146).

¹⁵ P.-B. Casgrain. *L'Habitation de Samos*, MSRC, (XII, 1906), sect. I, p. 3-35.

¹⁶ Marcel Trudel. *op. cit.*, p. 161: « BONNART, Jean dit Lafortune signe »; « avait d'abord servi en Acadie »; « première apparition : obtient une terre le 15 nov. 1646 »; « qualifié de cloutier en 1649 et de maître-cloutier en 1654 »; « décédé 30 août 1656, inhumé le lendemain ».

¹⁷ M^e Nicolas Lanoullier de Boisclerc décéda le 6 janvier chez son gendre Michel Bénard (réf.: DBC-III, p. 381); son demi-frère, Jean-Eustache Lanoullier, contrôleur de la Marine et grand voyer, décéda à l'Hôtel-Dieu de Québec en 1750.

¹⁸ Marcel Trudel. *op. cit.*, « engagé comme tonnelier en juin 1643; épouse Marthe Coignat lors d'un séjour en France en 1648-49; obtient une terre en 1649; confirmé à Sillery 6 juin 1661;

dite, vente sera nulle de plein droit et Messieurs du Séminaire rentreront en possession de la susdite terre et maison avec les améliorations que mon dit Sieur Ainslie s'oblige d'y faire dès le commencement du printemps prochain, et spécialement d'y faire établir la dite maison de Samos en réparations de maçonnerie, charpente, plancher, et couverture, etc., dans le cours du printemps prochain, dont il jouira ainsi de la terre jusqu'à parfaite décision du pays et ville de Québec, desquelles améliorations il ne pourra requérir aucun dédommagement, ni ne détériorera en rien, dans le cas que le Séminaire rentrât en possession; et faute d'exécution des conditions ci-dessus mentionnées, le présent contrat de vente sera nul à la fin du mois de juillet prochain ».

Vu la cession du pays par le traité de paix de 1763, M. Ainslie demeura propriétaire absolu. Lors de la prise de Québec en septembre 1759, la maison de Samos avait été détruite, sauf les murs restés debout. M. Ainslie fit faire les transformations imposées et diverses améliorations, comme de défricher le sol pour le mettre en partie en culture, tout en ménageant la forêt de beaux bois qui s'y trouvaient, de garnir l'habitation de meubles et la ferme d'instruments aratoires et de bétail pour en faire une résidence de campagne complète. Alors il lui donna le nom de Woodfield.

LE SAMOS, AVENUE DU MAIRE-BEAULIEU

Suivant un croquis et d'après divers témoins oculaires, la maison de Samos se trouvait située à environ une centaine de pieds de la cime du cap; avec son jardin attenant, elle joignait au nord-est le ruisseau Belleborne. À trois cents pieds de la maison, un pont avait été construit au-dessus de ce ruisseau. C'est par ce pont, défendu par un canon, qu'au matin du 13 septembre 1759, une escouade anglaise commença l'attaque dirigée sur la batterie dite de Samos. La *Relation du siège de Québec* mentionne que, le 19 juillet 1759, Montcalm avait fait ériger une batterie à cet endroit. Elle était montée de quatre pièces de 18 et d'un mortier ou obusier. Les trente hommes postés à Samos ont dû établir leurs quartiers dans la maison qui, de pierre et haute de deux étages, devait offrir une défense retranchée.

XIX^e SIÈCLE - LA VILLA WOODFIELD

La maison de Samos remise en état par Thomas Ainslie fut acquise, ainsi que le domaine, par l'honorable Thomas-Adam Mabane²⁰, un des juges de la Cour des plaids communs du district de Québec, le 4 septembre 1769.

Pendant le siège de Québec de 1775-1776, des soldats de l'armée américaine d'invasion s'emparèrent de l'habitation et s'en servirent comme hôpital. Les dommages causés à la résidence et aux dépendances firent l'objet d'une indemnisation, ce qui permit au juge Mabane de restaurer la villa Woodfield. Divers embellissements de l'ensemble du domaine, joints à la beauté du site, en firent une des plus belles résidences de la banlieue de Québec. Le général Powell, qui habitait la propriété voisine, Powell Place devenue Spencer Wood (en 1959 Bois-de-Coulonge - résidence du lieutenant-gouverneur), s'y rendait souvent. Le Lord Évêque et premier prélat anglican de Québec, le très révérend Jacob Mountain, loua Woodfield de 1793 à 1802.

En 1816, le commerçant de bois William Sheppard fit l'acquisition du domaine alors propriété de Matthew Bell depuis 1805. Il agrandit encore le domaine vers l'ouest, jusqu'à la limite du fief Saint-Michel, toujours propriété du Séminaire de Québec. Il réaménagea les parterres, fit construire des serres, un conservatoire. La maison fut détruite par le feu en décembre 1842. Une nouvelle villa plus spacieuse fut alors reconstruite, mais au centre du domaine. En 1847, l'effondrement du commerce du bois obligea William Sheppard à quitter Sillery.

À partir de juin 1847, Mme Harriet Sheppard, son épouse, a concédé des lots à bâtir aux ouvriers travaillant dans les anses de Sillery. De là date l'existence du faubourg Bergerville. En 1839, cependant, le propriétaire de Woodfield avait acheté du terrain du Séminaire de Québec, seigneur de la châtellenie de Coulonge²¹. Ce terrain, suite à une subdivision, avait été annexé au domaine Spencer Wood. Sur cette partie du domaine, le Séminaire de Québec avait déjà octroyé un lopin de terre à Joseph Hamel, en date du 26 décembre 1831.²²

Joseph Hamel était arpenteur, inspecteur des bâtiments et des routes, et architecte. Sa terre occupait la superficie comprise entre la rue Chanoine-Morel, la rue Forget, le chemin Saint-Louis et la Grande-Allée (aujourd'hui le début du boulevard Sir-Wilfrid-Laurier). Le contrat signé avec le Séminaire de Québec l'obligeait à bâtir une habitation dans l'année suivante. L'a-t-il fait? On ne peut l'affirmer.

William Bee, un tireur de pièces de bois (timber culler) se vit concéder un lot à bâtir sur cet emplacement, le 27 août 1847. Il semble, d'après l'appréciation des experts qui ont été appelés à donner leur avis concernant l'intérêt historique



BACanada – R9266-144 – Aquarelle de James Pattison Cockburn – ca 1829 – Spencer Wood

²⁰ Médecin, nommé au nouveau Conseil législatif en 1775, chef du groupe « French party » dont le cadre servit à l'action des premiers nationalistes canadiens-français. Né en Écosse, il mourut, célibataire, à Sillery, le 3 janvier 1792 (réf. : DBC-IV, p. 530-533).

²¹ Archives du Séminaire de Québec, Seigneuries 47, n° 17b.

²² *Idem*, n° 17.

et architectural de la maison Bee-Vachon (qui occupait l'emplacement - non situé dans les limites de l'arrondissement historique de Sillery – aujourd'hui du 1265 de la rue Rodolphe-Forget), que sa construction daterait d'avant 1847. La maison, fabriquée de bois monté pièce sur pièce, avait un étage reposant sur des fondations peu profondes, sans cave. La toiture à deux versants était percée de lucarnes et possédait un larmier d'un seul côté²³.

C'est le président de la Quebec Bank, Thomas Gibb, qui fit l'acquisition du domaine Woodfield. Mais un autre incendie détruisit la seconde villa en 1867. Les pères Rédemptoristes sont devenus propriétaires de l'ancienne terre de Samos en 1877.

On y aménagea, à partir de 1879, le St. Patrick's Cemetery. Deux ans plus tard, les Rédemptoristes achetaient également la partie ouest de Woodfield jusqu'à la limite des propriétés du Séminaire de Québec. Ils ont revendu ce terrain en 1921 à la Congrégation des pères Augustins de l'Assomption. Un monastère et une chapelle y ont été édifiés en 1927. En 1969, le Montmartre, un lieu de pèlerinage dédié au Sacré-Cœur, est inauguré. Pour accommoder les pèlerins, une hôtellerie d'une trentaine de chambres a été ajoutée à l'ensemble qui occupe un vaste espace en bordure du fleuve.

LA COPROPRIÉTÉ LE SAMOS

Depuis 1973, une nouvelle rue, appelée « avenue du Maire-Beaulieu » en 1984, conduit aux édifices résidentiels Le Châtelain, Les Jardins de Coulonge et Le Samos, élevés à la limite ouest du cimetière St. Patrick. Également sur les limites du cimetière, côté nord-ouest de l'ancienne terre de Samos, le long du chemin Saint-Louis, le St. Brigid's Home et la Résidence de Puiseaux; à la limite nord-est de la propriété des Sœurs de Sainte-Jeanne-

d'Arc, c'est la Résidence Bergerville. Entre l'avenue du Maire-Beaulieu et englobant une partie de l'ancienne avenue de l'Assomption (déjà sous le Régime français chemin mitoyen desservait le fief Saint-Michel et la terre de Samos), un parc public a été aménagé, le parc Bergerville.

UN PEU D'HISTOIRE

La famille HOUDET a aussi appris bien des choses sur les grands faits qui ont marqué notre histoire; entre autres, qu'un cousin, d'ascendance BOSCHIER - Le MAIGNAN De KERANGAT: Bernard BOSCHIER sieur de Kergus, capitaine d'une compagnie de fusiliers au Régiment de Béarn à partir du 7 novembre 1746, a été tué et a été enterré au pied du mur d'enceinte de Québec, le 13 septembre 1759. Dans son dossier militaire, il est écrit pour le chevalier de Kergus : « homme de condition [...] » (J.-Y. de BRONZE, *Les morts de la guerre de Sept Ans au Cimetière de l'Hôpital-Général*, Les Presses de l'Université Laval, 2001, p. 157).

DÉFAITE DES PLAINES D'ABRAHAM - 1759

C'est au cours de la nuit du 12 au 13 septembre 1759 que des soldats de l'armée de Wolfe, effectuant une descente dans une petite anse dérobée sans aucune résistance, ont réussi à envahir le plateau. Ils ont réussi l'escalade de la falaise en longeant la rive sud-ouest du ruisseau Saint-Denis (entre la partie sud des terres de Saint-Denys et la châtellenie de Coulonge) qu'ils ont réussi à traverser à la hauteur du terrain aujourd'hui propriété de la compagnie d'assurances L'Industrielle (face au parc Chaumont). C'était le seul endroit où l'armée anglaise pouvait gravir, avec facilité, les hauteurs du promontoire de Québec. Montcalm, qui le savait, avait établi là un corps de garde, sous les ordres du capitaine de Vergor de Simolin²⁴.

²³. Suite à la demande d'un citoyen désirant acheter cette propriété pour reconstruction, la Ville de Sillery a demandé un avis au Comité consultatif de la Commission d'urbanisme et de conservation du ministère des Affaires culturelles. Tout en étant d'avis que la conservation de la vieille maison serait souhaitable, car elle constitue un repère historique important du Sillery agricole, la Commission ne croyait pas que le bâtiment présente les caractéristiques exceptionnelles requises pour être classé monument historique par le gouvernement du Québec. C'est alors qu'elle suggéra à la Ville de Sillery, via un nouveau pouvoir donné aux municipalités depuis 1986 par la Loi sur les biens culturels, de citer elle-même la maison « monument historique », ce qu'elle a refusé de faire lors de la réunion du Conseil de ville du 7 décembre 1987, face aux coûts impliqués. Un relevé, avant la démolition exécutée en avril 1988, a été fait pour connaître certains détails de construction. On devra garder en mémoire le fait que ce bâtiment a joué un rôle public important, ayant servi de bureau de poste en plus d'être un des rares vestiges de l'occupation agricole de Sillery, territoire qui recèle plutôt des témoins reliés au commerce du bois.

²⁴. À la hauteur où déjà se trouvait la villa Marchmont, maintenant le complexe domiciliaire Les Jardins de Méridic inc. Le domaine de Marchmont était la partie est de la *Terre de Saint-Denys*, qui fut divisée en deux propriétés après l'achat qu'en fit le général Murray en 1762. La partie ouest sera le domaine Wolfesfield au XIX^e siècle et parc Chaumont au XX^e siècle. Une partie du domaine Marchmont fut acquise en 1829 par John Gilmour de la maison Allan Gilmour et Co. Cet industriel dirigeait le plus vaste chantier d'exportation de bois équarri et de construction de navires, opérant à cette époque dans les anses de Sillery. Établi à l'Anse du Foulon (Wolfe's Cove), juste à la hauteur où a été construite la villa Marchmont sur le plateau (à l'est de l'avenue De Laune d'aujourd'hui, avenue prolongée par la Côte-Gilmour jusqu'au fleuve - côte au pied de laquelle le ruisseau Saint-Denis arrivait au fleuve).

Les dames Ursulines de Québec avaient obtenu le domaine Marchmont en échange de leurs terres des plaines d'Abraham. Elles avaient acheté en 1667 la partie nord de la propriété foncière d'Abraham Martin, laquelle joignait leur propriété du coteau Saint-Louis, côté ville - ce qui sera connu sous le nom de

Apprenant que l'armée anglaise était en ordre de bataille à la hauteur de ce qui est aujourd'hui l'annexe du Musée du Québec, l'ancienne prison de Québec, Montcalm fit aligner sur trois rangées ses régiments, à mesure qu'ils arrivaient, à la hauteur de la tour Martello jusqu'au chemin Sainte-Foy en longeant la rue Claire-Fontaine. Le plus près du fleuve était le Royal-Roussillon, puis venaient Guyenne, Béarn, Languedoc et La Sarre. Les Canadiens, commandés par le major Dumas, occupaient l'extrême droite. Le combat fut court mais d'une extrême vivacité.

Les Anglais, avec deux balles dans chaque fusil, s'approchèrent avant de tirer et, de la hauteur d'où ils dominaient, répondirent à la décharge générale de l'armée française lancée trop tôt par les trois rangs à la fois. Les deux commandants des régiments de La Sarre et de Guyenne, Sennezeurgues et Fontbanne tombèrent à ce moment-là ainsi



Bataille des plaines d'Abraham
Une vue de la Prise de Québec, le 13 septembre 1759, publiée par Laurie and Whittle, en 1759. La gravure montre les trois étapes de la bataille : le débarquement des Britanniques, l'escalade de la falaise et la bataille (avec la permission des Bibliothèque et Archives Canada/C-1078).

que le commandant de la droite, M. de Saint-Ours. Le lieutenant-colonel du Languedoc, Privat, fut blessé gravement. L'aide major Malartic eut deux chevaux tués sous lui. Peu après que Wolfe fut mortellement atteint, les combattants, très rapprochés, s'affrontèrent à la baïonnette. Le centre français plia, ce fut le commencement de la déroute. Montcalm reçut coup sur coup deux blessures. Il passa la porte Saint-Louis soutenu par deux soldats. Il expira chez le

docteur Arnoux. Le 14 septembre, au soir, son corps fut transporté dans la chapelle des Ursulines où il fut inhumé dans une excavation faite quelque jours auparavant par une bombe qui avait défoncé le plancher et creusé le sol.²⁵

VINCENT SE SOUVIENT

Après deux années pendant lesquelles Louis H. HOUDET a été commissaire industriel au ministère de l'Industrie et du Commerce (1965-1967) pour la région des Bois-Francs, et suite à une mutation au ministère, à Québec, c'est dans le parc Chaumont, sis aux limites sud-est de la ville de Québec et de Sillery, sur l'ancienne *Terre de Saint-Denys*, que la famille HOUDET eut le bonheur de vivre ses premières années à Sillery. Parents et enfants eurent l'impression d'avoir été catapultés exactement au bon endroit, pour tout savoir de notre histoire!

Même le petit Vincent, alors âgé de 4 ans, dans son terrain de jeux du ruisseau Saint-Denis (asséché par l'urbanisation) cherchera « quelque chose de Wolfe » et sera tout à la joie de voir la découverte faite par son père, dans la plate-bande de fleurs : un bouton d'un uniforme militaire anglais²⁶, bouton qu'il pourra revoir au musée de la forteresse de Louisbourg, au Cap Breton! Et Vincent se souviendra. Il l'a raconté dans un essai *Mon coin de pays*, un travail présenté à Pauline Beaudin, enseignante au cégep F.-X. GARNEAU, le 18 mars 1981.

MON COIN DE PAYS

- Aujourd'hui, mon coin de pays c'est la vieille ville. Quand je passe la porte St-Jean j'arrive ailleurs, comme dans un nouveau monde. De la couleur, de la joie, des cris, du monde, une foule en

plaines d'Abraham, lesquelles, pendant un siècle après la Conquête, ont servi de terrain de parade et d'exercices aux Habits-Rouges qui ont quitté en 1871. Trois ans plus tard, le Dominion du Canada louait les Plaines à la Corporation de la Ville de Québec. L'année suivante, une association de citoyens se forma, désirant prendre en charge la location du site historique. Une clôture fut mise en place. On souhaitait y aménager un parc public, le Battlefield Park. Joignant le « parc » alors clôturé, s'étendait, côté sud, la très belle ferme d'agrément, Marchmont, aménagée quelque soixante années plus tôt par Sir John Harvey, commandant des Forces armées. La villa, elle, construite vers 1810-1819, était sise à l'endroit qu'occupait le poste de Vergor que les miliciens canadiens défendaient avant la fatale nuit du 13 septembre 1759.

À l'expiration du bail (daté du 1^{er} mai, d'une durée de 99 ans) signé par les dames Ursulines de Québec avec le War Department Property in Quebec City and District, soit en octobre 1901, le domaine Marchmont fut annexé à la Ville de Québec. L'avenue De Laune devint la limite Sillery-Québec.

La villa Marchmont sera couvent, maison générale de la communauté des dames Ursulines de Québec jusqu'en mai 1971. Marchmont a disparu en une nuit... Les Jardins de Mérici inc. prennent maintenant place dans le décor, le long de l'historique falaise, avec le parc Mérici et le Collège Mérici (réf.: J. Lemoine. *Picturesque Québec*, p. 302-324 et 311 (cf. Lt Col. Beatson. *The Plains of Abraham, Notes, original and selected*, Royal Engineers, Gibraltar, Printed at the Garrison Library Press, 1858); J. Lemoine. *Maple Leaves*, III^e série, 1906, p. 292; France Gagnon-Pratte. *L'architecture et la nature à Québec au dix-neuvième siècle: les villas*, p. 273-275; Clément T. Dussault. *Sillery l'An Un*, p. 47; Andrée Lapointe. *Sillery et l'industrie du bois au XIXe siècle*, p. 157; Commission des Champs de Bataille nationaux. Plan directeur: phase I, Inventaire préliminaire.)

²⁵. *Album-Souvenir troisième centenaire de Québec*, op. cit., p. 26.

²⁶. C'est à la hauteur de la rue Thornhill, le long du ruisseau Saint-Denis (aujourd'hui asséché par l'urbanisation), que l'armée de Wolfe prit pied sur le plateau de Sillery dans la nuit du 13 septembre 1759. Les Anglais ont campé sur ce qui est aujourd'hui parc Chaumont et parc Mérici.

délire. Multitudes d'endroits où aller et de choses à faire...

- Mais pour me rendre là, je me dois de vivre un moment de nostalgie. Il n'est pas triste, ce moment. Il me fait sourire. Il me rappelle une longue période de bonheur. Ce sentiment me prend à la gorge alors que je file à tout allure à bicyclette; j'arrive à la côte, à la hauteur du mur du parc du Bois de Coulonge, où le boulevard Laurier rejoint le vieux Chemin Saint-Louis. Je vois alors passer les trois entrées du parc Chaumont qui pourraient me conduire dans la maison de mes souvenirs. Quelquefois, je m'y arrête et je m'y promène.

- Les visages nouveaux me regardent comme un étranger, mais pour moi ce sont eux les étrangers. Quand je passe tout droit, une bouffée de souvenirs me monte du cœur. Ma glande nostalgique sécrète son doux venin. Je me rappelle alors les jeux, les lieux, les amis, les personnages de mon enfance. Le souvenir des grandes batailles, en une soirée, en une année nous pouvions être tués, faits prisonniers mille fois, mais n'écouter que notre courage d'enfants nous réussissions toujours à nous échapper, à survivre à la mortelle blessure d'un coup de pilum ou de bazooka. Mon général ou mon ennemi c'était Gilbert, un fier combattant. Il fut mon compagnon d'armes durant plusieurs années de durs combats. Des jeux de guerre, souvent transformés en drames policiers, où toute la bande se divisait pour devenir de gentils gangsters et d'affreux policiers; c'était alors la chasse à courre à travers tout le parc. Les fugitifs toujours à la recherche d'un abri moins précaire et les policiers perpétuellement sur leurs talons. Ces deux jeux, c'est toute la contradiction de mon enfance: mon meilleur ami... et les autres.

- Pour ces jeux, notre endroit de prédilection c'était le petit boisé. Petit il l'était vraiment. Mais si on mettait côte à côte toutes les cabanes qu'on y a construites New York ou Tokyo auraient peut-être l'air de villages... Ce bois était séparé de la rue par une forêt de fleurs à sucre. Ces mauvaises herbes étaient si hautes qu'elles nous passaient au-dessus de la tête, peut-être n'étions-nous pas très hauts! Juste à côté, se trouvait l'allée de sapins des deux madames Garneau, un lieu interdit mais nous n'y trouvions que plus d'intérêt à l'explorer, car sans cela le lieu aurait été dénué de tout attrait. Derrière se trouvait le terrain des Price. Une immense propriété dont l'accès nous était formellement interdit. Rare sont ceux qui ont eu le courage de pénétrer en ces lieux privés. La seule vue du propriétaire nous glaçait le sang. Je n'ai jamais su s'il était vraiment un anglais, personne ne lui a jamais parlé. Il vivait retiré, secret. Et, surtout, il nous faisait peur. Certains allaient même jusqu'à dire que son champ était truffé de pièges à loup et j'y croyais. Mais, peu après le 15 novembre²⁷ il déménagea. Il fit démolir sa maison. Toutes nos peurs s'évanouirent et nous eûmes le plus beau champ de bataille du monde: sa propriété finissait brusquement avec les berges d'un ruisseau asséché [Saint-Denis] dont le fond était plein d'arbres morts et... de lieux mystérieux... où nous partions en expédition toute la journée. Sur l'autre berge, en face, un jour j'ai découvert une mine de petits pots de terre cuite...²⁸

- côte qui avant s'appelait Wolfesfield et qui est devenue, un jour, rue du Ravin... - parce que, m'a dit maman, passait là déjà un petit bras du ruisseau Saint-Denis qui remontait jusqu'à la hauteur du Pavillon Saint-Dominique [sur le boulevard Saint-Cyrille] et

c'est pour cela que lorsque je prenais ce raccourci pour me rendre à mon collègue (Collège des Jésuites) je me mouillais toujours les pieds, il y avait là des sources. Par la côte du Ravin nous arrivions presque directement chez-nous en passant devant l'immense manoir blanc des Amyot - qui appartenait avant à monsieur Price - puis nous nous arrêtions chez madame McGerrigle pour admirer ses fleurs et parler un peu avec sa bonne, Marie, qui était au service de la famille depuis l'âge de quatorze ans. Juste à côté c'était la maison de Gilbert. La véranda était notre vaisseau de guerre. Juste en face, c'était ma maison.

- La rue se séparait alors en deux. Mais, avant vers la gauche de notre maison se trouvait la maison de monsieur Lazarovitch, un monsieur juif sympathique mais impressionnant. Il empestait tout le quartier avec son énorme cigare et je serais prêt à jurer qu'il aurait été possible de le suivre grâce à la traînée de fumée qu'il laissait derrière lui lorsqu'il prenait sa marche dans le parc. Puis c'était la maison des madames Garneau, puis la jungle des herbes folles, le petit bois, les Frégault, les Mainguy, les Côté, les Archer, les Lafrance. Plus jeune, au début, j'allais souvent parler avec ce vieux monsieur à la gueule de retraité comblé. Puis venaient les Boutin, les Moreau, les Piette, les St-Laurent, les Côté, les Aubin avec leur maison rose nanane et en face les Rousseau avec leur maison blanche à toit jaune orange qui eut facilement passé inaperçue à Madrid mais pas à Québec. Puis les Pettigrew avec Richard, l'organisateur en chef de nos jeux d'enfants, et Marie, le garçon manqué. Puis les Vaillancourt avec Eudore, ce brave rentier sympathique, jovial, qui nous invitait tout le temps à nous baigner et avec qui je prenais plaisir à jaser durant des heures, de ses roses..., de son métier de boulanger... Puis c'était nos voisins immédiats avec la mère, Madame la juge, une madame extra ...

- Notre maison, une vieille de 1940, solide, belle, avec une cheminée recouverte d'un treillis de vigne vierge, un toit multicolore rouge mat, brun et noir, des fenêtres aux cadres verts, un recouvrement en aluminium brun. Les murs sont de bardeaux d'amiante. La base de ciment gris était cachée par des cèdres, des rosiers superbes, une multitude de fleurs sur lesquelles mes parents passaient des heures. Sur le côté, une véranda surélevée, entourée de fleurs, à l'ombre de cinq immenses érables. La double-porte vitrée du salon donnait sur le patio, mais je ne l'ai jamais vue ouverte... Entrée arrière, un cabanon que l'on appelait la «shed» surmonté d'une galerie qui communiquait avec ma chambre. Elle était plutôt petite cette chambre et je n'y allais que pour dormir. Tout de suite à gauche, l'escalier. À droite, la salle de bain, en face les chambres. Au bas de l'escalier, à gauche la salle à manger, à droite le salon. Mais ces lieux, bien qu'agréables, n'étaient pas mes endroits préférés. C'était le sous-sol, immense, secret, profond. Un autre endroit où les jeux étaient roi. Les immenses constructions de carton qui étaient bunker, fort, ou char d'assaut, le tout situé devant la télé. La lumière tamisée du sous-sol me ramène subitement à l'éclairage que diffuse les lumières de la ville, tard dans la nuit, quand on rentre chez soi pour dormir après une autre journée de vécu. On oublie..., le temps d'une nuit, les amis, les gens, l'enfance.

NDLR : concernant l'histoire de Sillery, nous invitons le lecteur à consulter également les sources suivantes.

²⁷. 1976, évidemment. Vincent se souvient de ce jour mémorable où René Lévesque devenait premier ministre du Québec.

²⁸. Vincent eut alors accès au dépotoir des serres du domaine de Bois-de-Coulonge, dont la villa disparut lors de l'incendie du 6 janvier 1967.

- AUBIN, T., *Sillery : mes ancrages, mes souvenirs*, Collection Société d'histoire de Sillery, volume I, 2004.

- LAMONTAGNE, P. A. (rédigé par Robert Rumilly), *L'histoire de Sillery 1630-1950*, édité par la Ville de Sillery, 1952.

GÉNÉALOGIE INSOLITE



Vous avez de ces perles que collectionnent certains généalogistes? Contactez-nous à sgq@total.net

SITUATIONS HORS DE L'ORDINAIRE

par Louis Richer (4140)

À l'occasion de recherches en vue de répondre aux demandes du grand public, il m'arrive de croiser des situations hors de l'ordinaire. J'en présente ici un premier exemple qui, jusqu'à tout récemment, ne faisait pas partie du portrait habituel de la bonne société québécoise, francophone et catholique.

Le 26 avril 1827, le curé de Saint-Michel de Vaudreuil, M. P. J. Archambault, est demandé au chevet d'une malade, Françoise Desputeau. Sans doute placée devant le spectre de la mort, Françoise ainsi que son compagnon Pierre Delisle décident de faire bénir leur union qui dure depuis près de vingt ans. Le prêtre reçoit donc leur consentement mutuel et le mariage a lieu au domicile des concubins. Fait inusité pour l'époque, les deux signent l'acte de mariage ainsi que leur principal témoin, Maurice Mongrain. Le curé a donc pris la peine de déplacer le registre paroissial jusqu'à la demeure des conjoints.

Le prêtre rend aussi légitimes les cinq enfants du couple. Il s'agit de Marie Amable, née le 7 octobre 1809; Pierre, né le 20 février 1811; Joseph né le 11 mai 1812; Maurice, né le 30 juin 1814; Marguerite, née le 24 octobre 1816, et Domithilde, née le 27 avril 1818. À l'époque, seul le mariage des parents donnait, face à la loi et à la société, la légitimité aux enfants.

Tous, sauf l'aînée née à Montréal, avaient vu le jour à Vaudreuil. Chacun des quatre premiers enfants avait été baptisé

comme enfant légitime; la dernière, Domithilde, comme illégitime. D'ailleurs, celle-ci et sa soeur avaient été portées sur les fonts baptismaux de la mission de Lac-des-Deux-Montagnes.

Pierre Delisle et Françoise Desputeau étaient originaires de Deschambault, dans la région de Portneuf. Pour éviter la désapprobation de leur entourage, ils auraient séjourné brièvement à Montréal avant de s'établir à Vaudreuil. En fait, Pierre avait marié Angélique Létourneau, le 11 janvier 1803 à Deschambault. Ils eurent au moins une fille, Marguerite, qui épousa Louis Naud, le 26 octobre 1824 au même endroit. La future épouse étant mineure, son père, Pierre Delisle, qui demeurait à Vaudreuil, avait donné une procuration à son frère Joseph, oncle de la mariée.

La date de décès de la première épouse de Pierre, Angélique Létourneau, n'a pas été trouvée (elle était déjà décédée lors du mariage de leur fille en 1824). La situation de Pierre et de sa future deuxième épouse était certainement connue en 1818, même en 1816, lorsque leurs deux derniers enfants sont baptisés, non pas à Vaudreuil où la famille réside mais bien à la mission de Lac-des-Deux-Montagnes.

Sans doute que voyant la mort approcher, Françoise avait convaincu son compagnon de régulariser leur situation avant de paraître devant saint Pierre.

DES JUMEAUX PEU COMMUNS

par Bernard Montminy (4292)

Une recherche, effectuée dans les registres de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire de Lévis (microfilms de la SGQ), m'a permis de découvrir un cas qui, sans être unique, est plutôt rare. Voici les faits :

Le premier avril mil huit cent quatre vingt, Nous, Prêtre soussigné, avons baptisé sous condition, Joseph Cléophas Adolphe Montminy, né la veille du légitime mariage de Ferdinand Montminy et de Philomène Bilodeau, de cette paroisse. Parrain, Cléophas Blouin, soussigné ainsi que le père, marraine Delvina Fortier, qui n'a su signer.

Cleophas Blouin Ferdinand Montminy

J. L. Hudon, ptr

Le deux avril mil huit cent quatre vingt, Nous, Prêtre soussigné, avons inhumé dans le cimetière Mont-Marie, le

corps de Joseph Cléophas adolphe, né et décédé l'avant veille, enfant légitime de Ferdinand Montminy et de Philomène Bilodeau, de cette paroisse. Présents, Isaïe Laliberté et Georges Dubé qui ne signent. H. Mc Gratty, ptr

Le cinq avril mil huit cent quatre vingt, Nous, Prêtre soussigné avons inhumé dans le cimetière Mont-Marie, le corps d'un enfant anonyme, né, ondoyé, décédé la veille, né du légitime mariage de Ferdinand Montminy et de Philomène Bilodeau, de cette paroisse Présents, Isaïe Lalibert. et Georges Dubé qui ne signent H. Mc Gratty, ptr

Quatre jours séparent donc les naissances de ces deux jumeaux. Cet événement ne semble pas avoir laissé de séquelles sévères chez Philomène puisque, dix-sept mois plus tard, elle donnait naissance à un 13^e enfant.



LES SEIGNEURIES DE SILLERY ET DE GAUDARVILLE, ET LA PAROISSE DE SAINTE-FOY, AUX JOURS DE LA NOUVELLE-FRANCE

par Jean-Marie Lebel (2284)

Diplômé en histoire de l'Université Laval, Jean-Marie Lebel est l'auteur de nombreux articles consacrés à la région de Québec publiés dans les périodiques *Cap-aux-Diamants*, *Prestige*, *Québecensia* et autres. Son guide *Le Vieux-Québec* a connu plusieurs tirages. Vice-président des éditions Cap-aux-Diamants et administrateur de la Société historique de Québec, il donne depuis 1997 des cours sur l'histoire de Québec à l'UTAQ (Université du 3^e âge de Québec) de l'Université Laval. Il est le neveu du père Gérard Lebel, généalogiste et auteur de la série de livres *Nos ancêtres*.

Résumé

Dans la nouvelle grande ville de Québec, née le 1^{er} janvier 2002, l'un des huit arrondissements, celui de Sillery–Sainte-Foy, réunit à nouveau des territoires qui eurent une histoire commune, des débuts de la colonie jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Dans ce nouvel arrondissement, bien peu de vestiges témoignent encore de l'époque de la Nouvelle-France. Le grand essor de la banlieue depuis le tournant des années 1950 a couvert les champs de rues, de bungalows, de boulevards et d'autoroutes. S'imaginer à quoi pouvaient bien ressembler Sainte-Foy et Sillery à l'époque de la Nouvelle-France exige donc de grands efforts. Le passé de Sillery, de Gaudarville et de Sainte-Foy intéresse toutefois bien des généalogistes, car ces territoires anciens furent la patrie de plusieurs familles-souches du Québec, dont les Routhier, Berthiaume et Moreau. Comme nous le verrons, l'histoire de la paroisse de Sainte-Foy est indissociable de celles des seigneuries de Sillery et de Gaudarville. NDLR : ce texte développe davantage la conférence de Jean-Marie Lebel prononcée à la SGQ le 20 septembre 2006.

LE GRAND FIEF DU CAP-AUX-DIAMANTS

Lorsque le fondateur du poste de Québec, Samuel de Champlain meurt en 1635, il n'y a pas encore une seule habitation sur ce qui deviendra le territoire de l'arrondissement de Sainte-Foy–Sillery. Tout y est en forêt. Champlain s'était d'abord tourné vers l'est. Par son projet de Ludovica, il voulait fonder une ville le long de la rivière Saint-Charles. C'est d'ailleurs là qu'il a établi en 1620 le couvent des Récollets (le site actuel de l'Hôpital général de Québec). Puis, en 1626, la grande terre de Notre-Dame-des-Anges, cédée aux Jésuites, s'étend à partir de la même rivière (sur les sites actuels des arrondissements de Limoilou et de Charlesbourg). Les premiers habitants à « faire de la terre » dans la région de Québec s'établissent dans la Seigneurie de Beauport en 1634.

Ce qui allait devenir Sillery et Sainte-Foy demeure sans propriétaire en titre jusqu'au 15 janvier 1635. Ce jour-là, la Compagnie de la Nouvelle-France, communément désignée Compagnie des Cent-Associés, concède à Jean Juchereau de Maur un fief s'étendant des futures plaines d'Abraham jusqu'au vallon du cap Rouge. Le titulaire de ce vaste territoire, appelé fief du Cap-aux-Diamants, était arrivé en Nouvelle-France avec Robert Giffard.

L'INSERTION D'UNE BANLIEUE

Charles Huault de Montmagny, premier gouverneur de la Nouvelle-France, débarque à Québec au printemps de 1636. Sa vision de ce que doit être Québec et ses abords diffère de celle de son prédécesseur. Pour élaborer ses plans de développement de la région, il compte sur

l'expertise de l'ingénieur Jean Bourdon, arrivé à Québec en 1634. Dès juin ou juillet 1636, le gouverneur fait tracer le plan de la ville et fixer les limites de celle-ci.

La concession du fief du Cap-aux-Diamants, qui avait été réalisée l'année précédant son arrivée, déplaît à Montmagny. À ses yeux, ce fief étouffe la jeune ville de Québec. Il l'enlève à Juchereau de Maur et le lui échange pour une superficie égale de terre, à l'ouest de la rivière du Cap-Rouge (ce qui deviendra la Seigneurie de Maur et la paroisse de Saint-Augustin). La même année 1636, il établit une « banlieue » aux abords de Québec, s'inspirant de ce que l'on trouve souvent alors en France autour des villes : un territoire d'une lieue sur lequel s'applique le ban, d'où le nom de banlieue. La nouvelle banlieue relève de la censive de la Compagnie de la Nouvelle-France qui y joue le rôle de seigneur. Sa limite ouest se situe à une lieue de Québec (elle correspondait au tracé actuel de la côte de l'Église, de l'avenue Maguire et de la rue Painchaud).

LE TRACÉ D'UNE GRANDE LIGNE

Dans la banlieue, afin de faciliter la concession des terres, Jean Bourdon trace une grande ligne qui sert de « ligne de front » pour la distribution des terres. Il aurait été difficile de le faire avec la berge du fleuve ou la cime de la falaise, qui sont des lignes louvoyantes et trompeuses. Et pour tracer cette grande ligne dans l'axe est-ouest, Bourdon situe son point occidental à la résidence même du gouverneur, le château Saint-Louis. Cette grande ligne donne naissance à la Grande Allée. Comme nous le verrons, son tracé se poursuivra et sera

utile au-delà de la banlieue, dans ce qui deviendra Sillery et Sainte-Foy.

UNE CONCESSION AU SIEUR DE GAND

Autant Champlain était tourné vers l'est, autant Montmagny veut mettre en valeur ce qui est à l'ouest de Québec. Dès 1637, il y fait plusieurs concessions importantes. Il cède, entre autres terres de la banlieue, la terre de Saint-Jean (aux abords de l'avenue Belvédère) à son ami Jean Bourdon, et la terre de Saint-Michel (située immédiatement à l'est de la côte de l'Église) à Pierre de Puiseaux. Ce dernier fera construire une maison, que l'on dira être « le bijou du pays » et se dira « sieur de Sainte-Foy ». Nous reparlerons plus loin de l'usage de ce toponyme.

La même année 1637, le territoire de la banlieue ayant été en grande partie concédé, Montmagny fait des concessions au-delà de ses limites. En juin, il concède à François Derré de Gand, commissaire général de la Compagnie de la Nouvelle-France, une terre immédiatement à l'ouest de la terre de Saint-Michel de Puiseaux (donc à l'ouest de la côte de l'Église).

UNE TERRE DE MISSION

Le sieur de Gand est devenu propriétaire de cette terre hors de la banlieue pour rendre service aux Jésuites, et cela à la demande du père Paul Le Jeune. C'est sur cette terre, aux abords du fleuve, que des Amérindiens viennent s'installer en belle saison pour faire la pêche à l'anguille. Champlain le savait. Le récollet Gabriel Sagard rapportait, en 1623, qu'il s'était rendu à une sapinière, à l'ouest de Québec, où « viennent les sauvages ». Le père Le Jeune s'était déplacé en 1633 jusqu'« aux cabanes des Sauvages » et avait vu leur « secherie d'anguilles ». Il s'y était rendu à pied en longeant le fleuve à partir de Québec, d'où « ces chemins sont affreux », notait-il. Le père, qui veut sédentariser des Amérindiens, juge qu'il n'y a pas de meilleur site dans la région de Québec pour établir une « réduction » que celui où ils viennent déjà cueillir l'anguille.

En juillet 1637, sur la terre du sieur de Gand, débute la construction d'une première maison, à la mission Saint-Joseph de Sillery (où se trouve aujourd'hui la maison des Jésuites-de-Sillery du chemin du Foulon). On lui donne le nom de Sillery, en reconnaissance au bienfaiteur Noël Brûlart de Sillery. Au printemps 1638, les pères Paul Le Jeune et Jean de Quen s'installent dans la nouvelle résidence. Aux abords de celle-ci s'établissent, d'une façon permanente, le chef algonquin Noël Negabamat et le chef montagnais François-Xavier Negaskoumat, avec leurs gens. Le 8 avril 1638, le père Paul Le Jeune fait un premier baptême : un Amérindien adulte qui mourra peu après. Le 5 avril 1639, une nouvelle terre est concédée au sieur de Gand sur la falaise au-dessus de la mission, et qui se rendait jusqu'à la Grande Ligne. Le 9 février 1640, le sieur de Gand donne ses deux terres aux Jésuites.

Le 18 mars 1637, le gouverneur Montmagny avait concédé une terre à la duchesse d'Aiguillon pour les hospitalières Augustines de l'Hôtel-Dieu, à l'ouest de la terre du sieur de Gand. En 1640, les ouvriers des Hospitalières construisent l'Hôtel-Dieu. Les sœurs s'y établissent en décembre. En 1641, elles ouvrent un séminaire pour les petites Amérindiennes, trop éloignées de l'école des Ursulines. Le 29 mai 1644, à cause du danger iroquois, les Hospitalières quittent pour s'installer dans leur nouvel Hôtel-Dieu, à la Haute-ville de Québec.

UNE SEIGNEURIE POUR LES « NÉOPHYTES CATHOLIQUES »

Le gouverneur Montmagny se montre généreux et attentionné à l'égard des Amérindiens établis dans la mission de Sillery. Peut-être veut-il plaire aux Jésuites? N'oublions pas que Montmagny appartient à l'Ordre de Malte et est un fervent catholique. S'agit-il alors d'un geste politique, voulant s'assurer de la loyauté d'alliés amérindiens face aux Iroquois? Montmagny fait des concessions aux Amérindiens. Le 6 août 1646, les principaux Amérindiens de la mission de Sillery se rendent avec Jean Bourdon prendre possession de 100 arpents sur le plateau ainsi que sur la berge du fleuve, où Montmagny leur a concédé une demi-lieue du littoral pour leurs pêcheries d'anguilles.

L'attitude du gouverneur Louis d'Ailleboust, qui succède à Montmagny, est différente. En 1650, le père Jérôme Lalemant quitte Québec pour la France, afin de défendre les droits des Amérindiens, s'opposant ainsi au nouveau gouverneur qui s'est emparé des pêcheries de Sillery. Le plaidoyer de Lalemant est efficace. Le 13 mars 1651, la Compagnie de la Nouvelle-France concède aux Amérindiens convertis de la mission de Sillery, en fief et seigneurie, une lieue (5 kilomètres) du littoral (de la côte de l'Église, ou pointe de Puiseaux, jusqu'à l'emplacement actuel du pont Pierre-Laporte), sur quatre lieues (20 kilomètres) de profondeur dans la forêt. Les Jésuites deviennent les tuteurs de ceux qu'ils appellent les « néophytes catholiques », pour l'administration de la nouvelle seigneurie. Celle-ci sera appelée Seigneurie de Sillery ou « fief des Sauvages ». Les Jésuites demeurent en possession des terres que leur avait données le sieur de Gand et l'appellent ensuite le « domaine de Sillery ».

La nouvelle seigneurie comprend deux arrière-fiefs. Le 27 juillet 1646, Montmagny avait concédé aux Ursulines une grande terre de 100 arpents (où sera construite au XX^e siècle la prison des femmes ou Maison Gomin), au nord de la terre des Jésuites, s'étendant de la Grande Ligne jusqu'au coteau Sainte-Geneviève. Elle devient l'arrière-fief Sainte-Ursule. Le 18 septembre 1649, les Hospitalières cèdent leur terre à Anne Gasnier, veuve de Jean Clément Du Vault De Monceaux. Cette terre devient le fief Monceaux. Anne Gasnier, dont Marie de l'Incarnation dit qu'elle est « la mère des misérables », se marie en 1665 à Jean Bourdon, afin de s'occuper des sept jeunes enfants de ce dernier.

UNE SEIGNEURIE POUR LE FILS DU GOUVERNEUR

En 1651, l'année même où est érigée la Seigneurie de Sillery, le gouverneur d'Ailleboust ouvre au-delà de celle-ci un rang de peuplement, y concédant plusieurs terres à des colons français dans l'axe nord-sud, partant du fleuve jusqu'à la Grande Ligne de Bourdon (entre l'autoroute Duplessis et la rivière du Cap-Rouge). La terre qu'il concède à Étienne Dumets, près de la rivière du Cap-Rouge, avait été le site des colonies de Cartier et de Roberval entre 1541 et 1543.

Les habitants de ce nouveau rang prennent coutume de dire qu'ils résident au Cap-Rouge. Il est possible que certains aient construit leurs maisons près du fleuve. Un chemin existait-il déjà sur la falaise? C'est ce que semble laisser croire un acte de concession fait aux Jésuites le 2 août 1646, qui mentionne une « route allant de Québec à Cap-Rouge » (le chemin Saint-Louis?).

Le 8 février 1652, le nouveau gouverneur, Jean de Lauson, qui a succédé à d'Ailleboust, concède à son fils Louis de Lauson de La Citière, une seigneurie située immédiatement au nord du rang de peuplement ouvert par d'Ailleboust et immédiatement à l'ouest de la Seigneurie de Sillery (donc à l'ouest de l'autoroute Duplessis). La nouvelle seigneurie est appelée Gaudarville, en souvenir de l'épouse décédée du gouverneur, Marie Gaudar. Le 15 novembre 1653, la seigneurie est agrandie au sud de la Grande Ligne, se rendant ainsi jusqu'au fleuve et incluant les terres concédées par d'Ailleboust. Le 5 octobre 1655, Louis de Lauson épouse Marie-Catherine Nau, fille de feu Jacques Nau de Fossambault, une jeune veuve qui voulait entrer chez les Hospitalières. Le 5 mai 1659, Louis de Lauson se noie près de l'île d'Orléans. À peine deux mois après cette mort tragique, sa veuve, héritière de la seigneurie, se marie le 10 juillet avec Jean-Baptiste Peuvret de Mesnu, notaire et greffier de la Sénéchaussée de Québec.

LA CÔTE SAINT-FRANCOIS-XAVIER

En 1650, le père Paul Ragueneau avait fait à des colons français, au nom des Jésuites, des premières concessions dans la terre de Sillery. Celle-ci appartenait sans conteste à la Communauté. Deux ans plus tard, les 16 et 23 janvier 1652, dans la Seigneurie de Sillery, nouvellement créée en 1651 pour les Amérindiens, le père Jean de Quen, supérieur de la mission de Sillery, fait treize concessions de terres à des colons français dans un premier rang, appelé côte Saint-François-Xavier en hommage au grand missionnaire jésuite qui œuvra en Asie. Les terres, perpendiculaires à la Grande Ligne de Bourdon (le boulevard Laurier), ont deux arpents de front sur cette ligne et vingt de profondeur, s'étirant jusqu'au fleuve, où les censitaires ont droit de pêcher. Les habitants ne construisent pas leurs maisons aux abords du fleuve, mais bien sur le plateau, à l'abri des sautes d'humeur du fleuve et à proximité des futurs champs et pâturages. Les habitants y améliorent un chemin reliant leurs habitations. Il est appelé chemin du

Cap-Rouge (qui deviendra au XIX^e siècle le chemin Saint-Louis). Ce chemin est la continuité de la Grande Allée de la banlieue, mais contrairement à cette dernière, il ne suit pas la Grande Ligne de Bourdon (il faudra pour cela attendre la construction du boulevard Laurier au milieu des années 1940). Pour moulin leurs grains, les censitaires de la côte Saint-François-Xavier se rendent au moulin à vent que les Jésuites ont fait ériger en 1648, sur le cap au-dessus de la mission de Sillery.

LE FORT SAINT-FRANCOIS-XAVIER

Les premières années du peuplement des seigneuries de Sillery et de Gaudarville se déroulent sous une constante menace iroquoise. Depuis la chute de la Huronie, des membres des nations iroquoises viennent de plus en plus proche de Québec pour s'en prendre aux Français. Des colons de nos deux seigneuries sont blessés gravement et même tués. En 1646, les Jésuites avaient fait ériger une palissade en pieux autour des bâtiments de la mission de Sillery. Ils doivent la remplacer en 1650 par un fort en pierre avec quatre tourelles. En août 1653, une première milice régionale est créée et Thomas Hayot en est le « capitaine » dans les seigneuries de Sillery et de Gaudarville.

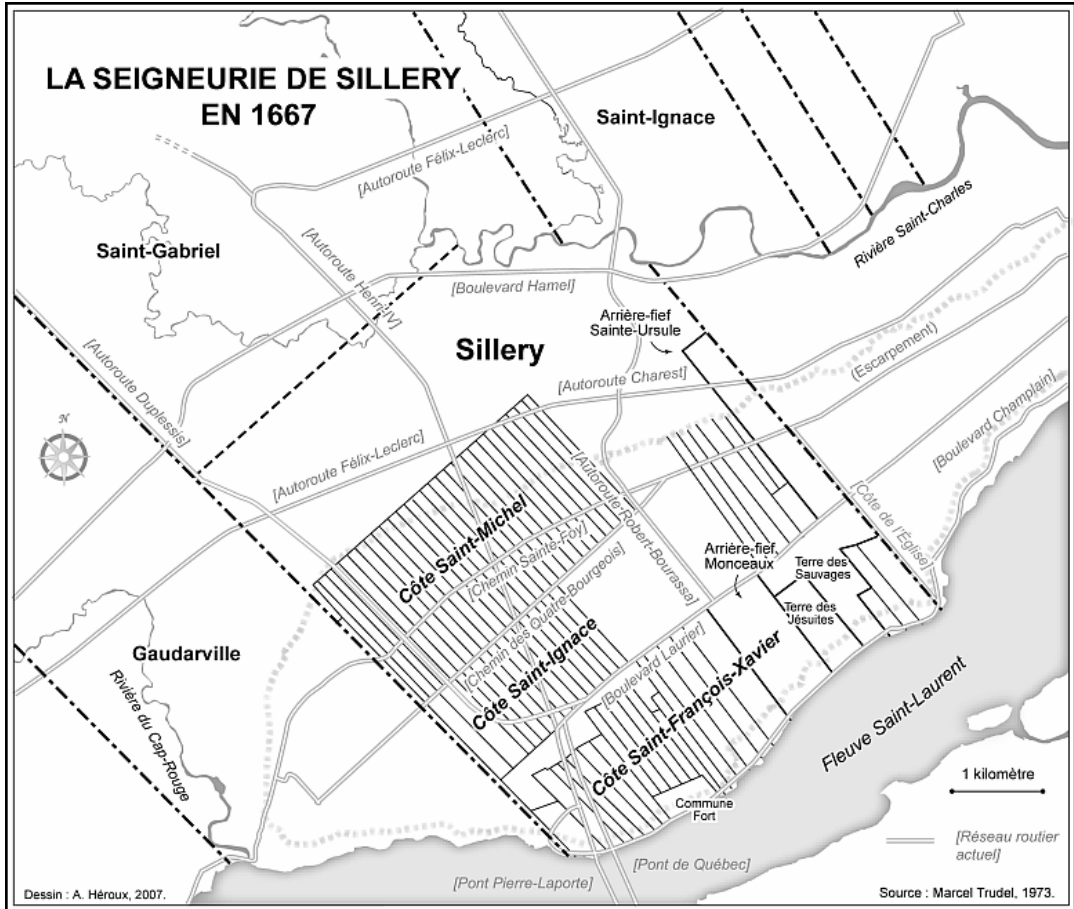
Le 19 avril 1654, au château Saint-Louis, devant le notaire Jean Durand, le seigneur de Gaudarville, Louis de Lauson, et les habitants du lieu appelé Cap-Rouge s'entendent « pour faire corps à cause de la guerre des Iroquois ». Ils décident d'unir leurs forces et d'aménager un réduit, ou un fort, sur les terres des défunts Pierre Gareman et François Boulé. À l'été, ils y construiront leurs maisons. Au cours du même été, dans la Seigneurie de Sillery, sur la côte Saint-François-Xavier, est construit le fort Saint-François-Xavier pour protéger les habitants et servir de refuge contre les Iroquois. Il est érigé sur la falaise, dans la commune qui avait été créée sur les terrains cédés par des habitants, entre décembre 1653 et juin 1654. Le danger est constant et les Jésuites n'en sont pas à l'abri. Le 21 mai 1655, le frère Jean Liégeois, qui dirige la construction d'un fort pour les Amérindiens dans la Seigneurie de Sillery, est assassiné par sept ou huit Agniers.

LA CÔTE SAINT-MICHEL

Le péril iroquois diminue au tournant des années 1660. En 1663, onze ans après les concessions de la côte Saint-François-Xavier, une deuxième vague de concessions se déroule dans la Seigneurie de Sillery. Les 16 et 24 février et le 4 mars, le père Jérôme Lalemant fait plusieurs concessions de terres à des colons français dans le troisième rang, ou côte Saint-Michel, dédié au célèbre archange protecteur. Les terres s'étirent dans la direction sud-nord du côté nord d'une nouvelle grande ligne parallèle à la Grande Ligne de Bourdon, et à vingt arpents de celle-ci (cette seconde ligne correspond à notre chemin des Quatre-Bourgeois). Ces nouvelles concessions se situent entre l'arrière-fief Sainte-Ursule et la Seigneurie

CARTE DE LA SEIGNEURIE DE SILLERY EN 1667,
avec les routes telles qu'on les retrouve en 2007.

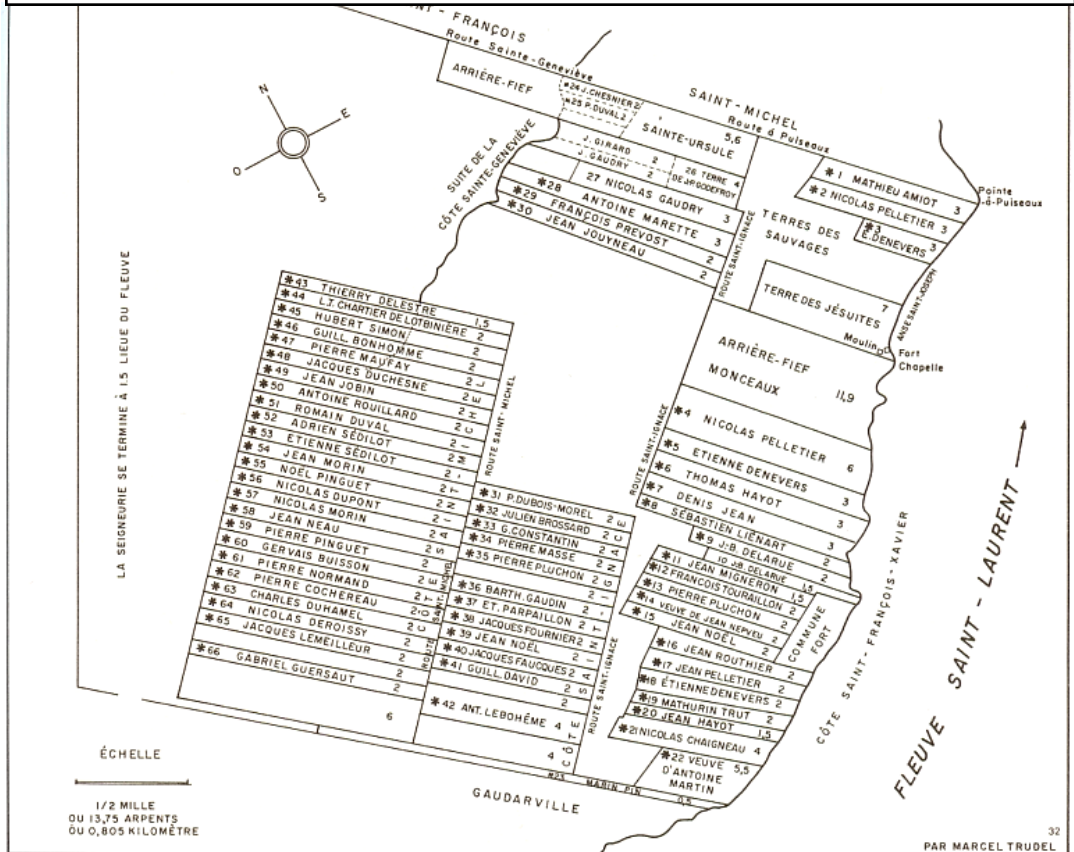
Carte préparée par madame Andrée Héroux.



LA SEIGNEURIE DE SILLERY :

LES TERRES DE JUIN 1663

La largeur des terres
servent à numéroté les terres en censive
est indiquée en arpents



de Gaudarville (aujourd'hui entre l'autoroute Robert-Bourassa et l'autoroute Duplessis). En plus de leurs vingt arpents réguliers en profondeur, qui descendent au coteau Sainte-Geneviève (la pente où est aujourd'hui le boulevard du Versant-Nord), les nouveaux censitaires reçoivent chacun dix arpents de plus au bout de leurs concessions dans « la sapinière » (où est l'actuelle autoroute Charest).



La maison Routhier de la côte Saint-Michel : maison typique des habitations que l'on trouvait dans la paroisse de Sainte-Foy au XVIII^e siècle.
Source : Album, Centenaire de la ville de Sainte-Foy 1855-1955

Les habitants de la côte Saint-Michel construisent un chemin pour se rendre à leurs habitations (il sera appelé plus tard « chemin Sainte-Foy »). Pour aller assister aux offices religieux à la chapelle de la mission de Sillery, ils ont besoin d'une route. Sur la terre de Thierry Delestre dit le Wallon, ou à proximité, est tracée une route qui sera appelée route du Wallon, puis route du Vallon (maintenant l'autoroute Robert-Bourassa).

Trois ans après les concessions du père Lalemant, plusieurs terres sont concédées, entre le 28 février et mai 1666, par Marie-Catherine Nau et Jean-Baptiste Peuvret, pour ouvrir le deuxième rang de leur Seigneurie de Gaudarville (entre l'autoroute Duplessis et le secteur du Campanile). Ce nouveau rang est à la hauteur de la côte Saint-Michel de la Seigneurie de Sillery. Le chemin qui avait été ouvert sur la côte Saint-Michel sera donc prolongé vers l'ouest.

Le 20 juin 1667, à la demande des habitants de la côte Sainte-Geneviève, de la banlieue et de la côte Saint-Michel de la Seigneurie de Sillery, le Conseil souverain ordonne des travaux pour « rendre *charitable* » le chemin de Québec à la côte Saint-Michel, souvent appelé chemin de Saint-Jean (actuellement rue Saint-Jean, du faubourg Saint-Jean, et chemin Sainte-Foy). Les travaux se feront sous la direction du procureur général Jean Bourdon.

LA CÔTE SAINT-IGNACE

Le père Lalemant concède le deuxième rang de sa Seigneurie de Sillery après le troisième. Les 18 mars et 3 avril 1663, il fait plusieurs concessions de terres dans ce nouveau rang de peuplement, appelé côte Saint-Ignace en

hommage au fondateur de la Compagnie de Jésus, Ignace de Loyola. Les terres s'étirent dans la direction sud-nord, de la Grande Ligne de Bourdon jusqu'à la ligne de front des terres de la côte Saint-Michel (donc entre le boulevard Laurier et le chemin des Quatre-Bourgeois). D'est en ouest, ces terres sont concédées entre le « désert des Sauvages » et la Seigneurie de Gaudarville (entre la route de l'Église et l'autoroute Duplessis). Pour s'y rendre, une route est ouverte à partir de la côte Saint-François-Xavier. Dans certains documents, la côte Saint-Ignace est appelée « Petit Saint-François ». Ces terres, petites et isolées, seront peu à peu abandonnées au XVIII^e siècle.

LA MISSION DE NOTRE-DAME-DE-FOY

Les Jésuites n'avaient pas concédé à des Français une partie de la Seigneurie de Sillery, au niveau du deuxième rang (où se trouvent aujourd'hui Place-Laurier, Place-Sainte-Foy et le campus de l'Université Laval). Peut-être réservaient-ils cet espace aux Amérindiens ? Du moins, c'est là qu'ils décident d'établir les Hurons en 1669, dix-huit ans après la création de la seigneurie et dix-neuf ans après l'arrivée des Hurons dans la région de Québec. Les Hurons quittent alors la Seigneurie de Notre-Dame-des-Angeles pour s'établir le long de la route du Wallon, ou du Vallon, à l'angle sud-est du chemin des Quatre-Bourgeois et de l'autoroute Robert-Bourassa (sur les terrains de l'Université Laval). Le missionnaire des Hurons, le père Joseph-Marie Chaumonot, donne à ce nouvel établissement le nom de mission Notre-Dame-de-Foy, car il avait reçu autrefois une statue de ce nom. Elle provenait du réputé sanctuaire Foy Notre-Dame (Belgique). Dans la petite chapelle de la mission, la statue devient objet de dévotion et des habitants français de la région prennent coutume de s'y rendre en pèlerinage. Le séjour des Hurons dans la Seigneurie de Sillery sera bref. Le 28 décembre 1673, ils commencent à quitter pour se rendre sur un plateau, plus au nord, dans la Seigneurie Saint-Gabriel qui appartient aux Jésuites (L'Ancienne-Lorette).

Dans le « désert des sauvages », un chemin apparaît au XVIII^e siècle. Il relie la châtelainie de Coulonge à la route de l'Église. Il est appelé chemin Gomin, en souvenir du chirurgien Anicet Gomin. En 1664, dans la banlieue, Barbe de Boulogne avait accordé, dans sa châtelainie, une concession de 50 arpents à Anicet Gomin, au nord-ouest de la Grande Allée, qui mourait deux ans plus tard. Il n'y a pas de maisons sur le chemin Gomin, mais il permet de se rendre dans les forêts du « bois Gomin » et d'avoir accès à certains champs.

CHAMPIGNY

Les 18 et 24 novembre 1670, dans la Seigneurie de Gaudarville, Jean-Baptiste Peuvret de Mesnu fait des concessions sur le chemin de Champigny, qui constitue le troisième rang, aux frères Jean, Nicolas et Pierre Robitaille, originaires de Picardie. Ces terres ont front sur

le chemin de Champigny et se terminent en profondeur, au nord, au ruisseau Saint-Michel qui se déverse dans la rivière du Cap-Rouge. En 1703, l'intendant François de Boishe de Beauharnois ordonne la construction, dans les seigneuries de Sillery et de Gaudarville, d'une route reliant le chemin de la côte Saint-Michel (chemin Sainte-Foy) à Champigny : la route de la Suète. Les travaux, rendus difficiles par les marais, prendront quelques années.

En 1672, la *seigneuresse* de Gaudarville, Marie-Catherine Nau, en se rendant en France, périt en mer. Son mari, Jean-Baptiste Peuvret de Mesnu hérite de la seigneurie. En 1695, devenu premier greffier en chef et secrétaire du Conseil souverain, Peuvret de Mesnu cède sa seigneurie à son fils Alexandre Peuvret de Gaudarville. Celui-ci meurt en 1702, victime de la petite vérole. Son fils, Alexandre-Joseph Peuvret, encore un jeune enfant, hérite de la seigneurie. Mais devenu adulte, ce dernier se préoccupe peu de la seigneurie, et meurt en 1731 à Saint-Domingue dans les Antilles. Sa sœur aînée, Marie-Anne-Geneviève Peuvret, hérite alors de la seigneurie et la conserve jusqu'à la Conquête.

UNE PAROISSE POUR DEUX SEIGNEURIES

Pour les colons français des seigneuries de Gaudarville et de Sillery, la chapelle Saint-Michel de la mission de Sillery est leur premier temple. Le 6 juin 1661, M^{gr} François de Laval vient y faire pour la première fois des confirmations. La plupart des confirmés sont adultes.

Monseigneur de Laval érige officiellement la paroisse de Québec le 15 novembre 1664 et l'unit canoniquement à son séminaire fondé l'année précédente. Henri de Bernières devient le premier curé en titre. Les habitants des seigneuries de Sillery et de Gaudarville relèvent de cette nouvelle paroisse. Cela n'affecte point leurs habitudes, puisqu'ils continuent à fréquenter la chapelle de la mission de Sillery et les missionnaires jésuites demeurent leurs pasteurs.

Dans nos deux seigneuries, bien des habitations sont très éloignées de la mission de Sillery. C'est pourquoi la construction en 1669 de la chapelle de Notre-Dame-de-Foy, sur le plateau, est bien accueillie par de nombreux habitants. La chapelle est alors fréquentée par les Hurons et par les Français. Après le départ des Hurons en 1673, les Français conservent la chapelle pour eux. Le 30 octobre 1678, M^{gr} de Laval accorde à l'ancienne mission de Notre-Dame-de-Foy le statut de cure.

Monseigneur de Saint-Vallier n'a pas les craintes que M^{gr} de Laval avait d'affaiblir son séminaire, et il érige plusieurs paroisses. Conservant la banlieue à la paroisse de Québec, et comme la Seigneurie de Maur avait sa paroisse de Saint-Augustin depuis 1691, l'évêque décide, en 1698, de regrouper les parties sud des seigneuries de Sillery et de Gaudarville dans une nouvelle paroisse. Il lui donne le nom de La Visitation-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie (d'où le nom de l'actuel site historique de la Visitation qui comprend les vestiges de l'église Notre-Dame-de-Foy).

Le 18 octobre de la même année 1698, Charles-Amador Martin, qui avait été chanoine et desservant de Beauport, devient le premier curé. Fils d'Abraham Martin, il a grandi sur la terre de son père à proximité de Québec, l'actuel faubourg Saint-Jean-Baptiste.

UNE AUTRE SEIGNEURIE AUX JÉSUITES

La mission de Sillery connaît une nouvelle vie en 1679 lorsque de nombreux Abénaquis, fuyant la menace anglaise, s'y réfugient. Puis en 1683, la terre étant épuisée, ils quittent avec le père Jacques Bigot, pour s'établir au saut de la Chaudière, dans la nouvelle mission Saint-François-de-Sales. Par la suite, bien peu d'Amérindiens séjourneront à la mission de Sillery, et il n'en restera plus aucun en 1699. Les Hurons ayant eux aussi quitté et s'étant établis dans la Seigneurie de Saint-Gabriel, la Seigneurie de Sillery ne compte donc plus d'Amérindiens. Le 23 octobre de cette année-là, le gouverneur général Louis-Hector de Callières transfère les titres de propriété de la seigneurie des Amérindiens au profit des Jésuites. En effet, ces derniers alléguent le départ des Amérindiens et les dépenses engagées pour les installer ailleurs. Les Jésuites ajoutent donc la Seigneurie de Sillery aux seigneuries de Notre-Dame-des-Anges et de Saint-Gabriel qu'ils possédaient déjà dans la couronne de Québec. Pour les habitants français de la seigneurie, ce transfert de propriété ne les affecte guère, car les décisions les regardant continuent d'être prises comme avant par le supérieur des Jésuites, installé au collège de Québec.

UNE ÉGLISE À LA CÔTE SAINT-MICHEL

Il est d'abord convenu que la chapelle de l'ancienne mission Notre-Dame-de-Foy servira d'église pour la nouvelle paroisse de La Visitation-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie. Mais ceci est de courte durée car, dès la fin de l'automne de 1698, la chapelle est la proie des flammes. Le curé Martin et certains de ses paroissiens décident alors de la relocaliser. Ils choisissent de l'établir sur le chemin de la côte Saint-Michel (chemin Sainte-Foy) qui, avec sa continuité dans la Seigneurie de Gaudarville, constitue alors l'axe le plus peuplé et le plus prospère de la nouvelle paroisse. Pour placer l'église à un point central de cet axe, il est décidé de la construire à un kilomètre à l'ouest de l'ancienne. Le temple est érigé à compter de 1699, sur un terrain acquis par la fabrique par un échange avec Jacques Pinguet à condition que l'on accorde à sa famille un banc à perpétuité. Aucun document ne nous permet de se faire une idée de l'allure de ce bâtiment. Ce sera l'église du curé Martin jusqu'à sa mort survenue en 1711, emporté par une épidémie qui sévissait dans la région. Une route, qui sera appelée route de l'Église, avait été construite pour faciliter l'accès à l'église des habitants de la côte Saint-François-Xavier.

Le jeune curé Pierre-Gabriel Le Prévost, nouvellement ordonné, prend la relève en 1715. L'une de ses premières

préoccupations est de doter la paroisse d'une église en pierre. Les travaux sont en cours, en 1719, lorsque sur une plaque est gravé le nom d'une importante bienfaitrice, l'épouse de l'intendant Michel Bégon de la Picardière, Jeanne-Élisabeth de Beauharnois de La Boische.

LE NOM DE SAINTE-FOY S'IMPOSE

Les habitants de la Seigneurie de Sillery se sont d'abord dits de la côte Saint-François-Xavier, de la côte Saint-Ignace et de la côte Saint-Michel. L'institution d'une véritable paroisse, en 1698, crée un nouveau territoire d'appartenance, qui unit les habitants des seigneuries de Sillery et de Gaudarville. M^{gr} de Saint-Vallier a donné à cette paroisse le nom de La Visitation. Mais, et on ne sait pourquoi, ce nom n'obtient pas la faveur des paroissiens. Il est possible que le curé Martin y soit pour quelque chose. Il aurait toléré, sinon adopté, le nom de Sainte-Foy qui était déjà utilisé avant son arrivée par les habitants de la côte Saint-Michel. À l'instar du nom de Notre-Dame-de-Foy, qui avait été donné à la mission huronne par le père Chaumonot, l'adoption du nom de Sainte-Foy proviendrait aussi d'un jésuite. On retrouve d'ailleurs des lieux appelés *Santa Fe* (Sainte-Foy en espagnol) sur leurs territoires de mission en Amérique latine).

Le nom Sainte-Foy n'était pas tout à fait neuf dans la région. Le 13 janvier 1640, lors du baptême de Paul Scelle dit de Lépine, le parrain Pierre de Puiseaux est dit « sieur de l'habitation de Sainte-Foy ». Il s'agit vraisemblablement de la terre de Saint-Michel. Lorsque le 21 mars 1647, la propriété de la terre de Saint-Michel passe de Pierre de Puiseaux à Noël Juchereau Des Chatelets, ce dernier est nommé « sieur de Sainte-Foy » dans l'acte fait à La Rochelle. Cependant, on ne peut faire de lien entre le « Sainte-Foy » de Puiseaux et l'émergence du nom de Sainte-Foy à la côte Saint-Michel quelques décennies plus tard.

Le nom de Sainte-Foy est officialisé pour la paroisse le 3 mars 1722. Ce jour-là est décrétée l'érection civile des paroisses, par un édit du Conseil d'État du roi, selon la redistribution des districts paroissiaux effectuée l'année précédente. Sur instructions du roi, le gouverneur Philippe de Rigaud, marquis de Vaudreuil, a fait dresser par le procureur général, Mathieu Collet, une délimitation des paroisses que M^{gr} de Saint-Vallier a approuvées.

Le territoire de la paroisse de Sainte-Foy se voit reconnaître comme limite ouest la rivière du Cap-Rouge (soit la limite ouest de la Seigneurie de Gaudarville), et comme limite est le ruisseau Prévost (ce dernier correspondant grosso modo à la limite est de la Seigneurie de Sillery). Notons que des parties nord des seigneuries de Gaudarville et de Sillery sont rattachées aux paroisses de L'Ancienne-Lorette et de Charlesbourg. Le curé Fornel, de L'Ancienne-Lorette, protestera contre les nouvelles limites données à sa paroisse. Le 15 septembre 1727, une ordonnance rattache à la paroisse de L'Ancienne-Lorette les terres du sieur Chartrain et de Charles et Jean-Baptiste Drolet, « situées au lieu appelé *la Suète* » de la paroisse de Sainte-Foy.

Malgré l'usage répandu du nom de Sainte-Foy, le curé Le Prévost veut préserver la dévotion à Notre-Dame-de-Foy qu'avait instituée le père Chaumonot. En 1716, il sculpte une statue de Notre-Dame-de-Foy pour son église. Cette statue sera vénérée à Sainte-Foy pendant plus de deux siècles et demi, jusqu'à l'incendie de l'église en 1977. La tradition veut que l'inscription « L.P.S. 1716 », sur la statue, signifiait « Le Prévost *Sculpsit* 1716 ».



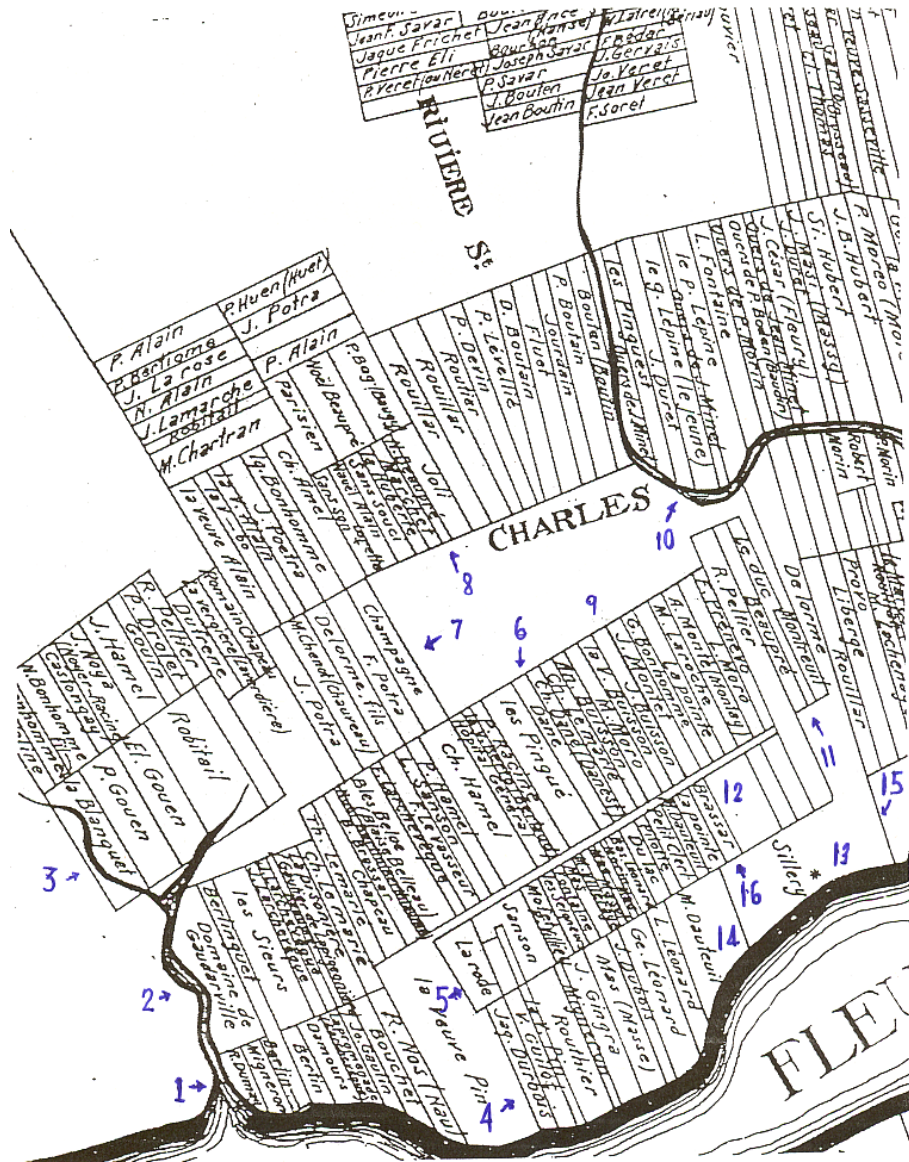
Statue de Notre-Dame de Foy sculptée par le curé Pierre-Gabriel Le Prévost en 1716. Photographie de l'inventaire des biens culturels de Québec. Source : BAnQ.

L'ABSENCE D'UN VILLAGE

À l'intersection de la route de l'Église et du chemin de la côte Saint-Michel (chemin Sainte-Foy), il y a bien peu de maisons aux abords de l'église. On ne peut parler d'un village de Sainte-Foy à l'époque de la Nouvelle-France. Les habitants de Sainte-Foy, se rendant aux marchés de Québec pour y vendre des victuailles, peuvent profiter de ces déplacements pour y consulter un notaire ou un médecin. Il n'y a ni rivières ni gros ruisseaux aux abords de l'église de Sainte-Foy, ce qui empêche l'établissement de moulins ou de petites industries. Les Jésuites, seigneurs des lieux, n'y ont pas créé de trait-carré, comme à Charlesbourg, ce qui aurait favorisé la proximité des habitations. Ils n'ont point imité non plus Robert Giffard qui, dans la Seigneurie de Beauport, avait créé son bourg du Fargy. Peut-on supposer que des seigneurs laïcs se seraient davantage préoccupés du développement de la Seigneurie de Sillery et de l'écllosion d'un village à Sainte-Foy?

LA FIN D'UN MONDE

Dans leur église, les paroissiens de Sainte-Foy assistent, le 18 novembre 1756, aux funérailles de leur curé Le Prévost. Ils ont perdu celui qui était leur pasteur depuis 41 ans. François Borel devient le nouveau curé. Les paroissiens se doutent que plus rien ne sera comme avant. Les rumeurs de guerre s'amplifient. Le marquis de Montcalm et ses régiments ont débarqué à Québec. Au cours de l'été 1759, les troupes de Bougainville traversent la paroisse pour se rendre à la rivière du Cap-Rouge. Après la défaite des plaines d'Abraham, des militaires anglais s'établissent dans l'église durant l'hiver de 1759-60. Le 27 avril 1760, les troupes du chevalier de Lévis arrivent à Sainte-Foy. Dans leur retraite, les Anglais font exploser l'église. En perdant ainsi leur église, les paroissiens de Sainte-Foy de 1760 ont probablement eu le même sentiment que celui que nous avons éprouvé dans cette nuit du 10 au 11 juin 1977, lorsque l'église Notre-Dame-de-Foy fut détruite par un incendie : assister à la fin d'un monde. ◀



1. Premier rang de la Seigneurie de Gauderville
2. Deuxième rang de la Seigneurie de Gauderville
3. Champigny ou le troisième rang de la Seigneurie de Gauderville
4. Côte Saint-François-Xavier de la Seigneurie de Sillery
5. Côte Saint-Ignace de la Seigneurie de Sillery
6. Côte Saint-Michel de la Seigneurie de Sillery
7. Rang de la Suête
8. Seigneurie de Saint-Gabriel (L'Ancienne-Lorette)
9. La Sapinière
10. Rivière Saint-Charles
11. Terres de l'arrière-fief Sainte-Ursule
12. Mission de Notre-Dame-de-Foy
13. Domaine de la mission
14. Arrière-fief de Monceaux
15. Ligne frontière entre la banlieue et la Seigneurie de Sillery
16. Grande Ligne de Jean Bourbon

Plan dressé par Gédéon Catalogue en 1709.

LES ARMOIRIES DE LA SOCIÉTÉ DE GÉNÉALOGIE DE QUÉBEC



Lors de la journée thématique du 45^e, le 18 novembre 2006, Mme Claire Boudreau a officialisé les armoiries de la Société de généalogie de Québec. La SGQ a fait réaliser un modèle d'épinglette à partir de ses armoiries. Vous pouvez vous procurer cette épinglette au coût de 6 \$ en vous présentant à l'accueil du centre Roland-J.-Auger de la SGQ, lors des heures d'ouverture.

Pour les épinglettes, aucune vente ne se fera par la poste.

CONVOCAATION

Assemblée générale des membres de la Société de généalogie de Québec

Date : Le mercredi 16 mai 2007

Heure : 19 h 30

Les membres de la Société de généalogie de Québec sont convoqués à la 46^e assemblée générale annuelle qui aura lieu le mercredi 16 mai 2007, au Centre Brûlart situé au 1229, avenue du Chanoine-Morel, dans l'arrondissement Sillery–Sainte-Foy de Québec.

Projet d'ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Acceptation du procès-verbal de la 45^e assemblée générale du 17 mai 2006
4. Rapport des comités
5. Rapport de la présidente
6. Rapport du trésorier
 - a. Adoption des états financiers
 - b. Prévisions budgétaires
7. Nomination d'un vérificateur ou d'un expert comptable
8. Rapport du comité de mise en candidature et élection
9. Ratification des activités
10. Autres sujets
11. Levée de l'assemblée

Québec, le 4 janvier 2007

Guy Parent

secrétaire du Conseil d'administration

SOCIÉTÉ DE GÉNÉALOGIE DE QUÉBEC

MESSAGE DU COMITÉ DE MISE EN CANDIDATURE

Vous êtes invités à soumettre des candidatures pour pourvoir aux quatre postes en élection lors de l'assemblée générale annuelle du mercredi 16 mai 2007.

Les administrateurs sont élus pour un mandat de deux ans.

Admissibilité du candidat*

1. Le candidat doit être membre de la Société de généalogie de Québec (SGQ);
2. La candidature doit être proposée par écrit par trois membres de la SGQ, à l'aide du formulaire inséré dans le présent numéro de *L'Ancêtre*;
3. Le formulaire de mise en candidature doit parvenir au secrétariat du comité 30 jours avant l'assemblée générale, soit le 16 avril 2007, avant 16 h.

Composition du comité de mise en candidature

Le comité est formé de Yves Dupont, Bernard Montminy et Louise Tucker. Ces personnes peuvent recevoir dès maintenant les formulaires remplis à l'adresse suivante :

Société de généalogie de Québec
a/s Comité de mise en candidature
C. P. 9066, succ. Sainte-Foy
Québec, (Québec) G1V 4A8

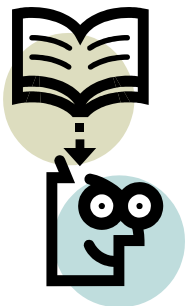
Guy Parent
secrétaire
Conseil d'administration SGQ

Notes :

Les formulaires de mise en candidature sont également disponibles au local de la SGQ.

La date d'affichage des candidatures à la SGQ est le 16 avril 2007, avant 16 h.

* La forme masculine est utilisée pour alléger le texte.



BIBLIOTHÈQUE VIRTUELLE

Cette dernière année, le nombre de banques de données du parc informatique de la Société de généalogie de Québec est passé d'une quinzaine à plus d'une centaine. Ces banques de données sont maintenant regroupées comme suit : BMS de paroisses du Québec, BMS de la région de Gaspé, BMS hors Québec, Familles, Cimetières, Nécrologie, Histoire, Archives judiciaires, Terriers et cadastres, Revues.

Un *inventaire sur fiches* est mis à la disposition des chercheurs, pour les aider dans leurs travaux. Une mise à jour du parc informatique se fera prochainement.

Françoise Dorais, responsable de la bibliothèque virtuelle.

LISTE DE BANQUES DE DONNÉES DISPONIBLES SUR TOUS LES POSTES DU PARC INFORMATIQUE

BMS2000, version 10
ISQ, décès (1926-1996)
ISQ, mariages (1926-1996)
PRDH (1621-1799) (postes 1 et 2)
Dictionnaire généalogique du Québec ancien (1621-1765) (postes 7 et 8)
Recensement du Canada 1881

RÉPERTOIRES BMS (QUÉBEC, AUTRES PROVINCES)

- Bellechasse, comté (suppléments, annotations marginales et documents inédits)
- Cap-aux-Os, Gaspé, BMS (1844-1987)
- Gaspé-Est, mariages (répertoires) (1801-1941)
- Gaspé-Est, mariages (1942-2004)
- Gaspésie, décès (cartes mortuaires)
- Grande-Rivière (1965-2000)
- Îles-de-la-Madeleine, dictionnaire
- L'Assomption-de-Notre-Dame, Grande-Rivière, mariages et décès (1851-2002)
- L'Assomption-de-Notre-Dame, Grande-Rivière, naissances (1851-2002)
- Licences de mariages (1872-1969)
- L'Islet, comté (suppléments, annotations marginales et documents inédits)
- Montmagny, comté (suppléments, annotations marginales et documents inédits)
- Registre des malades de l'Hôtel-Dieu de Québec
- Notre-Dame-de-Bonsecours, comté Rouville (1868-2002)
- Recensements de la ville de Québec (1851-1871-1901)
- Registre journalier des malades, Hôtel-Dieu de Québec (1689-1760)
- Rouville, comté, mariages (1801-2003)
- Saint-Albert, Gaspé, BMS (1869-1941)
- Saint-Alexis, Grande-Baie, naissances et baptêmes (1842-1940)
- Saint-Alphonse, Bagotville, décès et sépultures (1844-1940)
- Saint-Jean-Eudes – Mackayville – Laflèche – Saint-Hubert, BMS (1925-1993)
- Saint-Georges-de-Malbaie, BMS (1871-2004), tableaux de familles nombreuses
- Saint-Jean-Baptiste de Rouville (1791-1978)
- Saint-Joseph de Soulanges, Les Cèdres BMS (18^e, 19^e, 20^e et 21^e siècles)
- Sainte-Julie, baptêmes et naissances civiles (1851-2002)
- Sainte-Julie, mariages (1851-2002)

- Sainte-Julie, sépultures (1851-2002)
- Sainte-Marie, Beauce, décès et sépultures (1739-2005)
- Saint-Mathias-sur-Richelieu, comté Rouville (1739-2002)
- Saint-Michel, Percé, baptêmes et décès (1801-2005)
- Saint-Michel, Percé, mariages (1801-1992)
- Saint-Pierre-de-Malbaie, Barachois (1865-2003)
- Saint-Timothée BMS (1823-2003)
- Tanguay, dictionnaire

FAMILLES

- Arel
- Bégin
- Belleau (À la recherche de nos ancêtres)
- Bisson
- Boisvert, Jean-Pierre
- Bolduc, Linda (famille)
- Chrétien
- Dehornay, Duval et familles alliées
- Denis dit Saint-Denis
- Frères Christian 1
[(Bauer-Chrétien) - (Hoehn-Chrétien) - (Schmidt-Chrétien) - (Heckembert-Chrétien)]
[Jacques Chrétien - Vincent Chrétien - (Herpin-Arpin) - Michel Chrétien]
- Frères Christian 2
[(Bruguier-Bruyere) - Papin]
- Frères Christian 3
[Généreux – (Harel-Arel) – Joyal]
- Gagnon
- Guillemet
- Houde
- Lévesque
- Melançon, Henry
- Pelletier, Adélaïde (famille)
- Pelletier
- Proulx
- Rhéaume, Lucien
- Rivard
- Roy, Léon
- Séguin
- Servant
- Tremblay
- Les grandes familles de Saint-Urbain, Charlevoix

ARCHIVES JUDICIAIRES

- Prévôté de Québec - tome III, volumes 5-6
- Prévôté de Québec - tome IV, volumes 7-8
- Prévôté de Québec - tome V, volumes 9-10
- Prévôté de Québec - tome VI, volumes 11-12-13
- Prévôté de Québec - tome VII, volume 14

CIMETIÈRES

- L'Ancienne-Lorette
- Les Éboulements et Saint-Joseph-de-la-Rive
- Le cimetière se dévoile. Personnages qui ont marqué l'histoire, inhumés au cimetière Mont-Marie (Lévis)
- Repos Saint-François-d'Assise, Montréal
- Saint-Maxime, Saint-Hubert, diocèse Saint-Jean-Longueuil (pierres tombales)

REVUES ET PÉRIODIQUES

- *Cap-aux-Diamants*
- *L'Ancêtre*, revue numérisée
- *L'Estuaire généalogique 2004*, Index analytique
- *Mémoires*, Société généalogique canadienne-française

NÉCROLOGIE

- Groupe Nécro 2006 (1999-2006)

- Avis de décès (1-2) (1999-2000), dans plusieurs sources différentes
- *Journal de Montréal* (1997-1998)
- *Journal de Montréal* (1999)
- *Le Nouvelliste* (1990-2000)
- *L'Écho Abitibien* (2002), relevé des décès pour Amos et l'Abitibi
- *L'Écho Abitibien* (2003), relevé des décès pour Amos et l'Abitibi
- Nécrologie de la province de Québec

HISTOIRE

- Cession de la Louisiane par Napoléon en 1803
- Histoire de l'Amérique française (1755-1804)
- Rapports des Archives du Québec
- Dictionnaire des esclaves et de leurs propriétaires au Canada français
- Saint-Jean-Chrysostome, Terre et familles (1828-2003)
- Cartes de Cassini

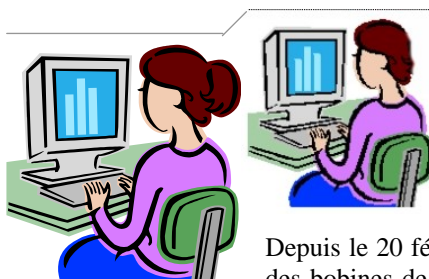
TERRIERS ET CADASTRES

- Fonds Napoléon Goulet
[papiers *nouveaux* des censitaires - Seigneurie de Saint-Michel]

HORS QUÉBEC

- *Ancestry* (poste no 3)
- Maine, mariages (1890-1966)
- Maine, Nouveau-Brunswick et province de Québec (1947-1993)
- Madawaska, décès (1875-1999)

Drouin numérisé



La Société de généalogie de Québec, désirant répondre aux besoins de ses membres, avait acquis il y a quelques années la série du Fonds Drouin, en format bobines microfilms. Le chercheur pouvait visionner le contenu en utilisant les lecteurs conventionnels, et imprimer un acte sur un seul appareil quand il était disponible. Au cours de l'année 2006, la SGQ a choisi de faire un pas de plus dans la voie de la nouvelle technologie, afin d'assurer le meilleur service possible à ses chercheurs, et vous annonce fièrement la venue du Fonds Drouin numérisé.

Depuis le 20 février 2007, la Société de généalogie de Québec est passée de la version traditionnelle des bobines de microfilms à une version informatisée. Ainsi les actes de baptême, de mariage et de sépulture sont maintenant accessibles dans une version numérisée, sur ordinateur. Huit ordinateurs ont remplacé les lecteurs traditionnels de microfilms.

La version informatisée permet une consultation plus facile et plus rapide des registres. Le groupement des données a été refait par paroisse, par décennie et par année. De plus, de nouvelles données apparaissent pour certaines paroisses. À partir de chaque ordinateur, le chercheur peut imprimer la copie d'un acte. Fini le manque de disponibilité d'une bobine. Tous les chercheurs peuvent consulter en même temps l'ensemble du fichier Drouin. Les bénévoles ont reçu l'information adéquate pour aider les chercheurs à tirer le meilleur parti possible de cette nouvelle technologie.

En plus de ces appareils, un numériseur est aussi disponible pour lire et imprimer des microfiches (fichier Loiselle) ou d'autres microfilms, notamment ceux du Nouveau-Brunswick. À noter que trois lecteurs traditionnels ont été conservés pour lire les microfilms non encore numérisés.

Les mêmes conditions s'appliquent pour consulter le fichier Drouin numérisé ou les microfilms : le chercheur doit être membre de la SGQ et posséder sa vignette du Fonds Drouin.

Bonnes recherches

Françoise Dorais (4412)



UCGHN

NORMANDIE-QUÉBEC

par Louis Richer (4140)



SGQ

AVENTURIERS HAUT-NORMANDS ET QUÉBÉCOIS

par Éric Mardoc

Le récent volume d'Éric Mardoc est disponible, pour consultation sur place, à la Société de généalogie de Québec. L'auteur s'est donné deux objectifs : « ...aider les Canadiens d'origine française à retrouver leurs ancêtres en provenance de l'Eure et de la Seine-Maritime... » et « ...inciter tous les généalogistes amateurs à s'intéresser à leurs cousins en étudiant la généalogie descendante ».

À partir du fichier *Origines**, l'auteur présente 130 immigrants dont plusieurs sont originaires des 37 paroisses de la ville de Rouen. Chaque immigrant fait l'objet d'une fiche comprenant huit données : identification et lieu d'origine, situation à son arrivée en Nouvelle-France, données du dictionnaire Cyprien Tanguay, nouveaux renseignements généalogiques, documents photographiés, transcriptions partielles ou intégrales, commentaires. L'intérêt de la fiche repose sur sa dernière partie, où on découvre de nouvelles informations sur la famille des pionniers étudiés et des reproductions de documents inédits.

L'auteur nous rappelle les difficultés de la recherche pour les généalogistes français, notamment à cause de la disparition de nombreux registres paroissiaux. À l'époque, et jusqu'à la Révolution de 1789, ces registres tenaient lieu, en France, de documents d'état civil dans lesquels étaient consignés les baptêmes (naissances), les mariages, et les sépultures (décès). Rappelons qu'à Québec, ces mêmes registres ont servi jusqu'en 1994!

En revanche, on souligne l'abondance des archives de *tabellionage* français (actes notariés). L'auteur cite les kilomètres d'archives conservées à La Rochelle et à Rouen. Peu exploités car difficilement accessibles (lisibles), ces documents comprennent les traités (contrats) de mariage, les tutelles, les inventaires après décès, les lots et partages si chers aux généalogistes. Dans son ouvrage, Éric Mardoc a puisé dans ces sources et nous en présente quelques-unes.

Ce livre, abondamment illustré, comprend plusieurs cartes de la région étudiée et une présentation plus



*“Quand on naît de Rouen,
on est de partout.”*

Acte de baptême
de Robert Cavalier de la Salle
le 22 novembre 1643 à Rouen
(St Herbland) :
Le vingt deuxième jour de Novembre
a été baptisé Robert Cavalier
fils d'honorable homme Jean
Cavalier et de Catherine Gest, ses
parrain et marraine honnêtes
personnes Nicolas Gest et
Marguerite Morin.

*Le vingt deuxième jour de novembre
a été baptisé Robert Cavalier fils
d'honorable homme Jean Cavalier
et de Catherine Gest, ses parrain
et marraine honnêtes personnes
Nicolas Gest
et Marguerite Morin*

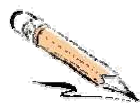
détaillée des ancêtres québécois originaires de la ville

de Rouen. À la fin du volume, l'auteur donne quelques exemples de généalogies descendantes. On trouve aussi la liste alphabétique des pionniers étudiés. Enfin, il invite les lecteurs à lui faire parvenir leurs commentaires et leurs données généalogiques.

Selon l'intérêt suscité par ce premier volume, Éric Mardoc aimerait bien poursuivre son enquête sur d'autres pionniers venant de la Haute-Normandie. On peut se procurer un exemplaire de son ouvrage en s'adressant à la Société généalogique canadienne-française : www.sgcf.com/
* Référence : www.fichierorigine.com/



Carte actuelle de la Normandie composée de deux régions et de cinq départements : La Basse-Normandie avec la manche (50), le Calvados (14) et l'Orne (61) et la Haute-Normandie avec l'Eure (27) et La Seine-Maritime (76).



RECTIFICATION

Lors de la rédaction, puis de la révision du résumé de la conférence de Gaston Couillard, intitulé *Guillaume Couillard, sa vie, son legs*, dans la revue *L'Ancêtre*, numéro 276, volume 33, automne 2006, p. 55 à 59, l'auteur s'est aussi inspiré du volume de Michel Langlois, *Dictionnaire des ancêtres québécois*, pour étayer sa conférence. Il aurait alors fallu mentionner l'œuvre de Michel Langlois, à tout le moins dans les sources de fin d'article.

L'auteur et les membres du Comité de *L'Ancêtre* tiennent à exprimer à Michel Langlois toutes leurs excuses pour cette omission.

Jacques Olivier, rédacteur de *L'Ancêtre*



L'HÉRALDIQUE ET VOUS...

par Claire Boudreau

LES PARTITIONS DE L'ÉCU

Comme les pièces honorables¹, les *partitions* existent depuis le Moyen Âge et occupent une place immuable à l'intérieur du périmètre de l'armoirie par la présence de lignes horizontales, verticales ou obliques touchant le bord de l'écu. Leur nature est cependant plus complexe. Certaines partitions possèdent en effet un statut spécial dans le système héraldique, comme nous le verrons.

Si on compare la composition de l'écu à un feuilleté, le champ (ou fond de l'écu) constitue le premier plan. Les figures (animaux, objets, figures géométriques, etc.) y sont théoriquement posées sur un second plan. Les brisures, petites pièces qui singularisent les lignées par rapport au chef d'armes, constituent souvent un troisième niveau d'épaisseur.

Les *partitions* de l'écu forment une catégorie à part de figures, car elles ne sont pas ajoutées « sur » le champ. Au contraire, elles font partie intégrante du champ, qu'elles « partagent » de différentes façons en deux couleurs, rarement plus. Autrement dit, ce sont des types de division de l'écu. Les principales *partitions* sont les suivantes :

- le **parti** (division verticale de l'écu en son centre);
- le **coupé** (division horizontale de l'écu en son centre);
- l'**écartelé** (division obtenue par des lignes verticale et horizontale se rencontrant au centre de l'écu);
- le **tranché** (division diagonale de l'écu du coin supérieur gauche au côté inférieur droit);
- le **taillé** (division diagonale de l'écu du coin supérieur droit au côté inférieur gauche);
- l'**écartelé en sautoir** (division créée par deux lignes diagonales opposées se rencontrant au centre de l'écu).



écu parti



écu coupé



écu écartelé



écu tranché



écu taillé

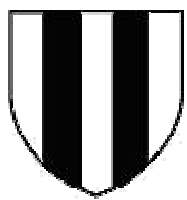


écu écartelé en sautoir

À l'instar des pièces honorables, les *partitions* peuvent former des nouvelles figures quand leur structure est doublée, triplée ou quadruplée dans l'écu. Par ce fait même, il est parfois difficile de distinguer les *partitions*, qui divisent le fond de l'écu en deux ou plusieurs couleurs, des pièces honorables, ajoutées « sur » un champ d'une seule couleur.



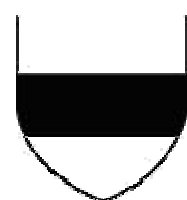
pièce honorable un pal (figure sur un champ blanc)



pièces honorables deux pals (figures sur un champ blanc)



partition écu palé de 6 pièces (champ bichromie, blanc et noir)



pièce honorable une fasce (figure en relief sur le champ blanc)



pièces honorables trois fascès (le fond de l'écu est blanc)



partition écu fascé de 6 pièces (le champ est en bichromie)

Les noms des *partitions* sont dérivés des noms des pièces honorables. Ainsi le terme *palé* vient du *pal*; le *fascé*, de la *fasce*; le *bandé*, de la *bande*; le *barré*, de la *barre*; le *chevronné*, du *chevron*; le *coticé*, de la *cotice*; le *burelé*, de la *burèle*, et ainsi de suite. L'échiqueté et le losangé font exception à cette règle.



écu chevronné



écu bandé



écu gironné



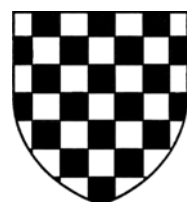
écu vergeté



écu burelé



écu coticé



écu échiqueté



écu losangé



écu écartelé-contre-écartelé

Comme toutes les figures, les *partitions* peuvent être modifiées par des variations apportées à leurs lignes de contour (lignes dentelées, engêlées, ondées, crénelées, etc.). Ces variations doivent être précisées dans les blasonnements. Dans la pratique, la majorité des *partitions* sont employées par les porteurs d'armoiries au même titre que les animaux et les autres figures. Voyons les exceptions à cette règle.

LES PARTITIONS ET LA COMBINAISON D'ARMOIRIES

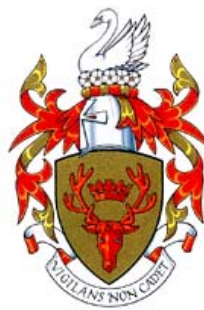
Au sein des *partitions*, le parti, le coupé et l'écartelé ont la particularité de servir à associer deux ou plusieurs armoiries en une seule. Cela est important, puisqu'à partir du Moyen Âge, une même personne peut posséder plusieurs armoiries (notamment quand elle possède plusieurs seigneuries). Les combinaisons d'armoiries furent également utilisées par : a) les personnes désireuses d'associer dans le même écu leurs armes paternelles et leurs armes maternelles, ou celles de leurs différents aïeux; b) les conjoints qui souhaitaient combiner leurs armes respectives; c) les femmes, qui utilisaient les armes de leur mari parties à celles de leur père; d) les ecclésiastiques, qui combinaient leurs armes de dignité avec leurs armes familiales; e) les communautés et institutions, de même que leurs officiers, qui combinaient leurs armes propres avec celles de l'autorité dont ils dépendaient. Les exemples suivants sont des exemples de combinaisons d'armoiries :

Jeanne de France
reine de Navarre, fille de
Henri III et de Blanche
d'Artois²

Écu parti :
au 1, semé de fleurs de lis;
au 2, coupé de Navarre et
de Champagne



Robert D. Watt
héraut d'armes du Canada
dispose d'un écu parti
composé de ses armoiries
d'office (à gauche) et de ses
armoiries personnelles
(à droite)



Kenneth J. Calder
Registre public,
Vol. IV, p. 43



Odile Gravereaux Calder
Registre public,
Vol. IV, p. 119



Armoiries brisées
de leur fils
Robert A. Calder

À l'époque moderne, les armoiries écartelées-contre-écartelées créant des écus divisés en 8, 10, 12, 16, 32, voire 64 quartiers n'étaient pas inusuelles, mais parfois tout à fait illisibles.

CONCLUSION

Les partitions sont des figures à part entière même si elles structurent le fond de l'écu. Le parti, le coupé et l'écartelé sont, de plus, utilisés pour associer dans l'écu deux ou plusieurs armoiries différentes. Ils illustrent ainsi souvent l'identité familiale, professionnelle ou territoriale du porteur d'armoiries.

Conscients de cette longue tradition, les héraldistes évitent de diviser des armoiries en quatre parties (ou plus) pour le seul plaisir d'y mettre plusieurs figures différentes.

¹ Les pièces *honorables* ont été le sujet de ma dernière chronique.

² Archives nationales de France, cote moulage : D 157 bis.



LE GÉNÉALOGISTE JURISTE

par Raymond Deraspe (1735)

NOTAIRE DE LA CÔTE DU SUD

Nous sommes à Montréal, à l'hôtel Reine-Élizabeth, nouvellement inauguré, à l'angle sud-est de la rue Metcalfe et du boulevard Dorchester (aujourd'hui René-Lévesque Ouest), fin mai 1958. C'est le congrès de la Chambre des notaires du Québec. Le spectacle de l'artiste de Paris s'étant ouvert par une chanson leste, un homme âgé se lève pour quitter les lieux. Au bout de la rangée, il s'adresse à une jeune dame enceinte : « L'Écriture s'accomplit, rappelant qu'ils quittèrent tous, en commençant par les plus vieux ». (Jean VIII, 8). Sur ce, il se retire. Qui donc cite ainsi l'Évangile de la femme adultère? Louis Auguste Dupuis, (1884-1967), notaire, ancien président de son ordre professionnel. Jean-Jacques Lefebvre que je citerai de nouveau plus loin le décrit comme « un homme aux traits nets, à la physionomie droite, avec toute la réserve de manières du gentilhomme... ».

DEUX TOURTEREAUX S'UNISSENT DANS LEUR PAROISSE

Ses père et mère : Jules Dupuis, majeur, cultivateur, et Marie-Eugénie Miville, mineure, s'étaient épousés le 21 juin 1870, en l'église de Saint-Roch-des-Aulnaies, leur paroisse à tous deux, après publication d'un ban et dispense des deux autres. L'épouse est la fille d'Alfred Miville, écuyer, et de Luce Talbot. L'acte ne fait pas mention du consentement des parents pour leur fille qui n'est pas majeure, mais la présence du père comme témoin le laisse présumer. D'autant plus que l'article 119 du Code civil du Bas-Canada, alors en vigueur, indiquait qu'en cas de dissentiment entre les parents, le consentement du père était suffisant. Signent les époux : Jules Dupuis et Eugénie Miville, leurs pères et témoins : J.B.C. Dupuis et Alfred Miville-De Chêne, puis, O. Pelletier, L. Pelletier, Georges Pelletier, Th. Michaud, Arsène Michaud, Luc Dupuis, Auguste Fafard, Charles Clément Casgrain, C.A. Casgrain, Louise Dupuis, Alfred Miville, Alphonse Miville, Aug. Dupuis, suivis du célébrant l'abbé David-Henri Têtu (Montmagny 1807 - Saint-Roch-des-Aulnaies 1875) où il était curé depuis 36 ans. Un mot d'explication sur certaines redondances. Ayant nommé les époux, et témoin dans un cas, je n'avais pas

à répéter leurs noms à l'occasion de leurs signatures. Pourquoi alors les ai-je nommés? C'est que leur désignation dans le corps de l'acte comporte des nuances avec leurs signatures. Ce qui nous expliquera des variations avec le patronyme des ancêtres.

MARIAGE À RIVIÈRE-OUELLE

Ses grands-parents paternels avaient, eux, scellé leur union en l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-Liesse à Rivière-Ouelle, le 4 avril 1837. Qui étaient-ils? Jean-



Louis-Auguste Dupuis
Source : M^e Renée Dupuis

Baptiste Couillard-Dupuis, susnommé, majeur, marchand de la paroisse de Saint-Roch-des-Aulnaies où le mariage a aussi été publié, et Justine Letellier, aussi majeure, fille de feu François Letellier, écuyer, notaire, et de Sophie Casgrain, tous trois de Rivière-Ouelle. L'acte souligne les présences d'Étienne Eschenback et Charles Têtu, témoins pour l'époux, de Pierre Casgrain, écuyer, seigneur, oncle de l'épouse, et Charles Casgrain, écuyer, avocat, aussi oncle de l'épouse, ainsi que de plusieurs autres dont les uns ont signé, les autres, non. Signent 20 personnes dont, à part celles déjà nommées : C.E. Casgrain, T. Jorre, J. P. Eschenback, F. Piuze, A. Boucher, Ths Chamard, Gemma Têtu, Georgianna Bouffard, C.H. Têtu, N.

Têtu, F. Bélanger, Norbert Piuze, Pierre Letellier, Charles Letellier, Georges Letellier et l'abbé Louis-Marie Cadieux, vicaire général (Montréal 1785 - Rivière-Ouelle 1838), occupant la cure depuis trois ans.

ORIGINAIRES DE BELLECHASSE

Ses bisaïeux Charlemagne Couillard-Dupuy et Charlotte Boilard avaient publiquement échangé leurs consentements à l'église de Saint-Étienne de Beaumont, le 28 septembre 1813, après dispense de la troisième publication puis publication double, à Beaumont et à Saint-Thomas de Montmagny; l'épouse, mineure, était la fille d'Alexandre Boilard, agriculteur, et de Charlotte Bergeron. Les témoins sont, pour l'époux, ses frères Jean-Baptiste et Joseph Couillard-Dupuy, et pour l'épouse, son père et ses oncles Louis Boilard et Jacques Girard. Signent : l'épouse, lesdits témoins puis A. C. de Beaumont, Thomas Fraser, Ferréol Roy, François Têtu, Antoine (?) Picard, et l'officiant, Thomas Maguire (Philadelphie 1776 - Québec

1854), curé de Saint-Michel (1806-1827) et desservant à Beaumont (1805-1814), grand vicaire de l'archevêque de Québec les quatre dernières années de sa vie.

AUPARAVANT DE L'ISLET

Le 20 de février 1775, pour reprendre le langage de l'acte, les trisaïeux du notaire Dupuis s'étaient mariés à l'église de Notre-Dame-de-Bonsecours, à L'Islet. Jean-Baptiste Couillard-Dupuy, de Saint-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille s'unissait à Thérèse Bernier, fille de Charles Bernier et de Geneviève Bélanger, tous trois de L'Islet, munis de la dispense de publication d'un ban suivie de la publication des deux autres. L'acte est muet quant à l'âge des conjoints et à la publication à Montmagny. Le célébrant affirme les présences des sieurs Jacques Hébert, J.-Amable Couture, Nicolas-Gaspard Boisseau, Louis Dupuy et d'autres personnes qui auraient signé. Non seulement je n'en retrace pas d'autres, mais ne vois point celle dudit Boisseau. C'est le curé du lieu qui est le témoin de l'Église : Jacques Hingan (Avranches, France 1729 - L'Islet 1779), en poste depuis douze ans.

MAIS VRAIMENT DE BELLECHASSE

À Saint-Étienne de Beaumont, comté de Bellechasse, le dixième jour de novembre mil sept cent trente-et-deux (sic), après publications de mariage localement et à Saint-Thomas de Montmagny, la génération précédente : Paul Couillard-Dupuy, dont les parents étaient décédés, et Marie-Joseph Couture, fille d'Eustache Couture dit Bellerives et de Françoise Huard, avaient publié leur décision de vie commune. L'acte ne fournit pas de renseignement sur l'âge des conjoints ni sur leurs occupations. Signent : les époux (l'épouse signant Marie-Joseph), A. Beaumont, Auber Beaumont, Joseph Després, Damour Deplaine et Charles Couture, suivis du célébrant Nicolas-Joseph Chasle (Québec 1694 - Beaumont 1754), tenant sa cure depuis 1718.

MAIS D'ABORD, À NOTRE-DAME -DE-QUÉBEC

Les plus lointains ancêtres paternels du notaire Dupuis dont j'ai pu lire l'acte de célébration avaient fait bénir leur mariage en la cathédrale Notre-Dame-de-Québec, le 4 mai 1688, « après les fiançailles et la publication de deux bans le premier et le deuxième du présent mois, ayant obtenu dispense du troisième de Monsieur de Bernières, doyen et vicaire général de Monseigneur l'évêque de Québec ». Louis Couillard, âgé d'environ 26 ans, demeurant à la Rivière-du-Sud, épouse Marie Fortin, âgée d'environ 18 ans, demeurant en la ville de Québec, fille de sieur François Fortin, chirurgien, demeurant à Francville, paroisse du lieu près de la ville de Dieppe, et de Marie Tellier. L'acte souligne les présences de François Yvetot, de la maison du Fort, de Québec, Pierre Piccard, sieur de Grandville, Jean-Baptiste Couillard, sieur de L'Espinay, et Paul Dupuy, procureur du *roy*, lesquels, selon le rédacteur de l'acte, ont

signé avec les époux. Le célébrant signe après tous : François Dupré, curé de l'église (France 1646 - Ancienne-Lorette 1720), tenant la cure depuis neuf ans.

Selon le généalogiste René Jetté (1944-2000), le 26 août 1621, les père et mère de Jules Couillard se sont épousés à Québec, à l'église Notre-Dame. Qui sont-ils? Guillaume Couillard, né vers 1591, inhumé le 4 mars 1663, et Guillemette Hébert, née en 1595, décédée à l'Hôtel-Dieu de Québec, vers le 20 octobre 1684. Les parents du mari sont Guillaume Couillard et Élisabeth De Vézin, tous deux Normands. Ceux de l'épouse : Louis Hébert, apothicaire, agriculteur de Québec et Marie Rolet.

Le notaire Louis-Auguste Dupuis, de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, en la même cathédrale de Notre-Dame-de-Québec, comme ses lointains ancêtres, après dispense de deux bans, publication en la paroisse de chacun, a épousé le 14 juin 1909, Marie Éva Berthe Raymond, fille majeure de feu Raoul Raymond, médecin (selon l'acte, quoique selon quelqu'un de la descendance, il serait agriculteur), et de dame Marie Éva Gauvreau, de Notre-Dame-de-Québec. Le témoin du notaire est son oncle, Arthur Talbot, fonctionnaire (« employé civil » selon l'acte), celui de l'épouse, son oncle, Louis-Napoléon Dorion (parce que mari d'une Gauvreau), comptable. Ces quatre personnes signent, puis, E.G. Raymond, J.G. Dorion, J.H. Raymond, eccl., Marie Jeanne Raymond, Jeanne Raymond, Jos. René Raymond, Lucien Raymond, Lucienne Dorion, Claire Raymond, Lucienne Rouillard, Bernadette Rouillard, et Eugène C. Laflamme, prêtre. Ce dernier est curé de la basilique. C'est l'oncle maternel de la mariée, dûment autorisé, qui bénit l'union, l'abbé Charles-Lucien Gauvreau (La Pocatière 1863 - Québec 1941).

UN MOT DU PROFESSIONNEL ET DE L'HOMME PUBLIC

Le notaire Louis-Auguste Dupuis, né à Saint-Roch-des-Aulnaies le 24 août 1884, y a été baptisé le lendemain sous les prénoms de Louis-Joseph-Auguste. On lui donne une marraine, sa tante, Alphonsine Dupuis, mais il n'a pas de parrain. Notons qu'un confrère religieux m'a dit qu'en droit canonique, cela suffit. L'acte porte en plus des signatures habituelles celles de Marie-Louise Dupuis, J.-B. Dupuis, Corinne Dupuis, Auguste Fafard, J.-L. Dupuis, Jas (James?) Ballantyne, prêtre, ainsi que celle de son oncle l'abbé J.-Fernand Dupuis, qui officie, alors curé à Saint-Raphaël de Bellechasse, décédé à Plessisville en 1938. Le notaire Dupuis, en exercice depuis juillet 1907, décédé à Québec en mars 1967, à l'Hôpital de l'Enfant-Jésus où son fils le docteur Pierre Dupuis exerçait la chirurgie, a donc connu une carrière professionnelle de presque 60 ans, toujours à La Pocatière. Après avoir siégé à la Chambre des notaires comme délégué de son district durant plusieurs triennats, il en devint président en 1942. Période difficile s'il en fut. D'abord, son prédécesseur, le notaire Biron, Montréalais, avait éprouvé des problèmes de santé durant cette période. Cela est mentionné expres-

sément par M^e Biron dans son discours de fin d'exercice. Puis, c'était la Seconde Guerre mondiale avec toutes ses contraintes et défis inhabituels. À part les rationnements, soulignons les menaces de fermeture des facultés de droit. « Services non essentiels », clamaient des voix proches des trois ministères fédéraux, porte-parole des Forces armées. La blague chez les finissants des collèges classiques optant pour une carrière universitaire était : « Oui, nous disposons d'options : armée de terre, de l'air ou de mer » ! Puis, la profession a dû se battre jusqu'aux tribunaux supérieurs, pour faire reconnaître son droit de priver de la faculté d'exercice un notaire s'étant servi dans l'argent de clients. La loi a aussi été modifiée pour réserver le conseil juridique rémunéré aux seuls avocats et notaires en exercice. Le tarif, obligatoire, n'ayant pas bougé depuis 1920, c'est sous la présidence Dupuis qu'il connut une certaine mise à jour. Il faudra attendre les années 1990 pour qu'il devienne libre.

Dès l'année de son mariage, le notaire Dupuis devint député à Québec, représentant Kamouraska pour le parti libéral dirigé par le premier ministre Lomer Gouin. Le journal *Le Soleil*, qui dans le haut de sa page éditoriale se présentait comme organe du parti libéral, annonçait, sous la rubrique hyménée, le mariage Dupuis-Miville-De Chêne, à la chapelle Saint-Louis de la basilique le 14 juin 1909. Élu sans opposition cette même année, lors d'une élection partielle, il ne se représenta pas à la générale. Selon certaines sources, il n'était pas dans les bonnes grâces de Louis-Alexandre Taschereau, appelé en 1920 à succéder à Lomer Gouin. En cette même année, il fut défait comme candidat, conservateur, selon une source, libéral, selon *Le Soleil* du 20 octobre 1920. Qui fut le vainqueur? Nérée Morin, de Sainte-Hélène de Kamouraska, qui s'étant présenté en décembre 1909 contre le notaire Dupuis, s'était retiré avant l'élection. Ajoutons que durant dix ans, le notaire a exercé la fonction de maire de La Pocatière. Longtemps, il fut professeur de droit rural à l'école d'agriculture locale devenue faculté universitaire. Président fondateur en 1948 de la Société d'histoire de Kamouraska, devenue Société historique de la Côte-du-Sud, il y est connu comme « la véritable encyclopédie de l'histoire régionale ». La descendance du notaire Dupuis compte à ma connaissance cinq juristes. Le notaire Gilles Dupuis, aujourd'hui décédé, a

longtemps exercé à Waterloo. M^e Jacques C. Dupuis, avocat aujourd'hui retraité, a fait carrière dans la fonction publique canadienne, entre autres au ministère des Affaires extérieures, devenu Affaires étrangères sous le premier ministre Jean Chrétien. Ces deux premiers sont fils du notaire. Un petit-fils du notaire, M^e Benoît Dupuis, exerce à compter de 1981, sa profession à Montréal, comme fiscaliste chez Ernst & Young; il est fils du notaire Gilles Dupuis. De plus, une petite-fille du notaire est membre du barreau du Québec depuis 1972 : M^e Renée Dupuis, reconnue comme autorité en droit autochtone. Enfin, à compter de 2005, la famille compte un autre juriste dont le notaire est l'aïeul, M^e François Dupuis, avocat au sein de l'étude McCarthy, Tétrault, dont les bureaux se trouvaient dans l'édifice Le Windsor, rue Peel, à Montréal, immeuble bien conservé de l'hôtel de renom, qui s'appelait comme la gare toute proche de la compagnie ferroviaire du Canadien Pacifique. Depuis juin 2006, McCarthy, Tétrault trône au 1000, de La Gauchetière Ouest, en réservant tout le 25^e étage à sa clientèle.

Dans la Revue du notariat, rapportant et commentant le décès du notaire Dupuis, Jean-Jacques Lefebvre, décédé au début des années 1980, de la Société royale du Canada, rappelant son discours de président sortant (1945), s'exprime ainsi : « d'une élégante rédaction, spirituel, où rien n'est oublié, il débute par cette belle pensée [Dans notre siècle parfois désaxé, les valeurs morales continuent d'être une force qui commande l'admiration de la masse. La valeur morale triomphe à la longue du préjugé, même l'esprit pervers reconnaît la puissance d'une réputation d'honnêteté, de sincérité et de droiture...] ». Légitimement, je crois, je me suis demandé si de si belles paroles étaient suivies d'actes qui en sont l'application. C'est à La Pocatière, où son greffe est conservé chez M^e Josée Bélanger, notaire, que j'ai trouvé une réponse. Homme

sérieux, austère, le notaire Dupuis y a laissé le souvenir d'un professionnel intègre et d'un professeur de droit rural compétent.

J'aime retracer les filiations paternelles des gens de loi, m'étant investi dans la même discipline qu'eux. Aussi, il m'est agréable de constater que les personnages que j'ai approchés ont laissé œuvres et personnalité appréciées.



Institut de technologie agricole, La Pocatière, ancienne faculté de l'agriculture.
Source : BAnQ E6,S7,SS1,P4307

SOURCES

- Actes de l'État civil jusque vers 1940 de l'Institut Drouin, et aussi à la SGQ, et à BAnQ (Québec) jusqu'à 1899.
- Baptêmes, mariages et sépultures BMS2000 à la SGQ.
- Collection *Les régions du Québec*, tome 4, Côte-du-Sud.
- *Dictionnaire biographique des ancêtres québécois*, de Michel Langlois.
- *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes*, de M^{gr} Tanguay.
- *Dictionnaire biographique du clergé canadien-français*, de l'abbé J.-B.-A. Allaire.
- Entretiens avec M. Bernard Dupuis, fils du notaire et M^e Renée Dupuis, sa petite-fille, avec le notaire Roméo Roy en exercice à La Pocatière et premier cessionnaire du greffe Dupuis, et enfin

avec M. Yvon Lévesque, agronome, membre de la SGQ, ancien élève du notaire.

- Jean-Jacques Lefebvre de la Société royale du Canada :
 - a) *Mémoires de la Société généalogique canadienne-française*, avril-juin 1966, pages 82 et suivantes;
 - b) *La Revue du notariat*, volume 69, numéro 9, page 427 et suivantes.
- *L'Action catholique*, le 13 mars 1967.
- *Le Soleil*, le 14 juin 1909 et 20 octobre 1920.
- PRDH, à la SGQ et à la BAnQ.
- *Répertoire alphabétique des mariages des Canadiens-français 1608-1935* (Drouin).
- *Répertoire des parlementaires québécois 1867-1978*.

FILIATION PATRILINÉAIRE ASCENDANTE DE LOUIS-AUGUSTE DUPUIS

DUPUIS Louis-Auguste (Jules; MIVILLE-De CHÊNE Eugénie)	1909-06-14 Cathédrale Notre-Dame-de-Québec	RAYMOND Éva-Berthe (J.-Raoul; GAUVREAU Marie-Éva)
DUPUIS-COILLARD Jules (J.-B.; LETELLIER M.-Justine)	1870-06-21 Saint-Roch-des-Aulnaies	MIVILLE M.-Eugénie (Alfred; TALBOT M.-Luce)
COILLARD-DUPUIS J.-B. (Charlemagne; BOISLARD Charlotte)	1837-04-04 Notre-Dame-de-Liesse Rivière-Ouelle	LETELLIER Justine (François; CASGRAIN Sophie)
COILLARD Charlemagne (J.-Baptiste; BERNIER Thérèse)	1813-09-28 Saint-Étienne Beaumont	BOISLARD Charlotte (Alexandre; BERGERON Charlotte)
COILLARD Jean-Baptiste (Paul; COUTURE Josephpte)	1775-02-20 Notre-Dame-de-Bonsecours L'Islet	BERNIER Thérèse (Charles; BÉLANGER Geneviève)
COILLARD Paul (Louis; FORTIN Marie)	1732-11-10 Saint-Étienne Beaumont	COUTURE M.-Josephpte (Eustache; HUARD M.-Françoise)
COILLARD de L'ESPINAY Louis (Louis; DESPRÉS Geneviève)	1688-05-04 Cathédrale Notre-Dame-de-Québec	FORTIN Marie (François; JOLLIET Marie)
COILLARD Louis (Guillaume; HÉBERT Guillemette)	1653-04-29 Église Notre-Dame-de-Québec	DESPRÉS Geneviève (Nicolas; LEBLANC Madeleine)
COILLARD Guillaume (Guillaume; De VÉZIN Élisabeth)	1621-08-26 Église Notre-Dame-de-Québec	HÉBERT Guillemette (Louis; ROLLET Marie)
COILLARD Guillaume (Inconnus)	????-??-?? Normandie, France	De VÉZIN Élisabeth (Inconnus)



LES ARCHIVES VOUS PARLENT DE

par Réналd Lessard (1791)

Coordonnateur, Centre d'archives de Québec, Bibliothèque et Archives nationales du Québec

LES VENTES PAR SHÉRIF

Dans l'Angleterre médiévale, les « *Shires* » constituent des unités administratives contrôlées par un fonctionnaire royal connu sous le nom de « *shire reeve* » ou shérif. Au Canada, cet office typiquement britannique a été instauré peu de temps après la Conquête. Les fonctions de shérif, au Canada, sont d'abord confiées à un grand prévôt « *Provost Marshal* ». Le premier fut Nicholas Turner, nommé à vie à cette charge le 23 septembre 1762; demeuré en Angleterre, il n'est jamais venu au Canada. Des adjoints (*deputies provost marshal*), résidant à Québec et à Montréal, agissent plutôt en son nom. Ainsi, le 12 juin 1765, Edward William Gray est nommé officiellement adjoint de Nicholas Turner dans le district de Montréal. Le 1^{er} mai 1776, il remplace Turner et devient shérif en titre à Montréal. Le 31 juillet de la même année, James Shepherd est nommé shérif pour le district de Québec.

Le shérif est un officier de justice du système juridique anglais. Sa principale fonction, qu'assume toujours le titulaire, consiste à exécuter les jugements des tribunaux par la saisie et la vente de biens et d'immeubles de son district judiciaire, et à distribuer aux créanciers les sommes amassées selon les proportions déterminées par la Cour supérieure.



Le Bureau du shérif du palais de justice de Montréal, dans les années 1960.
Source : BAnQ - E6S7SS1D770043

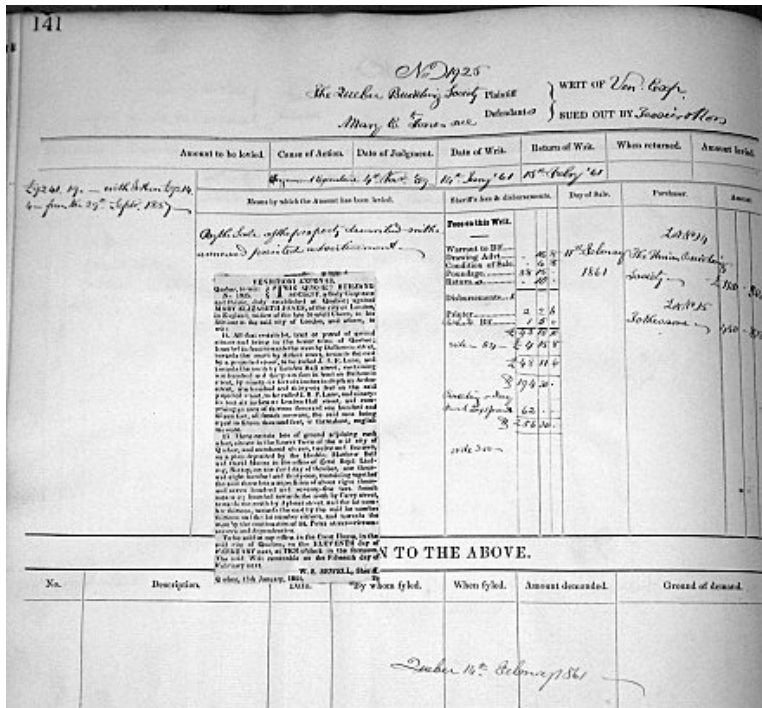
Jusqu'aux années 1930, le shérif s'occupait aussi du recrutement des petits et grands jurés pour les tribunaux locaux et provinciaux de son district. Il était également responsable de la gestion de la prison commune.

Enfin, il est à noter que, malgré le fait que le shérif travaille pour tous les tribunaux à la fois, il relève de la Cour supérieure et que, avant la création de celle-ci, il dépendait de la Cour du banc du roi de son district. C'est pourquoi toutes les archives des shérifs conservées par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) sont classées avec les documents de la Cour supérieure (TP11), et ce pour chaque district judiciaire, dans la sous-série SS18. Ces documents témoignent des fonctions exercées par les shérifs.

Pour le généalogiste, les archives des shérifs sont utiles lors de la confection de chaînes de titres. Or, il est fréquent que le chercheur se heurte à une mention qu'une propriété a été vendue par shérif. C'est pourquoi le recours à deux blocs documentaires devient essentiel. Nous retrouvons d'abord les registres des ventes (*sales*), c'est-à-dire les registres indiquant les étapes judiciaires et administratives (poursuite judiciaire et jugement de cour, bref d'exécution, avis dans les journaux annonçant la vente et affichage public, les oppositions, la vente proprement dite, l'acquéreur, les sommes recueillies et leur distribution aux créanciers, les frais judiciaires). Des index à l'intérieur des volumes ou dans des registres séparés permettent généralement de retracer les cas qui nous intéressent. Puisque les registres des ventes indiquent le nom des parties impliquées dans la poursuite judiciaire ayant conduit à la vente par shérif et le numéro de cause à partir de 1823, il nous permet de retracer le propriétaire antérieur. La consultation du dossier judiciaire signalé par le registre des ventes permettra souvent de retracer les titres antérieurs, puisque la propriété vendue par le shérif était souvent grevée d'une hypothèque et que la poursuite visait précisément à permettre au créancier de récupérer la somme due. Le recours aux journaux permet également de retrouver l'avis de vente, d'obtenir une description précise des biens vendus et de connaître les personnes impliquées dans la poursuite, le nom de la personne saisie – donc de l'ancien propriétaire –. Un index de la *Gazette de Québec* est d'ailleurs disponible pour la période allant de 1764 à 1823.

Les titres émis par le shérif constituent le deuxième bloc d'archives significatif. Il contient une référence à la poursuite judiciaire et identifie le nouveau propriétaire.

DOCUMENTS	DISTRICTS JUDICIAIRES			
	Québec (TP11,S1,SS18)	Beauce (TP11,S12,SS18)	Montmagny (TP11,S17,SS18)	La Malbaie (TP11,S20,SS18)
Registres des contrats (<i>deeds</i>) de terres par le shérif	1829-1940	1878-1946	1858-1940	
Registres des ventes (<i>sales</i>) par le shérif	1824-1927	1858-1918	1858-1906	1858-1915
Registres d'exécution d'immeubles		1863-1942	1858-1894	
Registres des exécutions et distributions	1825-1962	1881-1885 1893-1967	1883-1964	1894-1947
Certificats de saisie et jugements de distribution, déclarations des tiers-saisies	1818-1949	1882-1940	1878-1958	
Exécutions, libérations, transfert au pénitencier, saisies, correspondance, saisies, déclarations, requêtes, <i>venditioni exponas</i> , registre d'exécution de meubles, brefs de <i>feri facias</i>	1839-1939	1881-1885	1858-1898	
<i>Fieri facias</i> et <i>venditioni exponas</i>	1828-1953 1956-1965			
Ventes, ordonnances de transfèrement de prisonniers, prérogatives royales		1862-1947		
Comptabilité et livres de comptes	1825-1954	1922-1972	1880-1894 1899-1950	
Registres des dépôts et distributions	1938-1961		1880-1923	
Correspondance avec le Département du procureur général et l'Auditeur de la province		1900-1947		
Livres des licitations volontaires		1858-1949		
Prison des femmes : répertoire général (correspondance reçue et envoyée)	1931-1946			
Registre des prisonniers libérés de la prison du district de Québec	1891-1901			
Jurés	1911-1922 1927-1931			1847-1892 1932-1933



ALIAS FIERI FACIAS.

Quebec to wit: } ANTOINE CHARLES TASCHE-
No. 222. } REAU, de la paroisse de Ste. Marie,
dans le comté de Beauce, dans le district de Québec,
Membre du Parlement Provincial, contre CHARLES OUELLET
de la même paroisse, Fermier, s. s. 1°. Une terre de
deux arpens de front, ou environ, sur environ vingt-cinq arpens
de profondeur, sise et située en la Paroisse Ste. Marie,
Nouvelle Beauce, du côté sud de la rivière Chaudière, au
second Rang, village St. Thomas, bornée en front au nord par
le chemin du Roi, en profondeur, au bout des dits vingt-
cinq arpens aboutissant, à la Rivière du bois, joignant d'un
côté au nord-ouest à Charles Lehoux, de l'autre côté au sud-
est à Joseph Ouellet, le dit lot de terre n'ayant qu'environ
vingt arpens de profondeur du côté sud-est, mais s'étendant,
du côté nord-ouest jusqu'à la profondeur d'environ trente
arpens plus ou moins, suivant le cours de la Rivière Dure-
bois. 2°. Un autre lot de terre sis et situé en la même
concession contenant environ deux arpens de front, au sud
par le chemin du Roi, en profondeur, au bout des terres du
premier rang, d'un côté au nord-ouest à Charles Lehoux, de
l'autre côté au sud-est à Pierre Landril, avec ensemble une
maison grange, et étables dessus construites, circonstances
et dépendances. 3°. Un autre lot de terre situé en la même
concession d'environ deux arpens de front, sur environ
quatre arpens de profondeur, borné en front au sud par le
chemin du Roi, en profondeur au bout des terres du pre-
mier rang, d'un côté au nord-est à Joseph Morissette, et
de l'autre côté au sud-est à Claude Landril, sans aucuns
bâtimens dessus construits. Seront vendus à la porte de
l'Eglise de la susdite paroisse de Ste. Marie Nouvelle Beauce
le VINGT-CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain,
à DIX heures du matin. Le dit Writ retournable le 1er.
d'Octobre, 1832.

W. S. SEWELL, Shérif.
21me. Mai, 1832.

Livre de shérif et article *Alias Fieri Facias*, n° 222, en date du 21 mai 1832.
W. S. SEWELL, Shérif



À LIVRES OUVERTS

par Jean-Yves Lévesque (3723)

BEAULIEU, Carl, *Philippe Simard & fils, une tradition corporative*, Les Éditions du Patrimoine.



Notre collègue Lucien Grenier (5035), bachelier et géographe de profession et auteur de Les Saules, paroisse Sainte-Monique (1945-1995), apporte ses commentaires sur les ancêtres d'un pionnier de la ville de Dolbeau. Philippe Simard. Je le remercie de cette complicité.

Après un tour d'horizon, l'auteur Carl Beaulieu, historien, nous présente l'ancêtre Noël Simard (dit Lombrette) et son épouse Madeleine

Racine bien établis dix ans plus tard, en 1667, à Sainte-Anne-de-Beaupré, sur une ferme prospère. Plus tard, en 1686, Noël Simard et son épouse viennent s'établir à Petite-Rivière-Saint-François avec leurs 14 enfants. La proximité du fleuve offrait à Noël Simard des ressources halieutiques, en même temps qu'une voie de communication par excellence, qui lui permit de s'affirmer comme pêcheur et marin.

Réuni sous un même chapitre, Henri Simard, descendant de la sixième génération de Noël Simard et de Madeleine Racine, a les mêmes attraits majeurs que Noël, soit les ressources en poissons, les communications et la forêt. Avec Adèle Bluteau qu'il épouse le 31 janvier 1854, Henri continue la tradition de développer la ferme familiale en fonction de l'accroissement du nombre d'enfants. Mais l'attrait du territoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean incite Henri Simard à quitter Charlevoix pour cette région. Il se fixe à Saint-Félicien en 1871, où il est le premier colon du rang Saint-Eusèbe. Tout en cultivant avec ses six fils une terre de 380 acres (154 ha), Henri se livre au commerce des fourrures. En 1881, il devient conseiller dans la nouvelle municipalité de Saint-Félicien. Ses efforts porteront sur le développement des voies de communication et sur l'aménagement du territoire en arrondissements de voirie.

Aux chapitres II et III, l'auteur nous parle des enfants d'Henri et d'Adèle Bluteau, Joseph, René et Éphrem poursuivant l'œuvre familiale et s'engageant dans les activités de développements forestiers et touristiques. Ils sont à l'origine des paroisses de La Doré, de Normandin et de Girardville. René, Noël, Philibert ont tous été conseillers municipaux, et chacun à sa manière a été un bâtisseur de sa communauté. C'est sous leur mandat que des routes ont permis la liaison avec les autres communautés, que des chantiers forestiers se sont développés et que des scieries comme celle de Benjamin Alexander Scott ont prospéré. Même les beaux-frères Alexis Guay, époux de Marie-

Rose, et Joseph Servant, époux de Vitaline, ont été des défricheurs infatigables. Un des fils de Joseph Servant, Henri, a participé, comme actionnaire, à la fondation et à la réalisation du tronçon ferroviaire Saint-Félicien-Dolbeau.

Au décès de son père Henri Simard, Philibert hérite de la terre et, à 34 ans, il accède à la responsabilité de conseiller et même de pro-maire. Carl Beaulieu, au chapitre IV, le révèle surtout comme un entrepreneur dans les chantiers forestiers du sieur Scott, dont il devient le contremaître. Ces chantiers approvisionnent la scierie de ce dernier à Roberval. Il appuie le projet de réalisation d'un chemin de fer vers le nord. À la mort de Philibert en 1909, son épouse Georgiana Hamel hérite d'une ferme bien organisée et améliorée. Malheureusement, celle-ci meurt deux ans plus tard, laissant neuf enfants à la charge de leur fils Philippe, âgé de 17 ans seulement. En homme courageux, ce dernier cherche par tous les moyens à développer la ferme familiale, en même temps qu'il continue à travailler en exploitation forestière en Ontario et au Québec. « Après de longues journées, il connaît l'ennui, la fatigue et les maigres salaires ». Mais avec une volonté de fer et avec seulement trois membres de sa famille sous sa responsabilité, il peut enfin réaliser son grand rêve d'entrepreneur dans une entreprise de boissons gazeuses dans la ville naissante de Dolbeau.

Le chapitre V nous présente Philippe Simard comme patron d'une entreprise, au début assez modeste. Tôt, il s'entoure d'une solide équipe qui lui sera toujours fidèle. Quelques années plus tard, il s'allie avec Coca-Cola, et à partir de ce moment, sa production s'accroît à un point tel qu'il doit, moins de vingt ans plus tard, aménager son industrie dans une grande bâtisse qu'il équipe à la fine pointe de la technologie. Dans le même temps, il agrandit son territoire de vente jusqu'à Chibougamau et répartit le travail selon les responsabilités : comptabilité, embouteillage, mécanique, transport. Philippe Simard laisse dans la communauté dolbienne une marque profonde sur le plan social comme conseiller municipal, comme commissaire d'école, comme cofondateur de la Chambre de commerce, comme marguillier de la paroisse, comme mécène de plusieurs organisations : O.T.J., club de hockey Les Castors, la Fabrique. C'est sous son mandat qu'un projet d'expansion de la ville de Dolbeau a été préparé, qu'il vote pour la construction d'une école de garçons, qu'une nouvelle église est construite. C'était un homme généreux qui, en fait, était de toutes les organisations. La relève est là. Le 22 août 1958, Philippe Simard s'associe avec ses fils.

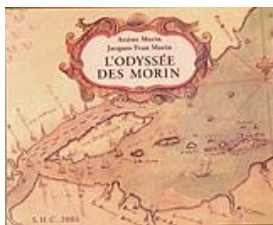
Au chapitre VI, Philibert Simard, le fils aîné de Philippe accède à la présidence de l'entreprise familiale qu'il développe principalement depuis 1972, en acquérant l'usine d'Alma qui couvrait le Lac-Saint-Jean Est. Désigné comme conseiller municipal et comme maire suppléant, il fait effectuer des travaux majeurs de l'aqueduc et d'égouts et améliorer les voies

de communication, favorise le développement touristique comme la Société astronomique de Dolbeau et la Véloroute des bleuets, appuie la Chambre de commerce, encourage l'activité sportive et soutient le développement du Jardin zoologique de Saint-Félicien. Et en bon homme d'affaires, Philibert Simard s'assure que les finances de sa ville sont bien équilibrées.

Les chapitres VII, VIII nous présentent une relève maintenant bien assurée, capable de prendre des responsabilités et d'utiliser ses connaissances techniques. L'entreprise prend une autre orientation en 1997, en mettant fin à la production de Coca-Cola et en s'associant avec la Société John Labatt et avec d'autres partenaires dans la distribution de boissons gazeuses. Les descendants de Noël Simard et de Madeleine Racine sèment partout dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean l'entrepreneuriat et la philanthropie.

Tout le long de son livre, l'historien Carl Beaulieu a réalisé des entrevues de personnes intéressantes qu'il a mises en encarts. Son livre cite de nombreuses références et une large bibliographie.

MORIN, Arsène et MORIN Jacques-Yvan, *L'Odyssee des Morin*, Impression numérique : S.H.C., 2005.



De plus en plus, les foyers québécois ont leur « petit généalogiste ». Au moins un de leurs membres, sensibilisé à ces questions, a déjà rassemblé quelques éléments. N'importe qui peut donc s'improviser généalogiste; il suffit d'avoir

des ancêtres. Qui n'en a pas? Mais réaliser une histoire familiale de prestige n'est pas une sinécure.

L'Odyssee des Morin est un bel exemple. La présentation est originale. La documentation est très recherchée. Le contenu est clair, précis. Les photos et les documents sont soignés. Somme toute, c'est un travail merveilleux, quasi professionnel. Dans ce volume, la quête des racines et la chasse aux ancêtres sont l'affaire des deux générations. Le père, Arsène, a instruit son fils Jacques-Yvan, sur ce qu'il savait de ses ancêtres et a transmis plusieurs documents les concernant. Jacques-Yvan s'est fait un devoir filial de reprendre les recherches du père, de les mener à bien et de les compléter. C'est un hommage posthume d'un fils à son père.

Jacques-Yvan Morin, né en 1931, est un avocat bien connu de Québec et du Québec. Il a été député du Parti Québécois de Sauvé à l'Assemblée nationale (1973-1984), chef de l'opposition officielle (1973-1976), ministre de l'Éducation (1976-1980), ministre d'État au Développement culturel et scientifique (1980-1982) et ministre des Affaires intergouvernementales (1982-1984) dans le cabinet de

René Lévesque. Il a été professeur de droit international et de droit constitutionnel à l'Université de Montréal (1958-1973), président des États généraux du Canada français (1966-1969) et du Mouvement national des Québécois (1971-1973), ainsi qu'officier de la Légion d'honneur de France (1987).

« *They Shall Grow Not Old* », réalisé par Les Allison et Harry Hayward, publié par « Commonwealth Air Training Plan Museum » et réédité en 1996.

Ce volume de 892 pages rend hommage à toutes les aviatrices et tous les aviateurs canadiens qui ont donné leur vie au cours de la Seconde Guerre mondiale.



They Shall Grow Not Old contient une courte biographie de plus de 18 000 militaires ayant servi dans la Royal Canadian Air Force (RCAF) (Aviation royale canadienne (ARC), du 3 septembre 1939 au 12 août 1945.

Consulter ce livre, c'est non seulement retracer quelques parents ou amis qui ont marqué l'histoire de l'humanité au cours de cette période dramatique de l'Histoire, mais aussi avoir rendez-vous avec l'Histoire et comprendre qu'on n'en est pas spectateur, mais acteur, si modeste que soit notre rôle.

Dans *They Shall Grow Not Old*, on trouve des Fortin, des Gaudet, des Olivier, des Parent et ce, sans oublier les Gagnon, Tremblay, Lévesque et plusieurs autres. C'est un document de référence, un document témoignant du courage et de la détermination de valeureux Canadiens et Canadiennes. C'est un MÉMORIAL.

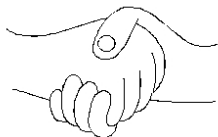
Vous venez de lire ma dernière chronique. Lecteurs, merci de m'avoir lu. À Diane Gaudet (4868) et à Jacques Olivier (4046), toute ma reconnaissance pour votre collaboration.

Jean-Yves Lévesque

Longue vie à *L'Ancêtre* et à la SGQ.

Le Comité de la revue *L'Ancêtre* remercie Jean-Yves pour les trop courts mois où il a mis ses talents de chroniqueur au service de nos lectrices et lecteurs. Sa collaboration enthousiaste nous manque déjà.

Bonne lecture



SERVICE D'ENTRAIDE

par André Dionne (3208)

Lorsque vous prenez le temps de nous préciser certains liens, cela nous conduit plus facilement au chaînon à parfaire. Par exemple : « Date, lieu du mariage et les parents de **William Bordeleau-Grey** et de Marguerite **Bordeleau**. Leur fils Georges a épousé Marie Denis le 10 novembre 1863 à Lauzon. (Raymond Rioux 4003)»

Légende

Q. = Question du présent numéro

R. = Réponse complète

P. = Réponse partielle

Les membres qui désirent recevoir plus rapidement une réponse à leur demande peuvent ajouter à leurs questions leur adresse courriel.

Par exemple : Q5950R signifie qu'à la question 5950 du présent numéro, nous avons trouvé une réponse; Q5933 signifie qu'à la question 5927 du présent numéro, nous n'avons aucune réponse pour le moment; 5899R signifie que c'est une réponse trouvée à une question publiée dans un numéro précédent.

PATRONYME	PRÉNOM	CONJOINT/E	PRÉNOM	QUESTION
Alarie	Alexis	Piché	Éléonore	Q5950R
Blanchard	Jean-Marie	Dubosq	Simone	2986R
Boudreau	Adélar	Dumont	Marie-Louise	Q5933
Boudrias	Léocadie	Chatillon	Joseph	Q5949R
Boudrias	Séraphin			5899R
Couture	Joseph Wilfrid, Maurice			Q5945
Couture	Maurice	(1) Turmel (2) Lessard	(1) Odélie (2) Armoza	Q5944
Craig (Graig)	James	Bonner	Rachel	Q5941
Dubé	Elzéar Georges	Chatigny	Georgiana	5852R
Duguay	Cyrias	Ouimet	Dorsina	2965R
Fortier	Célestin			Q5936R
Fortier	Zoël			Q5937
Garand	Huguette	Boudrias	Denis	Q5947R
Gendreau	Joseph	Bouchard	Alice	2968R
Guay	Jean-Baptiste	Benoît	Josephte	Q5932
Guérard	Anthime	Brunet	Marie Azilda	Q5931R
Guérard	Guy	Guay	Marcelle	Q5930R
Guérard	Joseph	Lavigne	Osime (Onésime)	Q5935R
Guérard	Pierre	Sénécal	Monique	Q5929R
Guyon dit Dion	François	de Lessard	Marguerite	Q5943R
Jacques	Louis-Chloris	(1) Bélanger (2) Lessard	(1) Marie (2) Lucie	Q5946
Lefebvre	Michel	Trottier	Marguerite Hermine	2972R
Lindsay	André	Hunter	Geneviève	Q5942
Martel	Marguerite	Boudrias	Joseph	Q5948R
McIntyre	Édouard	McKenzie	Brigitte	Q5938
McIntyre	Édouard	McKenzie	Brigitte	Q5940
McKenzie	Brigitte			Q5939
Miville	Joseph François	Pelletier	Marie Anne	2989R
Paradis	Étienne	Lebel	Olympe	2987R
Parent	Théodore (Isidore)	Martel	Arthémise	5926R
Pleau	Jean-Baptiste	Godin	Rosalie (Angélique)	5925R
Siconnelly	Dominique	Clément	Marie	Q5951R
Trudelle	Henri	Turgeon	Étiennette	Q5928R
Vaillancourt	Alfred	Labrie	Clodia	Q5934R

QUESTIONS

- 5928 Mariage et parents de Henri **Trudelle** et de Étienne **Turgeon**. Étienne est née à Beaumont, Bellechasse, et décédée à Québec le 4 juillet 1932. Ses frères et sœurs nés à Beaumont sont Laure, Jeanne, Ernest et Antonio. (Michel Leclerc 5676)
- 5929 Mariage et parents de Pierre **Guérard** et de Monique **Sénécal**. Le mariage fut célébré le 27 juillet 1968 à Montréal. (Jean-Paul Houde 4459)
- 5930 Mariage et parents de Guy **Guérard** et de Marcelle **Guay**. Le mariage fut célébré le 10 février 1945 à Montréal. (Jean-Paul Houde 4459)
- 5931 Mariage, parents de Anthime **Guérard** et de Marie Azilda **Brunet**. Le mariage fut célébré le 21 mai 1918 à Montréal. (Jean-Paul Houde 4459)
- 5932 Date et lieu du mariage de Jean-Baptiste **Guay** et de Joseph **Benoît**. Leur fils Olivier épouse Olive Meloche (François, Archange Brisebois) le 20 juillet 1847 à Saint-Jérôme, Terrebonne. (Maurice Leclerc 5322)
- 5933 Date et lieu du mariage d'Adélar **Boudreau** et de Marie-Louise **Dumont**. Leur fils Adélar épouse Huguette Blanchard (Antonio, Bertha Daigle) le 25 juillet 1959 à Drummondville, Drummond. (Maurice Leclerc 5322)
- 5934 Date et lieu du mariage d'Alfred **Vaillancourt** et de Clodia **Labrie**. Leur fille Rose-Anna-Louise épouse Louis-Ernest Bouchard le 5 avril 1910 à Saint-Léon-le-Grand, Matapédia. (André Dionne 3208)
- 5935 Date et lieu du mariage de Joseph **Guérard** et d'Onésime **Lavigne**. (Jean-Paul Houde 4459)
- 5936 Date de naissance de Célestin **Fortier** (Joseph, Marguerite Thivierge, mariés le 13 avril 1812 à Saint-Jean, I.O.); Marguerite Thivierge (Gabriel, Marguerite Morin-Maurin, mariés le 6 août 1792 à Saint-Jean, I.O.). Célestin épouse Marguerite Bilodeau le 5 février 1861 à Saint-Henri, Lévis. (Gérard Gosselin 4835)
- 5937 Date de naissance de Zoël **Fortier** (Célestin, Marguerite Bilodeau). Zoël Fortier épouse Sara Delage (Louis, Adèle Demers) le 7 octobre 1890 à Saint-Gilles, Lotbinière. Marguerite Bilodeau (Jean, Marguerite Fradet mariés le 5 février 1861 à Saint-Henri, Lévis). (Gérard Gosselin 4835)
- 5938 Date et lieu du mariage, et parents d'Édouard (Léonard ou Edward) **McIntyre** marié à Brigitte (Bridgit) **McKenzie**. Lieu d'origine des deux époux? Leurs enfants Jean (John) Baptiste et Marie-Anne sont nés en Écosse. (Claude Laviolette-Lévesque 5524)
- 5939 Grands-parents de Brigitte **McKenzie** et lieu d'origine. (Claude Laviolette-Lévesque 5524)
- 5940 Date et lieu du décès de Édouard **McIntyre** et de Brigitte **McKenzie**. (Claude Laviolette-Lévesque 5524)
- 5941 Date et lieu du mariage, parents, lieu d'origine de James **Craig (Graig)** marié à Rachel **Bonner**. Leur fille Sarah a épousé Joseph **Vermette** à Québec le 23 avril 1822. (Marc Moreau 5233)
- 5942 Date et lieu du mariage, parents, lieu d'origine d'André **Lindsay** marié à Geneviève **Hunter**. Leur fils André-Gilbert a épousé Solange Lemieux le 14 mai 1821 à Cap-Saint-Ignace, Montmagny. (Marc Moreau 5233)
- 5943 Date et lieu du mariage, parents de François **Dion** et Marguerite de **Lessard**. Leur fils François a épousé Catherine Bergeron (Jean-Baptiste, Catherine Grenier), le 26 février 1759 à Saint-Antoine-de-Tilly, Lotbinière. François est né le 9 et baptisé le 11 juillet 1693 à Sainte-Famille, I.O. (Claudette Boudrias 4897)
- 5944 Date et lieu de décès de Maurice **Couture**. Il a épousé (1) Odélie **Turmel** le 15 août 1898 à Saint-Séverin, Beauce; (2) Armoza **Lessard** le 31 janvier 1911 à Saint-Séverin, Beauce. Armoza est décédée le 3 décembre 1963 à Lévis, Lévis. (Sabine Champagne 5094)
- 5945 Date et lieu du mariage de Wilfrid (Joseph Wilfrid, Maurice) **Couture** (Maurice, Odélie Turmel). Wilfrid est né le 29 et baptisé le 30 juin 1901 à Saint-Séverin, Beauce. Le 29 mai 1919 à Saint-Séverin, Wilfrid est parrain de son demi-frère Roland. (Sabine Champagne 5094)
- 5946 Date et lieu du décès de Louis-Chloris **Jacques**. Il épouse (1) Marie **Bélangier** le 7 octobre 1873 à Saint-Elzéar, Beauce; (2) Lucie **Lessard**, veuve de Jacques Grégoire, le 23 juillet 1894 à Broughton-Est, Beauce. Lucie est inhumée à Lac-Noir, Mégantic le 22 mars 1927. (Sabine Champagne 5094)
- 5947 Parents de Huguette **Garand** mariée à Denis **Boudrias** (Ernest-René, Laurette Beaudoin) le 4 septembre 1961 à l'église Notre-Dame, Montréal. (Claudette Boudrias 4897)
- 5948 Parents de Marguerite **Martel** mariée à Joseph **Boudrias** le 1^{er} mai 1854 à Montréal. (Claudette Boudrias 4897)
- 5949 Parents de Léocadie **Boudrias** qui épouse à son second mariage, Joseph **Chatillon** le 21 novembre 1874 à l'église Sainte-Cunégonde, Montréal. (Claudette Boudrias 4897)
- 5950 Mariage d'Oléside (Alexis) **Alarie** et de Éléonore **Piché**, de Saint-Casimir, Portneuf? (Monique Lavoie 5747)
- 5951 Mariage et parents de Dominique **Siconnelly** et de Marie **Clément**. Leur fille Éliane décède à Québec le 30 décembre 1892. (Monique Lavoie 5747)

RÉPONSES

- 2965 Cyrias **Duguay** (Daniel, Sarah Bilodeau) épouse Dorsina **Ouimet** (Paul, Mélina Lahaye) le 15 janvier 1889 à Saint-Augustin de Mirabel, Deux-Montagnes. Source : BMS2000. (Alain Gariépy 4109)
- 2968 Joseph **Gendreau** (Julien, Desneiges Plante) épouse Alice **Bouchard** (François, Rose-Anna Foisy) le 20 mai 1919 en l'église La Nativité de-la-Sainte-Vierge, Hochelaga, Montréal. Source : BMS2000. (Alain Gariépy 4109)
- 2972 Michel **Lefebvre** (Jean-Baptiste, Louise Viola) épouse Marguerite Hermine **Trottier** (Augustin, Joseph Gaudreau) le 1^{er} février 1825 à Saint-Pierre-les-Becquets, Nicolet. Source : BMS2000. (Alain Gariépy 4109)
- 2986 (1) Jean-Marie **Blanchard** (Henri, Nathalie Fontaine) épouse Simone **Dubosq** (Jim, Alma Jolicoeur) le 11 mai 1948 à Kapuskasing (Ontario); (2) Bertin Lamarche (Alexandre, Louise Fournier) épouse Geneviève **Blanchard** (Henri, Nathalie Fontaine) le 30 octobre 1954 à Kapuskasing (Ontario); (3) André Lévesque (Alphonse, Rose Lévesque) épouse Solange **Blanchard** (Henri, Nathalie Fontaine) le 14 avril 1955 à Kapuskasing (Ontario). Source : BMS2000. (Alain Gariépy 4109)
- 2987 (1) Étienne **Paradis** (Isaac, Judith Gauvin) épouse Olympe **Lebel** (Maxime, Caroline Lavoie) le 4 juillet 1854 à Rivière-du-Loup. (2) Isaac **Paradis** (Étienne, Élisabeth Beaulieu) épouse Judith **Jouvin** (Jean-Baptiste, Marie Laplante) le 6 mai 1811 à Saint-André, Kamouraska. (3) Maxime **Lebel** (Ignace et Marie-Luce Michaud) épouse Caroline **Lavoie** (Jean-Baptiste, Marie Françoise Hudon dit Beaulieu) le 8 février 1837 à l'église Saint-Louis de Kamouraska. Source : BMS2000. (Alain Gariépy 4109)
- 2989 (1) Joseph François **Miville** (Jean-François, Ursule Bérubé) épouse Marie-Anne **Pelletier** (François, Geneviève Morneau) le 16 octobre 1775 à l'église Sainte-Anne de La Pocatière, Kamouraska. Source : PRDH n° 220273. (2) Jean-François **Miville** (Joseph, Marie-Jeanne Lévesque) épouse Marie Ursule **Bérubé** (Pierre, Geneviève Dancosse) le 7 janvier 1749 à Rivière-Ouelle, Kamouraska. Source : PRDH n° 120774. (3) François **Pelletier** (Charles, Barbe Saint-Pierre) épouse Geneviève **Morneau** (François, Angélique Bernier) le 3 novembre 1741 à L'Islet. Source : Drouin rouge, p. 1041. (Alain Gariépy 4109)
- 5852 Elzéar Georges **Dubé** épouse Georgiana **Chatigny** le 26 octobre 1895 à Newburyport, MA. Elzéar décède le 7 septembre 1907 et Georgiana le 6 décembre 1906, à Newburyport. (Walter Dubé 3876)
- 5899 Séraphin **Boudrias** (Michel, Sophie Saint-Michel), mariage le 7 février 1825 à Sainte-Geneviève de Pierrefonds, Montréal. Source : recueil n°2, Hawkesbury (Ontario). (Pierre Lortie 5225)
- 5925 Jean-Baptiste **Pleau** (Joseph, Madeleine Lefebvre) épouse Rosalie (Angélique) **Godin** (Charles, Angélique Trépanier) le 24 novembre 1783 à Neuville, Portneuf. (Michel Drolet 3674)
- 5926 Théodore (Isidore) **Parent** (Michel, Émérance Ouellet) épouse Arthémise **Martel** (Jean-Baptiste, Émilie Saint-Pierre) le 11 avril 1864 à Trois-Pistoles, Rivière-du-Loup (Notre-Dame-des-Neiges). (Michel Drolet 3674)
- 5928 Joseph Louis Henri **Trudel** (Théophile, Caroline Bédard, mariés le 15 janvier 1883 à Saint-Charles-Borromée, Charlesbourg) épouse Marie-Étiennette **Turgeon** (Louis-Ludger, Rébecca Côté, mariés le 14 juin 1881 à l'église Saint-Étienne, Beaumont, Bellechasse) le 6 septembre 1915 à Québec (église Saint-Jean-Baptiste). Source : BMS2000. (Jean-Claude Roy 4397)
- 5929 Pierre **Guérard**, 22 ans, (Paul-Guy, Marcelle Guay) épouse Monique **Sénécal**, 22 ans, (Fernand, Marie Blais) le 27 juillet 1968 à l'église La Visitation, Saut-au-Récollet, Montréal. Sources : ISQ, ANQ 68-120465. (Jean-Claude Roy 4397)
- 5930 Guy **Guérard** (Anthime, Azilda Brunet), épouse Marcelle **Guay** (Adélard, Alma Léveillé) le 10 février 1945 en la paroisse Saint-Henri de Montréal. Source : BMS2000. (Jean-Claude Roy 4397)
- 5931 Anthime **Guérard** (Joseph, Onésime Lavigne) épouse Marie Azilda **Brunet**, (Georges, Honorine Barrière) le 21 mai 1918 en la paroisse de Saint-Henri de Montréal. Sources : BMS2000; bobine Drouin n° 1134C. (Jean-Claude Roy 4397)
- 5934 Alfred **Vaillancourt** (Séverin, Sophie Lepage) né et baptisé le 9 décembre 1861 à l'église Notre-Dame-des-Neiges, Trois-Pistoles, Rivière-du-Loup, veuf de Claudia **Labrie**, épouse en deuxièmes noces Georgianna **Turcotte** le 18 février 1896 à Sainte-Félicité, Matane. Témoin d'Alfred : Georges Labrie, son beau-père. Marie-Claude (Claudia) **Mignot** dit **Labrie** (Georges, Marcelline Veilleux, mariés le 14 juin 1858 à Saint-Éloi, Témiscouata) née le 7, baptisée le 8 août 1870 à Saint-Éloi, épouse Alfred **Vaillancourt** (mariage introuvable à ce jour). Alfred **Vaillancourt** est inhumé le 11 avril 1945 à Causapsal, Matapédia. Claudia **Labrie** décède le 28 février et est inhumée le 2 mars 1895 à Sainte-Félicité, Matane. Sources : BAnQ 4M00-4453, 4M00-0637; recensements 1871, 1881, 1901; registre d'état civil. (Michel Drolet 3674)

- 5935 Joseph **Aurey** dit **Guérard** (Hilaire, Marie-Rose Aubin dit Lambert mariés le 22 octobre 1839 à Sainte-Élisabeth, Joliette) épouse Osime (Onésime) **Lavigne** (Jean-Baptiste, Louise Rivais) le 16 octobre 1871 à Saint-Félix-de-Valois, Joliette. (Michel Drolet 3674)
- 5936 Célestin **Fortier** est né le 19 juillet 1832 et baptisé le 20 à Saint-Jean, I.O. Parrain : Laurent Labrègue; marraine : Marie Thivierge. Source : Drouin, bobine 1670. (Jean-Claude Roy 4397)
- 5943 François **Guyon** dit **Dion** (Claude, Marie-Madeleine Lehoux) épouse Marguerite **de Lessard** (Étienne, Marie Poulain) le 3 novembre 1723 à Sainte-Anne-de-Beaupré, Montmorency. Sources : BMS2000; PRDH; Jetté, Drouin rouge p. 636. (André Dionne 3208, Jean-Claude Roy 4397, Alain Gariépy 4109)
- 5947 Huguette **Garand** est la fille de Lionel Garand et Colombe Lemieux. Source : BMS2000. (Michel Drolet 3674, André Dionne 3208)
- 5948 Marguerite **Martel** est la fille d'Étienne Martel et de Marguerite Sarrazin. Source Drouin. (Michel Drolet 3674, André Dionne 3208)
- 5949 Léocadie **Boudrias** est la fille de Jean-Baptiste **Boudrias** et d'Esther **Duchesne**. Source : Drouin. (Michel Drolet 3674, André Dionne 3208)
- 5950 Alexis **Alarie** (Étienne, Cécile Pelletier) épouse Éléonore **Piché** (Joseph, Françoise Frenette) le 4 juillet 1843 à Cap-Santé, Portneuf. Source : répertoire de Portneuf, n° 1. (Michel Drolet 3674)
- 5951 Dominique (Domenico) **Siconelly** (Antoine, Françoise Saurina du bourg de Castinovo, Venise, Italie) épouse Marie **Clément** (feu Louis, scieur, Louise Corriveau) le 1^{er} mai 1821 à Notre-Dame-de-Québec. Note : scieur est probablement le métier de Louis Clément. (Michel Drolet 3674)

CONDITIONS DU SERVICE D'ENTRAIDE OFFERT AUX MEMBRES

Le service d'entraide fait partie de la mission de la Société de généalogie de Québec. La chronique d'entraide est offerte gratuitement aux membres en vue d'aider à solutionner des problèmes qui surgissent au cours de **leurs recherches personnelles**. Pour assurer un meilleur travail, le Service d'entraide limitera à trois le nombre de questions, par publication, pour un même membre.

Pour obtenir de l'aide, nous vous demandons :

- d'inscrire vos nom, numéro de membre, et adresse courriel s'il y a lieu (ou une autre coordonnée pour vous joindre);
- d'écrire en majuscules les noms et prénoms qui font l'objet d'une demande;
- de préciser votre demande en donnant des points de repère de temps et de lieu (voir l'en-tête de la chronique ENTRAIDE dans la revue *L'Ancêtre*). L'énoncé de votre question doit avoir un minimum d'information pour nous permettre d'orienter la recherche; plus vous donnez d'informations, meilleurs sont les chances d'obtenir une réponse satisfaisante;
- la réponse ne vient pas toujours dans la parution de la revue suivante. En plus du temps de recherche, et de son succès, les dates de tombée et les délais de parution (quatre fois par année) sont des limites réelles.

MEMBRES COLLABORATEURS

Si vous désirez répondre à une question, faites parvenir question et réponse correspondante à la SGQ, à l'attention du Service d'entraide, et inscrivez votre numéro de membre, le cas échéant. Indiquez la référence de votre réponse, afin qu'elle soit validée, si possible. Il n'est pas nécessaire d'être membre de la Société de généalogie de Québec pour répondre aux questions de cette chronique.

Merci à tous ceux et celles qui ont déjà répondu à des questions.



CENTENAIRES! CENTENAIRES! CENTENAIRES!

Chercheurs et généalogistes, si vous découvrez des centenaires qui sont décédés (99 ans et plus), nous vous rappelons que vous pouvez nous communiquer ces informations au moyen du formulaire situé à l'adresse suivante : www.sgq.qc.ca/centenaires/centenaires.htm

L'équipe du fichier des centenaires québécois vous remercie!

Source de la photo : BANQ – E1S7SS1P10180



REGARD SUR LES REVUES

par Fernand Saintonge (2828)

Amitiés généalogiques Bordelaises - n° 76, juillet 2003 - Amitiés généalogiques bordelaises, 2, rue Paul Bert, 33000, Bordeaux (France). Site : www.agbordeaux.ifrance.com

- Enfants abandonnés.
- Écritures d'hier.
- Amour et mésalliance.

Ancestry - vol. 24, n° 5, September/October 2006 - My Family.com Inc., 360 W., 4800 North, Provo UT 84604.

- When the Good Die Young. How families today remember those who left too soon.
- DNA Seals the Deal. How to Find One in a Million.
- Nature, Nurture or What? Why You Act Like Your Great-Great-Grandfather?
- Tombstones Talk.
- Sweet Serendipity.

vol. 24, n° 6, November/December 2006.

- What's In a Name? What's lurking in any name.
- Wake Up and Smell the Turkey. Why we're creatures of habit in the face of tradition.
- Picture This. Which photo software is for you?

Au fil du temps - vol. 15, n° 3, octobre 2006 - Société d'histoire et de généalogie de Salaberry, 80, rue Saint-Thomas, Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6T 4J1.

Site : www.shgs.suroit.com

- Delpha Sauvé : un homme et son parc.
- Un sculpteur, une Vierge, une église et un collège.
- Parler ancien?
- Des outils pour la généalogie.
- Généalogie, ascendance patrilinéaire **Couillard**.

Au fil des ans - vol. 18, n° 3, été 2006 - Société historique de Bellechasse, C. P. 100, Saint-Charles (Québec) G0R 2T0.

- La riche tradition familiale des marins de Saint-Michel.
- Alfred Tremblay, compagnon d'aventures du capitaine Bernier.
- Importance des cours d'eau dans le développement et le peuplement de Bellechasse.

Au jour le jour - vol. 18, n° 8, novembre 2006 - Bulletin de la Société d'histoire de La Prairie de la Magdeleine, 249, rue Sainte-Marie, Laprairie (Québec) J5R 1G1.

- Le chien Niagara et le mousquetaire.

Au pays des chutes - vol. 15, n° 1, automne 2006 - Bulletin de la Société d'histoire et de généalogie de Shawinigan-Sud, 1125, 10^e Avenue, Shawinigan-Sud (Québec) G9P 4R2.

Site : www.histoireshawinigan.com

- Florence **Lawless-Lacroix** (suite).
- En parlant de la gare **Labissonnière**.
- Ascendance **Marcotte**.

Bulletin de l'Assemblée nationale, Québec - vol. 35, n^{os} 3-4, octobre 2006 - Bulletin de l'Assemblée nationale du Québec, Édifice Pamphile-Le May, 1035, rue des Parlementaires, Québec (Québec) G1A 1A3. Site : www.assnat.qc.ca

- Le système électoral québécois.
- Un document inédit sur l'esclavage au Québec.
- Le temps : un élément structurant du champ politique.
- La commission Tremblay (1953-1956) : legs documentaire.
- Entre savoir et pouvoir : la collection de Pierre-Joseph-Olivier **Chauveau**, bibliophile et premier ministre.

Bulletin - vol. 37, n° 3, September 2006 - Saskatchewan Genealogical Society Inc., P.O. Box 1894, Regina (Saskatchewan) S4P 3E1. Site : www.saskgenealogy.com

- Serbia Revisited... Without Jail Time.
- Children of a Genealogist.
- Arcady Cottage and Neighbourhood.
- Digital Cameras and Genealogy.
- Wesleyan Methodist Baptismal Registers.
- Surname Index Lloydminster Times Vital Statistics 1905-1945.

Bulletin - vol. 7, n° 3, septembre 2006 - Société généalogique de Châteauguay, 126, rue Leclerc, Châteauguay (Québec) J6K 2X7. Site : www.genealogiechateauguay.ca/

- Les Châteauguois et la guerre de 1812.
- Arbres généalogiques **Hébert, Hallé**.
- Histoire de la famille **Hébert, Halay**.
- Le curé Louis-Guillaume Gagnier, bâtisseur d'églises.
- Le poète Eugène Seers.

Cap-aux-Diamants - n° 87, automne 2006 - La revue d'histoire du Québec, Les Éditions Cap-aux-Diamants inc., C. P. 26, succ. Haute-ville, Québec (Québec) G1R 4M8.

Site : www.capauxdiamants.org

- Audace et ingéniosité. Les Québécois et l'aviation.

Cartes postales - n° 61, automne 2006 - Le bulletin du Club des cartophiles québécois. Club des cartophiles québécois, 278, chemin de la Butte, Saint-Augustin-de-Desmaures (Québec) G3A 1W7.

- Le chemin de fer Québec - Saint-Joachim.
- Divine Céline.

Cercle généalogique de Languedoc - n° 112, juillet-août-septembre 2006 - Cercle généalogique de Languedoc, 18, rue de la Tannerie, 31400, Toulouse (France).

Site : www.cglanguedoc.com

- Les patronymes étudiés.
- La Famille du troisième millénaire.
- Une altercation entre le curé et une villageoise.
- Liste des noms de familles.

n° 113, octobre-novembre-décembre 2006.

- Dictionnaire des noms de familles.
- Éléments de l'histoire judiciaire de la commune et des familles d'**Aniane**.
- Livret de famille sur une brocante.

Cherchons - vol. 8, n° 2, octobre 2006 - Société de généalogie de la Beauce inc., 250, 18^e Rue Ouest, Bureau 403, Saint-Georges (Québec) G5Y 4S9.

Site : genealogie.beauce.site.voila.fr

- En photos : familles de Alfred **Catellier**, Bénoni **Rodrigue**, Bernard **Gilbert**, Alexis **Morin**, Ludger **Thibodeau**, Octave **Veilleux**, Vital **Roy**, Jean **Bureau**.

Chroniques Matapédiennes - vol. 17, n° 2, novembre 2006 - Société d'histoire et de généalogie de la Matapédia, C. P. 1030, Amqui (Québec) G0J 1B0.

Site : www.genealogie.org/accueil.htm

- Une vallée à défricher : la drave.
- La Cie électrique d'Amqui.
- La saga des **Champoux** – partie 2.
- Naissance dans la Vallée – 1906 (fin).

Connections - vol. 29, Issue n° 1, Autumn 2006 - La Société de l'histoire des familles du Québec, P.O. Box 1026, Pointe-Claire (Québec) H9S 4H9.

Site : www.cam.org/~qfhs/index.html

- Wyoming, PA to Mascouche, QC 1776-1838.
- Montreal - 1900 : Topics of the Street and Suicide of Mamie. Lalonde Cnt'd.
- Royalty in your Ancestral Past?
- Sir Hovenden Walker.

Continuité - n° 110, automne 2006 - Le magazine du patrimoine au Québec, Éditions Continuité inc., 82, Grande Allée Ouest, Québec (Québec) G1R 2G8.

Site : www.cmsq.qc.ca

- Dossier : L'éolien, vents et bourrasques.
- Conservation : Des statues en habit de métal.
- Sauvegarde : Maison et Jardins Chénier-Sauvé.

Dans l'temps - vol. 17, n° 3, automne 2006 - Bulletin de la Société de généalogie de Saint-Hubert, C. P. 37036, CSP Complexe Cousineau, Saint-Hubert (Québec) J3Y 8N3.

Site : www.genealogie.org/club/sgsh

- Lignées directes des **Picard/Collet, Roy**.
- Histoire de Mme Angèle **Laverdière**.

De branche en branche - vol. 11, n° 35, septembre 2006 - Société de généalogie de La Jemmerais, C. P. 82, Sainte-Julie (Québec) J3E 1X5.

Site : www.genealogie.org/club/sglj

- Étude sur les noms de famille.
- Nos ancêtres devant la justice...

Échos généalogiques - vol. 22, n° 3, automne 2006 - Société de généalogie des Laurentides, 500, boulevard des Laurentides, Saint-Jérôme (Québec) J7Z 1X6.

Site : www.genealogie.org/club/sglaurentides/

- Noël **Legault dit Deslauriers**. Votre Ancêtre.
- Généalogie des **Legault**.
- Paroisses du Canada : Notre-Dame de Montréal.
- Histoire de notre région : Paroisse Saint-Jean-de-Brébeuf.

Entre-nous - vol. 15, n° 3, octobre 2006 - Club de généalogie de Longueuil, C. P. 21027, succ. Jacques-Cartier, Longueuil (Québec) J4J 5J4.

Site : www.club-genealogie-longueuil.qc.ca

- La vie en paléo.
- Centenaire de fondation de Gravelbourg, Saskatchewan.
- Nos histoires de famille et la vérité.
- Lignée agnatique **Forest**.
- Réhabilitation de mariage.

Families - vol. 45, n° 4, November 2006 - The Ontario Genealogical Society, 40, Orchard View Blvd., Suite 102, Toronto (Ontario) M4R 1B9. Site : www.ogs.on.ca

- The Districts and Counties of Southern Ontario, 1777-1979, Two Centuries of Evolution.
- New Netherlands and Southern Ontario. Section One : A Brief History of New York. Section Two : The **DeMille** Family of Prince Edward County Upper Canada.
- Learning from Old Newspapers : I Found Some Ancestors in a Pile of Old Newspapers.
- The Habermelh « Germany to Canada to Michigan » Saga.
- The Untimely Death of Catherine **Buie McIntyre** (c1798-1870).

Family Chronicle - December 2006 - The Magazine for Families Researching their Roots, 505, Consumers Road, Suite 500, Toronto (Ontario) M2J 4V8.

Site : www.familychronicle.com

- You'll be Amazed What You Can Find in Parish Records!
- Finding a Wandering Relative.
- Burial Customs and Traditions.
- How to Self-Publish Your Family History.
- Dating Old Photographs. We reveal the clues we use to discover when a photo was taken.
- Looking Beyond Birth, Marriage and Death Records.
- Enhance Your Research With City Directories.
- Websites Worth Surfing.

Family History Monthly - n° 135, October 2006 - Family History Monthly, Room 101, 140, Wales Farm Road, London (United Kingdom) W3 6UG.

Site : www.familyhistorymonthly.com

- Photo Detective : Unlock the secrets in your family pictures.
 - AG Labs : Our rural Ancestors.
 - Dig Deeper! Hidden resources to help you search.
 - A Grave Matter. Deceiphering cemetery symbols.
- n° 136, November 2006.
- Manchester. Uncovering the History and Development of this Northern Metropolis.
 - Website of the Month.
 - Your Problems solved by Genealogist Paul Blake.
 - Help! Have you hit a brick wall?
 - Photo Detective.

n° 137, December 2006.

- Scrapbooking : The latest way to present your research.
- Moving Here : Tracing your immigrant ancestors.
- Coat of Arms : The return of our heraldry series.
- Photo detective. Two pages of advice to help you unlock the secrets in your family pictures.
- On the Move : Tracing the families who travelled miles to make Britain their home.

Generations - vol. 31, n° 3, September 2006 - Manitoba Genealogical Society Inc., Resource Centre, E-1045 St. James Street, Winnipeg (Manitoba) R3H 1B1.

Site : www.mts.net/~mgsi

- The Reverend Robert **Ross** - a brief biography.
- Reverend Ross's Marriage Book.
- Muslims and Micks.

Héritage - vol. 28, n° 3, Automne 2006 - Société de généalogie de la Mauricie et des Bois-Francs, 1800, rue Saint-Paul, bureau 208, Trois-Rivières (Québec) G9A 1J7.

Site : www.genealogie.org/club/sgmbf

- La famille de Paul **Gélinas** au XIX^e siècle.
- Pierre **Smith** : enfant illégitime?
- **Jalbert dit Carleton**.
- L'Autrefois : Des héroïnes muettes.
- Lignées ancestrales : **Landry, Houde**.

Il était une fois... Montréal-Nord - vol. 6, n° 1, Automne 2006 - Bulletin de la Société d'histoire et de généalogie de Montréal-Nord, 5116 rue d'Amos, Montréal-Nord (Québec) H1G 2X6. Site : pages.infinit.net/philtex/shgmn.htm

- La conquête de l'Ouest par les Canadiens français.
- Les odonymes - Rue de Bayonne.
- L'enseignement et l'histoire.
- À la recherche des ancêtres acadiens du Beau Roméo.
- Au fil du temps - Regard sur le terrorisme québécois.
- Votre nom et son histoire - Le sobriquet... **Leblanc, Rousseau**.
- Patrimoine urbain : Alexander Easton.
- Henry Teuscher, concepteur du jardin botanique de Montréal.
- Histoires et racines : Maladies héréditaires.

Île Jésus - vol. 22, n° 1, septembre 2006 - La Société d'histoire et de généalogie de l'Île-Jésus, 4290, boulevard Samson, Laval (Québec) H7E 2G9.

Site : www.genealogie.org/club/shgij

- La conquête de l'Ouest.
- Nos racines hors de France.
- Histoire de la paroisse Saint-Théophile.

Je me souviens - vol. 29, n° 2, Autumn 2006 - American-French Genealogical Society, Post Office Box 830, Woonsocket (Rhode Island) 02895-0870.

- Médard **Chouart Des Grosseilliers**.
- 17th and 18th Century Comedians.
- The History & Genealogy of the **Renauld** Family.
- Hockey as a Genealogical Study in the French-American Experience.

- New Legislation Affecting Genealogists and Family Researchers.
- Joseph **Gravelines** and the Lewis and Clark Expedition.
- Woonsocket : Where French Language Met American Culture.
- The **Laflamme** Family.
- Chronology of Louis Adolphe **Beaugrand dit Champagne**.
- Ambroise Ubald **Boisse** and Eliza **Colin/Laliberté** Wedding.

L'écho des Basques - n° 28, novembre 2006 - Revue de la Société historique et généalogique de Trois-Pistoles, Centre culturel de Trois-Pistoles, 145A, rue de l'Aréna, Trois-Pistoles (Québec) GOL 4KO. Site : www.shgtp.org

- Bertrand Lepage (1932-1989).
- J.-Arthur Rioux, marchand en gros.
- Jean-Marie Turcotte, un bâtisseur.
- J.-Albert Belzile.
- Voilà 45 ans, le courrier de Trois-Pistoles.
- Le 125^e de Saint-Clément et le 100^e de Rivière-Trois-Pistoles.
- Qui est William **Pettigrew** ou Guillaume de l'équipage?
- Les **Martin** retrouvés.
- Louis **Sirois**... mon héros.

L'entraide généalogique - vol. 29, n° 4, octobre-novembre-décembre 2006 - Société de généalogie des Cantons de l'Est inc., 275, rue Dufferin, Sherbrooke (Québec) J1H 4M5.

Site : www.genealogie.org/club/sgce

- Des **Jacques** qui n'en étaient pas.
- François **Berger** « Mon oncle Sam ».
- Le choix du chef : se brancher en réseau.

L'estuaire généalogique - n° 99, automne 2006 - Société de généalogie et d'archives de Rimouski, 110, rue de l'Évêché Est, (Local L120), Rimouski (Québec) G5L 1X9.

Site : www.sgar.org

- La vie de nos pères.
- Notre conception de l'homme de la vie au temps d'hier et d'aujourd'hui.
- Germain **Doucet dit Laverdure** : un chef militaire de l'Acadie des origines.
- La généalogie à l'écran.
- Un prénom pour la vie.

L'Outaouais généalogique - vol. 28, n° 3, automne 2006 - Bulletin de la Société de généalogie de l'Outaouais, La Maison de la culture de Gatineau, 855, boulevard de la Gappe, Gatineau (Québec) J8T 8H9.

Site : www.genealogieoutaouais.com

- Qui est Émilie **Méridie** ayant épousé Pierre **Audet-Lapointe** en 1838?
- Origines françaises à Arnprior, Ontario : **Chambérot, Valade**.

La Coste des Beaux prés - vol. 12, n° 1, septembre 2006 - Société du patrimoine et d'histoire de la Côte-de-Beaupré, 9795, boulevard Sainte-Anne, Sainte-Anne-de-Baupré (Québec) G0A 3C0.

- Saint-Ferréol-les-Neiges.
- Les **Bilodeau** de Saint-Ferréol.
- La quincaillerie Lachance, la tradition se poursuit.

La revue française de généalogie et d'histoire des familles - n° 166, octobre-novembre 2006 - Sce Commandes, 10, avenue Victor-Hugo, 55800 Revigny (France)

- Tout sur les archives municipales.
- 10 pages Internet et informatique.
- Méthodes : Les archives cadastrales.
- Histoire et documents : Divorce et émancipation.
- Vos ancêtres et l'histoire : Un trésor en pleine campagne.
- L'aventure généalogique : Rétif de la Bretonne.
- Villages disparus. Des ancêtres perdus?
- Numéro spécial : La paléographie, les clés pour comprendre.

La Seigneurie de Lauzon - n° 103, automne 2006 - Société d'histoire régionale de Lévis, 9, rue Monseigneur-Gosselin, Lévis (Québec) G6V 5K1. Site : www.shrl.qc.ca

- Des photos pour rappeler le bicentenaire de la naissance de J.-D. **Déziel**.
- Histoire de la quarantaine animale de Lévis/Saint-David-de-l'Auberivière.
- Les mots croisés du Seigneur et de la Seigneuresse.
- Olivier **Jacques**, marbrier.

La Source généalogique - n° 32, septembre 2006 - Société de généalogie Gaspésie-Les Îles, C. P. 6217, Gaspé (Québec) G4X 2R7. Site : www.genealogie.org/club/ssgi

- La guerre : mon enrôlement volontaire.
- Une famille de Pointe-Jaune : les **Côté**.
- L'église presbytérienne de Fontenelle et M. D'Anjou.
- Décès de Saint-Martin de Rivière-au-Renard.

La Société Historique de St-Nicolas et de Bernières inc., 1450, rue des Pionniers, Saint-Nicolas, (Québec) G7A 4L6. - vol. 12, n° 3, été 2006.

- Généalogies ascendantes **Marion, Méthot**.

La Souche - vol. 23, n° 2, automne 2006 - La Fédération des familles-souches du Québec, C. P. 10090, succ. Sainte-Foy, Québec (Québec) G1V 4C6. Site : www.fffq.qc.ca

- Missions chez les cousins franco-américains.

La Souvenance - vol. 19, n° 2, automne 2006 - Société d'histoire et de généalogie de Maria-Chapdeleine, 1024, place des Copains, Dolbeau-Mistassini (Québec) G8L 2N5. Site : www.iquebec.com/shgmc

- Généalogie : la famille Arthur **Dion**.
- Reflet historique : Vente de terres en 1904.
- Mémoires des anciens : J.-S.-N. Turcotte, notaire.
- Histoire d'une famille **Dion**.

La Vigilante - vol. 27, n° 4, août-septembre 2006 - Société d'histoire du Haut-Richelieu, 203, rue Jacques-Cartier Nord, C. P. 212, Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6Z4. Site : www.genealogie.org/club/shhr

- Tournée des Patriotes dans le Haut-Richelieu.

- Compte-rendu : conférence « Des moulins et des hommes ».
- À la recherche du fort Sainte-Thérèse.

vol. 27, n° 5, octobre-novembre 2006.

- Les cimetières du Québec.
- Fermeture des paroisses Sainte-Sabine, Saint-Pierre-de-Vérone.
- Généalogie : **Trudeau**.

Le Bâisseur - automne 2006, n° 65 - Société d'histoire du Lac-Saint-Jean, 1671, rue du Pont Nord, Alma (Québec) G8B 5G2. Site : www.shlsj.org

- Saint-Achille « Les eaux-mortes » : Leur destin.
- L'église d'Isle-Maligne.

Le Charlesbourgeois - n° 91, automne 2006 - Société historique de Charlesbourg, Maison Ephraïm-Bédard, 7655, chemin Samuel du Trait-Carré, Québec (Québec) G1H 5W6. Site : www.societe-historique-charlesbourg.org

- Le Bon-Pasteur.

Le Chaînon - vol. 24, n° 1, printemps 2006 - Société franco-ontarienne d'histoire et de généalogie, C. P. 8254, succ. « T », Ottawa (Ontario) K1G 3H7.

Site : www.franco-genealogie.com

- L'Ontario français historique et littéraire.
- Un retour émouvant au pays de Jean **Gauvin**. Réalités parallèles? Ancêtres français ou métis?
- Paroisse et clocher. Un 85^e anniversaire bien fêté à la paroisse Sacré-Cœur de Welland.
- Gérald Aubin, un fier leader franco-ontarien.
- Les camps d'internement de la Première Guerre mondiale.
- Patronymes, etc. Généalogie au féminin. Faites revivre votre histoire familiale.

vol. 24, n° 2, automne 2006.

- Visage : Joseph Patrice Aubry, un bâtisseur d'écoles et d'églises.
- Paroisses et clochers : L'église Très Sainte-Trinité et son presbytère, joyaux du patrimoine canadien-français (partie 1 de 2).
- Les **Dénomme** d'Amérique portent un nom d'emprunt.
- Patronymes, etc. Qui sont les **Allard**?
- L'Ontario français historique et littéraire (partie 2 de 2).

Le Javelier - vol. XXII, n° 3, septembre 2006 - Revue de la Société historique de la Côte-du-Sud, 100, 4^e avenue Painchaud, La Pocatière (Québec) GOR 1Z0.

Site : www.shcds.org

- Inventaire et trésor des croix de chemin de la Côte-du-Sud.

Le Louperivois - vol. 18, n° 3, cahier 64, septembre 2006 - Société d'histoire et de généalogie de Rivière-du-Loup, 300, rue Saint-Pierre, Rivière-du-Loup (Québec) G5R 3V3.

Site : www.shgrdl.org

- Les rebelles de 1776 sur la Côte-du-Sud.
- Vie et truculences d'hier « Les années 1930 et les travaux manuels des grands-pères ».
- L'étrange épopée d'un chercheur d'or.
- Vos ancêtres des **Fraser**, nommés Pierre, et leur famille, dans la région de Rivière-du-Loup en 1831.

Le Marigot - vol. 13, n° 1, septembre 2006 - Société historique et culturelle du Marigot, 440, chemin de Chambly, Longueuil (Québec) J4L 3H7. Site : marigot.ca
- Jacques **Viau**.

Mémoires - vol. 57, n° 3, cahier 249, automne 2006 - Société généalogique canadienne-française, 3440, rue Davidson, Montréal (Québec) H1W 2Z5. Site : www.sgcf.com
- Marie Anne **Georget dit Briand**, fille engagée.
- Étienne **Bontron dit Major**, de Montussaint - Le premier Doublin à avoir fait souche au Canada.
- La lecture des registres : droit civil et droit canonique.
- Table d'ascendance de Catherine **de Baillon**.
- Vincent **Alix dit Larosée** et le Rolle des habitants de l'Isle de Montréal (1673).
- Les trésors de la Maison - De tout pour tous : les dossiers de famille.
- Appel aux chercheurs - Ancêtres comtois cherchent descendants québécois.
- Ajouts à la généalogie descendante de la famille **Duchastel de Montrouge**.

Mémoire vivante - vol. 4, n° 4, octobre 2006 - Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville, C. P. 742, Victoriaville (Québec) G6P 7W7.
- Le 77, rue Gamache. Une résidence ancestrale.
- Tire d'ascendance **Levasseur**.
- L'ancêtre Pierre **Levasseur**.

Michigan's Habitant Heritage - vol. 27, n° 4, October 2006 - Journal of the French-Canadian Heritage Society of Michigan, P.O. Box 1900, Royal Oak (MI) 48068-1900
Site : www.habitant.org/fchsm
- Rolls of the Soldiers of Colonial Canada : Part II.
- Dress Code for Female Students, Montreal, 1690 (Le plus ça change...The more things change...)
- Confirmez en la paroisse (Notre-Dame de Québec) le 21^e septembre 1665...
- Finding Anne Marie : The Hidden Story of Our Acadian Ancestors.
- St. Michael Cemetery Tombstone Readings, Pinconning, Bay County, Michigan : Part XIX.
- Maternal Ancestry : Fille du Roi Marie **Grandin**, « good wife **Baudet**, » and mt DNA.
- The Combined Children of Marie Louise Thérèse **Beaulieu** and Louis Gonzague **Deshêtres dit Sanscartier**.

Nos sources - vol. 26, n° 3, septembre 2006 - Société de généalogie de Lanaudière, C. P. 221, Joliette (Québec) J6E 3Z6.
Site : www.SGLanaudiere.com
- Les **Etue** au Kansas, Arkansas, Missouri, etc.
- Contribution de l'Île de Ré.
- Lignées ancestrales : **Chagnon/Leblanc, Ratelle/Rivest, Boivin/Daigle, Du Sablon/Parent**.
- Fonds Ferland : Notaire J. A. N. Ferland.
- Livres comme l'air : les descendants de Robert **Leclerc** et la traite des fourrures.

Par monts et rivière - vol. 9, n° 6, septembre 2006 - La Société d'histoire des Quatre Lieux, 1291, rang Double, Rougemont (Québec) J0L 1M0.

- Un lieu oublié des Quatre Lieux : Brodeur.
- La procession de la Saint-Jean-Baptiste en 1904 à Saint-Césaire.
vol. 9, n° 7, octobre 2006.
- Le « scalp » comme moyen de faire peur aux déserteurs du Upper Blockhaus de la rivière Yamaska.
- Les pionniers **Bombardier** à Saint-Césaire (1).
- Adresse « Internet » à visiter.
vol. 9, n° 8, novembre 2006.
- Les patriotes de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville.
- Jean-Baptiste **Bousquet** chef des patriotes de Saint-Césaire.
- L'histoire de la famille **Alix** de l'Ange-Gardien.
- Où sont allés les **Bombardier** de Saint-Césaire? (2).
- L'industrie du bois moteur de développement dans les Quatre Lieux au début du 19^e siècle (1).

Héritage - vol. IX, n° 2, été 2006 - Le magazine de la Fondation Héritage Canada, Héritage Canada, 5, avenue Blackburn, Ottawa (Ontario) K1N 8A2.

Site : www.heritagecanada.org
- Loi sur les endroits historiques : Le Canada a besoin d'une loi contraignante!
- Sites menacés : Avenir incertain pour la maison La Fontaine à Montréal.
- Rubriques : Des gens et des lieux.

Revue d'histoire de Charlevoix - n^{os} 53-54, octobre 2006 - Société d'histoire de Charlevoix, C. P. 172, La Malbaie (Québec) G5A 1T7. Site : www.shistoirecharlevoix.com
- Chez Veilleux : au cœur du centre-ville de La Malbaie.
- Le mouvement patriote et la région de Charlevoix.
- Les résolutions patriotes apportées le 25 juin 1837.

Revue historique - vol. 17, n° 1, septembre 2006 - Société historique de la Saskatchewan, 3850, rue Hillside, bureau 210, Regina (Saskatchewan) S4S 7J5.

Site : www.societehisto.com
- L'histoire du livre en Saskatchewan.
- L'Octopus : quarante ans de chanson.

Saguenayensia - vol. 48, n° 4 octobre-décembre 2006 - La Revue d'histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Société historique du Saguenay, 930, rue Jacques-Cartier Est, Chicoutimi (Québec) G7H 7K9.

Site : www.shistoriquesaguenay.com
- Le retour à la terre au nord du Lac-Saint-Jean : les colonies de 1931.
- Le diable dans l'eau bénite : le schisme de la « Saint-Valentin ».
- Dolbeau : héritière des villes de compagnies.
- La culture du bleuét métamorphose le paysage régional.
- Les méconnus de l'histoire : Raymond Fortin, une vie dédiée à l'art et à la science.
- Mémoire d'ancien : Mémoires n° 335 : M. Joseph Lefèbvre, Mistassini.

Stemma - tome 28 - fascicule 3, cahier n° 111, 3^e trimestre 2006
 - Revue du Cercle d'études généalogiques et héraldiques de l'Île de France, 46, route de Croissy, 78110 Le Vésinet (France).
 - La Justice sous l'Ancien Régime.
 - Ils sont venus se marier à Sartrouville (Yvelines) de 1635 à 1792.
 - Église Saint-Martin à Mareil-en-France (Val-d'Oise).
 - L'acte de naissance en ligne, une nouvelle possibilité.
 - Les archives militaires.
 - Cahier de la Fabrique de Noisy-sur-Oise.

The Newfoundland Ancestor - vol. 22, n° 3, 2006 - Newfoundland and Labrador Genealogical Society Inc., 657, Topsail Road, St. John's (Newfoundland) A1E 2E3.

Site : www.fhsl.ca

- Jury Wars, Part III.
- Jersey Island Entrepreneurs.
- St. Bonaventure College.
- Bridget Toucher McCarthy an Island Woman.

The Nova Scotia Genealogist - vol. XXIV/3, Fall 2006, Genealogical Association of Nova Scotia, P.O. Box 641, Station Central, Halifax (Nova Scotia) B3J 2T3.

Site : www.chebucto.ns.ca/Recreation/GANS

- Captain John **Perrot** of Annapolis County NS.
- Wayford, Cumberland County, Nova Scotia.
- Internet Genealogy - Canada and the UK.
- Nova Scotia Strays and More Nova Scotia Strays.

NOUVEAUX MEMBRES DU 18 OCTOBRE 2006 AU 15 JANVIER 2007

5932	LAMOTHE	Solange	Saint-Hubert	5963	LEBLANC	Martin-Benoit	Fatima
5933	ROY	Clément	Saint-Hubert	5964	MONTREUIL	Sylvie	Québec
5935	GALIBOIS	Richard	Québec	5966	ROY	Christian	Québec
5936	TANGUAY	Camille	Québec	5967	FOURNIER	Lison	Québec
5937	LECLERC	Colombe	Québec	5968	TASCHEREAU-LAMBERT	Marguerite-Marie	Québec
5938	LIZOTTE	Raymond	Rivière-du-Loup	5969	LAMBERT	Paul-Émile	Québec
5939	GIGUÈRE	Paul-André	Les Éboulements	5970	BARNABÉ	Diane	Québec
5940	COULOMBE	Jacqueline	Saint-Michel de Bellechasse	5971	PROULX	Suzanne	Saint-Jean-sur-Richelieu
5941	LAFLAMME	Gérard	Saint-Nicolas	5972	JULIEN	Clémence	Québec
5943	HARBOUR	Michèle	Québec	5973	PLAIN	Odile	Montréal
5944	BLAIS	Jean-Louis	Québec	5974	HACHÉ	Denis	Saint-Charles de Drummond
5945	BLAIS	Louise	Québec	5975	TURCOTTE	Aline	Saint-Charles de Drummond
5949	RICHARD	Guy	Edmundston	5977	GILBERT	Gilles	Québec
5951	FOURNIER	Lise	Québec	5978	GAGNON-LESSARD	Diane	Saint-Joseph
5952	MORIN	Armand	Lévis	5980	ROY	Roland	Québec
5953	OUELLET	J.A. Gaston	Québec	5981	PLAMONDON	Estelle	Québec
5954	DESROCHERS-RACINE	Luce	Québec	5982	GUÉRIN	Gilles	Québec
5957	BOLDUC	Pierre	Québec	5983	DEMERS	Gaétane	Saint-Lambert de Lauzon
5958	CARON	Gérard	Québec	5984	AURAY	Madeleine	Lévis
5960	GIRARD	Luc	Lac-Beauport	5985	GAGNON	François	Québec
5961	GUIONNET	Lise	Québec	6000	LEMIEUX	Louis-Guy	Québec
5962	LAMONTAGNE	Martin	Saint-Jean-Chrysostome				

*Ce n'est pas tout à la fois,
mais grain par grain qu'on goûte le passé.*

Marcel Proust



ÉCHOS DE LA BIBLIOTHÈQUE

par Bibiane Ménard-Poirier (3897)

LES RÉPERTOIRES

DONS

CHANDLER, 3-0200-34, (Gaspé-Ouest) *Recueil des cimetières de Saint-Edmond (colonie 1930-1970), Sainte-Bernadette (colonie 1931-1971), Chandler (paroisse Saint-Cœur-de-Marie 1918-2006)*, FOREST, Joan, Forest, Joan, 2006, 138 pages. Donatrice : Joan Forest.

SAINTE-MARIE-DE-BEAUCE, 3-2300-21, (Beauce) *Répertoire des mariages de Sainte-Marie-de-Beauce 1746-2005*, MARCOUX, Marcel; GIGUÈRE, Réal, Réagig-Publications, 2005, 468 pages. Donateur : Réal Giguère.

ACQUISITIONS

COTEAU-DU-LAC, 3-7100-13, (Soulange) *Coteau-du-Lac, Anglican Christ Church Register 1829-1857*, HAYWARD, Miriam C; LANCASTER, Shirley E., S.E.L. Entreprises, Thornhill - E6040, 2000, 77 pages.

PHILIPSBURG, 3-5400-2, (Missisquoi) *The Philipsburg Protestant Cemetery, Missisquoi County*, COLLABORATION, The Quebec Family History Society - C4070, 1995, 40 pages.

RAWDON, 3-6100-26, (Montcalm) *The Rawdon Cemetery Book; Monumental Inscriptions*, SCHRODER, Gary; FERGUSON, Heather J., The Quebec Family History Society - C4080, 1994, 107 pages.

ST. ANN, 3-6500-140, (Montréal-Ville) *St. Ann, Montreal Record of Baptisms and Marriages 1873-1899*, HENNESSY, Sheila; DUNN, Robert, Quebec Family History Society - E6055, 2004, 541 pages.

SAINTE-MARIE-DE-BEAUCE, 3-3200-89, (Champlain) *Sépultures de Saint-Maurice, 1837-1987*, COLLABORATION, 1990, 110 pages.

SMOOTH ROCK FALLS, 3-C030-163, (Ontario) *Smooth Rock Falls Public Cemetery. St. Gertrude's Roman Catholic Cemetery and Public Cemetery*, COLLABORATION, JACQUES, Sheila Ann (Priebe), 1998, 69 pages.

SOREL, 3-5000-28, (Richelieu) *Index to Baptisms, Marriages and Burials, Christ Church, Anglican - Sorel 1784-1899*, SIMMONS, Marlene, Quebec Family History Society - E6020, 1999, 290 pages.

STRICKLAND, 3-C030-164, (Ontario) *Strickland Cemetery - District of Cochrane Monuments*, COLLABORATION, 1998, 26 pages.

LES HISTOIRES DE FAMILLES

DONS

AUCLAIR, 1-7, L'abbé Élie-J. Auclair et son œuvre - cinquante ans de vie littéraire, GRAVEL, Albert M^{gr}, diocèse de Sherbrooke, 1963, 60 pages. Donateur : Pierre Lamy.

BARNARD AGRICULTURE, 1-1, Un grand éducateur agricole, Édouard-A. Barnard, 1835-1898. Essai historique sur l'agriculture de 1760 à 1900, PERRON, Marc-A., Perron, Marc-A., 1955, 355 pages. Donateur : Pierre Lamy.

BEAUCHESNE, 1-3, Aventures du chevalier de Beauchêne, LE SAGE, M., Librairie commerciale et artistique, 1969, 222 pages. Donateur : Pierre Lamy.

BLAKE, 1-1, Edward Blake, Leader and Exile 1881-1912, SCHULL, Joseph, 1976, 266 pages. Donatrice : Cora Fortin-Houdet.

BOURGEOIS, 1-13, Procès de Jean Bourgeois accusé du viol de Jeanne, fille de Jean Jacquereau à Québec en 1671, QUESNEL, Albert, Les Éditions Quesnel de Fomblanche, n/d, 13 pages. Donateur : Pierre Lamy.

BOURQUE, 1-9, L'arrivée des Bourque d'origine acadienne en Beauce : 231 ans en Beauce québécoise grâce à leurs alliés, les Abénaquis, LABBÉ, Raymonde, 2006, 32 pages. Donatrice : Raymonde Labbé.

CANAC-MARQUIS, 1-2, La famille Canac-Marquis et famille collatérale. Complément du Dictionnaire Généalogique de P.V. Charland, des Frères Prêcheurs, 1918, CANAC-MARQUIS, H. Léopold, 2002, 43 pages. Donateur : H. Léopold Canac-Marquis.

CHABOT, 1-3, Généalogie de Gaétan Chabot et Fernande Malo, CHABOT, Gaétan, 2006, 289 pages. Donateur : Gaétan Chabot.

CHABOT, 1-4, La descendance de Mathurin Chabot. Dictionnaire généalogique des Chabot, CHABOT, Claude, 2006, 345 pages. Donateur : Claude Chabot.

CHOUINARD, 1-8, Les exilés de l'anse à Mouille-Cul - L'étonnante histoire de Laurent Chouinard et Claire Gagnon, DESCHÈNES, Gaston, Les Éditions du Septentrion, 2006, 120 pages. Donateur : Septentrion.

- DUCHARME, 1-3**, *Joseph-Charles Ducharme et son œuvre 1786-183?*, PROULX, J.B., n/d, 1890, 125 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- DUMULON, 1-1**, *La maison Dumulon, La Corporation de la maison Dumulon*, LA CORPORATION DE LA MAISON DUMULON, 1982, 29 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- FABRE, 1-2**, *Édouard-Raymond Fabre libraire et patriote canadien, 1799-1854*, ROY, Jean-Louis, Hurtubise HMH Ltée, 1974, 284 pages. Donateur : Louis Richer.
- GAGNÉ, 1-6**, *Albert Gagné - Avant d'oublier*, GAGNÉ, Albert, Les éditions Sans âge, 1998, 318 pages. Donateurs : Nelson Dubé et Doris Drolet.
- GÉRIN-LAJOIE, 1-3**, *Marie Gérin-Lajoie, de mère en fille, la cause des femmes*, PELLETIER-BAILLARGEON, Hélène, Boréal Express, 1985, 384 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- GERVAIS, 1-5**, *Hommage à Camille Gervais (1933-2002), botaniste et cytotaxonomiste*, GAUTHIER, Robert, La Société Provancher d'histoire naturelle du Canada - Le naturaliste canadien, vol. 128, n° 1 - 2004, 12 pages. Donatrice : Madeleine Gervais.
- GERVAIS, 1-6**, *Honoré Gervais, 1864-1915*, FAUTEUX, Aegidius, n/d, 1942, 30 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- GOUIN, 1-3**, *Paul Gouin*, FERLAND, Philippe, Les Éditions Guérin, 1991, 604 pages. Donatrice : Cora Fortin-Houdet.
- HERTEL, 1-1**, *François Hertel, l'homme et son œuvre*, TÉTREAU, Jean, Éd. Pierre Tisseyre, 1986, 339 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- KIROUAC, 1-4**, *Le frère Marie-Victorin et son temps*, RUMILLY, Robert, Les Frères des Écoles chrétiennes, 1949, 459 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- LAJEUNESSE, 1-3**, *Mémoires d'Emma Albani - l'éblouissante carrière de la plus grande cantatrice québécoise*, POTVIN, Gilles, Éditions du Jour, 1972, 208 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- LAMY, 1-2**, *The Descendants of Alfred Lamie*, LAMIE, Edward Louis, n/d, 1976, 121 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- LANGÉVIN, 1-3**, *Hector-Louis Langevin - Un père de la confédération canadienne, 1826-1906*, DÉSILETS, André, Les Presses de l'Université Laval, 1969, 461 pages. Donateur : Louis Richer.
- LEFEBVRE, 1-4**, *Procès au cadavre du défunt Pierre Lefebvre dit Ladouceur, époux de Marie Chastaignes, de Beauport, en 1687*, QUESNEL, Albert, Les Éditions Quesnel de Fomblanche, 1977, 26 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- LOSIER, 1-2**, *Les descendantes et descendants de Prospère Desjardins dit Lausier*, LOSIER, Andrée-Dumont, Association des familles Losier, 2006, 720 pages. Donatrice : Association des familles Losier.
- MARLER, 1-1**, *Marler - Four Generations of a Quebec Family*, MARLER, Howard, Literary and Historical Society of Quebec, 1987, 203 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- MARTINEAU, 1-4**, *Livret historique des familles Martineau, Saint-Apollinaire, 16 et 17 juin 2001*, CÔTÉ, Benoît, Le Club Lions de Saint-Apollinaire, 2001, 228 pages. Donateur : Benoît Côté.
- MINVILLE MIVILLE, 1-5**, *Esdras Minville, 1896-1975*, LÉTOURNEAU, Firmin, L'Action nationale - vol. LXV, n° 9-10, mai-juin 1976, 200 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- MOISAN, 1-6**, *Sur le chemin de nos ancêtres Moisan - Les descendants de Pierre Moisan et Barbe Rotteau*, MOISAN, Bertrand, 2006, 559 pages. Donateur : Bertrand Moisan.
- PAGÉ, 1-4**, *Rodolphe Pagé, pionnier de l'aviation au Québec - Pilote de brousse et pilote commercial, père de l'aviation au Saguenay, peintre*, LAPOINTE, Raoul, Centre éducatif et culturel inc. (Publication de la Société historique du Saguenay, n° 26), 1972, 182 pages. Donateur : Roger Saint-Louis.
- STRACHAN, 1-1**, *John Strachan - 1778-1867*, HENDERSON, F.L.H., Les Presses de l'Université Laval, 1970, 137 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- TARDIVEL, 1-1**, *Jules-Paul Tardivel, la France et les États-Unis, 1851-1905*, SAVARD, Pierre, Les Presses de l'Université Laval, 1967, 500 pages. Donateur : Louis Richer.
- THIBAUT, 1-8**, *Généalogie des ancêtres lointains*, BERNIER, Denise, 2006, 29 pages. Donatrice : Denise Bernier.
- VAILLANCOURT, 1-5**, *Cyrille Vaillancourt, homme d'action, homme d'unité et coopérateur émérite, 1892-1969*, LAMARCHE, Jacques, Éditions du Jour, 1979, 187 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- VERSAILLES, 1-1**, *Joseph Versailles, 1881-1931. Le fondateur de Montréal-Est. Un pionnier de l'économie au Québec*, FOURNIER, Ovila, abbé, Les Éditions de la Libellule, 1974, 141 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- VILLE-MARIE, 2-6546-66**, *3^e centenaire de Ville-Marie - Montréal, mai 1642-1942*, COLLABORATION, Bulletin des études françaises, 1942, 192 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- WALL, 1-1**, *The Wall Book of Genealogy*, FOREST, Joan, 2000, 124 pages. Donatrice : Joan Forest.
- WINDSOR, 1-1**, *La dernière reine Victoria, 1819-1901*, COLLABORATION, Éditions Robert Laffont, 2002, 540 pages. Donateur : Louis Richer.

ACQUISITIONS

- BERNIER, 1-37**, *Un voyage avec le passé, le présent et l'avenir de Wilfrid Bernier*, PELLETIER, Huguette, 2006, 242 pages.

DUBÉ, 1-6, *Les descendants de Mathurin Dubé et Marie Campion*, COLLABORATION, Association des Dubé d'Amérique, 2006, 756 pages.

LAMBERT, 1-4, *Les Lambert en Nouvelle-France - générations 1 à 8*, vol. 1, COMITÉ DU LIVRE, Association des Lambert d'Amérique inc., 2006, 829 pages.

LAMBERT, 1-5, *Les Lambert en Nouvelle-France - générations 9 à 12*, vol. 2, COMITÉ DU LIVRE, Association des Lambert d'Amérique inc., 2006, 922 pages.

PERREAULT, 1-6, *Lettres d'un patriote réfugié au Vermont*, PERREAULT, Louis, Éditions du Méridien, collection québécoise, 1999, 198 pages.

LES MONOGRAPHIES LOCALES ET RÉGIONALES

DONS

ABITIBI, 2-8400-25, *Bibliographie de l'Abitibi-Témiscamingue (supplément)*, GOURD, Benoît-Beaudry, Université du Québec, 1975, 214 pages. Donateur : Pierre Lamy.

ABITIBI, 2-8400-26, *Bibliographie de l'Abitibi-Témiscamingue (deuxième supplément)*, GOURD, Benoît-Beaudry, Université du Québec, 1977, 202 pages. Donateur : Pierre Lamy.

ABITIBI, 2-8400-27, *Bibliographie de l'Abitibi-Témiscamingue (troisième supplément)*, GOURD, Benoît-Beaudry, Université du Québec, 1979, 96 pages. Donateur : Pierre Lamy.

ABITIBI COLONISATION, 2-8400-28, *La colonisation de l'Abitibi, un projet géopolitique*, ASSELIN, Maurice, gouvernement du Québec - Cahiers du Département d'histoire et de géographie - Travaux de recherches n° 4, 1982, 171 pages. Donateur : Pierre Lamy.

BEAUPORT, 2-2000-89, *Beauport et son curé Grégoire Tremblay, 1858-1884*, LORTIE, Marcel, 1983, 152 pages. Donateur : Georges Crête.

BERTHIER, 2-4900-13, *Berthier, hier et aujourd'hui - Yesterday & To-Day*, KITTSOON, Arthur, 1953, 120 pages. Donateur : Pierre Lamy.

BERTHIER, 2-1400-32, *Petite histoire de Berthier-sur-Mer*, LAVALLÉE, Robert, La Société historique de la Côte-du-Sud (cahier d'histoire n° 8), 1973, 215 pages. Donateur : Pierre Lamy.

BUCKINGHAM, 2-7500-7, *Buckingham 1906*, LAPOINTE, Pierre-Louis, Société historique de l'Ouest du Québec - Asticou, cahier n° 12, 1973, 42 pages. Donateur : Pierre Lamy.

CHÂTEAUX, 2-F1000-35, *Châteaux du Pays de Caux et du Pays de Bray*, SEYDOUX, Philippe, Éditions de la Morande, 1987, 129 pages. Donateur : Pierre Lamy.

COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET, 2-6546-68, *Le collège André-Grasset, 75 ans d'histoire*, BANNON, Jacques, Éditions Fides, 2003, 396 pages. Donateur : Roger St-Louis.

CÔTE-NORD, 2-9700-25, *Sur les sentiers de la Côte-Nord*, ACHARD, Eugène, Éditions Eugène Achard, 1960, 207 pages. Donatrice : Cora Fortin-Houdet.

CÔTE-NORD, 2-9700-26, *Géants de la Côte-Nord : Comte Henri de Pujalon, Comeau, Menier, Garnier, McCormick,*

Schmon, Clarke, Labrie, Duclos, PARISÉ, Robert, Éditions Garneau, 1969, 142 pages. Donateur : Pierre Lamy.

ETHNOLOGIE, CAGEUX, 8-3000 rob-, *Les cageux*, ROBIDOUX, Léon-A., Les Éditions de l'Aurore, 1974, 93 pages. Donateur : Pierre Lamy.

FRANCE, 2-F1000-33, *La France - beautés du monde*, DELPAL, Jacques-Louis, LAROUSSE, 1978, 120 pages. Donateur : Réjean Martel.

HAUTE LOUISIANE, 2-E240-1, *Saint-Louis des Illinois, Haute Louisiane, Missouri, 1764-1804. Ville française (franco-québécoise). Kaskaskias, Illinois, 1695-1834*, VAILLANCOURT, Jacques, 2006, Donateur : Jacques Vaillancourt.

HAUT-POITOU FRANCE, 2-F1000-34, *Défrichements, peuplement et institutions seigneuriales en Haut-Poitou du X^e au XIII^e siècle - 10 cartes en annexe*, SANSFAÇON, Roland, Les Presses de l'Université Laval. Cahier n° 9 de l'Institut d'histoire, 167, 154 pages. Donateur : Réjean Martel.

MARCELIN, 2-C050-3, *History of Marcelin and District*, MARCELIN HISTORICAL SOCIETY, BONIN, Rose Mrs.; GRENIER, Marguerite Mrs., 1980, 215 pages. Donateur : Louis Richer.

MAURICIE, 2-4300-56, *La drave en Mauricie*, LAFLEUR, Normand, Trois-Rivières, Éditions du bien public, 1970, 178 pages. Donateur : Pierre Lamy.

MCGILL, 2-6546-67, *McGill and its Story, 1821-1921*, MACMILLAN, Cyrus John Lane, 1921, 304 pages. Donateur : Pierre Lamy.

MISSISSIPPI, 2E-245-1, *L'héritage français dans la Vallée du Mississippi*, COLLABORATION, Indiana Historical Society, 1954, 23 pages. Donateur : Pierre Lamy.

MONTRÉAL, 2-6546-63, *Le vieux Montréal - Montréal qui disparaît*, GRAY, Clayton, Les Éditions du jour, 1964, 146 pages. Donatrice : Cora Fortin-Houdet.

MONTRÉAL, 2-6546-65, *This Was Montreal in 1814, 1815, 1816, 1817*, WILSON, Lawrence M., Château de Ramezay, 1960, 205 pages. Donateur : Pierre Lamy.

NORMANDIE, FRANCE 2-F1000-36, *Des Normands découvrent l'Amérique, 1492-1992*, COLLABORATION, Société de l'histoire de Normandie, 1992, 200 pages. Donateur : Pierre Lamy.

- NORMANDIE FRANCE, 2-F1000-29**, *La Normandie ancestrale - Histoire*, CHAUVET, Dr Stephen, Librairie Guénégaud, 1981, 274 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- NORMANDIE FRANCE, 2-F1000-30**, *La Normandie ancestrale - Iconographie*, CHAUVET, Dr Stephen, Librairie Guénégaud, 1981, 207 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- NORMANDIE FRANCE, 2-F1000-28**, *Normandie - almanach de la mémoire et des coutumes*, TIÉVANT, Claire, Hachette, 1982, 375 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- NORMANDIE FRANCE, 2-F1000-27**, *La Normandie dans les souvenirs du passé*, PRENTOUT, Henri, Les Éditions Rieder, 1931, 100 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- NORMANDIE FRANCE, 2-F1000-26**, *Le culte populaire et l'iconographie des saints en Normandie*, FOURNÉE, Dr Jean, Société Parisienne d'histoire - Numéro spécial des Cahiers Léopold Delisle, 1973, 287 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- NORMANDIE FRANCE, 2-F1000-31**, *La topographie de la Normandie d'après Chastillon & Mérian*, BERNAGE, Georges, Éditions Heimdal, exemplaire n° 894, 1974, 39 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- RIVIÈRE-OUELLE, 2-1000-45**, *Généalogie des familles de la Rivière Ouelle depuis l'origine de la paroisse jusqu'à nos jours*, vol. 1, MICHAUD, Adolphe, abbé, 1908, 331 pages. Donateur : Fonds Aubry.
- RIVIÈRE-OUELLE, 2-1000-46**, *Généalogie des familles de la Rivière Ouelle depuis l'origine de la paroisse jusqu'à nos jours*, vol. 2, MICHAUD, Adolphe, abbé, 1908, 373 pages. Donateur : Fonds Aubry.
- SAINTE-AGATHE-DE-LOTBINIÈRE, 2-2800-22**, *Sainte-Agathe-de-Lotbinière 150 ans, 1853-2003*, COLLABORATION, Comité des fêtes, 2002, 644 pages. Donateurs : Nelson Dubé, Doris Drolet.
- SOREL, 2-5000-12**, *Histoire de Saint-Joseph-de-Sorel et de Tracy 1875-1995 - Volume souvenir*, GRAVEL, Olivar, 1980, 480 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- TIMMINS, 2-C030-27**, *Timmins, métropole de l'or*, TREMBLAY, Rodolphe, La Société historique du Nouvel-Ontario, documents historiques n° 22, 1951, 48 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- TROIS-RIVIÈRES, 2-4300-54**, *Trois-Rivières d'autrefois - Études éparses et inédites - Mélanges historiques, volumes 18, 19, 20 et 21 et index*, SULTE, Benjamin, Éditions Édouard Garand, 1931, 384 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- TROIS-RIVIÈRES, 2-4300-55**, *Histoire de la ville des Trois-Rivières et de ses environs*, SULTE, Benjamin, Eusèbe Senécal, 1870, 521 pages. Donateur : Pierre Lamy.

ACQUISITIONS

- ABITIBI TOPONYMIE, 2-8400-29**, *Dossier toponymique de l'Abitibi-Témiscamingue*, COLLABORATION, gouvernement du Québec. Commission de toponymie, 1981, 102 pages.
- ROBERVAL, 2-9000-21**, *Roberval - J'ai pour toi un lac*, GUAY, Gérard, 2005, 352 pages.
- SAINTE-ÉMILE-DE-SUFFOLK, 2-7500-6**, *Saint-Émile-de-Suffolk, 1881-2006*, COLLABORATION, La Plume d'Oie, 2006, 319 pages.
- SAINTE-JUSTINE, 2-2200-22**, *Je me souviens... des Etchemins!*, COLLABORATION, Société historique du patrimoine de Sainte-Justine, 1991, 29 pages.
- SAINTE-GEORGES - BEAUCE, 2-2300-38**, *Les seigneurs et premiers censitaires de Saint-Georges - Beauce et la famille Pozer*, ANGERS, P., L'Éclaireur Limitée, 1927, 89 pages.
- SAINTE-GERMAIN-DE-GRANTHAM, 2-4100-22**, *Saint-Germain-de-Grantham, 1815-2006*, VALLÉE, Maurice, municipalité de Saint-Germain-de-Grantham, 2006, 297 pages.

LES RÉFÉRENCES

DONS

- ANGLICAN CHURCH, 8-9200 tay-**, *The Last Three Bishops Appointed by the Crown for the Anglican Church of Canada*, TAYLOR, Fennings, gouvernement du Canada, 1870, 281 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- ARCHITECTURE, 8-7000 can-**, *Vieux Québec - Son architecture intérieure*, CAMERON, Christina; TRÉPANIÉ, Monique, Musée national de l'homme, Parcs Canada, 1986, 537 pages. Donateur : Louis Richer.
- ARCHITECTURE, 8-7000 can-**, *Québec ville fortifiée du XVII^e au XIX^e siècle*, COLLABORATION, Éditions du Pélican, Parcs Canada, 1982, 482 pages. Donateur : Louis Richer.
- ÉMIGRATION, 8-3000 lav-**, *L'émigration des Canadiens aux États-Unis avant 1930*, LAVOIE, Yolande, 1972, 90 pages. Donateur : Pierre Lamy.
- FRANCO-AMÉRICAINS, 8-9740 cha-**, *Littérature historique populaire Franco-américaine*, CHARTIER, Armand, RENAUD, S. Albert, 1981, 108 pages. Donateur : Georges Crête.
- LITTÉRATURE, 8-8000 hus-**, *Le répertoire national ou recueil de littérature canadienne*, vol. 1, HUSTON, J., J.M. Valois & Cie, Libraires-Éditeurs, 1893, 407 pages. Donateur : Louis Richer.
- LITTÉRATURE, 8-8000 hus-**, *Le répertoire national ou recueil de littérature canadienne*, vol. 2, HUSTON, J., J.M.

Valois & Cie, Libraires-Éditeurs, 1893, 396 pages.
Donateur : Louis Richer.

LITTÉRATURE, 8-8000 hus-, *Le répertoire national ou recueil de littérature canadienne*, vol. 3, HUSTON, J., J.M. Valois & Cie, Libraires-Éditeurs, 1893, 398 pages.
Donateur : Louis Richer.

LITTÉRATURE, 8-8000 hus-, *Le répertoire national ou recueil de littérature canadienne*, vol. 4, HUSTON, J., J.M. Valois & Cie, Libraires-Éditeurs, 1893, 427 pages.
Donateur : Louis Richer.

MUSICIENNES, 8-9200 gin-, *Musiciennes de chez-nous*, GINGRAS, Claude, Société de publication Merlin Itée, 1955, 102 pages. Donateur : Pierre Lamy.

NOMS DE FAMILLE AU QUÉBEC, 5-4100 duc-, *Les noms de famille au Québec : aspects statistiques et distribution spatiale (démographie)*, DUCHESNE, Louis, Institut de la statistique du Québec, 2006, 172 pages. Donateur : Louis Duchesne.

PREMIÈRE GUERRE, 8-9400 edm-, *A Short History of World War I*, EDMONDS, Sir James E., Oxford University Press, 1951, 454 pages. Donatrice : Cora Fortin-Houdet.

QUÉBÉCOISES, 8-3000 pre-, *Québécoises d'hier et d'aujourd'hui. Profils de 275 femmes hors du commun*, PRÉVOST, Robert, Éditions Stanké, 1985, 239 pages. Donateur : Pierre Lamy.

RÉBELLION RIEL, 8-9710 sta-, *The Birth of Western Canada. A History of the Riel Rebellions*, STANLEY, George F.G., University of Toronto Press, 1960, 475 pages. Donatrice : Cora Fortin-Houdet.

ACQUISITIONS

ARCHIVES-CANADA, 4-7000-, *Revue annuelle des Archives nationales du Canada, 1987-1988*, COLLABORATION, Archives nationales du Canada, 1989, 89 pages.

AVIATEURS, 5-4500 all-, *They Shall Grow Not Old. A Book of Remembrance*, ALLISON, Les; HAYWARD, Harry, Commonwealth Air Training Plan Museum Inc., 1996, 892 pages.

DICTIONNAIRE ENCYCLOPÉDIQUE, 3-1000 can-, *Canada 2000. Dictionnaire encyclopédique*, COLLABORATION, Éditions Stanké, 2000, 2 639 pages.

ETHNOLOGIE, 8-3000 dio-, *Des forêts et des hommes, 1880-1982*, DIONNE, Lynda; PELLETIER, Georges, Gouvernement du Québec, 1997, 1997, 190 pages.

ETHNOLOGIE, 8-3000 ACE-, *Esquisses du Canada français*, L'ASSOCIATION CANADIENNE DES ÉDUCATEURS DE LANGUE FRANÇAISE, Éditions Fides, 1967, 452 pages.

GÉNÉALOGIE, 5-6600 col-, *XVIII^e congrès national de généalogie et Salon 2005 de la généalogie - Mâcon*, COLLABORATION, Cercle généalogique de Saône-et-Loire, 2005, 12 pages.

PAULINE ALAIN SANTERRE (2451)



Pauline n'est plus... Durant son séjour à la Maison Michel-Sarrazin, elle était d'une sérénité tout à fait remarquable. Elle a toujours été positive, dans la vie courante comme dans la maladie. Femme effacée, mais combien active. Mais depuis le 4 décembre 2006, elle repose éternellement. À ses funérailles, elle voulait du beau chant, de la belle musique en lieu et place des éloges.

Elle avait des origines acadiennes et en était fière. Voyageuse, elle a parcouru la France, l'Espagne, la Chine et l'Australie. Elle s'intéressait à tout incluant la politique. C'était une intellectuelle, les choses de l'esprit la captivaient : Orchestre symphonique de Québec, courts voyages culturels, Club culturel Québec-Métropolitain. En plus de la Société de généalogie de Québec, elle faisait partie de la Société historique de Québec. Elle lisait beaucoup et avait une excellente mémoire. En plus de son côté intellectuel, il y avait aussi son côté humanitaire qu'elle a réalisé au sein du Conseil d'administration de L'Entraide – Les Saules.

J'ai le sourire en pensant qu'elle avait cinq amies, une amie pour chacune de ses spécialités : la danse, le bridge, les voyages, la musique et l'ornithologie.

Elle passait ses étés à Carleton, son pays natal. Avec d'autres, elle a fondé l'Association des Johnson. Sa mère était une Johnson. À la SGQ, elle était membre depuis 1990, et elle a même fait un court séjour au Conseil d'administration en 1996.

Pauline, femme humble, effacée et active, a su s'imposer dans notre souvenir.

Madeleine M. Côté (4586)

Georges Côté (0688)

RASSEMBLEMENTS DE FAMILLE



L'Association des familles **Morissette** annonce que son rassemblement annuel 2007 aura lieu au Centre communautaire de Saint-Michel de Bellechasse, les 19 et 20 mai 2007.

Pour information : www.morissette.org
à Québec, le président Jérôme-René Morissette au 418 523-7277 ou
le vice-président Roger Morissette au 418 650-548 ou
à Montréal, Jacques Morissette au 514 366-7420.

Roger Morissette, vice-président



Les **Dumas** d'Amérique célébreront leur 15^e anniversaire de fondation les 9 et 10 juin 2007, à l'île d'Orléans, terre des ancêtres. En ouverture de la fête, l'historien Jacques Lacoursière prononcera une conférence sur la vie quotidienne en France et en Nouvelle-France, au moment de l'arrivée de l'ancêtre François. Une visite guidée de l'île d'Orléans suivra, avec un arrêt au monument érigé en mémoire de François Dumas et de Marguerite Foy, aïeux de nombreux Dumas d'Amérique. En soirée, cocktail et souper accompagneront retrouvailles, découvertes, souvenirs, rires, plaisirs et surprises. Dimanche, assemblée générale annuelle et messe célébrée par le père Réal Dumas, à l'église Sainte-Famille. Un dîner champêtre marquera la clôture de l'événement. Bienvenue à tous et à toutes.

Information : Patricia Dumas, présidente au 418 658-4634 ou
www.genealogie.org/famille/dumas/index.htm



L'Association des **Belleau dit Larose** d'Amérique tiendra sa rencontre annuelle 2007 à Deschambault, le 22 septembre 2007, et rendra hommage à **Isidore Belleau**, maître d'école.

Information : abla9@sympatico.ca ou
Irène Belleau 1 418 877-0446

Date limite pour les inscriptions : 10 septembre 2007.

NOS MEMBRES PUBLIENT



Sur les pas de Robert Rivard dit Loranger, 1638-1699, Batiscan, Québec

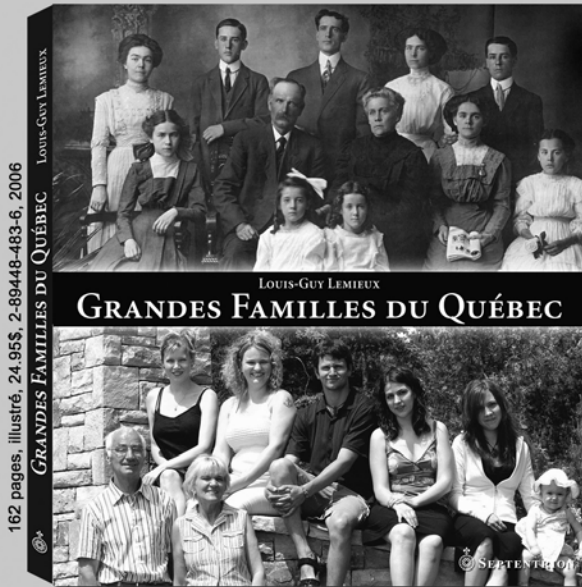
Découvrons Robert Rivard dit Loranger, un des tout premiers pionniers de Batiscan, qui fut à la fois défricheur et coureur des bois jusqu'à Détroit (Michigan).

Volume de référence bilingue avec cartes, plans et archives.

En vente chez l'auteure : 30 \$, frais de poste inclus.

Monique Loranger-Tessier
605-3225, boul. Gouin Est
Montréal (Québec) H1H 5V8
Téléphone : 514 955-8653
Courriel : lortessier@sympatico.ca

Nouveauté!Nouveauté!Nouveauté!Nouveauté!Nouveauté!



Tremblay	Dufour
Simard	Nadeau
Gauthier	Gagnon
Bergeron	Bouchard
Caron	Côté
Beaulieu	Fortin
Dubé	Roy
Fournier	Pelletier
Savard	Lavoie
Lachance	Gagné
Paquet	Morin
Lessard	Ouellet
Lapointe	Bélanger
Cloutier	Lévesque
Poulin	Girard



Louis-Guy Lemieux est attaché à la rédaction du Soleil depuis près de 40 ans. Il se passionne pour l'histoire, plus particulièrement pour la généalogie.

Le Québec aurait pu ne jamais venir au monde. Il aura fallu des hommes et des femmes hors de l'ordinaire pour réaliser cette belle utopie : un empire français en Amérique. Ce sera un échec aux yeux de l'histoire. Mais il reste sur place un pays et des millions de gens qui parlent français. C'est déjà beaucoup.

www.septentrion.qc.ca



Première
IMPRESSION
CENTRE NUMÉRIQUE

2326. Chemin Sainte-Foy
Sainte-Foy (Québec)
G1V 1S5
Télécopieur: (418) 657.1718
Prem-imp@biz.videotron.ca

Téléphone:
657-1718

Copie noire

Copie couleur

Copie libre service

Impression numérique

Imprimerie

Graphiste

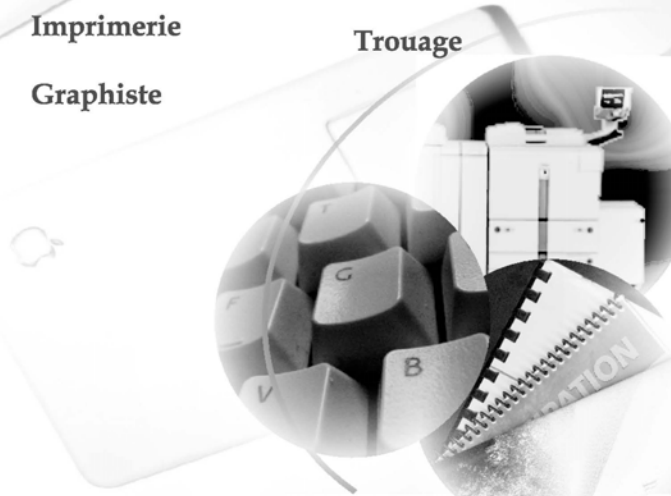
Plastification

Pliage

Reliure

(Spirale, cerlox,
brochage, thermoreliure)

Trouage



RENCONTRES MENSUELLES

Endroit :

Centre Brûlart

1229, avenue du Chanoine-Morel
Québec (Québec)
(arr. Sillery–Sainte-Foy)

Heure : 19 h 30

Frais d'entrée de 5 \$
pour les non-membres

1. Le mercredi 21 mars 2007

Conférencière : Andrée Héroux

Sujet : *La transmission du patrimoine foncier dans la seigneurie de Lotbinière au XIX^e siècle*

2. Le mercredi 18 avril 2007

Conférencière : Jocelyne Rouleau

Sujet : *Les bijoux, trésors de votre famille*

3. Le mercredi 16 mai 2007

Assemblée générale annuelle de la Société de généalogie de Québec



Société de généalogie de Québec

CENTRE DE DOCUMENTATION ROLAND-J.-AUGER

Local 4240, pavillon Louis-Jacques-Casault, Université Laval
(via local 3112)

COLLECTION DES MICROFILMS DROUIN DISPONIBLES POUR CONSULTATION

Publications de la Société :

Lundi : Fermé
Mardi : 10 h 30 à 21 h 30
Mercredi : 18 h 30 à 21 h 30
Jeudi : 13 h à 16 h
Vendredi : Fermé
Samedi : 10 h à 16 h (fermé le 1^{er} samedi)

Répertoires, tableaux généalogiques, cartes, logiciels, etc., disponibles aux heures d'ouverture.

Les achats de publications débutent 30 minutes après l'ouverture du centre et se terminent 30 minutes avant l'heure de fermeture.

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

Manuscrits et microfilms

Lundi, jeudi et vendredi : 10 h 30 à 16 h 30
Mardi et mercredi : 10 h 30 à 21 h 30
Samedi : 8 h 30 à 16 h 30

La communication des documents se termine
15 minutes avant l'heure de fermeture.

**Local 3112, pavillon Louis-Jacques-Casault
Université Laval**

Bibliothèque : archivistique, généalogie, histoire du Québec
et de l'Amérique française et administration gouvernementale.
Lundi au vendredi : 10 h 30 à 12 h et 13 h à 16 h 30

Archives iconographiques, cartographiques, architecturales et
audiovisuelles.
Lundi au jeudi : 10 h 30 à 12 h et 13 h à 16 h 30